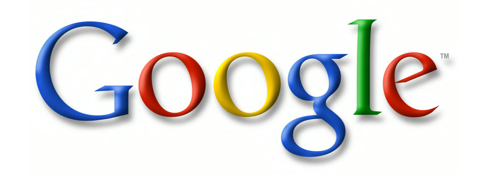
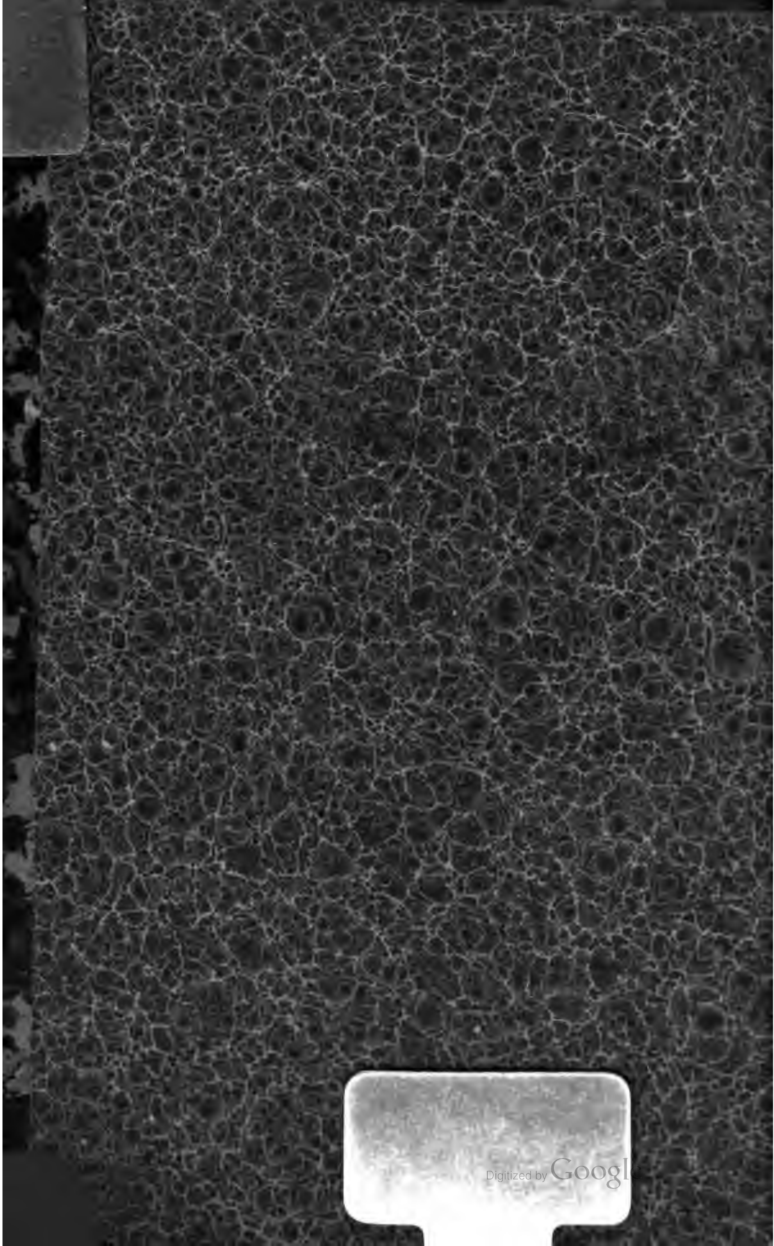
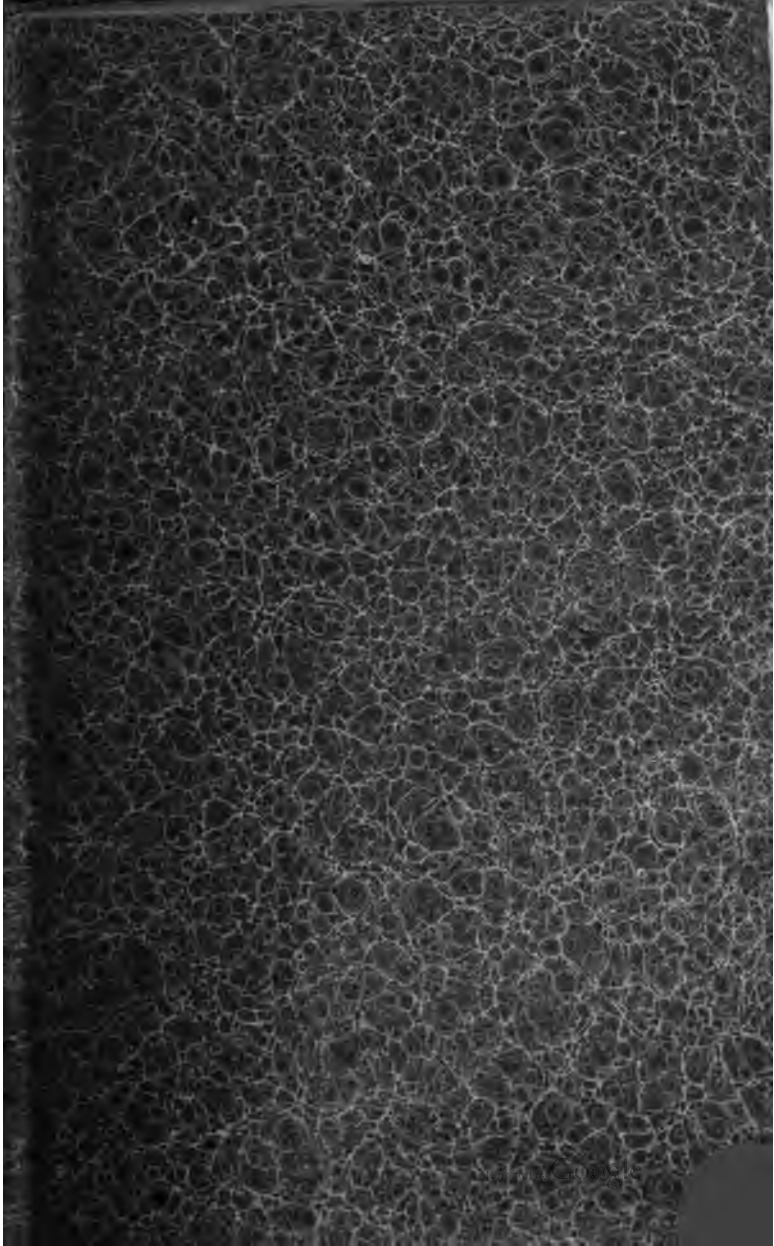
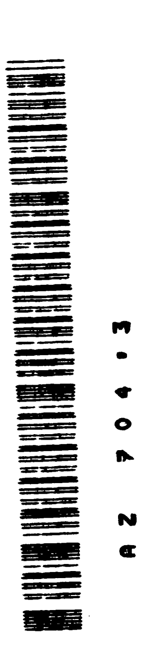










HISTOIRE

DES

PEUPLES D'ITALIE,

PAR CHARLES BOTTA.

TOME TROISIÈME.

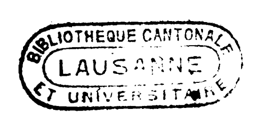
A PARIS,

CHEZ RAYMOND, ÉDITEUR

DE LA BIBLIOTHÈQUE DU XIXe SIÈCLE,

RUE DE LA BIBLIOTHÈQUE, N. 4.

1825.



HISTOIRE

DES PEUPLES

D'ITALIE.

La paix régnait en Italie : on nourrissait l'espoir qu'elle serait de longue durée ; toutes les puissances de la péninsule avaient un intérêt direct à sa conservation, et aussi long-temps que le bon accord entre elles aurait duré, on ne pouvait guère craindre que les princes étrangers voulussent la troubler. Le roi Ferdinand de Naples, tout entier aux soins qu'il donnait à ses états, devait, plus que tout autre, éloigner la pensée de fournir l'occasion à de nouveaux troubles. Il savait les droits que la maison de France faisait valoir sur son royaume, et il n'ignorait pas que Charles VIII se montrait disposé à les soutenir par la force des armes ; une dissension entre les princes italiens aurait pu facilement ouvrir les voies à son redoutable rival. Louis Sforza, surnommé le Maure, duc de Milan, avait un seul but, c'était de conserver dans ses mains le pouvoir qu'il avait usurpé au préjudice de son neveu, Jean Galéas, prince légitime, à qui la souveraineté appar-

tenait incontestablement par le droit de succession. Son usurpation paraissait avoir été reconnue, au moins tacitement par les princes, même par le roi de Naples, qui devait pourtant porter un intérêt particulier au jeune Jean Galéas, époux d'Isabelle, fille d'Alphonse, duc de Calabre, son fils aîné et héritier présomptif de la couronne. En effet, Isabelle ne laissait échapper aucune occasion pour témoigner son indignation de se trouver au second rang à Milan, elle qui devait occuper le premier, et stimulait continuellement son grand-père à venger sur l'usurpateur des droits de son mari et des siens, l'affront qu'elle recevait; mais Ferdinand, prince sage, aimait mieux temporiser que d'allumer un incendie, qui, en définitive, aurait pu dévôrer ses propres états.

Le pape Innocent VIII, après avoir conclu la paix avec la république de Florence, et reconnu une espèce de pouvoir suprême dans Laurent de Médicis, suivait les conseils du roi de Naples, et paraissait déterminé à maintenir cet équilibre pacifique, qui heureusement venait d'être établi, après tant d'orages, dans la péninsule italique.

Les Vénitiens avaient fait paraître, à la vérité, quelques dispositions à s'agrandir sur le continent: ils étaient, pour la richesse et la puissance, placés au premier rang parmi les princes italiens, et leur ambition ne laissait pas de donner de l'ombrage; mais le sénat avait toujours été plus disposé à saisir les occasions qu'à les faire naître, et on ne pouvait croire qu'il eût, de son propre mouvement, à semer des germes de discorde. L'état de Milan, sur quel-

ques parties duquel il avait des vues, excitait vivement sa sollicitude, parcequ'il espérait que la violence de Louis-le-Maure sur son neveu aurait à la fin produit quelque bouleversement, dont Venise aurait pu profiter. Mais cet espoir même était cause que le sénat aimait mieux attendre les événements que les provoquer. Il y avait donc lieu de présumer que, de ce côté, aucun signal de discorde ne se serait élevé, dont on pût craindre des agitations en Italie.

Quant au duc de Savoie, ses intérêts étaient, à cette époque, trop mêlés avec ceux de la France pour qu'il cherchât à les en séparer. Or la maison de Bourbon tournait plutôt ses vues vers le royaume de Naples que vers l'état de Milan, et par conséquent elle avait intérêt à ménager Louis Sforza, et le ménageait en effet, tout usurpateur qu'il était. Le duc de Savoie devait suivre la même politique, et ne pas chercher à inquiéter son voisin, le duc de Milan. Ce que la raison d'état indiquait se trouvait encore confirmé par le caractère personnel de Blanche de Montferrat, duchesse de Savoie, veuve de Charles Ier, qui, en qualité de régente, gouvernait alors le Piémont : elle favorisait de ses vœux la France plutôt que toute autre puissance, et dépendait entièrement des conseils du cabinet français. Les ducs de Savoie ayant porté, en vertu des arrangements qui avaient eu lieu tout récemment, leurs frontières jusqu'à la Sésia, ils ne pouvaient s'étendre de ce côté, plus loin, sans menacer le cœur même du duché de Milan, sur lequel la France n'avait, en ce moment, aucun projet. Leur désir d'agrandissement avait d'ailleurs, en Piémont même,

un aliment, c'était le prochain espoir de réunir à leurs anciens domaines le Montferrat; cet objet occupait toute l'attention de leur gouvernement.

Gênes n'avait aucune part active dans les affaires politiques de la péninsule: en proie aux factions, tombée sous la domination des ducs de Milan, elle ne pouvait ni s'organiser elle-même, ni fonder sa liberté, ni attenter à celle d'autrui. Après l'échec de Chiozza, échec qui avait suivi de près de si grandes espérances, sa marine militaire était tombée dans une faiblesse déplorable, et cette superbe Gênes, qui avait figuré avec éclat dans les expéditions de la Terre-Sainte, et réduit Venise à deux doigts de sa perte, n'était plus que le jouet de quelques familles ambitieuses et des volontés d'un prince étranger.

Il est donc évident que tout concourait en Italie pour maintenir le repos général; les intérêts de tous tendaient irrésistiblement à ce but. Il restait une seule crainte, c'était que le caprice et les écarts d'un seul ne troublassent l'harmonie de ce système que la raison d'état dictait à tout le monde. Il fallait un modérateur suprême, qui, par sa sagesse, sa prudence et l'autorité de son nom, fût en état de consolider l'œuvre que la nécessité des choses et un concours de circonstances heureuses avaient fait naître. La fortune, si long-temps ennemie des Italiens, avait pourtant voulu que ce personnage extraordinaire vînt faire luire aux yeux de ce peuple malheureux l'espoir d'une paix solide et durable. Florence, en perdant une partie de sa turbulente liberté, avait trouvé le repos sous le haut patronage

de Laurent de Médicis. Ce grand citoyen, après avoir détourné de sa patrie le danger d'une destruction prochaine, et s'être élevé lui-même de la condition de captif d'un roi à la première magistrature d'un des plus nobles états de la péninsule, n'avait pas démenti, dans le rang suprême, ce beau caractère qui l'y avait conduit. Fort de ses bienfaits et de ceux de Côme, son glorieux aïeul; influant moins par le pouvoir dont il était investi que par sa manière généreuse et large de gouverner; encourageant par son exemple, et favorisant par son autorité tout ce qu'il y a de plus noble parmi les hommes, Laurent avait acquis à Florence un tel ascendant qu'aucune résolution importante n'y était prise que de son consentement. Il était vraiment le maître de la république, mais son pouvoir n'était pas fondé sur les baïonnettes : il l'était au contraire sur la volonté libre de la majorité de ses concitoyens, que ses bienfaits, ses vertus et la grandeur de son caractère engageaient à ne pas s'écarter de ce qu'il désirait. Accoutumés que nous sommes à un grand appareil militaire, et l'imagination continuellement frappée de fusils, de baïonnettes et de canons, nous avons de la peine à comprendre le gouvernement de ce chef magnanime de la république de Florence. Il n'avait aucune troupe soldée à ses ordres; tous les citoyens étaient armés; ils avaient vu, ils avaient même fait plusieurs révolutions; bien des gouvernements, bien des chefs de l'état avaient péri sous leurs propres yeux et de leur main; les ambitions étaient réveillées, les haines récentes, les plaies saignaient encore : un seul homme, n'ayant d'autre

appui que ses amis, attirés plutôt par ses vertus que par son pouvoir, ralliait autour de lui toutes les volontés, et réglait à son gré les destinées d'un peuple, encore moins habitué à la liberté qu'à ses excès. Si on veut bien y réfléchir, on sera étonné d'un pareil phénomène, et on ne saura assez admirer le génie de celui qui en était le principal objet. Ce n'était pas la force qui l'étayait, puisqu'il n'en avait pas; ce n'était pas non plus la loi, puisqu'il était au-dessus de la loi, et que son pouvoir n'était point reconnu ni réglé par aucune constitution : c'était une autorité de patronage, fondée uniquement sur des qualités personnelles. Quand on compare ce généreux descendant de Côme aux autres petits tyrans de quelques villes d'Italie, ses contemporains, et surtout à ce César Borgia, digne fils d'un pontife odieux, on voit qu'il y a entre eux toute la distance qui sépare la vertu du vice, la dignité de la bassesse, la franchise de la perfidie, l'humanité de la cruauté; on remarquera aussi que cette différence était la conséquence presque nécessaire de la nature des choses. Laurent était le produit d'une ville civilisée et devenue, dès ce temps-là, le foyer des lumières, tandis que quelque faible lueur avait à peine pénétré dans les pays qui servaient de théâtre aux infamies de Borgia et de ses pareils.

L'ascendant dont le chef magnanime de la république florentine jouissait dans sa patrie, et son mérite personnel, lui avaient acquis un grand crédit auprès de tous les princes d'Italie. Ses conseils étaient regardés comme des oracles, et l'on n'entreprenait

rien sans l'avoir consulté. Le principal danger pour la tranquillité générale venait de la rivalité et des intérêts opposés qui divisaient le roi de Naples et le duc de Milan; mais la prudence de Laurent fut telle, que cette cause de discorde n'éclata jamais, de son vivant, en une rupture ouverte: l'heureux équilibre qui s'était établi, et dont le principal fondement était à Florence, ne fut point troublé, et l'Italie continuait à jouir de cette paix que des vertus éminentes lui avaient procurée.

Cependant la mort enleva Laurent dans la fleur de l'âge. La perte d'un homme de bien fut suivie peu après de l'élévation d'un monstre. Les éléments de discorde commencèrent à s'accumuler sur la péninsule, et le frein salutaire qui les avait retenus n'existait plus: Roderic Borgia, cardinal espagnol, fut nommé pape sous le nom d'Alexandre VI. Si jamais élection fut entachée de simonie, ce fut bien celle de Borgia. Il acheta publiquement les voix des cardinaux soit à prix d'argent, soit par des promesses de charges et de bénéfices, et ces cardinaux, comme le remarque Guichardin, ne rougirent point de vendre, au grand mépris des préceptes de l'Evangile, les trésors sacrés dans la partie la plus élevée du temple. Le même historien observe en particulier, et relativement au cardinal Ascagne Sforza, qu'entraîné par une soif insatiable de richesses, il stipula, en vendant sa voix, et pour prix de tant de scélératesse, la vice-chancellerie, l'une des charges principales de la cour pontificale, ainsi que des églises, des châteaux, et un palais dans Rome, rempli des meubles les plus précieux. Quant aux quali-

tés personnelles du nouveau pape, elles sont connues de tout le monde. Une grande sagacité, une dextérité admirable dans les affaires, jointe à une éloquence très persuasive, rendaient Alexandre très propre au gouvernement; mais combien de vices ne souillaient-ils pas ces heureuses dispositions? Des mœurs obscènes, point de sincérité, point de pudeur, point de religion, une avarice insatiable, une ambition sans frein, une cruauté plus que barbare, un désir immodéré d'élever à une grande fortune et au rang suprême, de quelque manière que ce fût, ses fils, assez nombreux, et dont quelques uns étaient encore plus détestables que lui, tel était l'homme que des cardinaux mercenaires avaient élevé à la tiare au grand scandale des amis de la morale et de la religion. Lorsque le roi Ferdinand apprit sa nomination, il prédit ouvertement que le nouveau pape serait le fléau de l'Italie et de la chrétienté.

Malgré l'exaltation de ce pontife turbulent, immoral et ambitieux, on pouvait espérer que la paix de l'Italie ne serait point troublée : seulement on pouvait s'attendre qu'il aurait écrasé, pour procurer des états à ses enfants, les petits tyrans qui désolaient les villes de la Romagne; ce qui eût été un bien, s'il avait voulu fonder sur leurs ruines un gouvernement équitable.

Pierre de Médicis, sans hériter du talent et des vertus de son père Laurent, lui avait pourtant succédé dans le pouvoir suprême de la république. L'habitude, la reconnaissance, les souvenirs lui avaient conservé cette honorable magistrature. La politique de Pierre, comme celle de Laurent, était de se tenir

étroitement lié au roi de Naples, sans pourtant négliger l'amitié du remuant et ambitieux duc de Milan. Aussi long-temps que Florence, Naples et Milan auraient marché d'accord, aucun bouleversement n'était à craindre, et Alexandre aurait pu se débattre tout à son aise avec les petits seigneurs de l'état romain, sans que la paix générale en reçût des atteintes. Mais on eut bientôt occasion de regretter la prudence et l'ascendant de Laurent. Louis-le-Maure voulut, après la mort de Médicis, attirer à lui cette suprématie, cette espèce de dictature de confiance que le généreux florentin avait exercée d'un bout de l'Italie à l'autre ; mais son ambition aimait à éclater en démonstrations d'une vanité puérile, plutôt qu'en démarches d'une profonde politique. Alexandre étant monté sur le trône pontifical, Louis imagina le projet d'une députation solennelle de tous les princes d'Italie, pour complimenter le pape sur sa nouvelle dignité. Ce projet n'était pas sans utilité, puisque l'apparence d'union entre les potentats italiens était capable d'en imposer, non seulement à l'ambitieux pontife, mais encore aux puissances étrangères qui auraient pu cacher des desseins sinistres à l'égard de la péninsule. L'idée de Louis fut goûtée, les députés nommés, le bruit s'en répandit, on attendait à Rome l'arrivée de la députation italique ; on savait qu'elle était l'ouvrage du duc de Milan. Un obstacle imprévu vint arrêter tout-à-coup l'exécution d'une mesure qui avait reçu l'assentiment presque général. Pierre de Médicis et Gentil, évêque d'Arezzo, avaient été nommés par la république de Florence pour faire partie de la députation. L'évê-

que qui, à raison de sa dignité, espérait d'être chargé de porter la parole, espoir qui le flattait infiniment, parcequ'il avait une grande idée de son éloquence, craignit que, si les confédérés se fussent présentés ensemble au pape, et qu'un seul eût parlé au nom de tous, il ne fût exclu de cette honorable fonction; il répugnait à se mettre au risque de ne pas faire parade de son éloquence. D'un autre côté, la vanité de Pierre ne pouvait s'accommoder d'une députation générale où il eût été confondu avec beaucoup de monde, lui, qui, jeune, riche, et environné d'une pompe presque royale, se sentait fait pour briller sans pareil. En effet, il avait déjà préparé une suite et un cortége magnifique pour paraître à Rome avec un grand éclat. Il lui paraissait indigne qu'un chef d'un des premiers états de l'Italie dût se présenter au milieu de délégués secondaires. Mais, n'osant s'opposer ouvertement à une légation solennelle, que les princes avaient déjà approuvée, il écrivit secrètement au roi Ferdinand, le priant de faire en sorte que l'ambassade n'eût pas lieu. Le roi obtempéra facilement au désir de son ami, et fit savoir au duc de Milan qu'il n'enverrait pas de mandataire pour faire partie de la députation; mais dans sa réponse au duc il alla plus loin que Pierre ne l'aurait voulu, car il ne lui cacha point que c'était d'après la demande du chef de Florence qu'il s'écartait de ce qui avait été convenu.

Une cause en apparence si légère suscita pendant cinquante ans des guerres affreuses, des bouleversements épouvantables et des calamités sans nombre dans la malheureuse Italie. L'amour-propre

de Louis-le-Maure fut vivement blessé de ce qu'une mesure dont il avait été le principal auteur fût arrêtée au milieu de son exécution par le caprice et la vanité de Médicis. D'un autre côté, il conçut le soupçon que la complaisance de Ferdinand pour Pierre n'eût sa source dans des liaisons étroites qu'ils auraient formées au préjudice de ses intérêts. Dans sa situation et d'après son caractère, toutes les démarches du roi de Naples lui étaient suspectes. Un événement en lui-même de peu d'importance vint encore augmenter ses inquiétudes. Virginius des Ursins, ami et parent de Médicis, avait acheté de François Cibo, neveu d'Innocent VIII, quelques châteaux aux environs de Rome. Louis craignit que ces acquisitions ne facilitassent à Pierre et Ferdinand les moyens de combiner leurs efforts contre lui, et d'inquiéter le pontife romain, qu'il regardait comme son allié naturel.

Ces considérations eurent tant de pouvoir sur son esprit, qu'il se mit à remuer ciel et terre contre le roi Ferdinand. En premier lieu, il contracta une alliance offensive et défensive avec le pape, et fit des tentatives auprès de tous les princes d'Italie, excepté la république de Florence, pour susciter des ennemis à son rival. Il tenta même les Vénitiens, qu'il savait être les anciens ennemis des Arragonais; mais il rencontra de grandes difficultés, parceque le sénat ne jugeait point prudent de prendre part à une querelle qui menaçait la tranquillité générale : tels furent néanmoins les manéges de Louis, qu'il réussit enfin à déterminer le sénat à s'allier avec lui et le pape.

Mais le soupçonneux et inquiet Louis, ne se fiant pas assez aux appuis qu'il pouvait trouver en Italie, en vint à une résolution fatale qui renouvela pour ce pays les anciennes plaies qui l'avaient dévoré pendant si long-temps et qui étaient à peine cicatrisées. Il n'ignorait pas les droits que la maison de France prétendait avoir sur le royaume de Naples et que nous avons exposés dans le volume précédent; il savait que Charles VIII désirait les faire valoir par la voie des armes au moyen d'une expédition en Italie : il se mit en conséquence en devoir de seconder, par ses exhortations et ses promesses, cette disposition du roi de France. Alexandre joignit ses instances aux siennes : les deux princes napolitains de Saint-Severin, chefs du parti angevin, avaient été obligés de se réfugier en France, et ne cessaient de stimuler le roi à une entreprise dont ils se promettaient le retour dans leur patrie, ainsi que la réhabilitation dans leur ancien pouvoir et leurs richesses.

Cependant les barons et officiers plus anciens et plus sages du royaume s'opposaient vivement à l'expédition projetée; mais Louis et le pape trouvèrent les moyens de lever ces obstacles, en gagnant, par des présents et des promesses, Étienne de Vesce, et Guillaume Briçonnet, évêque de Saint-Malo; l'un grand sénéchal et chambellan du palais; l'autre, intendant général des finances. Le pape promit même à ce dernier le chapeau de cardinal. Le roi s'en rapportait principalement à leurs conseils : l'expédition fut donc résolue. Un nouvel orage, dont les conséquences devaient être immenses, allait crever sur l'Italie.

Ces négociations ne furent pas tellement secrètes, qu'elles ne vinssent à la connaissance du roi de Naples. Ferdinand fit tout ce qui pouvait dépendre d'un prince sage pour détourner les malheurs qui le menaçaient. Il réussit d'abord à détacher le pape de la confédération, au moyen de quelques sommes d'argent et de la promesse d'accorder en mariage Isabelle, fille naturelle de son fils Alphonse, à Juffré, fils d'Alexandre. Mais cette réconciliation qui, sous un rapport, fut très utile à Ferdinand, lui porta, sous un autre, un grand préjudice. Julien de la Rovère, cardinal de Saint-Pierre-dans-les Liens, homme doué d'une force de caractère extraordinaire, était ennemi mortel du pape, et, pour avoir conspiré avec la famille Colonna contre lui, avait été obligé de chercher un asile en France. La fermeté, la chaleur, et l'éloquence de cet homme ne contribuèrent pas peu à confirmer le roi Charles dans sa résolution de faire une expédition en Italie.

En attendant, Ferdinand de Naples, ayant cessé de vivre, Alphonse, son fils, lui succéda sur un trône menacé d'une ruine prochaine. Le nouveau roi ne manquait pas de talents militaires : il mit tous ses soins à augmenter son armée, à armer ses places fortes et à amasser toute espèce de provisions. D'un autre côté, il cherchait par une conduite sage et modérée à calmer les ressentiments des barons, qui croyaient avoir eu à se plaindre du règne de son prédécesseur. Il ne négligea pas non plus le moyen des négociations, et fit si bien qu'il détacha les Vénitiens de la confédération, les décidant à garder

la neutralité dans la querelle qui était sur le point de s'engager. Cette résolution des Vénitiens fut si conforme à leur manière ordinaire d'agir, que toutes les instances du roi de France ne purent les déterminer à s'en écarter. Charles leur avait fait demander conseil et coopération : le sénat répondit que le roi très chrétien était si rempli de sagesse et avait autour de lui de si prudents conseillers, qu'il y aurait de la présomption à lui adresser des conseils; qu'il souhaitait à la couronne de France toute sorte de prospérité; que, quant à la question de prendre une part active à son expédition, les inquiétudes que lui inspiraient continuellement la puissance ottomane, et la nécessité où il se trouvait de garder tant de côtes maritimes et tant d'îles, ne lui permettaient pas de s'impliquer dans des guerres étrangères.

La république de Florence délibéra peut-être moins prudemment, mais à coup sûr plus honorablement que celle de Venise. Le roi lui avait envoyé des ambassadeurs pour la déterminer à accorder le passage aux troupes françaises, et à abandonner la cause du roi de Naples. Pierre de Médicis était encore, pour ainsi dire, le maître des conseils de Florence, et il s'était fortement attaché à cette opinion, que son alliance avec Naples était nécessaire à la conservation du pouvoir dictatorial dont il jouissait dans sa patrie. Conformément à ces dispositions, la république répondit aux ambassadeurs, que le dévouement des Florentins à la maison de France était toujours le même, ainsi que leur désir de faire ce qui pouvait lui être agréable; mais que rien

n'était plus indigne des princes et des républiques que de manquer à la foi jurée; qu'elle ne pouvait, sans se rendre coupable d'un parjure, obtempérer à ses demandes; que la confédération faite, sous la garantie du roi Louis, son père, avec Ferdinand, sous la condition expresse qu'elle serait continuée avec Alphonse, portait textuellement que les Florentins seraient obligés de défendre le royaume de Naples, et même de refuser le passage sur leur territoire à quiconque voudrait l'attaquer; qu'enfin elle regrettait infiniment de ne pouvoir prendre une autre détermination; mais qu'elle espérait que le roi juste et sage, appréciant des motifs si légitimes, n'aurait pas attribué à mauvaise volonté ce qui était l'effet indispensable de la situation de la république.

Alphonse, voyant la guerre inévitable, songea aux moyens de résister. Son dessein était de marcher en avant et de prévenir ses ennemis. Il espérait qu'en paraissant avec son armée dans l'état de Milan, et en déclarant son intention de remettre sur le trône Jean Galéas, souverain légitime, il trouverait un grand appui parmi les peuples, déjà fatigués du gouvernement de l'usurpateur. D'un autre côté, il avait attiré à lui les Frégoses et autres émigrés de Gênes, à l'aide desquels et par le moyen de ses nombreuses escadres il ne doutait pas de pouvoir faire révolter cette ville contre le duc de Milan, qui la dominait au moyen de la faction contraire des Adornes. Ce plan de campagne était sans doute bien conçu, mais la lenteur qu'on mit dans son exécution le fit manquer; le roi, averti à temps, envoya

à la hâte à Gênes un escadron de Suisses, qui assurèrent la ville contre toute tentative des Arragonais. Une escadre française parut également dans les parages de la rivière du Levant, et réduisit celle du roi de Naples à la nécessité de rentrer dans le port de Livourne, après avoir tenté inutilement de surprendre Porto-Venere et Rapallo. Le gros de l'armée d'Alphonse avait encore ses quartiers dans les Abruzzes.

Cependant le roi Charles avait achevé ses préparatifs, et s'était déjà rendu à Vienne en Dauphiné, prêt à passer les Alpes aussitôt que les circonstances le permettraient. Peu s'en fallut ici qu'on n'abandonnât l'entreprise au moment de la commencer: l'argent manquait; la perfidie connue de Louis-le-Maure inspirait des craintes, la grandeur du projet intimidait beaucoup de personnes; ceux-là même qui avaient été les plus ardents à conseiller l'expédition flottaient dans l'incertitude; mais le cardinal de la Novère était là: cet homme terrible, principal artisan des malheurs de l'Italie, fit tant par son éloquence plutôt impétueuse que réglée, que les esprits se réchauffèrent, et on se mit en marche pour aller tenter la fortune au-delà des Alpes. On était au mois d'août de l'année 1434. L'armée, par l'amitié qui unissait Blanche de Montferrat, duchesse de Savoie, au roi, traversa sans difficulté le Mont-Genèvre et le Piémont, et arriva à Asti; elle se composait d'environ vingt mille hommes, dont cinq mille de cavalerie et six mille Suisses. Mais ce qui la rendait particulièrement formidable, c'était l'artillerie. Cette arme, inventée en Allemagne, avait

été mise pour la première fois en usage en Italie par les Vénitiens, dans la guerre qu'ils eurent à soutenir contre les Génois en 1380; mais les pièces étaient, dans ces premiers commencements, d'une telle lourdeur et si difficiles à manier, qu'après le premier moment de frayeur que leur apparence extraordinaire avait occasionée, elles ne produisaient guère plus d'effet que les armes usitées jusqu'alors. Mais les Français y avaient apporté de tels perfectionnements, que l'on fut étonné et épouvanté à la fois en Italie des ravages qu'elles faisaient. D'abord, ils se servirent les premiers de canons de bronze et de boulets en fer; ensuite, par la légèreté des affûts et la grandeur des roues, ils firent en sorte que ces bouches à feu pussent suivre d'un pas égal l'armée dans sa marche, et être placées avec une grande facilité partout où le besoin l'exigerait, pour l'attaque des places. On ne revenait pas d'étonnement en voyant ces pesantes machines maniées par les Français avec la même prestesse que si elles eussent été de bois. On était surpris également de ce qu'ils s'en servaient non seulement pour battre les places, mais aussi en rase campagne et dans les batailles; car ils avaient amené avec eux pour cet usage des pièces d'un moindre calibre qu'ils faisaient jouer avec une étonnante dextérité : c'était leur artillerie légère. Ces innovations, indépendamment de la valeur des troupes, donnaient une grande supériorité aux agresseurs, et leur assuraient la conquête du royaume.

La petite-vérole retint quelque temps le roi à Asti; le duc de Milan vint l'y trouver. Sur ces en-

trefaites, Jean Galéas mourut, et on crut généralement que son oncle Louis l'avait fait empoisonner. Quoiqu'il laissât un fils âgé de cinq ans, Louis fut proclamé duc, titre au reste qu'il portait déjà, bien qu'il ne fût réellement que régent au nom de Jean Galéas, son neveu.

L'armée française se mit en mouvement, et s'avança en prenant la route de Toscane. Le roi en voulait beaucoup à Florence, surtout à Pierre de Médicis, qui avait persévéré obstinément dans son alliance avec Naples. Dans cette extrémité, Pierre crut devoir imiter la conduite que, dans une circonstance pareille, son père avait tenue avec le roi Ferdinand : ce fut d'aller se mettre entre les mains de son ennemi; mais ni le talent ni la réputation n'étaient les mêmes, et Charles voulait conquérir, au lieu que Ferdinand n'avait voulu que conserver. En conséquence, arrivé au quartier-général du roi, Pierre fut obligé de souscrire, au nom de la république, à des conditions extrêmement dures. Il mit entre les mains des Français Pietra-Santa, Sarzane et Sarzanelle, places fortes appartenantes aux Florentins, ainsi que la citadelle de Pise et de Livourne. Par l'occupation de ces places, le roi assurait les derrières de son armée.

Après ces concessions honteuses, Pierre retourna à Florence; il y trouva le peuple aussi bien que le gouvernement fortement indisposés contre lui : on lui reprochait et les conditions déshonorantes auxquelles il avait consenti, et l'audace d'avoir outrepassé son mandat; car il n'avait pas reçu pouvoir de céder à un ennemi irréconciliable ces places im-

portantes, défenses extérieures, et pour ainsi dire clefs et sûreté de la capitale de la république. Le peuple commença à murmurer, se souleva ensuite, menaçant de mort l'audacieux mandataire qui, pour conserver son pouvoir, avait trahi l'état : c'était le 9 novembre 1494. Pierre voulut entrer au palais, mais il fut repoussé par les magistrats, principalement par Jacques Merli, jeune noble, partisan très ardent des libertés de Florence. On ne tombe pas à demi dans les républiques : le fils de Laurent fut banni avec ses deux frères, le cardinal Jean, et Julien, déclarés rebelles; leurs biens furent soumis à la confiscation. Pierre se réfugia d'abord à Bologne, et en dernier lieu à Venise. On vit ainsi la famille des Médicis bannie une seconde fois de Florence; mais Côme était un bon citoyen et le bienfaiteur de sa patrie, tandis que Pierre n'était qu'un chef vaniteux qui avait révolté tout le monde par son faste et sa suffisance.

Au départ de Pierre, il s'établit à Florence une forme singulière de gouvernement : c'était une démocratie ayant à sa tête un moine; c'était Jérôme Savonarola, homme assez versé dans les sciences canoniques, et de mœurs irréprochables. Il gouvernait la multitude à son gré par ses prédications; la salle du conseil était pour ainsi dire dans son église, et il était assez plaisant de le voir parler au nom de Dieu aux puissances étrangères, pour les intérêts de Florence : ses sermons étaient d'une véhémence extrême contre la corruption du siècle; il tonnait principalement contre la cour de Rome, lui reprochant dans les termes les plus énergiques ses abus

de pouvoir, la dissolution de ses mœurs, l'impudence de ses intrigues. Luther n'en dit jamais davantage dans ses déclamations furibondes, et il faut avouer qu'à l'époque d'Alexandre VI le moine italien avait raison. On peut regarder Savonarola comme le précurseur du protestantisme; mais il fut en même temps un déplorable exemple du peu de fondement qu'on doit faire sur la faveur du peuple, quand on n'a d'autre moyen que la persuasion. Ce moine, ce chef enthousiaste, qui avait gouverné Florence avec un empire absolu, fut peu de temps après, sur les instances d'Alexandre VI, pendu et brûlé comme hérétique par ces mêmes Florentins qui en avaient fait leur idole; ce qui n'empêcha pas qu'un siècle après Clément VIII n'ait été sur le point de le canoniser comme saint. Après la mort de Savonarola, un gouvernement populaire désordonné continua à régir Florence.

Les malheurs de la république florentine n'en étaient encore qu'à leur commencement. Le jour même que les Médicis avaient été chassés, les Pisans, toujours indignés du joug des Florentins, se présentèrent en foule au roi, déjà arrivé dans leurs murs, le priant de consentir à ce qu'ils ressaisissent leur liberté. Charles, écoutant plutôt un sentiment de bienveillance que la raison d'état, et ne songeant guère aux conséquences de ce qu'il allait prononcer, répondit d'une manière favorable. Dans un clin d'œil, le peuple se soulève, les enseignes de Florence disparaissent partout, la liberté est proclamée. Charles s'apercevant de son imprudence, voulut prendre un parti mitoyen; il permit

aux magistrats envoyés de Florence de continuer leurs fonctions, mit garnison française dans un des forts, et remit l'autre entre les mains des Pisans. Cette demi-mesure eut l'effet qu'on devait en attendre; à peine fut-il parti, que les Pisans, par un mouvement d'insurrection générale, chassèrent totalement les Florentins de leur ville, et saisirent l'indépendance tout entière. La révolution de Pise, quoique cette ville fût bien déchue de son ancienne grandeur, fut néanmoins un événement de la plus grande importance, occasiona de grands embarras à Charles, et produisit une suite de maux incalculables pour la nation italienne.

Cependant le roi s'avançait sur la capitale de la république; il était impossible d'empêcher qu'il y entrât, et il ne fallait pas non plus laisser le chef-lieu de la république tout-à-fait à la merci d'un général irrité, et d'une armée dont on ne vantait pas la modération. On remplit les maisons de gens armés, on fit entrer en ville beaucoup d'hommes déterminés de la campagne, on y appela, sous différents prétextes les chefs des troupes avec un grand nombre de leurs soldats, on ordonna enfin que chacun courût aux armes au premier son de la grande cloche du palais du gouvernement.

Charles fit son entrée dans Florence à la tête de son armée, et suivi d'un cortége magnifique; il était armé, à cheval, et portant sa lance appuyée sur la cuisse, ce qui signifiait, dans les idées du temps, que Florence lui appartenait par droit de conquête. On en vint aux négociations; on ne trouvait pas moyen de s'entendre. Les ministres du

roi demandaient des sommes d'argent exorbitantes, le roi lui-même ne voulait se départir de sa prétention de conserver le haut domaine sur la ville; les Florentins, tout en consentant à payer une certaine somme, ne voulaient pourtant pas satisfaire entièrement aux demandes intolérables qu'on leur faisait à cet égard; ils persistaient surtout à ne reconnaître dans le roi aucun droit de suzeraineté, et déclaraient très énergiquement qu'ils voulaient conserver leur indépendance pleine et entière : les esprits s'aigrissaient des deux côtés. Enfin, pour en finir, un secrétaire du roi présenta aux députés de la république un ultimatum contenant les demandes immodérées dont on se plaignait. Pierre Capponi, l'un des députés et des citoyens les plus considérés de la république, et connu personnellement de Charles parcequ'il avait été ambassadeur en France, saisissant brusquement et avec indignation des mains du secrétaire l'écrit, le déchira sous les yeux du roi, en disant d'une voix animée, *Puisqu'on nous demande des choses exorbitantes, vous donnerez de vos trompettes et nous sonnerons nos cloches*. Ces paroles, prononcées par un homme dont on connaissait la résolution, firent croire, ce qui était vrai en effet, que les Florentins étaient plus préparés qu'on ne le présumait, pour résister. Les conditions furent modérées, on ne parla plus de suzeraineté, et on se contenta de cent vingt mille ducats; on stipula aussi que Pise, Livourne et les autres places fortes resteraient au pouvoir du roi jusqu'à la fin de l'expédition de Naples, auquel terme elles devaient être rendues à la république.

Après avoir conclu cet arrangement, l'armée française continua son mouvement vers Naples. Alexandre VI se trouvait dans une grande perplexité, parceque, bien qu'il eût été l'un des instigateurs principaux pour faire venir les Français en Italie, il avait cependant contracté en dernier lieu une alliance avec le roi de Naples. Les troupes d'Alphonse occupaient une partie de la Romagne, et la ville même de Rome; mais, incapables de résister, elles se préparaient à rentrer dans le royaume. Une cause particulière venait encore augmenter l'inquiétude du pape. Il savait que le cardinal de Saint-Pierre-dans-les-Liens suivait le quartier-général du roi, et qu'il ne cessait de l'exhorter à lui faire faire un procès dans le but de le déposer comme simoniaque et indigne de la dignité pontificale. Il craignait même pour sa vie, car il n'ignorait pas que le cardinal était homme à ne reculer devant aucun parti. Mais le roi, écoutant les conseils de l'évêque de Saint-Malo, son principal ministre, à qui Alexandre avait promis, comme nous l'avons déjà dit, le chapeau de cardinal, repoussa ces moyens extrêmes, et fit un accord avec le pape. Charles entra dans Rome au moment même où les troupes napolitaines la quittaient : Alexandre sortit du château Saint-Ange où il s'était enfermé à l'approche des Français ; ils se montrèrent ensemble dans l'église de Saint-Pierre, où le souverain temporel, suivant l'usage ancien, fut admis à baiser les pieds et ensuite le front du souverain spirituel : l'évêque de Saint-Malo fut proclamé cardinal.

En attendant, la puissance arragonaise dans le royaume de Naples se précipitait vers sa ruine : des

séditions se manifestaient sur tous les points : déjà l'Abruzze entière s'était soulevée ; les restes de la faction angevine se remuaient et appelaient partout les peuples à la révolte. Dans cette cruelle extrémité, le roi Alphonse, réfléchissant que, par la sévérité de son caractère, son gouvernement était devenu odieux aux peuples, crut bien faire d'abdiquer la couronne en faveur de son fils Ferdinand. Ensuite, s'abandonnant à une terreur indigne de lui, il se réfugia précipitamment en Sicile.

Cette détermination politique fut loin de pouvoir sauver le royaume. Quoique le nouveau roi ne négligeât rien pour gagner l'affection de ses sujets, et pour fortifier les places capables d'arrêter l'ennemi, il ne put soutenir un édifice qui s'écroulait de toutes parts. Un succès éclatant des Français vint augmenter la terreur générale. Le château de Saint-Jean, situé sur les frontières, s'opposait à leur passage : Ferdinand l'avait fortifié avec soin, et pourvu d'une garnison brave et déterminée à se défendre. Mais les Français lui donnèrent, sous les yeux de leur roi, l'assaut avec tant de vigueur qu'en peu d'heures ils réduisirent la place en leur pouvoir ; tout fut passé au fil de l'épée, les flammes consumèrent ce que le fer avait épargné : le château Saint-Jean devint un monceau de ruines. Cet exemple terrible frappa d'épouvante tout le monde, et amena la soumission entière du royaume. Le jeune roi Ferdinand, avant de quitter Naples, convoqua dans le Château-Neuf les principaux barons et les chefs du peuple, et leur dit qu'il partait avec le regret de n'avoir pu montrer à ses peuples l'amour qu'il leur portait ; qu'il lui res-

tait encore quelques moyens de résistance, surtout à l'aide des secours d'Espagne, mais que cette résistance ne pourrait se faire sans occasioner des maux sans fin à ses sujets; qu'il aimait mieux perdre son royaume et errer dans l'exil que de faire leur malheur; qu'il était résolu de céder à la fortune et de se retirer; qu'il les engageait en conséquence à envoyer des ambassadeurs au roi de France pour s'accorder avec lui; et pour qu'ils pussent le faire sans manquer à l'honneur, il les déliait du serment de fidélité. Il ajouta ensuite que si jamais les manières des barbares leur faisaient prendre en haine leur domination, et désirer son retour, il accourrait heureux d'exposer sa vie pour leur bonheur; mais que si au contraire la douceur de leur gouvernement faisait oublier les apparences terribles sous lesquelles il s'annonçait, sa ferme résolution était de ne plus se mêler en aucune manière des affaires du royaume, que les fautes d'autrui plutôt que les siennes, lui avaient fait perdre. Il termina sa touchante harangue en disant qu'il emportait avec lui la pensée consolante de n'avoir jamais fait, ni comme fils de roi, ni comme roi, tort ou injure à personne.

Ces paroles ne furent point entendues sans attendrissement. Il se retira à l'île d'Ischia, située en face de Naples, et peu de temps après en Sicile. Les ambassadeurs napolitains trouvèrent le roi Charles à Aversa, et lui présentèrent les clefs de Naples. Il fit son entrée solennelle dans cette capitale le 21 février 1495. Il serait impossible de décrire la joie que le peuple fit éclater dans cette circonstance : hommes, femmes, enfants, vieillards, tous se précipitaient

sur ses pas, faisant retentir l'air des acclamations les plus bruyantes. Ceux-là même qui devaient leur fortune aux bienfaits des Arragonais ne furent pas moins démonstratifs que les autres, pour prouver leur dévouement à un prince qui venait de chasser le souverain auquel ils devaient être attachés par les liens les plus sacrés de la reconnaissance. Le nouveau roi accorda beaucoup de priviléges et d'exemptions. Ce fut ainsi que Charles, plus heureux que César, vainquit avant d'avoir vu, et qu'un noble royaume fut perdu sans aucune résistance, si on excepte la défense si honorable et si malheureuse faite dans le château de Saint-Jean.

Un succès si prompt et si éclatant des armes françaises avait rempli d'inquiétude les princes italiens. Le fait aussi que le roi Charles continuait à garder en son pouvoir, bien que l'expédition de Naples fût terminée, les forteresses de la Toscane, faisait présumer que ses vues ambitieuses ne se bornaient point à l'extrémité de l'Italie. Louis Sforza principalement, encore bien qu'il eût été le premier moteur de ce qui venait d'arriver, était agité par les inquiétudes les plus sérieuses. Il redoutait que les Français, après avoir conquis Naples, ne songeassent à Milan. Il n'ignorait pas que la maison d'Orléans, qui allait monter, à la mort de Charles, qui n'avait ni frères ni enfants, sur le trône, prétendait avoir des droits sur le duché comme descendant de Valentine de Visconti, fille de Jean Galéas, et épouse de Louis d'Orléans, frère de Charles VI. Il est même étonnant qu'un prince si clairvoyant n'ait pas eu cette considération devant les yeux lorsqu'il appelait les Français en Italie,

mais il crut que leur conquête ne serait pas si facile, et, qu'embarrassés long-temps dans la Romagne et le royaume de Naples, ils n'auraient pas tourné leurs vues vers le pays sur lequel leurs souverains se croyaient appelés à régner par le droit de succession. Mais lorsqu'il vit que le roi avait surmonté tous les obstacles avec une célérité dont l'histoire offre peu d'exemples, il songea sérieusement à se mettre en sûreté, par l'expulsion des Français de l'Italie, se vantant de pouvoir les en chasser avec la même facilité avec laquelle il les avait fait venir. Son projet était de former une ligue italique dont l'objet serait de rappeler Ferdinand à Naples, et de forcer les Français à sortir du territoire italien. Il s'adressa d'abord aux Vénitiens, ne doutant pas qu'ils ne vissent la puissance française dans la péninsule avec le même œil jaloux que lui. Effectivement, le sénat n'était point sans inquiétude, parcequ'il était bien différent d'avoir pour voisin un duc de Milan ou un roi de France. Le pape, de son côté, ne vivait pas dans une grande sécurité, parceque, malgré qu'il eût pour lui le premier ministre de Charles, il voyait avec effroi que le cardinal de la Rovère était toujours en faveur, et il ne pouvait y avoir de repos pour Alexandre aussi long-temps que les conseils de ce redoutable ennemi seraient écoutés. Il ne fut donc pas difficile de conclure une ligue dont les principaux membres étaient le pape, la république de Venise, et le duc de Milan. Le but de cette union, quoiqu'en apparence purement défensive, était la réintégration de Ferdinand sur le trône de Naples et le retour des Français au-delà des

Alpes. Le duc de Ferrare y accéda, mais secrètement et avec beaucoup de circonspection, pour ne pas faire connaître ses intentions avant le moment opportun. Le duc de Savoie persévéra dans son attachement à la France; la république de Florence refusa de prendre part à la confédération, dans l'espoir que cet acte de condescendance aurait engagé le roi Charles à lui rendre plus tôt les forteresses qu'il avait occupées. On comptait sur le secours des troupes espagnoles qui étaient déjà arrivées en Sicile pour aider Ferdinand dans le projet de reconquérir son royaume en-deçà du phare.

Une circonstance importante favorisait ce dessein, c'était le mécontentement produit par la dureté du gouvernement de Charles, et l'insolence de ses troupes. Cette haine qui avait poursuivi les Arragonais et causé leur perte, se tournait maintenant tout entière contre les Français, et on désirait aussi ardemment leur expulsion qu'on avait soupiré après leur arrivée. Les armées s'assemblaient, l'union italique devenait de plus en plus évidente.

Les nouvelles de cette confédération formidable et des préparatifs auxquels elle avait donné lieu, parvenues à la cour de Charles, allumèrent tellement dans le cœur des Français ce sentiment si naturel et toujours si vif chez eux de revoir la France qu'aucune considération politique ne fut plus capable de les retenir. Ils firent à la hâte leurs préparatifs de départ, et se disposèrent à quitter un pays qui les avait appelés, il n'y avait pas encore trois mois, et qui prétendait maintenant les en chasser. En effet, le roi, suivi de la plus grande partie de son

armée partit de Naples le 20 mai 1495, laissant, avec le reste des troupes, le duc Gilbert de Monpensier en qualité de lieutenant-général du royaume.

Un départ si précipité, et ayant toute l'apparence d'une fuite, détruisit entièrement le prestige qu'avait fait naître en faveur des Français la conquête si prompte du royaume, et surtout la valeur extraordinaire dont ils avaient fait preuve dans l'assaut du château de Saint-Jean. Déjà le mécontentement éclatait en rébellion dans plusieurs parties du royaume; ces mouvements étaient secondés, d'une part par le roi Ferdinand, qui avait débarqué en Calabre avec les troupes venues d'Espagne, et s'était emparé de Reggio; de l'autre, par la présence des escadres vénitiennes sur les côtes de la Pouille.

En attendant, le roi, marchant à grandes journées, était arrivé à Rome, d'où le pape était parti pour se retirer à Orvieto; et s'il eût continué sa retraite avec la même diligence, il aurait pu parvenir au-delà des Alpes sans aucun obstacle, car les confédérés n'étaient pas encore en mesure pour lui disputer le passage; mais il s'arrêta long-temps à Sienne et à Pise, sans pouvoir terminer le différend entre les Florentins et les Pisans. Les premiers lui demandaient l'accomplissement de ses promesses, les seconds cherchaient à éveiller sa sensibilité en leur faveur, en représentant les Florentins comme des tyrans, et peignant vivement les maux qu'ils auraient à souffrir s'ils retombaient sous leur joug.

Ce retard, et les obstacles que le roi rencontra aux passages de l'Apennin, donnèrent le temps aux con-

fédérés d'assembler leur armée et de se porter en avant pour arrêter les Français en Lombardie. Ils vinrent camper sur la rive droite du Taro, à une petite distance de Fornuovo, village devenu célèbre à cause de la bataille que, peu de jours après, savoir le 6 juillet 1495, s'y livrèrent les Italiens et les Français. L'armée française, descendue de l'Apennin, s'était campée à Fornuovo, aussi sur la rive droite du fleuve, et, pour continuer sa route, il lui fallait le traverser, mouvement difficile et dangereux en présence de l'armée italienne. La présence du roi encourageait les Français; trois mille Suisses, soldats d'une extrême bravoure, augmentaient encore leur confiance. Le marquis de Mantoue, jeune homme de la valeur la plus brillante, commandait en chef l'armée des confédérés, plus nombreuse que celle des Français. Jeune et ardent, il brûlait du désir d'attacher son nom à l'expulsion des étrangers de l'Italie, et, dans son bouillant courage, il lui paraissait que rien ne pouvait lui résister : son intention était d'attaquer, bien que les capitaines les plus prudents fussent d'avis que, puisque l'ennemi voulait quitter l'Italie, le meilleur parti était de le laisser aller.

En ce moment critique, les chefs des confédérés délibéraient à Milan sur cette même question de savoir si on devait combattre ou bien ouvrir les passages à l'ennemi. Le duc de Milan, et les orateurs des Vénitiens soutenaient cette dernière opinion; mais l'ambassadeur d'Espagne, représentant la honte qu'il y aurait si l'Italie, réunie, pour ainsi dire, dans un seul corps, eût reculé devant un

ennemi qui fuyait, et, observant que rien ne serait fait si le roi se fût retiré avec son armée intacte en France, fit adopter le premier avis. L'impatience et l'ardeur du duc de Mantoue avaient déjà prévenu la délibération des chefs de l'état. A la pointe du jour, l'armée française, divisée en trois corps, avait commencé à passer le fleuve; l'avant-garde, commandée par Jean-Jacques Trivulce, ennemi particulier de Sforza, et qui fut ensuite maréchal de France, avait passé la première; le corps de bataille l'avait suivie, sous les ordres du duc de la Trémouille: la personne du roi s'y trouvait. L'arrière-garde avait traversé la dernière, sous la conduite du comte de Foix, traînant à sa suite une quantité immense de charrettes et de bagages; mais tout cet attirail fut laissé sans garde sur la rive gauche, comme proie certaine de celui qui voudrait s'en emparer le premier. On prétend que ce fut là une ruse de Trivulce, pour allécher et mettre en désordre les Albanais, bonnes troupes légères, mais pillards à l'excès, qui, sous le nom de Stradiotes, se trouvaient en grand nombre à l'armée vénitienne. Si tel fut réellement le projet de Trivulce, l'événement prouva qu'il avait deviné juste.

Aussitôt que le marquis de Mantoue eut connaissance du passage des Français, il mit en mouvement son armée, et lorsqu'il apprit que l'avant-garde et le corps de bataille étaient déjà assez éloignés de l'arrière-garde pour qu'il pût espérer de l'écraser avant que les deux premiers vinssent à son secours, il ordonna le passage du fleuve. Il traversa lui-même le premier avec un escadron de six cents hommes,

d'élite, une forte bande de Stradiotes, et cinq mille hommes d'infanterie. Il laissa sur la droite Antoine de Montefeltro, fils naturel du duc d'Urbin, à la tête d'une forte réserve avec ordre de passer le fleuve aussitôt qu'il serait appelé. Le comte de Caïas, général de l'armée milanaise, avait reçu le commandement de se porter à pas accélérés, et par un chemin de traverse sur l'avant-garde française. Une nuée de Stradiotes devait attaquer les Français sur les flancs; le reste de cette troupe audacieuse était destiné à s'emparer des bagages; le quartier-général fut laissé sous la garde de deux fortes compagnies de gendarmes, et de mille fantassins de troupes vénitiennes.

De cette manière, les deux armées rivales qui, peu d'heures avant, se trouvaient assemblées sur la rive droite du Taro, marchaient maintenant sur la rive gauche, l'une disposée à livrer bataille, l'autre dans le dessein de ne combattre qu'autant qu'elle serait attaquée. Le marquis de Mantoue heurta violemment l'arrière-garde française : elle fit sur-le-champ volte-face et soutint le choc avec une fermeté incroyable. Dans une circonstance si grave, le roi donna ordre immédiatement au corps de bataille de rétrograder, et de se porter en toute hâte au secours de l'arrière-garde : impatient lui-même et emporté par son ardeur, il prend les devants, accompagné seulement d'un escadron d'élite, et arrive sur le champ de bataille. Le choc fut terrible; on combattit des deux côtés avec un acharnement difficile à décrire; on se battit corps à corps à l'arme blanche, et lorsque les armes manquèrent, on se déchira avec les dents et les ongles. Le marquis était

partout, ordonnant, encourageant, se battant comme le dernier des soldats : il criait sans cesse, *Honneur et liberté à l'Italie!* Il dirigeait particulièrement ses attaques contre l'endroit où le roi combattait avec une valeur égale à la sienne. Il ne désespérait pas de le faire prisonnier, parceque Charles avait peu de monde autour de lui dans le premier moment de la bataille. Le péril était tel que le roi se voua à saint Denys et à saint Martin, promettant, s'il sortait sain et sauf de cette lutte, de visiter et d'enrichir à son retour les églises de ces deux saints, situées, l'une près Paris, l'autre à Tours.

Le danger de la personne royale avait tellement enflammé les Français, qu'ils accouraient de toutes parts et repoussaient les Italiens avec une ardeur qui tenait de l'emportement et de la rage; malgré cela, comme ils étaient en plus petit nombre, ils commençaient à plier; le péril devenait à chaque instant plus imminent et plus grave. Sur ces entrefaites, le corps de bataille arriva à la course, et prit part au combat. La bataille devint plus égale, le sort flottait incertain. Il est hors de doute, que si, en ce moment décisif, Antoine de Montefeltro eût passé le fleuve et fût venu au secours du marquis, la victoire aurait couronné les efforts des Italiens; mais le marquis Ridolphe de Gonzague, oncle du marquis de Mantoue, chargé de lui en transmettre l'ordre, ayant péri dans la mêlée, Antoine, ne recevant aucun nouveau commandement, resta à sa place, et laissa son général en chef se débattre seul contre les deux tiers de l'armée française. Cependant ce dernier et ses braves soldats continuaient à se battre avec tant

d'ardeur et de fermeté que, non seulement ils tenaient la fortune en suspens, mais ils gagnaient continuellement du terrain, secondés qu'ils étaient par l'attaque des Stradiotes sur le flanc de l'armée française. La victoire paraissait pencher en leur faveur, lorsqu'un incident imprévu vint déranger tous les calculs et rendre inutiles les efforts de tant de braves. Cette partie des Stradiotes qui était chargée de donner sur les bagages, s'en était bien emparée, mais ces hommes avides de butin, au lieu de se tenir serrés dans leurs rangs, empressés de mettre en sûreté les richesses conquises, se débandèrent, et se mirent à repasser sans aucun ordre le fleuve. Leurs compatriotes qui avaient attaqué les Français, les voyant se retirer chargés de butin, voulurent prendre part au pillage, abandonnèrent le champ de bataille, et laissèrent le marquis de Mantoue exposé seul aux coups de l'ennemi. Cet accident donna l'avantage aux Français; car bien que le marquis continuât de combattre avec la même valeur, la plus grande partie de son escadron d'élite, qui servait de garde à sa personne, ayant trouvé la mort, les autres troupes ne voyant arriver du secours d'aucune part, puisque les Stradiotes les avaient abandonnés, et qu'Antoine de Montefeltro n'arrivait pas, il devint impossible de soutenir plus long-temps le choc des troupes royales. Les Italiens se débandèrent, cherchant dans leur fuite à repasser le fleuve. Les Français les suivirent de près, et, sans donner quartier à personne, ils en firent un carnage affreux. Plus de trois mille hommes furent immolés; le marquis arriva sain et sauf sur la rive droite, accompa-

gné d'une troupe d'hommes déterminés qui l'avaient suivi en assez bon ordre. La perte des Français fut d'environ neuf cents hommes.

Les troupes milanaises sous les ordres du comte de Caïas avaient bien attaqué l'avant-garde française; mais, après avoir combattu mollement, elles furent repoussées avec perte, et prirent la fuite en désordre; l'épouvante était dans le camp des Italiens au-delà du fleuve : le marquis eut bien de la peine à empêcher un sauve-qui-peut général. L'arrivée du comte de Pitillan, qui, prisonnier des Français, avait trouvé moyen de se sauver au milieu de la confusion de la bataille, ne contribua pas peu à les retenir. Il représenta que le désordre n'était pas moindre dans le camp de l'ennemi; il assurait même qu'avec une petite troupe, mais choisie, d'infanterie et de cavalerie, il aurait mis en déroute l'armée royale.

Il ne fut point écouté, et ce projet audacieux n'eut point d'exécution. Telle fut la fameuse bataille du Taro ou de Fornuovo, où les Italiens, pour la première fois, depuis longues années, avaient combattu en bataille rangée, et avec une valeur au-dessus de tout éloge. Il est certain que la victoire demeura aux Français, mais il est certain aussi qu'affaiblis par la perte qu'ils avaient essuyée, ils ne purent ni secourir Novare où le duc d'Orléans était assiégé par les confédérés, ni profiter du succès obtenu, malgré l'appui de la ville d'Asti, et l'arrivée du duc de Savoie. Le roi se remit en marche la nuit qui suivit la bataille, vivement poursuivi jusque sur le Tortonais, par l'armée italienne qui s'était

ralliée, principalement par le corps du comte de Caïas. Après s'être arrêté quelque temps à Asti, il repassa les Alpes, et retourna en France.

Il n'était pas encore arrivé à Lyon, que déjà il avait appris que le fruit de son expédition en Italie était entièrement perdu. Le royaume de Naples se révolta tout entier, et Ferdinand recouvra son héritage aussi vite qu'il l'avait perdu. L'insurrection fut déterminée spécialement par le mécontentement du peuple, et par la valeur de Gonsalve, surnommé le *grand capitaine*, qui, conduisant en chef les troupes espagnoles venue au secours des Arragonais, avait vaincus les Français, d'abord à Seminara, ensuite dans plusieurs autres rencontres de moindre importance.

Dans la haute Italie, la fortune continuait à se montrer favorable au duc de Milan; le duc d'Orléans vivement pressé par les troupes de la confédération, dans Novare, fut obligé d'évacuer la place et de se retirer à Asti.

La mauvaise fortune avait uni le duc de Milan et les Vénitiens, la prospérité va les désunir; la ville de Pise fut la pierre d'achoppement. Elle était toujours en état de révolte contre les Florentins : les Vénitiens désiraient beaucoup la posséder, pour avoir un poste sur la Méditerranée; Louis-le-Maure ne la convoitait pas moins, se fondant sur le motif que les Visconti, ses prédécesseurs sur le trône de Milan, en avaient jadis été les maîtres. Les secours que les Vénitiens et le duc envoyaient de temps en temps aux Pisans étaient cause que les Florentins, malgré de grands efforts et un long siége, ne pou-

vaient les faire rentrer sous leur obéissance. La rivalité entre les deux confédérés, à l'occasion de Pise, alla si loin, que Louis se décida à se séparer de la confédération, et se jeta dans les bras de la France. Ce parti lui paraissait d'autant plus sûr, qu'il était pour lui d'une extrême importance d'être reconnu comme souverain légitime par les rois de France, qui prétendaient avoir des droits sur le duché de Milan : une pareille reconnaissance aurait aussi légitimé, en quelque sorte, son usurpation, car les droits au trône de son neveu Jean Galéas étaient incontestables. D'après ces considérations, il signa, le 9 octobre 1495, la paix avec le roi Charles, sans y comprendre les Vénitiens.

Le roi n'abandonnait point le projet de faire une seconde expédition en Italie; mais le cardinal de Saint-Malo, soit qu'il voulût se rendre le pape favorable, soit qu'il fût gagné par les riches présents du duc de Milan, soit enfin qu'il crût que cette nouvelle guerre dans un pays si éloigné ne pouvait avoir que des résultats funestes pour la France, s'opposait adroitement au désir du roi, en alléguant tantôt la pénurie des finances, tantôt la perfidie bien connue de Louis-le-Maure, tantôt la jalousie de l'Espagne. Cette résistance du premier ministre fut si obstinée, qu'il supporta, sans changer d'opinion, et avec la plus grande longanimité, les reproches et les mauvais traitements que le roi, son maître, lui faisait souvent à ce sujet.

Pendant ces débats, le roi Charles mourut; le duc d'Orléans lui succéda, sous le nom de Louis XII. Ce fut un prince rempli de bonté, et qui mérita le

surnom qu'on lui donna de Père du peuple. Ces événements auraient dû faire faire de sérieuses réflexions à Louis Sforza, vu que Louis XII était un descendant direct de Valentine de Milan; mais il ne persista pas moins dans son inimitié contre les Vénitiens. Il commettait là une grande faute politique, parceque, s'il s'était tenu étroitement lié avec eux, cette puissante république aurait pu lui être d'un grand secours contre les tentatives des successeurs de Valentine. Cette faute eut pour lui les résultats les plus désastreux, comme nous le verrons dans la suite de cette histoire.

A peine Louis XII était-il monté sur le trône qu'il songea à soutenir par la force des armes ses droits sur le duché de Milan. Pour arriver plus facilement à son but, il lui devenait nécessaire de se lier d'amitié avec le pape et la république de Venise. Son rapprochement avec Alexandre lui était d'autant plus commandé par les circonstances que lui-même avait besoin, pour deux objets particuliers et d'une grande importance, du ministère du pontife. Georges d'Amboise, archevêque de Rouen, qui avait joui de sa confiance lorsqu'il n'était encore que duc d'Orléans et partagé ses malheurs sous le règne précédent, était devenu son conseiller et son premier ministre : le roi demandait pour son ami le chapeau de cardinal. Quant à lui personnellement, il désirait se séparer de sa première femme pour épouser Anne de Bretagne, unique héritière du duché de ce nom. Il fallait en conséquence que le pape prononçât la dissolution du premier mariage, et accordât les dispenses nécessaires pour en contracter un second.

Alexandre ne demandait pas mieux que de satisfaire au vœu du roi de France, dans l'intention de profiter de l'appui de ce monarque pour procurer des états, et l'autorité souveraine à César Borgia, son fils. Personne n'était plus propre à suivre ces négociations en France que César Borgia lui-même. Le pape l'y envoya en effet, avec le chapeau de cardinal pour le premier ministre et la bulle de dispense pour le mariage; mais l'habile négociateur tint, pendant un certain temps, ses pouvoirs cachés pour que le roi, dans l'espoir d'obtenir ce qu'il désirait avec tant d'ardeur, se rendît plus facilement aux volontés du pontife. César interpellé, niait effrontément d'avoir reçu le mandat dont on parlait. Enfin quand il fut assuré de l'amitié de la France et de la ferme résolution du roi de faire l'expédition de Milan, le chapeau fut donné et le mariage annulé. Borgia retourna en Italie comblé d'honneurs et avec le titre de duc de Valentinois; mais ce qui le flattait encore davantage, c'était qu'il avait l'espoir certain de se servir des troupes françaises contre les princes de la Romagne, qu'il voulait dépouiller de leurs états.

Le roi, après s'être assuré l'amitié du pape, tourna ses regards vers les Vénitiens; il ne lui fut pas difficile de les faire entrer dans ses desseins; car ils étaient indignés contre Louis Sforza, qui avait traversé leurs vues sur Pise, fait la paix avec Charles sans leur consentement, et prétendait traiter d'égal à égal avec leur puissante république. Le traité entre la France et Venise fut conclu; on y stipula que les Vénitiens aideraient le roi à la conquête du duché de Milan, et que le roi accorderait en compensation aux

Vénitiens la ville de Crémone et le pays situé sur les bords de l'Adda, connu sous le nom de *Ghiara d'Adda*. Les Vénitiens le convoitaient depuis long-temps, parcequ'au moyen de cette possession ils poussaient leurs limites jusqu'aux bords du fleuve. Quant à Pise, que le roi ne pouvait abandonner aux Vénitiens sans offenser les Florentins avec lesquels il était lié d'amitié, il fut convenu qu'elle resterait *in statu quo* jusqu'à un arrangement définitif. Les Vénitiens commettaient ici la même faute que nous avons reprochée au duc de Milan ; car ils se donnaient un voisin bien dangereux.

Louis Sforza ne tarda pas à avoir connaissance de la coalition formée contre lui ; il fit quelques démarches auprès des puissances italiennes, spécialement du pape et des Florentins, pour les appeler à son secours ; il n'obtint aucun résultat. Il vit alors qu'il ne lui restait d'autre espérance que dans l'amitié de Maximilien, roi des Romains, qu'il s'était rendu favorable par des sommes immenses d'argent ; mais ce prince irrésolu et prodigue n'avait ni la volonté ni les moyens de voler à son secours.

Cependant les intentions de la ligue se dévoilaient à chaque instant ; les Vénitiens avaient fait marcher leur armée, et occupé quelques parties du territoire milanais ; le roi Louis s'était transféré de sa personne à Lyon, après avoir envoyé en avant l'armée destinée à la conquête de l'héritage de Valentine. Il avait nommé pour capitaine général de l'expédition Trivulce, ennemi irréconciliable de Sforza. Il ne fut point nécessaire d'en venir à des faits d'armes importants ; tout cédait avec une incroyable célérité à

la fortune de la France. Le duc de Milan s'aperçut bientôt que toute résistance devenait inutile, et résolut de ne pas attendre le dernier moment pour mettre ses enfants, sa personne et ses richesses en sûreté. Il se retira à la hâte et par le chemin le plus court en Allemagne, laissant la ville capitale au pouvoir des habitants, et pour garde dans le château, réputé alors inexpugnable, trois mille hommes de bonnes troupes, bien approvisionnés en munitions de guerre et de bouche, sous le commandement de Bernardin de Corté, son ancien élève et ami. Il avait une telle confiance dans la fidélité de ce militaire, qu'il le préféra à son frère le cardinal Ascagne, qui s'était offert d'entrer dans le fort et de le défendre jusqu'à la dernière extrémité.

En attendant, les Français arrivèrent à Milan, où ils furent reçus aux acclamations du peuple. Il n'y avait rien là que de naturel, puisque Sforza n'était pas aimé; mais le monde étonné fut témoin d'une grande indignité. Ce Bernardin de Corté, le compagnon et l'ami du malheureux prince depuis un grand nombre d'années, l'homme dans lequel il avait placé toute sa confiance, le trahit pour de l'argent: il reçut pour prix de son infamie deux cent cinquante livres d'or et remit la place entre les mains des Français. Après la prise de la capitale, le reste du duché suivit l'exemple et reconnut l'autorité du roi. Louis s'était arrêté à Lyon; mais aussitôt qu'il apprit la nouvelle d'un succès si prompt et si décisif, il en partit, traversa les Alpes, et fit son entrée triomphante à Milan, suivi d'un cortége vraiment royal; le peuple l'accueillit avec les démonstrations de la

joie la plus vive. Il y demeura quelques mois, et retourna ensuite en France, au mois de mai 1500, laissant pour gouverner le duché le même Trivulce, instrument principal de la conquête : il espérait que par la connaissance qu'il avait du pays, ce général l'administrerait d'une manière utile à ses intérêts.

Le vœu du roi ne fut point accompli; Trivulce indisposait par une insolence insupportable tout le monde; cela tenait à son caractère et à ses ressentiments personnels : mais voici ce qui fut une erreur grave en politique; il se fit ouvertement le chef du parti guelfe, alors le plus faible en Lombardie, et persécuta cruellement les gibelins, qui sous le règne des Visconti et des Sforza avaient toujours eu la prépondérance. Le mécontentement devint général : on soupirait après le retour du duc.

Sforza, retiré à la cour de Maximilien, n'ignorait pas ces dispositions favorables. Ne pouvant compter sur l'appui du roi des Romains, à cause de ses irrésolutions continuelles, il prend son parti en homme habile, et se détermine à recouvrer, de ses propres moyens, la souveraineté qu'il avait perdue. Il solde huit mille Suisses et quelques centaines de Bourguignons, traverse les montagnes avec une célérité incroyable, et paraît inopinément sous les murs de Come. On lui ouvre les portes; ce succès est l'avant-coureur d'un grand soulèvement à Milan : Trivulce est obligé de se retirer à Novare, laissant seulement une assez faible garnison dans le château. Le cardinal Ascagne, entre le premier dans la capitale du duché, Louis le suit, et le peuple milanais les reçoit avec des démonstrations de joie aussi vives que

les malédictions dont il les avait chargés à leur départ. Les autres villes principales suivent l'exemple de la capitale, à part Crémone, qui, en vertu du traité fait avec la France, était au pouvoir des Vénitiens : ainsi le monde vit, dans l'espace de cinq mois, la proscription de Louis Sforza et son entrée triomphante dans la ville qui l'avait expulsé. Telles sont les vicissitudes humaines ; mais une plus grande catastrophe va prouver combien peu on doit compter sur les faveurs de la fortune.

Louis, enhardi par un succès si éclatant, ayant soldé de nouveaux corps de Suisses, et un certain nombre d'Italiens, se porta sur Novare, pour arracher aux Français ce dernier rempart de leur puissance dans le Milanais. La fortune ne l'abandonna point dans le commencement de son entreprise. Un corps nombreux de Suisses qui faisait partie de l'armée du roi, soit pour n'être pas payé, soit pour tout autre motif également honteux, déserta le drapeau royal, et passa dans les rangs du duc : désertion vraiment détestable, puisque, non contents d'abandonner, dans une circonstance si périlleuse, le souverain auquel ils avaient donné leur foi, ces militaires tournèrent contre lui les armes qu'ils avaient reçues pour le défendre. Un événement si grave causa sur-le-champ la perte de Novare; car les Français, réduits à l'extrémité, rendirent la place.

Le roi de France, indigné de la rébellion de Milan, assembla, avec la plus grande célérité, une nouvelle armée, composée principalement de Suisses, la mit sous les ordres du duc de la Trémouille,

et lui fit prendre le chemin de l'Italie. Pour mieux pourvoir aux exigences du gouvernement, il nomma pour son lieutenant-général au-delà des monts le cardinal de Rouen, qui établit provisoirement sa résidence à Asti. L'armée royale s'approcha de Novare : une nouvelle trahison des Suisses se préparait; mais cette fois-ci elle est dirigée contre le duc et en faveur du roi. Les commandants de cette nation, à la solde de Sforza, s'entendirent secrètement avec ceux de l'armée royale, leur promettant de leur livrer, non seulement la place de Novare qu'ils étaient chargés de défendre, mais la personne même du duc. Les deux armées étaient en présence; les Suisses de l'armée ducale, prenant pour prétexte de ne pas vouloir se battre contre leurs compatriotes, à la solde du roi, se mêlent à ces derniers, et déclarent que leur intention est de retourner dans leur pays. En attendant, les Français, prévenus de ce qui devait arriver, avaient déjà fait occuper par leurs troupes légères les passages par où le duc aurait pu s'échapper. Le malheureux Sforza, après avoir employé inutilement les prières et les larmes pour fléchir la perfidie des traîtres, se recommande à eux, les priant de le conduire au moins en lieu de sûreté. Ils ne voulurent rien prendre sur eux, et tout ce qu'il put obtenir, fut la permission de se mêler à tout hasard dans leurs rangs, en habit de soldat suisse; mais il fut reconnu, peut-être même indiqué, saisi sur-le-champ, et fait prisonnier. Ce spectacle lamentable arracha des larmes aux ennemis mêmes du duc. Le cardinal Ascagne, qui avait pris la fuite, fut livré par Conrad Lando de Plaisance, son

parent et son ami, dans le château duquel il s'était réfugié. Les deux frères furent conduits en France : Louis fut enfermé dans la tour de Loches, où il mourut après dix ans de captivité. Ascagne, traité avec moins de rigueur par le cardinal de Rouen, obtint pour sa prison la tour de Bourges, dans laquelle le roi Louis lui-même avait été enfermé quelques années auparavant. Ce fut ainsi que les projets gigantesques de l'ambitieux Louis Sforza allèrent se terminer entre les murs d'une étroite prison : prince doué des plus éminentes qualités d'esprit, d'une sagacité rare, d'une adresse admirable, d'une éloquence persuasive à laquelle on avait de la peine à résister, mais faux et perfide ; à force de manquer de foi, il finit par n'en plus trouver, et fut enveloppé dans les filets qu'il avait préparés lui-même. On doit le regarder comme le principal auteur des malheurs de l'Italie, et surtout de ce que le duché de Milan ne cessa jamais, après lui, d'appartenir à des princes étrangers.

Le cardinal de Rouen se conduisit avec beaucoup de modération envers les villes rebelles. Milan, rentré aussitôt après la victoire de Novare sous l'empire des Français, ne fut condamné qu'à payer trois cent mille ducats, somme dont le roi lui fit ensuite la remise, du moins pour la plus grande partie ; les autres villes furent traitées de même. La douceur de Georges d'Amboise faisait oublier les insolences de Trivulce.

Les Sforza avaient cessé de régner dans le Milanais, les Borgia continuaient à peser sur la Romagne. Forts de la protection du roi de France, poussés

par leur propre audace, le pape Alexandre et son fils César ne respectaient plus rien. Leur but évident était de se faire une souveraineté temporelle de tout l'état de l'Église. L'ambition de César ne s'arrêtait pas là; il ne convoitait rien moins que le royaume de Naples. A cet effet, il avait demandé en mariage Claudine d'Arragon, avec la principauté de Tarente pour sa dot; mais ce projet ne put pas réussir; toutefois il n'était pas sans espoir que les divisions entre les maisons de France et d'Espagne, au sujet du royaume de Naples, lui ouvriraient les voies à l'occupation de ce pays. En attendant, avec ses propres forces et quelques soldats que le roi Louis lui avait envoyés, il assouvissait sa rage sur la malheureuse Romagne. Cet homme sans foi, comme sans pitié, renouvela au commencement du seizième siècle toutes les horreurs dont les Ezzellin, les Uguccione, et d'autres tyrans de Lombardie et de la Toscane, avaient donné l'exemple dans les siècles précédents. Il tenta d'enlever Bologne aux Bentivoglio, mais il échoua, enleva effectivement Pérouse aux Baglioni, dépouilla par un trait de la plus noire perfidie du duché d'Urbin la maison de Montefeltro, qui le possédait depuis long-temps, et n'épargna point le petit seigneur de Camerino, Jules de Varano. Les états plus considérables n'étaient pas à l'abri de ses vexations; il rançonna Florence sous l'apparence de se mettre à sa solde pour la défendre; mais ce fut une singulière espèce de défense que la sienne, car il ne cessait d'infester, comme un véritable brigand, les frontières de la république. Les Florentins députèrent auprès de lui Machiavel, espérant que par son

adresse il parviendrait à persuader au duc de Valentinois de tourner ses vues d'un autre côté. C'était un spectacle très curieux que César Borgia aux prises avec Machiavel. Ils cherchaient à se pénétrer l'un l'autre, ils se pénétraient en effet; mais ils faisaient semblant de rien. Le secrétaire florentin était en admiration devant Borgia : pour lui, réussir, c'était tout, et il observait avec une attention, je dirai presque avec un respect religieux, les moyens, quels qu'ils fussent, que son héros prenait pour arriver à ses fins. Borgia s'enveloppait dans les plus épaisses ténèbres de la dissimulation; Machiavel cherchait à le deviner, le devinait quelquefois, et s'applaudissait quand il y était parvenu : son amour-propre en était flatté. Machiavel eut part aux plus grandes transactions politiques de son temps, mais aucune ne lui fit plus de plaisir que sa mission auprès de César Borgia; c'était une école de son goût, non qu'il approuvât moralement le crime, mais parceque c'était une grande satisfaction pour lui de voir les moyens qui réussissent dans le maniement des affaires d'état; c'était là le trait le plus saillant de son caractère, la tournure habituelle de son esprit.

La mission de Machiavel ne fut pas sans utilité pour sa patrie. Borgia protesta qu'il était le meilleur ami des Florentins : cela n'était vraiment encore rien de sa part, mais effectivement il cessa d'inquiéter le territoire de la république, parceque Machiavel lui fit comprendre qu'il n'avait rien à gagner avec Florence, plus puissante que lui, et qu'étant république, il ne suffisait pas d'assassiner un homme pour l'avoir. Il lui représenta en même temps que

la Romagne, dont le pape l'avait déjà déclaré duc, et à raison du pape même, était son véritable domaine. Il y a bien là, disait Machiavel, assez de tyrans à abattre, assez de pays à incorporer à votre état futur, sans vous morfondre contre les Florentins. Borgia le comprit, et tourna sa fureur d'un autre côté; la Romagne en fut désolé. C'était à la vérité tyran contre tyran, brigand contre brigand, mais on ne gagnait rien, parcequ'un gouvernement impitoyable était remplacé par un autre gouvernement encore plus impitoyable, et qu'on avait des révolutions de plus.

Les peuples foulés n'osaient guère se plaindre, parceque la terreur était générale; cependant des réclamations parvinrent au roi de France : bons et mauvais avaient eu recours à lui, les premiers par le sentiment de leurs maux, les seconds par la crainte d'être dépossédés par le tyran. On représenta à Louis qu'il était indigne que cet homme abominable s'autorisât du nom de l'église et de l'amitié de la France pour commettre toutes sortes de crimes. Le roi se trouvait en ce moment à Milan; il y reçut les plaintes formées contre Borgia. Ce dernier, aussitôt qu'il en fut informé, courut à Milan, et fit si bien avec la facilité de s'exprimer, qu'il possédait au plus haut degré, que le roi le remit dans ses bonnes grâces, et il s'en retourna plus fier que jamais sur le théâtre de ses forfaits. Sa première pensée fut de se venger de ses accusateurs. On comptait principalement parmi eux Paul des Ursins, et François, duc de Gravina, de la même famille, Vitellozzo, Vitelli et Oliverotto de Fermo,

ainsi que Pandolphe Petrucci, chef du gouvernement de Sienne. Les deux Ursins, Vitellozzo et Oliverotto, étaient des chefs de bandes armées qu'ils entretenaient à leur solde, ou, comme on les appelait en Italie, des *condottieri*. Ces chefs, à l'occasion des guerres, se mettaient à la solde d'une des parties belligérantes, et souvent ils passaient sans scrupule d'une partie à l'autre suivant leurs caprices ou leur convenance. Ceux que nous avons nommés s'étaient ligués pour leur défense commune contre Borgia. Ne pouvant les soumettre par la force des armes, il eut recours à la ruse; il feignit une réconciliation sincère avec eux, et ses démonstrations d'amitié furent si efficaces que ces hommes à qui tous les détours de la perfidie étaient familiers, se fièrent à un homme dont la perfidie avait passé en proverbe. Il les attira à Sinigaglia sous le prétexte de sceller leur réconciliation, et les fit assassiner.

Le cours des prospérités de Borgia allait toujours croissant, et on ne savait où il aurait pu s'arrêter; la terreur de son nom était telle que tous les chefs de quelque importance en Romagne se soumirent; les peuples ne répugnaient pas à sa domination parceque jusque là son action s'était exercée principalement contre les petits tyrans qui les désolaient: ils espéraient de lui au moins une manière de gouverner plus large et plus exempte des petites passions locales. D'ailleurs, comme il avait la faculté de puiser dans les caisses de la chambre apostolique, il ne se trouvait pas dans la nécessité de les grever de contributions excessives, et à cet égard sa position était bien plus avantageuse que celle de Louis

Sforza, obligé de faire face à toutes les dépenses avec l'argent de ses sujets.

Au moment où les scélératesses de Borgia le faisaient approcher de son but, la fortune l'arrêta tout-à-coup, et ce fut par un accident arrivé dans sa propre famille. Le pape Alexandre mourut inopinément, enlevé par une fièvre tierce. La mort du père dérangea les projets du fils; car le manteau de l'autorité pontificale dont il couvrait toutes ses impiétés lui ayant manqué, il se trouva réduit à ses propres ressources; il ne pouvait guère espérer de résister aux ressentimens violents qu'il avait soulevés contre lui. Mais ce qui le déconcerta encore davantage, ce fut que lui-même, au moment de la mort de son père, se trouva dangereusement malade d'un poison qu'il avait avalé par la méprise d'un de ses domestiques, et qu'il avait préparé pour une autre personne. Malgré ce contre-temps, aussitôt qu'il fut rétabli de sa maladie, il continua ses brigandages, et ce ne fut qu'avec peine que le sacré collége et les deux pontifes qui succédèrent à Alexandre parvinrent à se défaire de ce monstre; car il avait su jeter de tels fondements à sa puissance parmi les basses classes du peuple, qu'il en fut soutenu long-temps, quoique les circonstances se fussent tournées contre lui. Mais enfin, fait prisonnier dans un petit combat, il fut envoyé par le pape Jules II et par le grand capitaine en Espagne, pour y être détenu dans la citadelle de Medina del Campo. Il trouva néanmoins moyen de s'évader, et périt peu après en combattant dans une affaire peu importante en Espagne. Nous ne nous arrêterons pas

sur le caractère d'Alexandre et de César Borgia, il est assez connu, et ce que nous avons rapporté d'eux, le fera connaître suffisamment; nous observerons seulement que leur duplicité était telle qu'elle avait passé en proverbe : on disait d'Alexandre qu'il ne faisait jamais ce qu'il disait, et de César qu'il ne disait jamais ce qu'il faisait.

Deux grands événements signalèrent le commencement du seizième siècle, la division du royaume de Naples entre les deux couronnes de France et d'Espagne, au préjudice des Arragonais, et personnellement de Frédéric, successeur de Ferdinand son neveu, et l'élévation du cardinal de Saint-Pierre-dans-les-Liens au pontificat, sous le nom de Jules II. Ferdinand-le-Catholique, roi d'Espagne, vint lui-même en Italie pour reconnaître ses droits sur la partie du royaume qui lui avait été cédée, et pour en arracher le grand capitaine, qui, malgré l'accord fait avec la France, n'en continuait pas moins la guerre contre les Français, et paraissait vouloir y établir un empire absolu. Les deux souverains de France et d'Espagne eurent une entrevue solennelle à Savone. Ferdinand y était venu, de retour de Naples, conduisant avec lui le grand capitaine; Louis y était arrivé de Gênes qu'il venait de soumettre à son pouvoir. Cette entrevue fut remplie de bienveillance, et les deux rois se quittèrent avec les marques de la plus cordiale amitié.

La nomination de Jules présenta une circonstance unique dans les fastes du pontificat; il fut élu à l'unanimité le jour même où le conclave avait été formé. Les cardinaux italiens lui donnèrent leurs voix,

parcequ'ils le connaissaient homme à soutenir avec la plus grande fermeté les droits du saint siége, et craignaient la nomination du cardinal de Rouen, qui aurait mis l'Italie au pouvoir de la France. Les cardinaux espagnols, ne se voyant pas assez forts pour faire nommer un des leurs, se réunirent aux Italiens pour exclure le cardinal français; les cardinaux français enfin, désespérant de réussir pour le cardinal de Rouen, portèrent le cardinal de Saint-Pierre, de préférence à tout autre, parcequ'ils espéraient que devenu pape, il continuerait à suivre le parti de leur nation, comme il l'avait fait n'étant encore que cardinal.

Jules II, dont nous avons déjà signalé la grandeur et la force de caractère, n'eut rien de plus empressé que de continuer, quoique avec des moyens différents, l'œuvre du duc de Valentinois sur la Romagne. Il écrasa les Baglioni dans Pérouse, et chassa les Bentivoglio de Bologne. Tout cédait à sa volonté; la Romagne entière reconnut ses lois; c'est principalement à ce grand pontife que les papes sont redevables de cette étendue de domaine temporel qu'ils possèdent encore aujourd'hui.

Jusqu'ici Jules n'avait pas rencontré de grands obstacles à ses projets, parceque les petits seigneurs avec lesquels il avait eu à faire n'étaient guère en état de lui résister; maintenant il va se trouver en opposition avec une puissance considérable qu'il lui était impossible d'attaquer seul et de front. Les Vénitiens avaient enlevé Rimini, Faenza, Ravenne et Cervia au domaine ecclésiastique; Jules persistait dans le projet de les revendiquer. Il n'osait et

ne pouvait réellement pas tenter l'entreprise avec ses propres moyens; la république de Venise, indépendamment de sa force intérieure, se trouvait soutenue par son traité d'alliance avec la France. Le pape tourna en conséquence ses vues vers cette dernière puissance, cherchant à la détacher de Venise : il y aurait peut-être réussi, sans les événements de Gênes, qui avaient nécessité l'intervention du roi Louis.

Le gouvernement de Gênes, quoique le roi de France y exerçât un droit de suzeraineté, se trouvait entre les mains du peuple ; les nobles n'étaient pas à l'abri de ses insultes. Ils saisissaient à leur tour toutes les occasions de se venger. Le parti populaire fit des lois encore plus rigoureuses contre eux, et les exclut presque entièrement des fonctions publiques. Ne se bornant pas à les persécuter en dedans, il cherchait à déposséder les principales familles des terres qu'elles possédaient dans les deux rivières : les deux partis portèrent leurs plaintes à la cour de France. Le prudent Louis XII espéra d'abord de calmer les passions par des moyens conciliatoires; ses soins furent inutiles: il fallut en venir à l'emploi de la force pour faire rentrer ce peuple inquiet dans le devoir. Cette expédition dirigée contre le peuple et en faveur des nobles, alluma au dernier point le courroux de Jules, qui se regardait comme plébéien, et qui, né à Savone, avait pris souvent part aux affaires de Gênes. Sa sollicitude fut d'autant plus éveillée qu'il craignait que les vues du roi de France ne se bornassent point à Gênes, et il commença à soupçonner dans Louis le projet d'une domination universelle en Italie. Ses anciennes jalousies envers

le cardinal de Rouen, son compétiteur au pontificat, se réveillèrent dans son cœur ; son inquiétude alla si loin qu'il n'était pas éloigné de penser que Louis XII voulût le soumettre à un procès et le déposer, comme Charles VIII avait voulu faire à Alexandre : il voyait déjà dans le cardinal de Rouen un ambitieux, déterminé à lui enlever la tiare au moyen de la toute-puissance de son roi.

Jules, agissant sous l'empire de ses illusions, adressa les plus vives instances au roi des Romains pour lui faire comprendre que le roi de France aspirait à devenir maître exclusif de l'Italie, et couvait le dessein d'arracher, à l'un la couronne impériale, à l'autre la tiare pontificale. Maximilien, déjà indisposé contre Louis à cause de ses prétentions sur la Bourgogne et sur l'Espagne, prêta facilement l'oreille aux insinuations du pape, et convoqua sur-le-champ une diète de princes allemands à Constance, dans le but d'y délibérer sur ce qu'il appelait l'ambition de la France. Malgré les désirs si ardens du pape et du roi des Romains, les délibérations de la diète et les subsides qu'elle accorda, ne répondirent point à l'attente de celui qui l'avait assemblée. Toutefois Maximilien ne voulut pas abandonner tout-à-fait l'expédition d'Italie, et demanda le passage aux Vénitiens pour chasser les Français du duché de Milan. Le sénat refusa, alléguant les traités qui l'unissaient à la France. Maximilien, indigné, déclara la guerre à la république, et marcha à la tête d'une armée pour se frayer le passage de vive force ; mais, vaincu dans le Frioul par Alviano, général des Vénitiens, il fut obligé de renoncer à son

projet, et de conclure une paix peu honorable avec le sénat.

C'est ici que se rattache un des événements les plus importants de l'histoire moderne, nous voulons parler de la ligue conclue à Cambray entre tous les princes de l'Europe contre la république de Venise. Maximilien avait plusieurs sujets de mécontentement contre les Vénitiens : leurs vues sur Pise, ville qu'il avait reçue en protection ; leur alliance avec la France dans la guerre contre Louis-le-Maure, son ami ; le refus de lui accorder le passage dans leurs états ; leur audace à s'y opposer par la force des armes ; la paix même qu'il avait été contraint de signer avec eux, et qui lui rappelait une entreprise dont il ne sortit qu'à sa honte, étaient autant de motifs qui aigrissaient continuellement le roi allemand contre la république.

Le roi de France ne nourrissait pas moins de ressentiment contre son allié que le roi des Romains. En premier lieu, le roi était fort irrité de ce que les Vénitiens, malgré leur alliance avec lui, avaient envoyé secrètement des secours à Ferdinand-le-Catholique dans la guerre de Naples. En second lieu, il se plaignait de ce qu'ils avaient fait la paix avec Maximilien sans sa participation et son consentement ; ce qui était contraire aux conditions stipulées dans le traité d'alliance. Ces dispositions du roi Louis étaient soigneusement entretenues par le cardinal de Rouen, irrité au dernier point contre les Vénitiens, parce-qu'ils avaient traversé sa nomination au pontificat.

Ferdinand se trouvait offensé de ce qu'ils continuaient à garder dans le royaume de Naples les ports

de Brindes, de Trani et d'Otrante qu'il leur avait confiés en dépôt pendant la guerre, ainsi que Tarente qu'ils avaient accepté des Français, en contravention aux conventions faites avec le dernier des Arragonais. Ainsi en France, en Allemagne, en Espagne, les passions s'y trouvaient soulevées contre les Vénitiens, et on se proposait de châtier ce qu'on appelait leur insolence. Dans le fond, les dépouilles de la république plaisaient à tout le monde; la France, maîtresse de Milan, voulait réunir au duché Bresce, Bergame, ainsi que Crémone et le Ghiara d'Adda nouvellement détachés; Maximilien, comme empereur, voulait recouvrer Vérone, Trévise, Padoue, Vicence et Roveredo, et, comme chef de la maison d'Autriche, le Frioul et l'Istrie. Le but de Ferdinand-le-Catholique était de rentrer en possession des ports occupés par les Vénitiens dans le royaume de Naples.

Malgré cette inimitié générale contre la république, on n'avait pas encore parlé de coalition, ni d'en venir à des voies de fait contre elle. Le premier à mettre en avant des propositions d'alliance, fut celui dont on devait le moins l'attendre. Il importait à Jules II que la puissance du roi de France et de l'empereur d'Allemagne ne s'accrût point en Italie; il était même de son intérêt qu'elle fût toujours contenue dans certaines bornes. Mais son ardeur à poursuivre la réintégration de tout ce qui avait appartenu à l'église, lui fit fermer les yeux sur ces considérations, et il engagea ces deux souverains à s'unir avec lui et le roi d'Espagne pour arracher à la république les domaines qu'elle avait

usurpés sur chacun d'eux. Pour son compte, c'était Ravenne, Cervia, Faenza, Imola, Rimini et Césène qu'il voulait revendiquer.

La proposition du pape fut accueillie avec empressement; le cardinal de Rouen surtout se montra très zélé pour la faire adopter. La ligue contre Venise fut signée à Cambray le 10 décembre 1508 entre les plénipotentiaires des quatre puissances, les rois de France, d'Espagne et des Romains, et du pontife de Rome. Le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue ne tardèrent pas à entrer dans la coalition, dans l'espoir de voir humilier un voisin redoutable, et de reprendre sur lui quelques petits territoires qui leur avaient appartenu autrefois. Le duc de Savoie lui-même, qui n'avait rien à démêler avec la république, ni aucun espoir de partager ses dépouilles, se réunit aux puissances confédérées; c'était, de son côté, plutôt un acte de complaisance pour la France, dont il suivait alors la politique, qu'une détermination fondée sur la raison d'état. Ainsi l'Europe presque entière marchait contre Venise.

Le traité de Cambray fut négocié et conclu si secrètement que les Vénitiens n'en reçurent l'avis que par hasard, et par l'indiscrétion d'un agent très subalterne. Ils n'en eurent même connaissance que lorsque le roi Louis, qui était venu à Milan, avait achevé ses préparatifs pour les attaquer. Quant à Maximilien, sa lenteur et son irrésolution ne le firent arriver sur le champ de bataille que lorsque la guerre était presque terminée par la célérité et la valeur des Français. Jules marchait également de la Romagne sur la proie commune; et ne se conten-

tant pas de persécuter les Vénitiens avec les armes temporelles, il publia contre eux une bulle terrible, par laquelle, après avoir retracé leurs usurpations sur le domaine de saint Pierre, leur audace à s'immiscer dans la nomination des évêques au préjudice des libertés ecclésiastiques, leur habitude d'appeler devant les juges laïques les causes appartenantes aux personnes et aux droits de l'église, les faveurs accordées aux Bentivoglio, rebelles du siége apostolique, il les déclarait excommuniés, coupables de lèse-majesté, ennemis à perpétuité du nom chrétien, si, dans l'espace de vingt-quatre jours, ils ne restituaient pas toutes les possessions qu'ils avaient usurpées sur l'église, y compris les fruits pendant le temps qu'ils les avaient indûment occupées.

Les Vénitiens, surpris par un si grand orage, ne se manquèrent point à eux-mêmes; ils garnirent les places sur toute la frontière et assemblèrent leurs armées. Comme le danger le plus menaçant était du côté de l'Adda, parceque les Français, sous les ordres de leur roi et de Trivulce qui l'accompagnait, s'y étaient portés en force, ils y envoyèrent leur principale armée, dont l'avant-garde était confiée à Barthélemi d'Alviano, capitaine rempli d'activité et d'audace, et le corps de bataille au comte de Pitigliano, général remarquable par sa sagesse et sa prudence.

Quant au monitoire du pape, les Vénitiens y répondirent par un écrit qu'ils firent répandre avec profusion par des personnes inconnues dans Rome. Cet écrit renfermait des récriminations très acerbes contre le pontife et le roi de France, et finissait par en appeler de la sentence du pape au futur concile;

et, au défaut de la justice humaine, à Jésus-Christ, juste juge et prince suprême de tout le monde.

Le sort des armes allait bientôt décider si un seul état qu'on accusait d'avoir fait ce que ses ennemis avaient fait eux-mêmes de tous les temps, et ce qu'ils voulaient faire actuellement, avait assez d'énergie et de force pour résister à l'Europe conjurée contre lui. Monjoie, héraut d'armes du roi de France, se présenta le 16 avril 1509 au doge et aux colléges assemblés, et leur intima la guerre au nom de son souverain. Le doge répondit en peu de mots et avec beaucoup de dignité que, puisque le roi de France s'était déterminé à leur faire la guerre au moment même où ils comptaient le plus sur lui en vertu du traité d'alliance qu'ils n'avaient jamais violé, au moment aussi où, pour ne pas se séparer de lui, ils avaient encouru l'inimitié du roi des Romains, ils tâcheraient de se défendre, espérant pouvoir le faire, appuyés qu'ils étaient sur leur force et la justice de leur cause.

Les deux armées ennemies étaient en présence sur les rives de l'Adda. L'intention des Français était d'attaquer et de marcher en avant; le sénat voulait qu'on temporisât, attendant seulement les occasions favorables pour combattre avec avantage. L'audace et l'impatience d'Alviano dérangea ces calculs, et produisit un épouvantable désastre. Se trouvant très près de l'ennemi, et ne pouvant résister à son ardeur belliqueuse, Alviano, qui commandait l'avant-garde, attaqua brusquement l'avant-garde française; il envoya en même temps au comte de Pitigliano l'avis de l'attaque, le priant de voler à son secours,

Le choc de cet homme terrible fut si violent, que les Français commençaient à plier. Mais le roi arriva au secours des siens avec le corps de bataille, et rétablit le combat. Il faisait lui-même des prodiges de valeur en combattant comme un simple soldat. Alviano ne se découragea point et animait continuellement ses soldats du geste, de la voix et de l'exemple. La bataille dura trois heures avec un acharnement inexprimable. Enfin les Français recevant sans cesse de nouveaux renforts par l'arrivée successive des troupes restées en arrière, tandis que le comte de Pitigliano, dans sa lenteur ordinaire, ne se pressait pas de marcher au secours de son collègue, la fortune se prononça entièrement en faveur de l'armée royale. L'avant-garde vénitienne essuya une déroute complète : elle perdit huit mille hommes tués sur le champ de bataille et un grand nombre de prisonniers. Parmi ces derniers on compta Alviano lui-même qui, le visage tout meurtri et blessé à un œil, fut conduit devant le roi. Le comte de Pitigliano eut le temps de se retirer avec le reste de l'armée en bon ordre. Cette bataille eut lieu le 17 mai 1509; on lui donna le nom de Vaïla ou de Ghiara d'Adda. On voit qu'une seule partie de l'armée vénitienne y prit part; que l'armée française y combattit avec toutes ses forces, et que l'issue eût été fort douteuse si le second général des Vénitiens n'eût pas préféré une prudence excessive à une audace heureuse. Au reste, les deux partis déployèrent une valeur sans égale, et, quelle qu'ait été le sort des armes, l'honneur ne fut pas perdu pour Venise. Le roi, en commémoration d'une si

heureuse journée, fit bâtir, sur le champ de bataille, une chapelle à laquelle on donna le nom de Sainte-Marie de la Victoire. Cet endroit se nomme encore aujourd'hui *Victoire*.

Après un malheur si grand et que la renommée exagérait encore, le sénat vit parfaitement qu'il lui était impossible de disputer plus long-temps l'empire de la terre ferme. Dans un tel abaissement de fortune, sa prudence ne l'abandonna point; il prit sur-le-champ deux grandes mesures, qui, toutes marquées de faiblesse qu'elles semblent au premier abord, opérèrent pourtant le salut de la république. La première consista dans l'ordre donné pour que les villes sur lesquelles le roi des Romains, le pape, et le roi catholique avaient des prétentions, leur fussent remises; par la seconde il délia du serment de fidélité et laissa libres de leur conduite les villes qui voudraient se soumettre spontanément aux ennemis de la république. Ces deux délibérations présentaient des avantages importants sous plusieurs rapports. En premier lieu, il fut loisible aux Vénitiens de retirer toutes leurs troupes vers le cœur de l'état, dans la défense duquel consistait réellement la vie et la conservation de la république. On obtenait ensuite cet autre résultat que, n'obligeant point les villes vénitiennes à prendre les armes pour s'opposer aux étrangers, on ne mettait pas ses propres sujets dans la nécessité de désobéir; ce qui aurait sans aucun doute mis obstacle au recouvrement de ce qui avait été perdu; car les peuples qui, contre la volonté du sénat, auraient reconnu, ou par inclination ou par nécessité, la domination étrangère, au-

Le choc de cet homme terrible fut si violent, que les Français commençaient à plier. Mais le roi arriva au secours des siens avec le corps de bataille, et rétablit le combat. Il faisait lui-même des prodiges de valeur en combattant comme un simple soldat. Alviano ne se découragea point et animait continuellement ses soldats du geste, de la voix et de l'exemple. La bataille dura trois heures avec un acharnement inexprimable. Enfin les Français recevant sans cesse de nouveaux renforts par l'arrivée successive des troupes restées en arrière, tandis que le comte de Pitigliano, dans sa lenteur ordinaire, ne se pressait pas de marcher au secours de son collègue, la fortune se prononça entièrement en faveur de l'armée royale. L'avant-garde vénitienne essuya une déroute complète : elle perdit huit mille hommes tués sur le champ de bataille et un grand nombre de prisonniers. Parmi ces derniers on compta Alviano lui-même qui, le visage tout meurtri et blessé à un œil, fut conduit devant le roi. Le comte de Pitigliano eut le temps de se retirer avec le reste de l'armée en bon ordre. Cette bataille eut lieu le 17 mai 1509; on lui donna le nom de Vaïla ou de Ghiara d'Adda. On voit qu'une seule partie de l'armée vénitienne y prit part; que l'armée fr... y combattit avec toutes ses ... eût été fort douteuse si le ... tiens n'eû... ...ré un... auda... Au... pl...

[illegible] va non
[illegible] ais, en
[illegible] rces et
[illegible] blique,
[illegible] ions du
[illegible] l'Adda,
[illegible] tout ce
[illegible] plus de
[illegible] progrès
[illegible] donner
[illegible] l'indé-
[illegible] on d'être
[illegible] é, après
[illegible] it dans la
[illegible] refusé de
[illegible] qui la si-
[illegible] ne commis-
[illegible] c plus trai-
[illegible] ière fois les
[illegible] s ses bonnes
[illegible] reçut en au-
[illegible] rs.
[illegible] de leur récon-
[illegible] nt encore davan-
[illegible] de Padoue. Maxi-
[illegible] irrésolutions, avait
[illegible] ses nombreux avec
[illegible] rtillerie pour faire le
[illegible] lait effacer la honte de
[illegible] après l'avoir conquise.
[illegible] ès sur Padoue ; Maximi-
[illegible] er les opérations du siège,

raient eu une plus grande répugnance à rentrer sous l'empire de Venise, de peur d'être traités comme des rebelles. Troisièmement, en rendant à chacun des confédérés ce qu'il désirait, on empêchait, vu que les forces du pape étaient peu considérables, Maximilien et Ferdinand éloignés, on empêchait, dis-je, que les Français n'occupassent, dans ce premier élan de leur victoire, les lots destinés aux autres alliés; ce qui aurait rendu leur puissance irrésistible en Italie, et le rétablissement de Venise impossible. Enfin, en satisfaisant chacun sur l'objet de la querelle, les Vénitiens s'ouvraient plus facilement les voies pour arriver à la dissolution de la ligue. En effet, après ces premières opérations, ils dirigèrent leurs vues vers ce but; mais leurs tentatives auprès de Maximilien pour le détacher de la coalition n'eurent point de résultat favorable. Il est même constant qu'Antoine Giustiniani, envoyé par le sénat à l'empereur, avec mission de souscrire aux plus dures conditions, ne fut point admis en sa présence, et ne put aller plus loin que Trente. Le discours que Guichardin met dans la bouche de cet envoyé vénitien parlant à l'empereur, est une véritable imposture.

Les Vénitiens virent bien que pour avoir des amis il fallait avoir des succès. Ils organisèrent, sous les ordres du provéditeur André Gritti, une attaque subite sur Padoue, qui avait reçu les soldats de l'empereur, car Maximilien venait d'être élevé à cette dignité. Cette expédition réussit si bien, qu'en peu d'heures la ville et la citadelle tombèrent au pouvoir des troupes de Saint-Marc.

Ce succès qui arrivait si à propos, releva non seulement les espérances des Vénitiens, mais, en faisant voir qu'il leur restait encore des forces et qu'ils ne désespéraient pas du salut de la république, il servit de fondement à de nouvelles délibérations du pape à leur égard. Après la défaite de Ghiara d'Adda, Jules avait occupé, aux dépens de Venise, tout ce qu'il croyait lui appartenir; il n'avait donc plus de sujet réel de querelle avec les Vénitiens; les progrès si rapides des Français commencèrent à lui donner de l'ombrage, et à lui faire craindre pour l'indépendance de l'Italie, dont il faisait profession d'être le protecteur. Effectivement il était entré, après ses premières propositions, très mollement dans la ligue de Cambray; son nonce avait même refusé de la signer, et ce fut le cardinal d'Amboise qui la signa pour le pape, en vertu d'une ancienne commission de légat en France. Jules devint donc plus traitable : après avoir repoussé une première fois les prières des Vénitiens, il les remit dans ses bonnes grâces, les releva des censures, et reçut en audience solennelle leurs ambassadeurs.

Les Vénitiens, déjà si heureux de leur réconciliation avec le pape, espérèrent encore davantage par la vigoureuse défense de Padoue. Maximilien, sortant enfin de ces irrésolutions, avait envoyé un corps d'armée assez nombreux avec un appareil formidable d'artillerie pour faire le siége de cette ville. Il voulait effacer la honte de l'avoir perdue aussitôt après l'avoir conquise. Tous les yeux étaient fixés sur Padoue; Maximilien vint lui-même diriger les opérations du siége,

Venise, de son côté, faisait les plus grands efforts pour conserver une ville à laquelle paraissait attaché le sort de la république. Les Padouans eux-mêmes jurèrent de lui rester fidèles, et de périr plutôt que de retomber sous la domination des Allemands. Le siége de Padoue est un des moments les plus glorieux de la république vénitienne : le plus noble élan de patriotisme anima alors les Vénitiens. Les jeunes fils des patriciens, se dévouant à la défense de leur patrie, se formèrent en bataillons, et allèrent se renfermer dans Padoue pour y partager les travaux et les dangers du siége. Cette généreuse jeunesse remplit admirablement la belle mission qu'elle s'était donnée; jamais plus de bravoure ne fut déployée dans une cause plus sainte. Malgré les attaques réitérées des Allemands, encouragés par la présence de leur souverain, Padoue résista; Maximilien fut obligé de se retirer après avoir perdu, dans une entreprise si malheureuse pour lui, une bonne partie de ses forces et terni la réputation de ses armes.

Cet heureux résultat enhardit et le pape et les Vénitiens; mais l'affaiblissement de Maximilien leur fit craindre davantage la France, restée en Italie presque sans rivale. Jules commençait à parler de son projet de chasser tous les étrangers qu'il qualifiait du nom de barbares. La France était la puissance la plus formidable; ce fut par elle qu'il crut devoir commencer. Il s'adressa d'abord à Maximilien pour le déterminer à se détacher du roi Louis et s'unir à lui et aux Vénitiens pour rétablir l'équilibre en Italie. L'empereur n'écouta point ces propo-

sitions et persista dans son alliance avec la France. Le parti pouvait être bon, politiquement parlant; cependant il fut pris par une raison fort singulière; c'est que Maximilien voulait devenir pape: son projet était de réunir l'autorité pontificale à l'autorité impériale. Il espérait pouvoir parvenir à ce but avec l'appui de la France; il se flattait d'autant plus de cette idée, que le cardinal de Rouen, qu'il craignait avoir pour concurrent, venait de mourir. Pour se faire pape, Maximilien avait besoin de déposer Jules. Le roi de France fut promptement informé des démarches de Jules, de son accord avec les Vénitiens, et de son intention d'armer contre lui les puissances de l'Europe. Il entra dans les vues de l'empereur pour faire descendre du trône pontifical un pontife si turbulent et si dangereux. Le roi ignorait peut-être les intentions secrètes de son allié relativement à la dignité papale; mais soit qu'il ignorât cette espèce de folie, soit qu'il en fût informé et en fît le cas qu'elle méritait, il n'en seconda pas moins le projet de priver Jules de sa dignité. L'épouvantail ordinaire des princes séculiers contre les papes était toujours la convocation d'un concile général; Louis XII s'en servit. Trois cardinaux rebelles au pasteur universel et réfugiés en France convoquèrent un concile à Pise; mais cette tentative n'obtint aucun résultat contre celui qui avait été reconnu par toute la chrétienté comme chef légitime de l'église. Il convoqua lui-même avec plus de succès un concile dans Saint-Jean-de-Latran, déclara conciliabule le concile de Pise, et excommunia les prélats qui y avaient assisté.

Jules ne se donnait aucun repos pour susciter des ennemis à Maximilien et à Louis. Il réussit auprès de Ferdinand-le-Catholique, si bien qu'un traité d'alliance fut conclu entre eux et les Vénitiens pour la défense du saint siége, la protection de la république et l'expulsion des Français de l'état de Milan. Ils appelèrent cette union la *sainte alliance*. Ferdinand avait fait de grand préparatifs, sous le prétexte d'armer contre les Maures; mais ses flottes chargées de troupes, au lieu de cingler vers l'Afrique, prirent le chemin de la Sicile, et y débarquèrent de nombreux bataillons qui se mirent aussitôt en route pour l'Italie. Ce furent là ces fameuses bandes d'infanterie espagnole qui déployèrent une valeur si brillante, et firent croire qu'elles seules pouvaient tenir tête à l'infanterie suisse, réputée alors la première milice de l'Europe.

L'audacieux et entreprenant pontife, après avoir procuré à l'empereur d'Allemagne et au roi de France des ennemis de près, en chercha au loin. Il s'adressa à Henri VIII, roi d'Angleterre, qui, jeune, riche, chef d'une nation rivale de la France, ne demandait pas mieux que de signaler son règne par une guerre contre les Français. Le cardinal Wolsey, son premier ministre, qui avait été à Rome l'acteur le plus actif de l'union entre le pape, les Vénitiens et le roi Ferdinand, contribua beaucoup à cette détermination de son souverain. Mais il fallait décider le parlement à accorder les subsides nécessaires pour mettre à exécution les intentions du roi. Jules s'avisa d'un expédient fort étrange; il chargea un gros bâtiment de vins, de jambons et autres

morceaux friands, et l'envoya en Angleterre. Ceci a l'air d'une plaisanterie, mais la plaisanterie fut bonne : le parlement accorda tout ce qu'on voulut. Ainsi voilà Henri VIII devenu l'allié du pape, et soutenant les intérêts de cette cour de Rome qu'il devait persécuter dans la suite avec tant de cruauté et d'acharnement.

Après avoir décrit les négociations politiques et leurs résultats, il faut maintenant faire connaître les événements de la guerre. Trivulce, maréchal de France, avait été nommé provisoirement gouverneur du Milanais, en remplacement de Chaumont, qui avait administré les affaires des Français en Italie, avec assez peu de succès. L'activité et les talents du maréchal avaient commencé à les rétablir; mais, pour résister à la ligue formidable qui venait de se former, il fallait un capitaine qui, ayant déjà fait ses preuves, pût en même temps en imposer par sa naissance aux jalousies personnelles des chefs subalternes, et diriger vers un seul but l'esprit de l'armée. Gaston de Foix, duc de Nemours, fils d'une sœur du roi, et déjà connu, quoique à peine âgé de vingt ans, par des exploits dignes d'un grand capitaine, fut nommé lieutenant-général du roi, et général en chef de toutes les troupes françaises en Italie. Les talents et la bravoure extraordinaire de ce chef, joints à l'expérience de Trivulce, firent changer de face tout-à-coup aux affaires, et pencher la balance en faveur des Français; ni les efforts des généraux vénitiens, ni l'ardeur incroyable du pape Jules, ne pouvaient lutter avec la fortune de leurs adversaires. La seule armée espagnole pouvait oppo-

ser une digue suffisante à ce torrent qui menaçait de tout entraîner avec lui. Elle arriva en effet sous les ordres de Raimond de Cordova, vice-roi de Naples, capitaine jouissant d'une réputation distinguée dans l'art de la guerre. Ses premiers essais ne furent pas heureux ; il ne put empêcher que Gaston de Foix ne fît lever le siége de Bologne, prête à succomber sous les attaques des troupes pontificales et espagnoles. Gaston, après avoir fait essuyer cet échec aux alliés, se tourna contre les Vénitiens, prit et livra au pillage Bresce, fait d'armes plus mémorable pour la générosité héroïque du chevalier Bayard que pour des avantages réels que l'armée française en a retirés. Le général français se porta sur Ravenne et y mit le siége; Cordova y accourut avec l'armée espagnole pour la secourir; c'est là que devait se décider le sort de la guerre. Les alliés avaient l'intention de temporiser, parcequ'ils attendaient prochainement une irruption de Suisses dans le Milanais; ce qui aurait obligé les Français à la retraite, et donné à la confédération gain de cause sans coup férir. En effet, l'infatigable pontife avait décidé, par ses exhortations véhémentes et son argent, cette nation belliqueuse à faire cause commune avec lui pour chasser les Français de l'Italie : il avait déclaré les Suisses défenseurs de la religion et du saint siége; mais le roi de France, informé de ce mouvement, de l'adhésion du roi d'Angleterre à la ligue, et d'une trève de dix mois que l'inconstant Maximilien venait de conclure avec les Vénitiens, envoyait ordre sur ordre au duc de Nemours afin qu'il engageât une affaire décisive avec l'armée des confédérés. Gaston,

jeune, brave et bouillant, ne pouvait pas recevoir d'ordre plus agréable; il réussit à amener ses ennemis à une bataille générale, quoique sur un terrain désavantageux pour lui. C'était le 11 avril de l'année 1512. Une petite rivière séparait les deux armées; les Français, qui faisaient le siége de Ravenne, se trouvaient campés entre cette ville et la rivière; les confédérés occupaient un camp retranché au-delà et à peu près à deux milles de cette dernière; leur front était protégé par un fossé large et profond, qui n'était interrompu vers son centre que par une ouverture de vingt brasses, pratiquée dans le dessein d'en faire sortir la cavalerie pour charger l'ennemi. Il restait donc deux obstacles à surmonter aux Français pour arriver à combattre de pair, la rivière et le fossé. Ils passèrent la première sans que les alliés cherchassent à les en empêcher. Fabrice Colonna, capitaine très expérimenté, criait bien de toutes ses forces dans le camp des alliés qu'il fallait sortir des retranchements et attaquer l'ennemi au moment du désordre qu'entraîne toujours le passage d'une rivière; mais Cordova ne l'écouta point dans un moment si décisif: il suivait en cela les conseils de Pierre Navarre, militaire distingué qui s'était élevé des rangs inférieurs jusques aux plus hauts degrés de la hiérarchie militaire. Il jouissait d'une grande réputation comme officier d'artillerie; il excellait aussi dans l'art de pratiquer les mines. Navarre avait tant de confiance dans son artillerie et dans l'infanterie espagnole, qu'il se croyait sûr de la victoire si les Français eussent eu l'audace de s'approcher. En attendant, l'armée française s'était avan-

cée ayant à sa droite, qui, était l'avant-garde, un épais bataillon d'infanterie allemande, troupe excellente; au centre, l'infanterie française composée de Gascons et de Picards; à sa gauche, l'infanterie italienne envoyée par le duché de Milan, et le duc de Ferrare qui persistait dans l'alliance contractée à Cambray.

A l'approche de l'armée française, celle des alliés s'était mise en ordre de bataille dans son camp retranché, sans pourtant vouloir en sortir pour combattre l'ennemi. Les Français s'arrêtèrent à peu de distance, ne voulant pas, en attaquant l'ennemi dans un lieu fortifié, lui donner trop d'avantage. Ils attendaient quelque incident favorable pour attaquer avec succès. En attendant, l'artillerie jouait des deux côtés avec un fracas épouvantable. Navarre avait si bien placé la sienne, qu'elle faisait un ravage affreux dans les rangs de l'armée de Gaston; l'affaire était douteuse, et si les alliés fussent sortis de leur camp pour charger vigoureusement, il est vraisemblable qu'ils auraient fait tourner les chances de la journée en leur faveur. Mais ils s'en abstinrent, au grand désespoir de Fabrice Colonna, qui ne cessait de crier qu'il fallait déboucher et marcher à l'ennemi. Dans ce moment critique, le duc de Ferrare, qui avait une artillerie extrêmement bien servie, la conduisit et la plaça sur l'extrémité de la ligne à gauche; et comme cette ligne formait une espèce de demi-cercle sur le front du camp de l'ennemi, les canons du duc purent prendre à revers et enfiler le camp. Ils ne firent pas grand mal à l'infanterie espagnole, parceque les soldats se jetèrent ventre à terre pour échapper aux coups; mais la ca-

valerie espagnole et italienne en fut presque entièrement détruite; cependant Navarre empêchait encore le général espagnol de donner le signal de s'élancer. Alors Colonna, voyant les siens exposés à une mort certaine sans qu'ils pussent se défendre, s'écria plein d'indignation : *Il faudra donc que nous périssions tous pour faire plaisir à un misérable ;* et, sans attendre d'autres commandements, il pousse ses gens d'armes hors du fossé ; le reste de la cavalerie le suit ; Navarre lui-même est obligé de suivre le mouvement, et fait sortir l'infanterie. La mêlée fut épouvantable ; l'infanterie espagnole s'en prit à l'infanterie allemande. Chargeant avec fureur, elle fut reçue avec fermeté ; elle éprouva d'abord quelque désordre, mais se remit bientôt, et entrant avec ses poignards au milieu des longues piques des Allemands, elle les aurait tous exterminés, sans la cavalerie qui arriva à leur secours. En attendant, l'infanterie italienne était aux prises avec les régiments gascons et picards, et leur résistait avec la plus grande bravoure ; mais la mort de son chef, Ivo d'Allegri, commençait à la faire chanceler. La terrible infanterie espagnole, après avoir culbuté les Allemands, vint à son secours, et rétablit le combat sur cette partie du champ de bataille. La fortune paraissait sourire aux alliés ; mais leur cavalerie, affaiblie par les pertes considérables que l'artillerie du duc de Ferrare lui avait fait éprouver au commencement de l'action, avait été mise dans une déroute complète par la cavalerie française. Cette dernière put alors diriger et dirigea en effet ses efforts contre l'infanterie espagnole, qui continuait à gagner du terrain,

et la força à la retraite : mais ses rangs n'étaient pas rompus ; elle menaçait en se retirant. Gaston avait vaincu ; cette gloire ne lui suffit pas, il voulut exterminer l'ennemi, résolution fatale pour lui, fatale pour sa brave armée et pour la France. Il poursuit avec fureur, à la tête d'un escadron de cavalerie, cette invincible infanterie espagnole : elle fait brusquement volte-face ; le trop valeureux Gaston tombe percé d'un coup de lance dans le flanc, et meurt quelques instants après.

Telle fut la fameuse bataille de Ravenne. La victoire resta aux Français, mais la mort de leur général couvrit d'un crêpe funèbre les lauriers qu'ils venaient de cueillir, et leur enleva le fruit qu'ils étaient en droit d'attendre d'un si beau fait d'armes. La Palisse, et les autres généraux, bien que Ravenne se rendit aussitôt après le combat, ne voulurent pas prendre sur eux de marcher en avant, d'autant moins que l'armée elle-même se trouvait dans un grand désordre par les pertes qu'elle avait éprouvées.

En ce moment, des ordres du roi arrivèrent pour en faire rentrer une partie en France dans le dessein de l'opposer aux tentatives des Anglais ; l'autre partie se retira dans le duché de Milan, fortement menacé par les Suisses soldés par le pape. Leur arrivée fut une affaire si sérieuse, que les restes de l'armée française se virent obligés d'évacuer entièrement le duché, pour se retirer en partie à Asti, en partie au-delà des Alpes. Milan retourna sous l'empire de Maximilien Sforza, fils de Louis-le-Maure, qui le gouverna sous la protection des Suisses, auxquels il devait son rétablissement.

On voit, par le récit que nous venons de faire, que le résultat de la ligue de Cambray fut bien différent de celui que ses auteurs en avaient espéré. Non seulement la république de Venise ne fut point détruite, mais elle ne perdit pas même les portions de territoire que les rois de France et des Romains s'étaient adjugées. Le premier, tout en sortant victorieux de la lutte, et bien qu'il fût celui qui avait agi de meilleure foi et fait plus de frais, perdit cependant plus que le dernier, puisqu'il se trouva frustré de ses espérances sur l'état de Venise, et privé en même temps du duché de Milan. Maximilien n'acquit rien, mais il conserva tout ce qu'il avait. Le roi Ferdinand eut l'avantage de voir le royaume de Naples rétabli dans son intégrité, par l'expulsion des Vénitiens des ports qu'ils y occupaient. Le pape fut, de tous les confédérés, celui qui recueillit plus de fruit d'une entreprise faite en commun, car il entra en possession des villes qui avaient formé le sujet de la contestation, et en outre, de Bologne, dont il avait chassé les Bentivoglio après le départ des Français : Modène, Reggio, Parme et Plaisance reconnurent également l'autorité de l'église; Milan lui-même se gouvernait au gré du pontife, car la volonté de Jules était toute-puissante sur l'esprit de Maximilien Sforza et des Suisses. La conservation de la république de Venise, l'expulsion des Français de l'Italie, l'agrandissement considérable du domaine de l'église, donnent un tel lustre au pontificat de Jules II, qu'aucun autre sous ce rapport ne peut lui être comparé. La force d'âme de ce pape est au-dessus de toute comparaison; vieux, malade, au

bout d'une vie extrêmement agitée, non seulement il ne fléchit jamais devant les puissances, pas même dans les moments de son plus grand abaissement, mais il prenait part manuellement aux travaux des simples soldats, traînait l'artillerie, travaillait à la sape, élevait des retranchements, et ne se faisait aucun scrupule de faire tout cela revêtu de ses habits pontificaux. Il est vrai que si on peut le louer de son courage, on ne peut donner les mêmes éloges ni à sa modération dans l'exercice du pouvoir pontifical, ni à sa bonne foi dans les négociations politiques: ses ennemis, il les excommuniait; ses amis, il les abusait, et il faut avouer qu'il trompa cruellement le roi de France.

La ligue entre le pape, Venise et Ferdinand, qui avait appelé les Espagnols en Italie, eut des résultats bien importants pour Florence. L'habitude constante de cette république, lorsqu'elle ne se trouvait pas sous la dépendance des Médicis, était de suivre la politique de la France.

Il importait donc aux alliés d'y rétablir cette famille pour y détruire l'influence d'une puissance, leur ennemie. Les Espagnols campaient à Prato, qu'ils avaient pris d'assaut et pillé; Pierre de Médicis s'était noyé au passage du Garigliano; mais Jean, son frère, cardinal de Médicis, se trouvait avec eux, au nom du pape et avec le titre de légat de Toscane. L'intention de Jean et de Cardona, chef de l'armée espagnole, était de changer le gouvernement de Florence, en chasser le gonfalonier, Pierre Sodérini, y remettre les Médicis, et en tirer une forte somme d'argent. Ils croyaient que s'ils

n'étouffaient pas le gouvernement populaire dans cette ville, elle suivrait toujours l'impulsion que lui donnerait la France. La prise et le sac de Prato y avaient fait naître une grande terreur; la faiblesse de Sodérini avait laissé prendre de l'ascendant aux chefs des familles ennemies du peuple, la ville n'avait presque pas de troupes réglées à opposer à ses ennemis intérieurs et extérieurs. Cependant Cardona, le cardinal, et les conspirateurs, parmi lesquels on remarquait principalement Paul Vettori, Antoine-François des Albizzi et Barthélemi Valori, prétextaient des motifs de patriotisme, et affichaient des idées de modération; ils disaient ne point en vouloir à la forme du gouvernement; ils alléguaient que leur seul but était d'ôter le pouvoir à Sodérini, comme partisan des Français, de faire rentrer les Médicis, comme simples particuliers, et avec faculté de racheter leurs biens confisqués au prix auquel ils avaient été vendus. On n'était pas dupe de ces propositions : on savait très bien qu'on en voulait à la liberté de Florence, et que les Médicis ne pouvaient plus y vivre que comme maîtres; mais des moyens de résister, il n'y en avait pas. Vettori, Albizzi et Valori s'étaient déjà abouchés secrètement, à une maison de campagne, avec Jules de Médicis qui fut ensuite cardinal, et enfin pape sous le nom de Clément VII. Ils font entrer dans la ville quelques soldats étrangers déguisés, mettent sur pied leurs partisans, arrachent violemment du palais du gouvernement le gonfalonier et le privent de sa dignité. On convoque les magistrats, on décrète la déposition du gonfalonier; on arrête que cette di-

gnité ne serait plus donnée à vie, mais annuellement; on entre dans la confédération espagnole, on admet les Médicis, comme simples particuliers, on s'oblige de payer quarante mille ducats au roi des Romains, et cent mille au général espagnol, dont quatre-vingts mille pour l'armée et vingt mille pour lui Ce n'était pas là tout ce qu'on voulait; cette modération apparente cachait des desseins bien plus perfides. Le cardinal était entré dans Florence, et avec lui, beaucoup de soldats étrangers. Un conseil, composé de personnes dévouées aux Médicis, délibérait au palais; le cardinal était présent: tout-à-coup des soldats y entrent, en arrachent le gonfalonier, et mettent au pillage les objets précieux qui s'y trouvent; on convoque le peuple sur la place publique, il est entouré de soldats et de jeunes gens de la ville qui avaient pris les armes contre le gouvernement de leur patrie; on lui fait nommer une commission d'environ cinquante personnes, à qui il donne, pour réformer le gouvernement, la plénitude de pouvoir dont il est investi lui-même: les Florentins appelaient ces sortes de commissions *balia;* celle-ci n'était composée que de partisans des Médicis. Elle rétablit sur-le-champ la même forme de gouvernement qui était en vigueur avant la dernière expulsion de cette famille. On place une garde au palais de la seigneurie, les Médicis sont rétablis dans la personne du cardinal et de son cousin, dans leur ancienne autorité: ils l'exercèrent cette fois-ci, comme il est naturel de le penser, plus arbitrairement et avec un empire plus absolu que leurs ancêtres ne l'avaient jamais

fait. *Ce fut ainsi*, dit Guichardin, qui fut pourtant partisan assez zélé des Médicis, *ce fut ainsi que d'abord la discorde, ensuite la violence, étouffèrent la liberté de Florence.* Il y eut dans cet événement plus de tort de la part de ses concitoyens que des étrangers; car l'intention de Cardona n'était pas d'aller si loin, et pourvu que la république renonçât à son alliance avec la France, il se souciait fort peu de la forme de gouvernement qu'elle aurait pu adopter.

Les prospérités des Médicis ne s'arrêtèrent pas à leur réintégration dans leur patrie. Le cardinal Jean fut élevé au pontificat à la place de Jules II, mort au mois de février 1513 : il prit le nom de Léon X. Après lui, les cardinaux nommèrent le cardinal Adrien de Tortose, qui, après un règne très court, laissa de nouveau le siége de Rome vacant; le conclave lui donna pour successeur le cardinal Jules de Médicis : il se fit appeler Clément VII. Comme Adrien n'occupa qu'une année la chaire pontificale, on peut affirmer que pendant presque un demi-siècle, elle fut remplie par des individus de la même famille.

Les deux pontificats de Léon X et de Clément VII sont si connus qu'il est superflu de les décrire en détail; nous nous contenterons d'indiquer à grands traits les principaux événements qui se passèrent pendant leur durée, et qui amenèrent des changements d'une extrême importance en Italie. Ces événements sont ou religieux, ou politiques, ou militaires. On sait que le trait distinctif du caractère de Léon X n'était pas une conscience très scrupu-

leuse; homme du monde plutôt qu'ecclésiastique exemplaire, il produisit par son exemple, avec une grande liberté d'opinion, un grand relâchement dans les mœurs; sa cour était certainement la plus aimable du monde, mais aussi, on n'y était pas fort réservé sur certains sujets, qui, là plus qu'ailleurs, auraient dû être l'objet du respect le plus profond. Léon y attirait les littérateurs les plus éminents, et les artistes les plus distingués; il les protégeait de son autorité, les encourageait par ses paroles, les soutenait par sa munificence: jamais on ne vit autant de savoir réuni à tant de goût. Il est vrai que tout en comblant de bienfaits les littérateurs et les artistes, quelquefois il s'en amusait; ils ne s'en fâchaient pas, la fierté du Dante était devenue fort rare; ils se contentaient de rendre raillerie pour raillerie, mais à son tour l'aimable pape ne s'en formalisait pas; c'était un siècle plus remarquable par une politesse exquise, que par la force des caractères. On se moquait un peu de tout: c'était comme au temps de la régence en France, à part que le goût y était infiniment plus pur et que les idées y avaient plus de grandeur. Il y avait, dans le siècle de Léon X, beaucoup de romain, mais du romain du temps d'Auguste. Son influence a été immense, parceque la délicatesse des manières qui distinguent les générations actuelles a été son ouvrage. C'est Léon X, c'est-à-dire son siècle, siècle qu'il a formé en grande partie lui-même, qui nous a dépouillé de la rude écorce qui nous enveloppait en sortant du moyen âge; nous lui sommes redevables de la civilisation moderne; il a continué et achevé,

sinon avec plus de moralité, du moins avec plus de politesse, l'œuvre commencée par le grand triumvirat du Dante, de Pétrarque et de Boccace.

Indépendamment des exemples peu édifiants de la cour de Léon X, il fallait, pour soutenir un si grand éclat, beaucoup d'argent. On ne fut pas très scrupuleux sur les moyens de s'en procurer. Entre autres choses, non seulement on faisait payer les indulgences, mais on les affermait comme on ferait d'une contribution indirecte. Ces scandales déplaisaient infiniment aux véritables amis de la religion, qui gémissaient en secret de ce que l'avidité des richesses temporelles se montrait avec plus de force là où l'on devait donner plus particulièrement l'exemple de la renonciation et du désintéressement. Un moine d'Allemagne, dont le caractère avait pris de l'aigreur et de l'obstination dans les cloîtres, n'eut pas tant de patience; il commença d'abord par déclamer contre les abus de la cour de Rome; conduite qu'on ne pourrait lui reprocher s'il l'avait fait avec plus de modération. Il ne faisait ici que ce que le Dante, Pétrarque, Boccace et d'autres auteurs de cette époque avaient fait avant lui. Savonarole, dans ses harangues à Florence, avait tenu le même langage avec beaucoup de véhémence, et il fut néanmoins sur le point d'être canonisé, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, par Clément VIII; mais Luther alla plus loin, et attaqua cette autorité universelle que les catholiques avaient constamment reconnue aux papes dans les matières de foi et de discipline. Il favorisait et prêchait partout la liberté des consciences. Il se fit alors cette

grande scission dans le sein de la chrétienté : les catholiques se trouvèrent d'un côté, les protestants de l'autre; les premiers continuèrent à suivre l'autorité dans l'interprétation des saintes écritures, les seconds voulurent s'en rapporter à la raison individuelle : on voyait là un événement de la dernière importance, parceque c'était l'atteinte la plus grâve qu'on pût porter au saint siége; c'était, pour ainsi dire, le démolir. Ainsi Jules II avait, par la force de son caractère et de ses armes, augmenté considérablement la puissance temporelle de Rome: son successeur, Léon X, par le relâchement et la fiscalité de son gouvernement, porta un coup funeste à la puissance spirituelle. Dans les premiers temps de cette discorde, avant que les esprits ne se fussent aigris au dernier point, avant que les puissances eussent pris, les armes à la main, une part trop active dans la querelle, il n'eût pas été impossible d'amener une réconciliation; mais malheureusement Léon nomma pour traiter cette affaire, à la diète de Worms, le cardinal Cajétan, qui, n'ayant aucune expérience des affaires politiques, et n'apportant avec lui que l'aigreur et l'obstination des disputes de l'école, était l'homme le moins propre à calmer et à rapprocher les esprits. On doit s'étonner que Léon, qui avait une manière si large de penser et tant d'usage du monde, ait chargé d'une pareille mission un raisonneur de cette espèce. Il en résulta qu'on ne pût s'entendre, que la haine devint irréconciliable, que la division se perpétua et que l'Italie perdit, sur de vastes pays, cette influence que lui avait donnée la plénitude de l'autorité papale.

La politique de Léon fut très différente de celle de son prédécesseur Jules ; ce dernier visait davantage à l'agrandissement du temporel de l'église qu'à celui de sa famille, tandis que l'ambition du pape Médicis avait principalement ce dernier objet en vue. Il espérait que la rivalité et les guerres entre les Français et les Espagnols lui ouvriraient la voie à la possession du duché de Milan et du royaume de Naples : les Vénitiens, qui avaient besoin de lui, avaient l'air de l'entretenir dans cette flatteuse attente. Il y a même des auteurs qui prétendent que Léon avait ouvert des négociations pour faire élire son neveu, Laurent de Médicis, empereur à la mort de Maximilien. On répandit aussi le bruit qu'après la conquête de Sienne il voulait l'intituler roi de Toscane. En un mot, il paraît certain que ce pontife embrassait dans ses conceptions la possession de l'Italie entière. Il parlait, comme Jules, de purger ce pays de la présence des barbares.

Mais les circonstances n'étaient pas les mêmes, et le caractère de Léon ne pouvait se comparer à celui de l'indomptable vieillard de Savone. Louis XII et Maximilien étaient morts ; François I avait succédé au premier sur le trône de France, Charles V avait remplacé le second dans le gouvernement des vastes possessions de la maison d'Autriche. Ferdinand d'Arragon, roi d'Espagne, approchait de sa fin, et ce pays allait être réuni sous le sceptre des princes de la même maison. L'aigreur qui régnait entre les deux maisons de France et d'Autriche, au sujet de la succession de la Bourgogne, la rivalité de puissance qui les divisait, la haine politique qui animait l'un contre

l'autre les deux nouveaux souverains, à cause de leur concurrence à l'empire, dont François avait été exclus, les guerres enfin qui devaient s'ensuivre, faisaient bien luire quelque espoir aux yeux de Léon d'étendre sa puissance en Italie; on se flatte si facilement de ce qu'on désire! mais il était aisé de voir, en approfondissant la question, que celui des deux puissants rivaux qui serait demeuré vainqueur aurait eu à sa disposition toute la péninsule, et il était fort douteux qu'il voulût la laisser à la discrétion du pape. Une circonstance grave venait compliquer l'état des choses, et rendre plus difficile la réalisation des idées du chef de l'église. Les Suisses, après avoir obligé les Français à évacuer le duché de Milan, s'étaient tellement enorgueillis qu'ils croyaient que rien ne pouvait plus leur résister, et se vantaient ouvertement de pouvoir faire et défaire des princes à leur gré. Ils gouvernaient Milan sous le nom de Maximilien Sforza, leur protégé et leur esclave, avec une telle insolence que les malheureux Milanais en étaient réduits au désespoir. En outre, sous le prétexte que le duc de Savoie et le marquis de Saluces étaient restés alliés de la France, ils firent une irruption en Piémont et le traitèrent comme un pays conquis et leur appartenant de droit. Si les Suisses étaient insolents, leur chef et général, le cardinal de Sion l'était bien davantage: rien n'égalait la rudesse et l'orgueil de cet homme; il se faisait appeler duc de Savoie, et voulait qu'on appelât son frère marquis de Saluces. Or, la puissance des Suisses étant si formidable, quel espoir pouvait-il rester au pape Léon de les

chasser du duché de Milan pour en faire un apanage de sa famille ?

Au milieu de ces circonstances diverses et de tant d'obstacles, le caractère vacillant de Léon ne lui permettait pas de prendre un parti quelconque et de le suivre à tout hasard. Sa politique flottait au gré des événements : il se rapprochait, selon les mouvements de la fortune, tantôt des Suisses, tantôt de la France, tantôt de l'Autriche. Quant aux Vénitiens, bien qu'ils se fussent relevés du coup que leur avait porté la ligue de Cambray, ils étaient pourtant si affaiblis, que leur amitié n'était plus recherchée avec le même empressement.

On va voir la preuve des incertitudes de Léon dans les événements qui se passèrent en Italie entre les trois puissances qui s'en partageaient l'empire. François Ier tenait beaucoup à revendiquer à sa couronne le duché de Milan ; ses vues s'étendaient même jusque sur le royaume de Naples. Il n'y avait pas encore un an qu'il était monté sur le trône, et déjà il avait fait ses préparatifs. L'argent lui manquait ; pour s'en procurer, il trouva l'expédient de vendre les charges, habitude qui s'est perpétuée, et c'est de là que date la vénalité des charges qui a été en usage en France jusqu'à la révolution. L'orgueil des Suisses fut humilié à Marignan : les Français, commandés par leur roi en personne, y remportèrent une victoire complète. Ce fut un des faits d'armes les plus mémorables et les plus brillants de l'époque. La conquête du duché suivit immédiatement la victoire. Léon avait fait un traité avec François, dans lequel il avait été stipulé que „dans le cas où le

royaume de Naples serait reconquis, l'église entrerait en possession de la partie située entre le Garigliano et la Romagne, et le reste appartiendrait à la France; mais le roi ayant peu de confiance dans la sincérité de Léon et de son cousin le cardinal de Médicis, son premier ministre, ne se pressait pas de le ratifier. Le pape conçut des soupçons, et craignit entre François et Charles une union préjudiciable à ses intérêts et aux libertés de l'Italie. Il voulut la prévenir à sa manière, c'est-à-dire en accumulant incertitudes sur incertitudes et duplicités sur duplicités; il conclut un traité d'alliance fort secret avec l'empereur. Les Français perdirent de nouveau le duché, et, de concert entre Léon et Charles, on nomma duc François-Marie Sforza, frère de Maximilien Sforza, qui, dépouillé par le roi de France, avait, par une renonciation, investi de ses droits son frère puîné. Le pape, en vertu des conditions stipulées dans l'alliance, entra en possession de Parme et Plaisance. Déjà il avait chassé du duché d'Urbin François-Marie de la Rovère, pour le donner à Laurent de Médicis, et continuait de poursuivre, les armes à la main, le duc de Ferrare, pour faire de l'état de ce prince un apanage à son frère, et le joindre après sa mort au patrimoine de l'église. Au milieu de tant de prospérités, il se flattait déjà de l'idée d'un agrandissement vaste et solide du patrimoine de saint Pierre et de sa propre famille. Mais, comme si Dieu avait voulu, remarque un historien fort judicieux, comme si Dieu avait voulu faire voir une seconde fois, par un cas imprévu, que ses vicaires ne doivent point aspirer à

une grandeur temporelle plus considérable, Léon mourut dans les premiers transports d'allégresse que lui occasionèrent la révolution du Milanais et le recouvrement de Parme et Plaisance.

Le cardinal espagnol Adrien lui succéda, mais il resta fort peu de temps; les cardinaux portèrent après lui au trône pontifical le cardinal Jules de Médicis, qui prit le nom de Clément VII. Le nouveau pape, comme digne descendant des premiers Médicis, avait le même amour pour les lettres que Léon, mais il avait aussi, comme ce dernier, beaucoup de dissimulation dans le caractère; il était méticuleux à l'excès, ce qui tenait peut-être aux malheurs qu'il avait éprouvés dans sa jeunesse et à sa grande pénétration d'esprit. Il s'enveloppait souvent lui-même dans ses propres filets, et n'avait pas assez de résolution pour les couper. Au reste, il était loin de racheter ses défauts par cette grandeur d'âme que le monde avait admirée dans Léon X. Pour s'en persuader, il n'y a qu'à réfléchir aux cruautés qu'il permit et que peut-être il ordonna dans sa patrie, après que les troupes de Charles V y eurent détruit le gouvernement républicain, et établi les Médicis comme princes souverains.

La puissance de Charles V avait alarmé Clément; pour se rassurer il s'était lié avec le roi de France par un traité dont les articles ne furent jamais bien connus, si ce n'est que, sans contracter l'obligation de joindre ses troupes à celles du roi, il promettait de n'aider en aucune manière l'empereur. C'était un traité de neutralité; il lui fut bien funeste, parce-que, se tenant dans l'inaction, il permit aux Espa-

gnols d'écraser les Français dans les champs de Pavie, au lieu que s'il les avait aidés de ses propres forces, et de celles de la république de Florence, dont il pouvait disposer, il aurait pu empêcher ce déplorable événement. François Ier, malgré ses revers récents dans le Milanais, avait reparu sur le champ de bataille plus fort et plus confiant que jamais. Mais la journée de Pavie, où il essuya une défaite totale et fut fait prisonnier, mit fin pour le moment à la contestation entre lui et son puissant rival Charles V. Le vainqueur pouvait disposer à son gré de l'Italie; les princes de la péninsule en furent épouvantés, le pape se repentit mais inutilement de ne pas avoir prêté des secours actifs aux Français. En effet les Italiens ne pouvaient guère compter, après la captivité du roi, sur une alliance et les secours de la France; car il était évident que la régente, mère du roi, et les conseillers du trône auraient facilement abandonné les intérêts de l'Italie, et laissé cette province entièrement à la discrétion de l'heureux souverain de l'Espagne et de l'empire, pour procurer la liberté à leur roi, et assurer l'intégrité du royaume. Il est même hors de doute que cela serait arrivé sans la dureté des conditions que Charles voulait imposer, de celle principalement à laquelle il tenait beaucoup, savoir la cession de la Bourgogne. De leur côté, les capitaines impériaux traitaient déjà, après la victoire de Pavie, très despotiquement la péninsule; ils la regardaient comme une propriété de leur maître. Ils n'omettaient pas non plus d'adresser sollicitation sur sollicitation à l'empereur pour l'engager à sai-

sur la souveraineté absolue de l'Italie, en levant l'obstacle de la puissance du pape; ils voulaient qu'il fît rendre Modène au duc de Ferrare, remît les Bentivoglio dans Bologne, s'emparât de la souveraineté de Florence, de Sienne et de Lucques, et réduisît le saint siége à ce qu'il possédait avant les entreprises de Jules et de Léon. Ainsi la puissance temporelle de Rome menaçait ruine au moment même où elle était parvenue à son plus haut période.

Les puissances italiennes, pour échapper à l'esclavage que Charles V leur préparait, s'arrêtèrent d'abord à un expédient qui fait voir que l'extrémité où elles étaient réduites leur avait fermé l'oreille aux conseils de la prudence. Ferdinand d'Avalos, marquis de Pescaire, avait commandé en chef l'armée impériale à Pavie, et la victoire si décisive qu'elle y avait remportée, était due principalement à son talent, à son courage et à son activité. Il crut être mal récompensé d'un service si éclatant, parceque l'empereur avait accordé à son préjudice, plein pouvoir en Italie à Lannoy, vice-roi de Naples. Il se plaignait aussi que le vice-roi eût résolu, sans sa participation, d'amener en triomphe le roi de France prisonnier en Espagne: il ne pouvait supporter qu'un autre recueillît le fruit de la victoire de Pavie. Il remplissait sans aucun égard, et parlant très librement, de ses plaintes toute l'Italie. Il exhalait surtout son dépit avec Jérôme Morone, conseiller intime du duc de Milan, homme doué d'un esprit supérieur et d'une adresse extrême. Morone ne cessait de repré-

senter vivement le mécontentement de d'Avalos à tous ceux qui avaient intérêt à déconcerter les projets des ministres de l'empereur sur l'Italie. Cette circonstance fit naître la pensée de sonder le marquis, pour découvrir s'il ne serait pas éloigné de se détacher de Charles et de contribuer à l'abaissement de sa puissance. La chose alla si loin qu'on traita secrètement entre la régente de France, la république de Venise, le pape et le duc de Milan, de dévaliser et massacrer les Espagnols répandus en Italie, d'attaquer le royaume de Naples, d'en proclamer d'Avalos roi, en un mot de soustraire l'Italie aux chaînes dont le pouvoir immodéré de Charles la menaçait; le marquis prêta facilement l'oreille à ces insinuations, et on ne put jamais savoir s'il entra sincèrement dans le complot, ou bien seulement dans l'intention de le dévoiler à l'empereur pour s'en faire un mérite et regagner sa faveur. Il est vraisemblable pourtant que les offres séduisantes qu'on lui faisait, jointes à son mécontentement, l'avaient déterminé à seconder de bonne foi les vues des princes réunis contre les Espagnols, mais que, considérant de plus près la chose et voyant les difficultés nombreuses qu'elle présentait dans son exécution, il aura changé d'avis, et préféré le rôle de dénonciateur à celui de conspirateur. Il est certain que les Italiens de son temps l'ont regardé comme un traître, et que sa femme Victoire Colonne, l'un des poëtes les plus distingués de l'époque, et l'une des femmes les plus généreuses de l'Italie lui adressa sur sa lâcheté les reproches les plus sanglants. Il porta la dissimulation et la perfidie si loin, qu'au mo-

ment même où il correspondait avec la cour de Madrid pour la tenir au courant de tout ce qui se passait, il faisait l'homme scrupuleux et de conscience, et voulait qu'on décidât la question de savoir s'il devait, comme sujet du royaume de Naples, obéir à son souverain direct, c'est-à-dire à l'empereur, ou bien au pape, seigneur suzerain du royaume. En effet, de graves jurisconsultes agitèrent très sérieusement cette question à Rome, mais sous des noms hypothétiques pour que le complot ne fût pas découvert. D'Avalos eut ordre de Madrid de continuer à suivre la trame, en ayant toujours l'air de lui donner la main, jusqu'à ce que le moment fût arrivé d'en rompre les fils, et de punir les conspirateurs. Enfin le marquis s'étant rendu à Novare, il y appela Morone: par un trait de perfidie digne de Tibère et de Domitien, il cacha Antoine de Leva, général espagnol très dévoué à Charles, derrière les tapisseries de la chambre où il devait s'entretenir de la conspiration avec Morone. En effet, ce dernier fut introduit, et parla sans aucune réserve de tous les secrets de l'entreprise. Le marquis ajouta ensuite la violence à la bassesse; il fit arrêter Morone au moment où il sortait de l'appartement. Alors se dévoilèrent les intentions de l'empereur. Toutes les places fortes du duché, excepté le château de Crémone et celui de Milan, dans lequel se trouvait la personne du duc, furent occupées par les troupes impériales : on força le peuple milanais à prêter le serment de fidélité à l'empereur, ce qu'il fit en donnant les marques les moins équivoques de la plus vive douleur. Clément VII et les Vénitiens en furent

pour le déplaisir de voir leurs projets découverts, et l'empereur nanti d'un prétexte pour s'emparer du duché ; car comme il n'était pas douteux que le duc n'eût pris part à la conspiration, Charles avait un motif plausible d'occuper, comme seigneur suzerain, l'état d'un feudataire tombé en félonie.

Cependant l'alliance entre la France, le pape et les Vénitiens continuait toujours ; on se battait en Italie. Les impériaux étaient particulièrement irrités contre le pape, qu'ils regardaient comme l'ennemi le plus acharné de leur souverain : il y avait aussi parmi eux beaucoup de protestants dont la haine religieuse ajoutait à l'animosité politique contre le saint siége. Le fameux luthérien Georges Fransperg, leur général, se vantait publiquement d'avoir apporté avec lui un cordon pour pendre le pape. Cet homme féroce inspirait la plus grande terreur. Clément ne savait trop à quel parti s'arrêter : il conclut une trève avec les généraux de l'empereur; elle ne le sauva pas ; les terribles troupes impériales continuaient à marcher sur Rome, sous les ordres du connétable de Bourbon. L'armée de la ligue, commandée par le duc d'Urbin, se retirait à mesure qu'elles avançaient. Enfin elles entrèrent dans Rome, et la mirent au pillage : les scènes les plus horribles désolèrent la capitale de la chrétienté. A peine le pape eut-il le temps de se retirer dans le château de Saint-Ange, d'où il ne put sortir que par une énorme rançon, et en promettant de se remettre au pouvoir de ses ennemis. Il leur échappa néanmoins au moyen d'un déguisement, et se retira hors de leur pouvoir, à Orviéto.

Les malheurs du pape n'étaient pas encore à leur comble. Nous avons dit ailleurs que les Médicis étaient rentrés à Florence plus puissants que jamais. Clément y exerçait un pouvoir presque absolu au moyen du gouvernement qu'il y avait établi. Hippolyte et Alexandre de Médicis, assistés du cardinal Passerini de Cortone, légat du pape, gouvernaient la république selon les volontés du pontife, ce qui avait pour lui un attrait particulier, vu qu'il commandait dans cette même ville qui l'avait proscrit, et voyait à ses pieds les familles auxquelles il avait été redevable des rigueurs de l'exil.

Le peuple de Florence supportait très impatiemment le joug qui lui était imposé; le souvenir encore récent de sa liberté, toute turbulente qu'elle était, la lui faisait vivement regretter. Une cause particulière remplissait d'indignation des cœurs déjà ulcérés par la perte de ce qui avait formé le plus ardent de leurs vœux. Indépendamment de ce que le cardinal Passerini, entre les mains duquel le pouvoir se trouvait réellement concentré, était étranger à Florence, Hippolyte et Alexandre, derniers rejetons du sang de Côme, n'étaient ni l'un ni l'autre légitimes. Le premier, jeune homme au reste doué des qualités les plus aimables, et qui fut élevé ensuite à la dignité de cardinal, était le fruit d'une union illégitime de Julien de Médicis, frère de Léon X, et d'une dame noble d'Urbin; le second était le fils naturel de Jules de Médicis, ancien chevalier de Rhodes, c'est-à-dire du pape Clément lui-même. C'est donc pour nous soumettre à des bâtards et à un étranger, s'écriaient les Florentins, que les Médicis sont ren-

trés et nous ont ravi nos libertés? Il a donc fallu joindre la honte à l'esclavage? Le plus violent mécontentement régnait dans la ville.

Les éléments de la révolte existaient; les chefs pour les mettre en œuvre ne manquaient pas. Il y avait alors à Florence une famille noble, riche et puissante, qui enviait le pouvoir aux Médicis, et cherchait à rivaliser en toute occasion avec ces maîtres détestés de la république : c'étaient les Strozzi. Il y avait même dans cette famille une cause particulière qui enflait son orgueil et lui faisait aspirer au rang suprême : c'était Clarisse, femme de Philippe Strozzi; elle était fille de Pierre de Médicis, et après la mort de Laurent, son frère, duc d'Urbin, elle se considérait et était réellement l'unique reste légitime de la descendance de Côme; elle croyait en conséquence devoir hériter, avec son mari, de toute la grandeur de la famille, et regardait avec mépris les deux bâtards qui dominaient dans Florence; ambitieuse et remuante, comme elle croyait que tout lui était dû, elle était capable aussi de tout oser : elle prétextait au reste la liberté de la patrie.

Ces causes diverses opéraient avec force pour produire une révolution dans le gouvernement de la république; cependant la puissance du pape, et l'amitié qui le liait au roi de France et aux Vénitiens, contenaient les esprits; mais lorsqu'on apprit à Florence la prise de Rome, et l'extrémité où Clément se trouvait réduit, une grande fermentation s'y manifesta. Il était impossible que les Médicis et le cardinal de Cortone pussent encore, je ne dirai pas seulement gouverner, mais rester avec sûreté dans

une ville qui demandait avec force sa liberté. Clarisse ne laissa pas échapper l'occasion ; elle se présenta au cardinal et aux deux Médicis, et après leur avoir adressé les plus vifs reproches sur leur conduite, les engagea par les plus vives instances à se retirer ; elle leur dit que ses ancêtres n'avaient jamais exercé dans Florence que le pouvoir que le peuple leur avait conféré ; qu'ils s'étaient exilés lorsque le peuple l'avait voulu ; qu'ils étaient revenus lorsque le peuple les avait rappelés ; qu'il était évident que le peuple voulait maintenant sa liberté, et désirait leur éloignement ; qu'ils devaient céder à la volonté générale, et se retirer d'une ville dans laquelle leur présence était devenue odieuse ; qu'au surplus, ajouta-t-elle s'adressant particulièrement aux deux Médicis, qu'au surplus ils n'avaient rien à craindre, et qu'il lui appartenait plus qu'au cardinal d'avoir soin d'eux. Philippe Strozzi arriva sur ces entrefaites et prit part au mouvement. Il fallut céder à la nécessité : les deux Médicis avec le cardinal abandonnèrent une ville qu'ils étaient loin d'avoir gouvernée conformément aux maximes de leurs vertueux ancêtres. Au moment de leur départ, la foule était immense ; on ne leur fit point d'insulte, parceque le nouveau gouvernement les avait fait accompagner par des citoyens respectables. Cependant quelques personnes disaient en murmurant qu'on se repentirait de les laisser partir vivants. On rétablit le grand conseil et les magistrats populaires, tels qu'ils étaient avant la dernière rentrée des Médicis ; on ajouta qu'Hippolyte et Alexandre ainsi que la petite duchesse Catherine de Médi-

ois, la même qui fut ensuite reine de France, et n'était alors qu'un enfant, et leurs descendants, seraient réputés bons et fidèles citoyens de Florence : on publia enfin une amnistie générale. Mais ces résolutions de bienveillance eurent le sort qu'elles ont ordinairement au milieu des déchirements politiques; on persécuta les partisans des Médicis : il est vrai aussi que les Médicis, ou du moins leurs amis, avaient manqué aux engagements qu'ils avaient pris envers le peuple de Florence. En effet, ils avaient promis de remettre entre ses mains les forteresses de Pise et de Livourne, mais, loin de remplir leur promesse, ils envoyèrent, aussitôt qu'ils furent hors des atteintes des Florentins, l'ordre de les retenir. La fureur de ce peuple se déchaînait particulièrement contre Clément VII; les outrages, les railleries, les menaces ne lui furent point épargnés; ils étaient le sujet ordinaire de leurs discours, ils en remplissaient leurs écrits, les murs étaient barbouillés de peintures insultantes, quelques unes même sorties des mains des premiers artistes : il y en eut une d'André del Sarto.

La révolution de Florence causa le plus grand chagrin au pape Clément; il y fut plus sensible qu'à tous ses autres malheurs. Il ne pouvait se consoler d'avoir perdu le pouvoir dans sa ville natale, et se montrait extrêmement irrité des pasquinades dont il était l'objet. Il ne méditait que vengeance, et parvint malheureusement à la satisfaire, ainsi que nous le verrons dans la suite de cette histoire.

Les Florentins redevenus ce qu'ils étaient avant la dernière révolution, persistèrent dans l'alliance

que le pape avait conclue avec la France et les Vénitiens. C'était leur habitude naturelle; c'était aussi une nécessité du moment. Malgré la prise et le sac de Rome, les affaires des impériaux ne prospéraient pas en Italie. L'armée confédérée, composée de Français sous les ordres de Lautrec et du marquis de Saluces, et de Vénitiens conduits par le duc d'Urbin, s'était portée sur le royaume de Naples et y avait obtenu des succès éclatants. Il n'y restait plus au pouvoir de l'Espagne que la ville capitale. On y mit le siége, on la serrait de près, elle était réduite à la dernière extrémité, la victoire de la ligue paraissait certaine. Deux causes imprévues l'empêchèrent de cueillir le fruit au moment même où elle était prête à le saisir. Une mortalité effrayante se mit dans le camp des alliés; Lautrec lui-même en fut la victime; en peu de temps, au lieu d'attaquer, cette armée naguère victorieuse, ne se trouva pas seulement en état de se défendre; elle fut contrainte à se retirer en désordre, après avoir perdu plus des deux tiers des braves soldats qui la composaient.

L'autre accident qui contribua beaucoup à ce funeste résultat, fut la défection d'André Doria, qui, précisément dans ce moment critique, passa du service de France à celui de l'Espagne. Cet homme célèbre avait rendu de grands services à la marine française; il crut n'avoir pas été assez récompensé, soit par la reine régente pendant la captivité du roi, soit par le roi lui-même après sa délivrance. Il nourrissait un grand mécontentement contre des maîtres qu'il taxait d'ingratitude. Cependant, il con-

tinua de servir jusques en l'année 1528, pendant laquelle il remporta une victoire signalée sur la flotte espagnole; c'était à la faveur de cette victoire, que les confédérés espéraient couronner l'expédition de Naples par la prise de la capitale.

Cependant les ressentiments agissaient toujours avec force dans l'âme ulcérée de Doria; des motifs politiques vinrent leur donner une nouvelle activité. Gênes, sa patrie, avait passé, par ses soins et la coopération des Frégose, ses amis, de la domination impériale à l'influence française. Doria se plaignait que le roi de France eût réduit Gênes à l'esclavage; il se montrait partisan zélé de la liberté de sa patrie. Il n'est pas douteux que les Génois détestaient le joug français; l'insolence des agents préposés par François au gouvernement, en était la principale cause. On savait aussi que le roi avait décidé d'ouvrir le port de Savone, et de détacher cette ville du domaine de la république, ce qui aurait amené inévitablement la ruine totale de Gênes. Ces motifs, joints à ses anciens ressentiments, eurent tant de pouvoir sur l'esprit de Doria, qu'il passa brusquement du service français au service impérial. Il y eut une espèce d'accord ou de capitulation entre l'amiral génois et l'empereur. Il fut convenu entre eux, qu'ils réuniraient leurs moyens pour soustraire Gênes à l'empire de la France, et la remettre en liberté, chose non moins glorieuse pour Doria qu'utile pour Charles; car il ne pouvait y avoir de doute que la république, par les conseils et l'autorité de l'amiral, ne suivît constamment la politique et les intérêts de l'empereur. On stipula égale-

ment qu'on arracherait Savone au pouvoir des Français et qu'elle serait réunie à perpétuité au domaine de la république. Il ne fut pas difficile à Doria, à l'aide des troupes impériales et des nombreuses intelligences qu'il avait dans Gênes, d'en expulser les Français et d'y entrer en vainqueur. Presque tous les auteurs contemporains ont assuré que Charles V offrit la souveraineté de la république à Doria, et qu'il la refusa, préférant de vivre simple citoyen dans sa patrie libre, que maître dans un pays esclave. Mais le pouvoir suprême que les lois ne lui accordaient pas, il l'exerçait par l'ascendant de son génie, et le souvenir de ses services. Il est certain qu'il prit toujours une grande part aux délibérations souveraines et que les chefs de l'état ne s'écartaient presque jamais de son opinion. C'était un haut patronage qu'il exerçait à l'instar de celui par lequel Côme avait gouverné long-temps à sa volonté la république de Florence. Il est vrai aussi que Doria n'abusa jamais de l'immense crédit qu'il s'était acquis dans sa patrie; il n'en fit usage que pour la gloire et la tranquillité de l'état, et pour que les lois rendues par les magistrats légitimes reçussent une entière exécution. Une grande mesure qui étouffa, dans Gênes, les factions qui l'avaient déchirée pendant si long-temps, fut principalement son ouvrage. Les noms des Adornes et des Frégoses rappelaient sans cesse des dissensions sanglantes; on ne pouvait compter sur une réconciliation sincère et générale aussi long-temps que ces deux noms, signes certains des discordes les plus funestes, auraient subsisté; on prit le parti de les éteindre. On

choisit les vingt familles les plus illustres; on leur agrégea et on inscrivit sous leurs noms toutes les autres familles qui avaient eu une part quelconque aux troubles antérieurs et dont on supprima entièrement les noms. On s'aperçoit aisément que les noms des Adornes et des Frégoses disparurent les premiers. On eut soin d'inscrire les partisans des Adornes sous celles qui avaient soutenu les Frégoses, et ces derniers sous les adhérents des Adornes. On fit tomber les barrières qui séparaient les nobles du peuple, et on régla que nobles et plébéiens, guelfes et gibelins, pussent être appelés indistinctement aux emplois publics. On créa un sénat ou conseil composé de quatre cents citoyens, qui devaient nommer, suivant un mode adopté, à tous les emplois et charges de la république. On nomma, pour deux ans, Ubert Cataneo doge, avec huit assistants qui devaient demeurer continuellement dans le palais national, et être présents à toutes les délibérations du doge. On institua aussi cinq censeurs suprêmes, chargés de la correction des mœurs et de l'expulsion des magistrats prévaricateurs : on appela pour la première fois à ces fonctions importantes André Doria, Jean-Baptiste Spinola, Sinibalde de Fiesque, Thomas Negroni et Paris Gentile. Ils devaient rester en fonction quatre ans, excepté Doria, à qui, pour les immortels services rendus à la patrie, on accorda le privilége de les exercer à vie. On n'oublia pas d'instituer et de nommer les avogadors ou procureurs de la commune ou de la cité, dont les fonctions consistaient à soutenir les intérêts du peuple auprès de l'autorité et de veiller sur

l'exacte observation des lois. Au moyen de ces arrangements, non seulement les factions furent étouffées et Gênes rendue à l'union, à la paix et au bonheur, mais on créa un gouvernement qui, à de petites modifications près, se conserva jusqu'au moment où la révolution française y exerça sa funeste influence. Il s'ensuivit aussi que depuis cette heureuse époque, Gênes vécut maîtresse d'elle-même et ne chercha plus à se mettre, comme elle ne l'avait fait que trop souvent jusqu'alors, sous la domination d'un prince étranger. Voilà l'ouvrage d'André Doria. Non seulement il respecta la liberté de sa patrie pouvant l'étouffer, mais il l'appuya sur des fondemens solides : il est un des plus grands citoyens qui aient jamais existé dans les pays libres. Ses concitoyens lui élevèrent une statue dans le palais national où elle fut constamment l'objet de la plus grande vénération : mais elle reçut de nos jours deux affronts, le premier d'avoir été renversée par les jacobins et le second d'avoir été relevée par Buonaparte.

La sécurité de Gênes fut troublée un moment par les Français commandés par le comte de Saint-Paul. Ce général, n'ayant pu surprendre Milan, comme il en avait fait la tentative, se tourna brusquement contre la capitale de la Ligurie ; mais il fut attaqué et fait prisonnier par Antoine de Leva, gouverneur du Milanais ; ce qui mit fin aux inquiétudes des Génois.

Les malheurs des confédérés avaient fait faire de sérieuses réflexions au pape Clément. La puissance de Charles V était devenue si formidable, qu'il pa-

raissait impossible de lui résister. Ce n'était ni des Vénitiens, ni des Florentins, ennemis d'ailleurs du pontife, qu'on pouvait espérer des secours capables de l'humilier. La France, à la vérité, pouvait encore présenter des ressources; mais, à part même les désastres qui venaient de l'accabler, il y avait une raison particulière qui paralysait ses forces. Quoique le roi eût recouvré la liberté, il avait remis au pouvoir de son rival ses enfants comme garantie de l'exécution des conditions extrêmement dures qu'on lui avait imposées. Il était évident que pour se faire rendre des gages si précieux, il n'aurait pas de grands égards pour les intérêts de ses alliés dans l'arrangement des affaires d'Italie. D'après ces considérations, écoutant favorablement les excuses que l'empereur lui fit faire pour tout ce qui s'était passé à Rome, le pontife négocia et conclut à Barcelone la paix avec Charles. Il fut convenu que l'empereur réintégrerait le siége apostolique dans les états qu'il possédait avant la guerre; qu'il accorderait en mariage Marguerite d'Autriche, sa fille naturelle, à Alexandre de Médicis, neveu de Clément VII; c'était, comme nous l'avons dit, son fils; et qu'il aiderait de toutes ses forces le pape pour remettre ledit Alexandre à Florence dans la même situation où étaient placés les Médicis avant qu'ils fussent chassés de cette ville; que le pape recevrait Charles-V en Italie avec les honneurs d'usage, le couronnerait empereur, et lui donnerait l'investiture du royaume de Naples. On ne peut certainement adresser aucun reproche au pape d'avoir saisi cette planche de salut, quoique, en le faisant, il ait abandonné les

Vénitiens, ses alliés. Les circonstances étaient si fâcheuses pour lui qu'il n'était pas obligé de périr pour sauver un autre état. D'ailleurs, l'armée des Vénitiens n'avait pas fait, pour préserver Rome, tout ce qu'elle aurait pu, encore bien que c'eût été plutôt la faute du duc d'Urbin, général en chef, que celle du sénat. Mais les Vénitiens, le duc de Ferrare et les Florentins principalement eurent droit de se plaindre du roi de France de les avoir abandonnés à la discrétion de l'empereur, dans un traité qu'il ne tarda pas de conclure avec lui. Certes, le motif de recouvrer ses enfants était bien sacré; mais les affaires politiques ne se règlent pas d'après les affections de famille, et il y a long-temps que l'on a dit que les rois n'ont pas de parents. D'ailleurs, il n'était pas nécessaire de négocier très secrètement, comme le roi François crut devoir faire, et d'exclure de la négociation les alliés qui avaient fait tant de dépenses et couru tant de dangers pour lui. Il y allait de la vie, surtout pour les Florentins; et puisqu'on voulait prononcer contre eux une sentence de mort, il fallait au moins les entendre. Ce qui rend encore la conduite de François plus répréhensible, c'est qu'avant et pendant les négociations, et après avoir conclu le traité, il ne cessait d'assurer les ambassadeurs des puissances italiennes résidants auprès de sa cour qu'il ne les abandonnerait pas. Il faisait faire les mêmes protestations en Italie, par l'évêque de Tarbes, envoyé exprès à Venise, à Florence et à Ferrare. Jamais dissimulation ne fut plus odieuse, ni plus funeste à ceux envers qui elle était employée.

Après quelques difficultés que l'accord de Barcelone avait fait naître, il fut conclu, le 5 août 1529, à Cambray, entre l'empereur et le roi de France, un traité non seulement de paix, mais d'alliance, dont les articles principaux, en ce qui regarde l'Italie, contenaient ce qui suit : « Le roi très chrétien, se dessaisissant généralement de toute l'Italie, renoncerait à tous ses droits sur le royaume de Naples et le duché de Milan, sur le comté d'Asti et l'état de Gênes; dans quarante jours après la publication de la paix, il rendrait à l'empereur toutes les terres qu'il avait occupées dans les royaume et duché susdits; il intimerait aux Vénitiens de rendre ce qu'ils avaient occupé de leur côté, et serait tenu, au défaut de cette reddition et jusqu'à ce qu'elle fût consommée, de payer trente mille ducats par mois; Clément VII serait compris dans le traité, les deux parties contractantes promettant de le conserver dans toute son autorité, comme aussi de l'aider de leurs forces à recouvrer ce qu'il avait perdu; les Vénitiens et les Florentins seraient tenus de s'accorder, dans l'espace de quatre mois, avec l'empereur et l'archiduc Ferdinand, son frère, roi de Hongrie, et de convenir de tout ce qu'ils avaient à régler ensemble, et que dans ce cas, mais dans ce cas seulement, et non autrement, ils seraient censés compris dans le traité; enfin le duc de Ferrare recourrait à l'empereur, auprès duquel le roi de France lui promettait ses bons offices. » Il ne fut fait aucune mention de François-Marie Sforza, duc de Milan, encore bien que le roi eût assuré à son ambassadeur qu'il l'avait compris dans le traité, en lui

conservant tout ce qu'il possédait. Au moyen de ces concessions de la part du roi très chrétien et de beaucoup d'autres qui ne regardent pas l'Italie, l'empereur promettait de lui rendre ses enfants. Ce fut ainsi que le roi livra l'Italie entière au pouvoir de l'Autriche, et qu'il abandonna à leur ennemi les Vénitiens, les Florentins et le duc de Ferrare, ses alliés, qui l'avaient secondé dans toutes ses opérations, notamment dans l'expédition de Naples; on se rappelle aussi que le duc de Ferrare avait décidé en faveur de la France le succès de la bataille de Ravenne. Il est évident que comme il faut deux volontés pour régler une contestation, il dépendait entièrement de Charles V de faire en sorte que les Vénitiens, les Florentins et le duc de Ferrare fussent ou non compris dans le traité, et l'article qui les regardait était plutôt un mauvais subterfuge qu'une stipulation noble et franche.

Charles V se rendit en Italie. Il passa à Gênes où il fut reçu de la manière la plus solennelle; de là, il se rendit à Bologne, où le pape était déjà arrivé pour l'attendre. Clément l'y couronna comme roi d'Italie et empereur, cérémonie mémorable puisqu'elle fut la dernière de ce genre jusqu'à celle que nous avons vue de nos jours.

Des fêtes on passa aux négociations. Il fut question de régler les affaires des Vénitiens, des Florentins, des ducs de Ferrare et de Milan. Les premiers n'eurent pas beaucoup de peine à obtenir la paix, en restituant à l'empereur les ports qu'ils possédaient encore dans le royaume de Naples, et au pontife, Cervia et Ravenne. Ils étaient entrés peu de

temps avant en possession de Vérone et ils la conservèrent. Ainsi Venise ne sortit point avec déshonneur d'une lutte qui avait duré vingt ans, et l'avait conduite jusqu'au bord du précipice.

Il y eut un peu plus de difficulté pour régler les affaires du duc Alphonse de Ferrare. Le pape prétendait à la possession de Modène, Reggio et Rubiera qui faisaient partie des domaines du duc. Mais Alphonse, prince très adroit, s'était rendu à Bologne pour faire sa cour à l'empereur, et sut si bien gagner, par des discours flatteurs, des promesses et vraisemblablement de l'argent, les ministres de Charles, que ses réclamations furent écoutées avec faveur. Le pape, de son côté, avait un but principal, le rétablissement du pouvoir de sa famille dans Florence, et il était disposé à céder sur le reste, pourvu que l'empereur le satisfît de son vœu parricide de réduire sa patrie à l'esclavage. Les deux parties mirent leur affaire en compromis à la volonté de Charles. L'empereur, qui tenait à Bologne un véritable lit de justice, prononça la sentence d'arbitrage, allouant à Alphonse, c'est-à-dire à la maison d'Este, les trois villes en litige. Il décréta aussi que, moyennant cent mille écus que le duc paierait au pape, celui-ci lui confirmerait l'investiture de Ferrare. Le pontife jeta les hauts cris pour cette sentence; mais Charles se montra inébranlable, et le duc de Ferrare savait dépenser à propos, tandis que Clément était d'une avarice sordide.

On mit sur le tapis l'affaire de François-Marie Sforza. On le prétendait coupable de lèse-majesté envers l'empereur, pour avoir eu part, par le moyen

de son ministre Morone, dans la conspiration du marquis de Pescare : on ajoutait que par l'effet de ce crime, le duché était dévolu à l'empire. Le pape était favorable à Sforza, parcequ'il n'aimait pas voir la puissance de Charles, déjà si grande, s'accroître en Italie par l'addition du duché de Milan. D'ailleurs, on commençait à se persuader que François-Marie était innocent du délit qu'on lui imputait. On admit donc aisément ses justifications, et il fut confirmé souverain de Milan : mais il ne jouit pas longtemps de cette décision favorable ; car il mourut deux ans après sans enfants. Jean-Paul Sforza, marquis de Scaravaggio, son frère naturel, prétendit lui succéder, se mit en route pour aller trouver l'empereur à Naples, et se recommander, en passant à Rome, au pontife ; mais il mourut subitement au moment de son dîner à Florence. Le bruit courut dans le temps qu'Antoine de Leva lui avait fait administrer du poison, soit pour débarrasser son maître des importunités d'un solliciteur, soit pour quelque espoir d'être nommé lui-même duc de Milan. En attendant il occupa, au nom de l'empereur, toutes les places fortes du duché. Le roi de France qui y avait des prétentions, les princes italiens effrayés de la puissance de Charles, élevèrent les plus vives réclamations ; il n'en resta pas moins maître de cette belle et riche contrée, et bien qu'il n'eût d'autre titre pour se l'approprier que celui de prétendre qu'elle était dévólue à l'empire, il la garda néanmoins et la transmit héréditairement aux rois d'Espagne, ses descendants.

La dernière heure de la république de Florence

était sonnée ; les conventions de Barcelone devaient recevoir leur exécution. Il est évident que les Médicis, escortés de toutes les forces d'un empereur victorieux et d'un pape de leur famille, ne pouvaient rentrer que comme maîtres absolus dans une ville qui les avait chassés deux fois, et avait confisqué leurs biens, persécuté leurs partisans, juré mille fois de ne plus vouloir retomber sous leur domination. La république, n'ignorant pas ce qui se tramait contre elle, avait nommé quatre de ses principaux citoyens, Thomas Soderini, Matthieu Strozzi, Raphaël Girolami et Nicolas Capponi, pour aller rendre hommage à l'empereur, et lui recommander la liberté de Florence. Admis en sa présence, ils lui représentèrent qu'ils étaient venus le féliciter sur son arrivée en Italie ; qu'ils en auguraient paix, repos et bonheur pour cette contrée trop long-temps malheureuse ; qu'ils étaient prêts à faire toutes ses volontés pourvu que ce ne fut pas aux dépens de leur liberté ; qu'ils lui recommandaient avec la plus vive instance et la plus grande soumission cette précieuse liberté ; qu'ils étaient déterminés à la défendre par le sacrifice de leurs biens, de leur vie, de leurs femmes et de leurs enfants ; qu'ils espéraient pourtant que Dieu et sa propre justice ne permettraient pas qu'ils fussent exposés à une extermination si cruelle ; qu'ils lui rappelaient enfin, que conserver dans son ancienne liberté une ville non moins forte et puissante que magnifique et belle, une ville qui avait recours à sa grande âme et se remettait tout entière à sa discrétion, serait un acte qui ferait briller d'un nouvel éclat le règne d'un si glorieux empereur.

L'empereur répondit d'une manière assez affable, mais pourtant péremptoire et en peu de mots, qu'il fallait rendre honneur au pontife, et remettre les Médicis dans Florence.

En attendant, pour que les résolutions prises eussent la garantie de la force, l'armée impériale, composée d'Allemands, d'Espagnols et d'Italiens, et commandée par le prince Philibert d'Orange et le duc Ferdinand de Gonzague, marchait contre Florence. Les chefs de la république voulurent tenter une dernière épreuve pour fléchir le courroux de Clément; ils lui envoyèrent quatre ambassadeurs, Pierre-François Portinari, André Nicolini, François Vettori et Jacques Guicciardini. C'étaient des citoyens d'un esprit très modéré et jouissant d'une haute estime dans leur patrie. Le pape les reçut à Cesène. Il répondit très laconiquement à toutes leurs sollicitations, disant que, puisque son honneur était intéressé dans la querelle, il voulait que les Florentins s'en rapportassent entièrement à sa volonté, et qu'alors il ferait voir à tout le monde que lui aussi était Florentin et aimait sa patrie.

La réponse du pape fut notifiée à Florence par les quatre ambassadeurs. Le gonfalonier de la république, François Carduccio, homme tenant fortement au parti populaire, et doué d'une grande force de caractère, convoqua dans la salle du grand conseil, outre plusieurs citoyens des plus recommandables, les seize gonfaloniers de quartier; car alors Florence était divisée en ce nombre de quartiers, dont chacun était représenté par son gonfalonier. Dans les grandes délibérations, on assemblait le

peuple dans chaque quartier; le gonfalonier exposait la matière sur laquelle il fallait délibérer; on votait par tête, et le gonfalonier devenait, auprès de l'assemblée générale des seize gonfaloniers, présidée par le gonfalonier de la république, le rapporteur de la délibération prise par l'assemblée de quartier. Dans l'assemblée générale, on suivait l'avis de la majorité des gonfaloniers, c'est-à-dire des quartiers, et non celui de la majorité de la masse des citoyens qui avaient donné leurs suffrages. Ce n'était que dans le cas où il y aurait eu parité de voix entre les seize gonfaloniers, dont chacun exposait, au reste, non son opinion personnelle, mais celle du quartier qu'il représentait, qu'on suivait la pluralité des voix données par le peuple.

Carduccio lut à l'assemblée les lettres des ambassadeurs, contenant la réponse du pape. Après cette lecture, il dit qu'il les invitait à opiner librement, sans amour ou crainte de personne; que, quant à lui, il était prêt à exécuter ce qu'ils auraient ordonné, et se sentait la courage de défendre Florence, si leur avis était qu'il fallait la défendre; il leur rappela qu'ils avaient fait serment à Jésus-Christ, fils de Dieu, de ne jamais reconnaître d'autre roi que lui; que Soliman, empereur des Turcs, venait d'attaquer, avec trois cent mille hommes, l'empereur Charles V; que les forces de Florence n'étaient pas à dédaigner; que ses murs, défendus par de nombreux soldats étrangers et indigènes, étaient inexpugnables, les provisions abondantes, l'argent copieux, les citoyens disposés à tout sacrifier pour sauver l'honneur et la liberté de leur chère patrie.

Les citoyens s'assemblèrent dans leurs quartiers respectifs, pour délibérer sur cette question importante et pour ainsi dire vitale pour l'état. C'est une chose digne d'admiration de voir que, dans un danger si imminent, au milieu de tant de terreur, dans un moment où Florence était abandonnée de tout le monde, sur seize quartiers, quinze furent d'avis qu'il fallait perdre les biens et la vie en combattant, plutôt que l'honneur et la liberté en se résignant. Le seul quartier du Dragon opina pour qu'on s'en remît à la bonne volonté du pape.

Cependant l'armée impériale marchait. On allait voir si les délibérations courageuses et peut-être téméraires du gouvernement seraient soutenues par des hommes de cœur. Toute la jeunesse de Florence en état de porter les armes fut organisée en compagnies, et le commandement de chaque compagnie donné à des hommes expérimentés, et partisans zélés de l'ordre de choses actuellement existant. On assembla les débris des bandes noires, comme on les appelait, régiments composés d'hommes très déterminés et organisés anciennement par Jean de Médicis; la plus grande partie avait péri dans la guerre de Naples, où ils avaient accompagné l'armée de Lautrec. Jean de Médicis, militaire de la plus grande bravoure, et restaurateur de la milice italienne, était mort, mais son esprit vivait et animait encore le reste de ces vieilles bandes, qui n'avaient jamais connu la peur. On leur donna des capitaines dignes de les commander. On solda le plus grand nombre possible de ces capitaines d'aventure, qui avaient des régiments à leur service, et où

les attira dans la ville. Il y avait parmi eux des hommes de la plus grande valeur. On nomma pour général en chef Malatesta Baglioni, et pour commandant de la milice florentine, Étienne Colonna, l'un et l'autre militaires assez distingués de l'époque.

Le soin de fortifier Florence fut donné à Michel-Ange Buonaroti, qui voyait, dans les préparatifs qu'on faisait, la défense de la liberté, et aimait la liberté avec cette ardeur qu'il mettait à tout ce qu'il faisait. Il s'acquitta de la tâche que son gouvernement venait de lui imposer, avec toute l'attention et le zèle dont il était capable; Florence fut fortifiée avec tant d'art sur les points les plus importants, qu'elle résista à toutes les attaques, et, si elle succomba, ce ne fut pas par la force des armes.

C'est ici le lieu de remarquer que tous les hommes d'un esprit élevé que Florence réunissait dans son sein, et elle en comptait beaucoup, faisaient des vœux pour l'heureuse issue de la lutte dans laquelle leur patrie était engagée. On distinguait parmi eux Buonaroti, que nous venons de nommer, Louis Alamanni, Benoît Varchi, Jacques Nardi, et Machiavel lui-même, tout froid calculateur des événements politiques qu'il était. Mais ce grand publiciste mourut avant le siége, bien qu'il vécût encore après la dernière expulsion des Médicis. Le seul Guichardin était d'un avis différent de celui de ses célèbres compatriotes : son naturel sévère, superbe et ambitieux, le rendait ennemi du gouvernement populaire; il était obligé au pape, ayant été son lieutenant dans la haute Lombardie. Au reste, il suivait le parti des Médicis plutôt par calcul que par atta-

chement; car, dans le fait, il n'avait de l'attachement pour personne, mais il s'était persuadé, qu'à raison de ses qualités éminentes, il aurait exercé dans le gouvernement du petit nombre une suprématie incontestable, tandis que, dans le régime populaire, le plus audacieux et souvent celui qui crie le plus fort, obtient la préférence. Il n'était pas homme d'ailleurs, par la tournure de son esprit, à faire la cour à la masse du peuple, qu'il détestait de tout son cœur. Il n'eut en conséquence aucune part au gouvernement de Florence après l'expulsion des Médicis, et c'est dans cet intervalle de temps qu'il écrivit cette Histoire d'Italie, qui rendit son nom immortel.

Après avoir achevé les préparatifs militaires, les Florentins tournèrent leurs regards vers les mesures qui agissent fortement sur l'imagination des peuples religieux et enthousiastes. Déjà, lorsque l'orage se formait, mais avant qu'il n'éclatât, le gonfalonier Nicolas Capponi avait fait prendre une délibération qui, bien qu'extraordinaire et présentant un côté ridicule, prouve nonobstant les mœurs du temps et l'état de l'opinion publique à Florence. Capponi, l'un des plus grands et des plus sages citoyens de la république, après avoir récité presque mot à mot, dans le grand conseil, un sermon du moine Savonarola, qu'on regardait comme un saint, se laissa tomber tout-à-coup à genoux, en criant : *Miséricorde, Miséricorde!* Puis il fit la motion pour qu'on nommât Jésus-Christ roi de Florence. La proposition fut adoptée à une très grande majorité ; il n'y eut que vingt voix contraires. Le gonfalonier fit

graver sur la porte d'entrée du palais du gouvernement cette inscription :

T. H. M.

Christo regi suo Domino
dominantium Deo summo, opt.
Max. liberatori Mariæque
virgini Mariæ dicavit.
An. sal. MDXXVII. S. P. Q. F.

On transféra dans Florence le tableau de Notre-Dame de *l'Impruneta*, objet d'une très grande vénération. On la regardait comme le *palladium* de la république, et on s'était persuadé que l'ennemi ne pouvait s'emparer de la ville, aussi long-temps que cette image sacrée séjournerait dans ses murs.

Pour implorer l'assistance divine, on ordonna une procession solennelle, à laquelle assistèrent les autorités civiles, militaires et ecclésiastiques. Ce fut un spectacle magnifique et touchant à la fois : tous les cœurs en étaient attendris. C'était un singulier caprice que celui de Clément, de vouloir que sa famille, ou pour mieux dire que des bâtards de sa famille gouvernassent avec un pouvoir absolu une ville si noble et un peuple si religieux et si digne de la liberté. Tout en condamnant comme téméraire la résolution des Florentins, de résister à toute la puissance de Charles V, les hommes sages, tant de l'Italie qu'étrangers, murmuraient hautement contre la détermination cruelle d'un Florentin à qui le nom de patrie ne parlait que pour l'asservir.

Les impériaux arrivèrent devant la ville; ils l'at-

taquèrent de vive force ; ils cherchaient en même temps à s'en emparer par la famine, en interceptant, autant qu'il leur était possible, toute communication au dehors. Les Florentins se montrèrent dignes d'un meilleur sort ; ils résistèrent avec un courage inébranlable aux séductions, aux attaques et aux privations de toute espèce. Peu s'en fallut que, dans une sortie dirigée par Étienne Colonna, ils ne missent en déroute l'armée impériale. On criait : *Plutôt la mort! plutôt la ville en cendres que les Médicis!* Ce n'étaient pas là des cris mendiés, c'était au contraire l'expression de l'opinion publique, puisque ces courageux citoyens ne se contentaient pas de crier, mais se battaient avec une bravoure et un acharnement au-dessus de tout éloge.

Les vertus patriotiques brillèrent du plus vif éclat, même parmi le sexe. On voyait des femmes appartenantes aux premières familles, et des femmes du peuple, encourager sur les murs les défenseurs de la patrie, leur apporter les choses nécessaires, les soigner dans leurs blessures : c'étaient là des vertus publiques ! Les vertus privées embellirent aussi l'histoire de Florence ; nous n'en citerons qu'un exemple. Lucrèce de Mazzanti, épouse d'un Palmieri, femme remarquable par sa beauté, tomba au pouvoir de quelques soldats de l'armée impériale, commandés par le capitaine Jean-Baptiste de Recanati. Le capitaine la conduisit au bourg de l'Ancisa sur l'Arno, et la fit garder avec soin. Il forma le projet d'assouvir ses désirs effrénés, et lui déclara qu'il voulait passer la nuit avec elle.

Lucrèce eut l'air d'y consentir avec plaisir ; elle lui demanda seulement la permission d'aller à la rivière pour y laver son linge. Recanati, ne se doutant nullement de ce qui devait arriver, lui accorda sans peine l'objet de sa demande, mais il ordonna à son domestique de l'accompagner jusqu'à la rivière ; l'Arno était grossi considérablement par les pluies. Aussitôt arrivée, Lucrèce se met dans l'attitude de laver ; mais tout-à-coup elle se jette, tête baissée, dans le fleuve. Sa résolution de périr plutôt que de perdre son honneur était si ferme, qu'autant de fois que le mouvement des ondes la rejetait à fleur d'eau, autant, poussant avec la main sa tête en bas, elle se précipitait au fond : c'était l'indignation de la vertu ; elle périt. Ainsi, Florence eut sa Lucrèce de nom et de fait ; mais Lucrèce romaine, par son acte héroïque, enfanta la liberté de Rome ; Lucrèce toscane mourut lorsqu'il n'y avait plus d'espoir pour la liberté de sa patrie.

Le siége durait déjà depuis près d'un an. Les vivres qui, grâce aux mesures sages et vigoureuses du gouvernement, avaient abondé pendant les neuf premiers mois, commençaient à manquer ; cependant la détermination des Florentins de se défendre restait inébranlable. Leur fermeté était telle, que, non contents de résister dans l'enceinte de la ville, ils envoyèrent un corps d'armée, sous les ordres de leur commissaire François Ferruccio, à la campagne, pour inquiéter l'ennemi, lui couper les vivres, empêcher l'arrivée de nouveaux renforts, et châtier en même temps les villes qui avaient levé l'étendard de la révolte contre Florence. Ferruccio,

homme sorti des rangs du peuple, avait plus que du cœur, il avait du génie. Il battit les impériaux partout où il les rencontra, prit Volterra, et y fit battre monnaie au coin de Florence. Toutes ses opérations étaient si bien entendues, que pas une ne manquait. On ne peut calculer ce que cet homme extraordinaire aurait fait pour le salut de la république, si la trahison qui couvait dans le sein de Florence n'eût dérangé ses projets. Certainement il aurait tenu la fortune en suspens encore pour long-temps. Le roi de France avait obtenu ses enfants; la honte d'avoir abandonné les Florentins, ses alliés fidèles, au moment d'un si grand danger, pouvait se réveiller dans son cœur, et la politique lui faire sentir combien il était important de ne point laisser abattre le seul point d'appui qui fût resté à la France en Italie. Il est aisé de concevoir les conséquences d'une pareille supposition; mais des hommes pervers, ou pour mieux dire le ciel, en avaient ordonné autrement.

Tandis que Ferruccio remportait des victoires au dehors, Malatesta trahissait en dedans; il correspondait avec le pape, et les chefs de l'armée ennemie. Les Florentins en eurent quelques soupçons, et invitèrent Ferruccio à venir prendre lui-même le commandement de la ville en péril. Cela se faisait, comme de raison, à l'insu de Malatesta. Pour que Ferruccio, le dernier espoir de la république, qui avait peu de monde avec lui, pût traverser le camp des assiégeants, ils voulurent faire une sortie générale au même moment où leur capitaine chéri s'approcherait. Tout porte à croire, vu le courage

des Florentins, les talents de Ferruccio et la valeur de ses troupes, que les assiégeants, attaqués à la fois de front et sur leurs derrières, n'auraient pu résister; que le vainqueur de Volterra serait entré victorieux dans Florence, et que le siége eût été levé. Mais Malatesta, qui voulait la perte, non le salut de Florence, s'opposa constamment, sous différents prétextes, à la sortie. Il prétendait prouver que, sous le rapport militaire, elle était une entreprise insensée. Après plusieurs pour-parlers on lui envoya à la fin un ordre péremptoire de l'exécuter: il refusa tout aussi péremptoirement. C'était la fin de la république : on ne put le forcer, ni le déposer, parcequ'il avait pour sa garde une bande de soldats dévoués à sa personne, et que dans un trouble on craignait un assaut de la part des assiégeants; d'ailleurs Ferruccio n'était pas encore à portée de faire son attaque simultanée. Il en résulta que le général en chef de l'armée impériale put détacher contre Ferruccio un corps considérable. Ce corps, joint à celui que le commissaire de Florence avait déjà en tête, l'attaqua avec des forces supérieures, au moment même où il était en marche pour venir au secours du chef-lieu de la république. Lorsqu'il s'aperçut de la présence et du nombre des ennemis, il assembla son armée autour de lui, et lui dit: « Braves et chers camarades, la brièveté du temps et votre valeur tant de fois éprouvée » ne me permettent que de vous dire, que le salut ou » la mort de Florence sont dans vos mains : suivez-» moi partout où je serai, et rappelez-vous qu'il vaut » mieux mille fois mourir avec honneur que vivre

» dans l'opprobre ! » Cela dit, il se jeta tête baissée dans les rangs de l'ennemi. Jamais il n'y eut de mêlée plus terrible ; la cavalerie impériale était déjà en déroute, le prince d'Orange avait perdu la vie, tout cédait au redoutable Ferruccio ; les Florentins criaient de tous côtés *Victoire!* et en effet ils étaient au moment de la saisir : mais un corps de réserve, principalement composé d'Allemands, s'avança avec beaucoup de résolution, et rétablit une affaire qui paraissait perdue. Il serait difficile de se faire une idée de la fureur avec laquelle on se battait. Le cliquetis des piques et le fracas de la mousqueterie étaient tels, dit un auteur contemporain, que c'était chose horrible à entendre. Enfin le nombre l'emporta sur la valeur : les Florentins furent rompus; leur digne chef, toujours au plus fort de la mêlée, ne cessa de combattre que lorsque la lassitude et des blessures sans nombre lui en ôtèrent la possibilité. Il était percé de tous côtés : il avait reçu tant de coups de pique et de mousquet que son corps était comme une plaie non interrompue. Il fut saisi dans cet état. Toujours semblable à lui-même, il ne fit aucun signe ni ne dit aucune parole dont on pût arguer de la faiblesse. Un assassin, nommé Fabrice Maramaldo, l'un des chefs de l'armée impériale, le fit conduire devant lui, et au lieu de rendre honneur à tant de vertu, le tua de sa propre main, après l'avoir accablé d'outrages. Ainsi périt un des hommes qui ont le plus honoré l'humanité par son courage, sa vertu et son dévouement à la patrie. « Ferruccio, dit Varchi dans son » Histoire de Florence, ce Varchi qui écrivait pour-

»tant par commission des Médicis et payé par eux, »Ferruccio mérita une gloire éternelle; il fit en peu »de mois ce que des généraux d'armée les plus ex»périmentés n'ont pu faire que dans plusieurs an»nées; et, ce qui est encore plus admirable, c'est »qu'ayant reçu les plus grands pouvoirs dont jamais »aucune république ait investi un citoyen, il en »usa avec modération, et seulement pour le bonheur »de ses commettants et l'avantage de sa patrie.»

La déroute et la mort de Ferruccio convainquirent les Florentins qu'il n'y avait plus d'espoir. Malatesta devint plus insolent; il menaçait au lieu d'obéir, et déclara toute défense impossible, ce qui était vrai, mais c'était de sa faute. Le moment fatal était arrivé. Le gouvernement envoya quatre commissaires au camp impérial pour traiter de la reddition. Le traité fut conclu le 12 août 1530. Il fut convenu, indépendamment d'une amnistie des deux côtés, que dans quatre mois l'empereur déclarerait quelle devait être la forme du gouvernement de Florence, bien entendu que la liberté y serait maintenue. On stipula aussi que la ville verserait dans la caisse militaire de l'armée impériale quatre-vingt mille écus.

L'article de l'amnistie en faveur des Florentins portait que le pape, ses parents, amis et serviteurs oublieraient et pardonneraient toutes les injures qu'ils pourraient avoir reçues, et en useraient avec leurs concitoyens, comme bons citoyens et frères, et que sa sainteté montrerait toute affection, piété et clémence envers le pays qui l'avait vu naître et les personnes qui l'habitaient.

De toutes ces conditions aucune ne fut observée, moins encore celle qui avait pour objet l'amnistie. Les prisons se remplirent ; on fit subir le dernier supplice, après des tortures affreuses, à ceux qui avaient le plus figuré dans le gouvernement précédent : l'avant-dernier gonfalonier, Carduccio, fut décapité ; le dernier, Raphaël Girolami, mourut de poison dans la citadelle de Pise où il avait été renfermé pour la vie. Varchi remarque qu'on dit dans le temps qu'il fut empoisonné par ordre de Clément, de crainte que le général en chef de l'armée impériale, Ferdinand de Gonzague, qui s'était rendu garant du traité, ne lui demandât sa grâce. Un grand nombre de citoyens furent exilés et relégués dans différentes villes d'Italie ; d'autres s'exilèrent volontairement; l'Italie se couvrit de Florentins expatriés : c'était un spectacle déplorable. C'est ici que le caractère de Guichardin se montra dans tout son jour. Appelé au conseil, il proposa toujours des mesures cruelles.

L'empereur s'expliqua. Mussetola, son ambassadeur et commissaire, arriva à Florence et lut le diplôme impérial. Alexandre de Médicis était créé chef de l'état : ce pouvoir devait passer à ses descendants en ligne directe et masculine, et à leur défaut au plus proche parent de la descendance de Côme et de Laurent.

Clément, ayant vu que l'empereur était disposé à faire toutes ses volontés, osa davantage, et voulut qu'Alexandre fût prince absolu de Florence. Il employa beaucoup d'art pour arriver à cette fin : les germes qu'il avait jetés, produisirent leur fruit.

Le 27 avril 1532, on abolit le gonfaloniérat et le magistrat des seigneurs, et on déclara Alexandre chef et prince avec le titre de duc de la république florentine. On créa en même temps un conseil ou sénat au nombre de quarante-huit membres, choisis parmi les citoyens marquants par leurs richesses et leur influence.

Le gouvernement du duc Alexandre fut accompagné d'une violence extrême : pour la moindre faute on emprisonnait les meilleurs citoyens. Les domestiques du duc, surtout les soldats de sa garde, poignée de scélérats, affichaient une insolence insupportable et ne respectaient rien. Le duc lui-même se faisait remarquer par un dérèglement de mœurs qui n'admettait ni frein ni honte. Les femmes les plus respectables n'étaient pas à l'abri de ses violences; il n'épargnait ni les femmes mariées ni les vierges sacrées enfermées dans les cloîtres.

Les réfugiés en pays étranger portèrent leurs plaintes à l'empereur sur la violation de la capitulation et les mauvais déportements du duc; ils requéraient sa majesté d'observer et de faire observer la foi promise. Le duc répondit à leurs plaintes dans un mémoire fort détaillé.

L'empereur prononça la sentence : elle portait que tout serait pardonné aux exilés; qu'ils pourraient librement rentrer dans leur patrie ; que leurs biens leur seraient rendus; qu'en aucune manière le duc Alexandre ne pourrait les molester ni dans leurs biens ni dans leurs personnes pour les offenses faites jusqu'au jour de la sentence, et que, pour les fautes à venir, ils ne pourraient être jugés

que par les tribunaux compétents et d'après les lois.

La forme de gouvernement établie à Florence, tant par le commissaire impérial Mussetola que par la réforme du 27 avril, ne subit aucune altération par le rescrit de l'empereur ; ce qui voulait dire qu'elle était conservée, et qu'Alexandre continuait à être maître absolu de Florence.

Les réfugiés, ayant reçu cette réponse impériale, s'assemblèrent et déclarèrent à l'unanimité que les conditions proposées n'étaient pas de nature à être acceptées. Ils adressèrent cette déclaration par une lettre à l'empereur, lettre qui, rendue publique, devint l'objet de grands éloges en Italie, et fut regardée, selon Varchi, comme une réponse fière, généreuse et vraiment digne des anciens Italiens.

« Nous ne sommes pas venus ici pour savoir à » quelles conditions nous devions servir au duc » Alexandre, ni pour demander pardon de ce que » nous avons fait à bon droit pour la liberté de notre » patrie. Nous ne voulons pas non plus qu'on croie » que, pour ravoir nos biens, nous consentons à » rentrer esclaves dans cette ville, d'où nous som» mes sortis libres. Nous recourûmes à la justice et » à la bonté de votre majesté, pour qu'elle nous ren» dît cette vraie et entière liberté que ses agents et » ministres nous ont promise, en son nom, en 1530, » et aussi pour qu'elle prononçât la restitution li» bre et sans conditions aggravantes, des biens et de » la patrie à ces généreux citoyens qui, injustement » et contre la foi des traités, en ont été dépouillés. » Or, puisque, d'après le mémorial qui nous a été

» remis d'ordre de votre majesté, nous voyons que
» l'on a plus égard à la satisfaction du duc qu'au mé-
» rite de notre sainte cause, qu'on ne parle point de
» la liberté, peu des intérêts publics, et que même
» la réintégration des exilés, comme si c'était une
» grâce, n'est pas libre, mais conditionnelle et limi-
» tée, nous sommes obligés, voulant vivre et mourir
» libres, de supplier de nouveau votre majesté de
» délivrer cette noble et malheureuse Florence de
» l'affreuse tyrannie qui pèse sur elle. Votre majesté
» y a engagé sa parole impériale, la loyauté de son
» caractère le commande. Que s'il en était autre-
» ment, et si votre majesté croyait ne devoir rien
» changer aux délibérations prises, nous lui deman-
» derions de nous permettre d'attendre que Dieu lui
» inspire la volonté de remplir les justes vœux que
» nous faisons pour le pays qui nous a donné le jour.
» Nous déclarons en même temps que nous sommes
» très déterminés à ne point transiger avec notre de-
» voir, à ne point déshonorer pour nos intérêts pri-
» vés une vie jusqu'ici sans tache, et à ne point
» manquer de cet amour et de ce dévouement que
» tout bon citoyen doit à sa patrie. »

Ce mémoire fit quelque impression sur l'esprit de l'empereur; il engagea même les exilés, qui s'étaient déjà mis en route, de s'arrêter à Naples encore pour quelque temps, comme s'il eût eu l'intention de modifier la sentence qu'il avait prononcée. Il y eut en effet quelques nouveaux pourparlers, mais, dans le fond, Charles ne voulut rien changer à ce qui avait été fait. La délibération de l'empereur, d'avoir voulu entendre une seconde fois les exilés, donna une telle

inquiétude au duc Alexandre, qu'il fut sur le point de partir de Naples, sans permission et à l'insu de l'empereur, pour retourner à Florence. Mais Guichardin, François Vettori, Robert Acciajuoli et Matthieu Strozzi, ses conseillers intimes, n'eurent pas de peine à lui persuader que c'était une résolution funeste, et que par elle il aurait donné gain de cause à ses adversaires. L'empereur voulut tirer parti des frayeurs du duc, et lui fit signifier que s'il voulait se reconnaître feudataire de l'empire, il obtiendrait tout ce qu'il désirerait. Ici, il faut rendre justice aux quatre conseillers du duc que nous venons de nommer; ils lui déclarèrent sur-le-champ qu'ils s'opposaient de tout leur pouvoir à la proposition qu'on faisait; que la ville de Florence étant depuis long-temps indépendante du domaine de l'empire, il n'était ni utile ni honorable de rentrer sous le joug; que si le duc y consentait, ils soulèveraient contre lui, non seulement la ville de Florence, mais tout l'état de la république, et qu'ainsi, il se trouverait exclu de cette principauté qu'il aurait voulu rendre esclave des volontés d'un prince étranger. Alexandre se rangea volontiers à l'avis de ses conseillers, et déclara ouvertement à l'empereur qu'il ne consentirait jamais à remettre sa patrie dans la sujétion dont elle s'était affranchie depuis si long-temps et avec tant de peines et de dépenses.

Les choses en restèrent là, le duc retourna à Florence, les exilés se dispersèrent dans différentes villes d'Italie; et, chose admirable, pas un d'entre eux ne consentit à rentrer aux conditions que l'empereur leur avait faites. Ils aimèrent mieux supporter

l'exil, et plusieurs d'entre eux la misère, plutôt que revoir un pays qu'ils croyaient dans les fers, et souscrire à des conditions qui leur paraissaient avilissantes.

On célébra peu de temps après, avec une pompe extraordinaire, les noces de Marguerite d'Autriche, fille naturelle de l'empereur, avec le duc Alexandre, fils naturel du pape. Les fruits de deux amours illégitimes dominaient dans la noble Florence.

Le gouvernement du duc ne changea pas de nature : c'était toujours le même arbitraire, les mêmes rigueurs, les mêmes insultes à tout ce qu'il y avait de plus respectable. La mesure du mécontentement était au comble. Laurent de Médicis, appelé vulgairement *Lorenzino*, forma la projet d'assassiner Alexandre. Aidé d'un certain Scoruncuncolo, homme obscur et disposé à commettre toute espèce de crime, il l'assassina en effet dans un mauvais lieu où il l'avait attiré. A la nouvelle d'un pareil attentat, la ville fut en rumeur; mais *Lorenzino* en avait agi plutôt comme assassin que comme conspirateur; car il avait tout fait pour ôter la vie au duc, et rien pour organiser le gouvernement républicain auquel ses vues tendaient évidemment. Il se sauva à Venise.

On convoqua sur-le-champ quarante-huit sénateurs pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire dans une occurrence si grave et si imprévue. On parlait dans le public de remettre la patrie en liberté ; on célébrait l'action de Lorenzino ; on l'appelait le Brutus toscan; François-Marie Molza, l'un des littérateurs les plus distingués de l'époque, fit un distique

latin en son honneur, qui courut toute l'Italie : Benoît Varchi, chargé par Côme, successeur d'Alexandre, d'écrire l'histoire de Florence, le traduisit en italien. Dans le conseil même des quarante-huit, il y avait des membres qui opinaient pour rendre son ancien gouvernement à la république; mais l'avis de la très grande majorité fut qu'il fallait établir un gouvernement monarchique tempéré par les lois dans la personne de Côme de Médicis, fils de ce fameux Jean de Médicis, créateur et chef des bandes noires, et descendant de Laurent, frère de Côme l'ancien. Cette délibération fut prise principalement par le crédit de Guichardin, qui se trouvait au nombre des quarante-huit. Elle est très sage et on ne peut que la louer, car la forme de gouvernement qu'elle établissait était équitable; et puisqu'on ne pouvait se dispenser d'avoir un chef héréditaire, il fallait au moins modérer son autorité par des lois : elle avait encore cet avantage, qu'elle s'éloignait le moins possible de l'ancienne. On arrêta aussi que Côme ne prendrait pas le titre de duc, mais seulement de chef ou de gouverneur de la république.

Le célèbre historien, aveuglé ou par l'avarice ou par l'ambition, s'imagina que Côme qui n'avait alors que dix-huit ans, dépendrait entièrement de sa volonté, et qu'il gouvernerait lui-même sous le nom du jeune prince : c'était le vœu de l'ambitieuse aristocratie, et Guichardin fut un patricien dans toute la force du terme. *Côme de Monna Maria*, comme on l'appelait par dérision, se contentera de jouir, disait-on, des douze mille florins par an que nous lui assignons, et nous laissera faire ; mais *Côme*

de Monna Maria) c'était le nom de sa mère, trompa tous ces calculs; il gouverna par lui-même, nomma des conseillers de son choix, et se moqua des hommes intéressés qui avaient voulu lui faire la leçon. Il appela auprès de lui Octavien de Médicis, homme d'un grand talent et d'une expérience consommée dans les affaires d'état; il écoutait ses conseils, mais pourtant examinait lui-même les affaires avec la plus scrupuleuse attention, et décidait suivant sa conscience. Octavien vit que pour consolider la puissance de Côme, il était nécessaire de lui procurer un appui au dehors : Clément VII commençait à vieillir, on ne pouvait prévoir quel serait le pape qui le remplacerait. La protection de Rome pouvait manquer au nouveau prince, un ennemi même s'élever sur le trône pontifical; les affaires du roi de France en Italie paraissaient perdues, les souvenirs de la république étaient encore récents; les familles éminentes, qui avaient rivalisé avec les Médicis, étaient presque toutes encore sur pied : en un mot, malgré la fermeté du gouvernement de Côme, il était évident qu'abandonné à lui seul, il courait encore des dangers. Octavien persuada au duc que son intérêt lui conseillait de se rapprocher de l'empereur, et d'unir étroitement sa politique avec celle du chef redoutable de l'empire. Cette proposition était fondée sur des motifs spécieux, et, en bonne politique, on pouvait la soutenir; mais l'adroit conseiller ne borna pas là ses insinuations; il ouvrit un avis sur la forme du gouvernement, et soutint que, pour perpétuer le pouvoir dans sa famille, il fallait de toute nécessité

cité que le duc se rendît absolu. Octavien connaissait fort bien les hommes; il avait été employé dans la police; le conseil qu'il donnait était à coup sûr celui d'un mauvais citoyen, mais on peut le regarder aussi comme la conception d'un politique habile. Ce parti ne pouvait déplaire à Charles V, prince absolu lui-même et fatigué des tracasseries que lui avait suscitées la petite république de Florence. La circonstance était favorable : Alexandre Vitelli, militaire d'un grand renom et très dévoué à l'empereur, occupait, avec une garnison impériale, la citadelle de Florence, que le duc Alexandre avait fait bâtir. On reçut en même temps la nouvelle que trois mille Espagnols, avec quelques bataillons allemands, étaient arrivés à Gênes. Il n'en fallut pas davantage pour que Côme prît la résolution de se jeter tout-à-fait dans les bras de l'empereur. Charles le confirma dans son pouvoir et lui accorda le titre de duc. Alors Côme, délivré de toute inquiétude, gouverna Florence comme prince absolu; ce qu'il fit avec beaucoup de fermeté et de sagesse. Ce fut de cette manière que la république florentine arriva à sa fin, et que le patronage des Médicis se changea en une monarchie absolue.

Au moment où la république périssait sur les rives de l'Arno, et que la dynastie des Sforza cessait de régner à Milan, une noble race s'éteignait dans le Piémont, c'était celle des marquis de Montferrat. Ces princes descendaient de la famille impériale des Paléologues : le marquis Jean-Georges, dernier de ces descendants, mourut sans enfants. Les ducs de Savoie, les marquis de Mantoue et ceux de Saluces

prétendaient, chacun par des motifs de parenté ou d'anciennes concessions, hériter du Montferrat. La contestation fut portée devant l'empereur, comme seigneur suzerain. Ferdinand de Gonzague, duc de Mantoue, eut l'art de gagner, au moyen d'une somme de trente mille ducats, un des conseillers de Charles. L'empereur prononça sa sentence à Gênes en 1531, et adjugea le marquisat au duc de Mantoue. Il en prit possession, et le garda environ pendant deux cents ans. Ce ne fut cependant pas sans contestation, car les ducs de Savoie croyaient y avoir un meilleur droit; en raison de leur voisinage, ils inquiétaient toujours le possesseur intronisé par le chef de l'empire. La mort de François Ier, et l'abdication de Charles V, princes dont la rivalité avait ébranlé l'Italie jusque dans ses derniers fondements, laissèrent respirer cette malheureuse contrée. Ce n'est pas que la discorde qui divisa souvent leurs successeurs n'y ait secoué ses brandons, mais les événements qui s'ensuivirent ne firent, pour ainsi dire, qu'effleurer sa surface; le fond n'en fut pas affecté : d'ailleurs il n'y eut plus de révolution de peuples, et tout se borna à quelques changements de familles régnantes. La république de Venise garda sagement la neutralité au milieu de ces petits démêlés; Gênes continua à rester maîtresse d'elle-même, et assez tranquille, bien que la jalousie entre la noblesse et le peuple, et principalement une conspiration ourdie contre André Doria par Jean-Louis Fiesque, y eussent produit quelques troubles. Côme ne rencontra plus d'obstacles dans la marche de son gouvernement, à l'exception de la guerre de

Sienne dont il sortit vainqueur, et qui le mit en possession de cette ville. Le pape Paul III, de la famille de Farnèse, voulut procurer un état souverain à son fils Pierre-Louis; il réussit à lui faire donner Parme et Plaisance ; mais ce jeune insensé, qui avait toutes les qualités de César Borgia, à part les talents, indisposa tellement, par sa tyrannie et ses débauches, les Plaisantins, qu'il fut assassiné dans son palais par une bande de mécontents.

Les Caraffa, soutenus par Paul IV, pontife de leur famille, voulurent faire un mouvement à Naples pour enlever le royaume aux Espagnols et le remettre sous l'empire des Français. Henri II, qui régnait alors en France, y envoya le duc de Guise, avec un corps d'armée, pour seconder les projets des Caraffa ; le général français s'avançait déjà vers Naples, mais ne voyant dans toute l'étendue du royaume aucun mouvement en sa faveur, et manquant de vivres, il fut obligé de retourner sur ses pas. Ce mauvais succès rassit mieux sur ses fondements la puissance espagnole dans l'extrémité de la péninsule.

Deux événements d'une plus grande importance se succédèrent à cette époque en Piémont. Ce pays, pendant les guerres qui avaient divisé entre eux les successeurs de François Ier et de Charles V, était tombé au pouvoir des Français. Ils le possédèrent pendant une vingtaine d'années; mais il fut rendu à ses anciens souverains dans la personne d'Emmanuel-Philibert de Savoie, de cet Emmanuel-Philibert qui, à la tête de l'armée espagnole, avait remporté à Saint-Quentin une victoire signalée sur les Fran-

çais. Ce prince fit le bonheur du Piémont : on peut le placer au rang des souverains qui ont le plus honoré le trône. Guerrier, il aima la paix; pacifique, il fit fleurir tout ce qui peut rendre la paix douce et profitable. Il attira à lui les hommes les plus éminents du siècle, fonda des universités, protégea les sciences et les lettres, modéra la tyrannie féodale, promulgua les lois les plus sages en matière civile et criminelle; en un mot, on peut dire à bien juste titre, que c'est à lui principalement que l'on est redevable de la civilisation de la région subalpine.

La France avait occupé le marquisat de Saluces en vertu d'une renonciation du marquis Jean-Louis, dernier rejeton de la famille des souverains de ce pays. Les Français tenaient aussi, en vertu des derniers traités, en leur pouvoir Pignerol, Savillan et La Peyrouse, ce qui leur donnait des moyens de plus pour garder Saluces. Ces dernières places furent enfin rendues aux ducs de Savoie par Henri III, roi de France; mais le marquisat restait toujours entre les mains de ce dernier. En attendant, le protestantisme avait pris racine et produit de grands bouleversements en France. Les souverains du Piémont craignirent que Saluces devînt comme une porte qui ouvrirait le chemin aux nouvelles idées au préjudice de la paix publique. Ils désirèrent vivement d'entrer en possession du seul pays qui restât aux Français au-delà des Alpes. On en vint à des négociations: enfin par le traité de Lyon, conclu en 1601, on fit un échange; le marquisat de Saluces fut cédé au duc de Savoie, et le duc de Savoie céda au roi de France la Bresse, belle et fertile province qui fai-

sait partie de la Savoie. Ce traité consomma l'exclusion totale des Français de l'Italie.

La péninsule se reposa en paix pendant plusieurs années : ce calme ne fut interrompu que partiellement, à l'occasion de la succession de Mantoue et du Montferrat. Vincent II, dernier duc de la ligne régnante, était mort. L'empereur prétendait que le duché était dévolu à l'empire ; la France ne pouvait consentir à cet agrandissement de l'Autriche. Quant au duché de Mantoue, proprement dit, il ne pouvait guère y avoir de difficulté, malgré les prétentions de l'empereur ; car il était évident qu'en vertu de la loi salique, l'héritier légitime était Charles Gonzague, fils de Louis de Gonzague, duc de Nevers, capitaine assez renommé et qui avait servi en France sous les rois Charles IX, Henri III et Henri IV. La France soutenait les droits de Charles et l'opposait à l'Autriche. La guerre s'alluma entre les deux puissances ; le résultat fut que les Gonzague restèrent en possession de Mantoue. Quant au Montferrat, une grande partie, quoique un peu plus tard, fut incorporée aux états des ducs de Savoie.

Le saint siége fut heureux dans cet intervalle : il réunit à son domaine temporel Ferrare, en dépossédant le duc César d'Este ; il s'appropria aussi le duché d'Urbin à la mort du duc François-Marie de la Rovère. Ce duché avait toujours été regardé comme un fief de l'église, et attendu que François-Marie était mort sans enfants, son état fut censé dévolu à Rome. Cette précieuse acquisition eut lieu sous le pontificat d'Urbain VIII, qui, tout Barberini qu'il était, famille ambitieuse et prétendant re-

nouveler les scènes des Borgia, Rovère, Médicis et Farnèse, résista à toutes les sollicitations de ses parents jaloux d'en faire une propriété de famille. La France elle-même avait témoigné le désir que ce pays fût adjugé aux Barberini, parceque plus l'Italie était divisée en petits états, et plus elle avait de la facilité à y exercer de l'influence. Mais Urbain tint ferme, et c'est à lui que le saint siége est redevable de la possession de cette noble partie du domaine ecclésiastique.

Le royaume de Naples avait été exempt, depuis la moitié du dix-septième siècle, des guerres qui avaient ravagé la Lombardie et la Romagne; malgré cela, cette belle contrée était loin de jouir du bonheur: les Espagnols y dominaient; leur gouvernement était détestable. Les levées de soldats que l'on y faisait, non seulement pour garder le pays, mais pour les envoyer aux guerres de Lombardie, de Flandre et de Catalogne, décimaient la population, et enlevaient à la campagne un grand nombre de cultivateurs. Les impositions étaient énormes, et on les exigeait avec une rigueur extrême: des sommes immenses coulaient continuellement en Espagne, où elles étaient entièrement perdues pour Naples, puisqu'il n'y avait aucun retour de commerce. Les peuples étaient si malheureux que beaucoup d'individus s'expatriaient pour aller vivre chez les Turcs. Dans le seul gouvernement des deux vice-rois, Monterey et Medina de la Tour, ce qui comprend un intervalle de treize ans, savoir de 1631 à 1644, on calcule qu'il fut extrait du royaume de Naples cent millions d'écus. De ces tributs ou donatifs, comme

on les appelait, la plus petite partie seulement, c'est-à-dire le cinquième, se versait dans les caisses du trésor royal, le reste se partageait entre les ministres de la cour, les favoris et les grands. L'argent extorqué à un peuple malheureux avec une rigueur excessive, était destiné à entretenir un luxe insupportable ou à devenir l'instrument de plaisirs infâmes. Ce qu'il y avait de plus absurde et de plus cruel à la fois, c'était que ces charges tombaient spécialement sur le peuple. Les barons napolitains trouvaient les moyens de s'y soustraire, soit par intrigue, soit par violence, soit par connivence des ministres du roi. « Les ministres de Madrid, dit un historien, habitués de longue main à se gorger de l'or de Naples, s'imaginaient que les bourses des régnicoles étaient devenues des fontaines intarissables: on avait beau leur représenter que l'argent sortant continuellement du pays, ces sources seraient enfin desséchées, ils n'en croyaient rien ou faisaient semblant de n'en rien croire. » Loin de là, ils inventaient tous les jours de nouvelles manières de tirer de l'argent des peuples. Don Alphonse Enriquès, amiral de Castille, qui avait remplacé en 1644 le vice-roi Medina de la Tour, homme droit, compatissant et loyal, représenta vivement au gouvernement l'extrême misère des peuples de Naples, et demandait un adoucissement à leur sort. Pour prix de son dévouement, il fut rappelé comme homme faible et incapable. Le duc d'Arcos fut envoyé à sa place: c'était un vice-roi d'un caractère tout opposé; il ne reculait devant rien. Ne sachant quel nouveau moyen fiscal trouver pour accroître les revenus de l'état, il

imagina un droit d'octroi sur les fruits et légumes qui s'introduiraient dans la ville de Naples : il devait produire un million de ducats. C'était une contribution insupportable pour les Napolitains, vu l'immense quantité de ces comestibles qu'ils consomment, surtout pendant les chaleurs de l'été. Les préposés de l'octroi voulurent exiger ce nouveau tribut, le peuple s'attroupa, s'y opposa; les esprits, déjà irrités, arrivèrent au plus haut degré d'exaspération.

Au milieu de ce tumulte un jeune homme d'une figure intéressante, et d'une constitution athlétique, se présente : c'était Thomas Aniello, qu'on appelait vulgairement *Masaniello*, simple pêcheur d'Amalfi. *Je veux être pendu*, dit-il, *si je ne mets pas bon ordre à tout ceci... Joli sujet*, lui répond-on, *pour mettre l'ordre dans Naples!* et on se moque de lui. *Ne riez pas tant*, réplique-t-il, *que s'il y avait seulement deux hommes comme moi, vous verriez ce que je serais capable de faire, et si vous voulez être du nombre, donnez-moi votre parole.* Un certain Perron et un autre individu se joignent à lui. En un instant Naples fut sens dessus dessous. Une population immense, criait, *Vive Masaniello! point de gabelle! vive le roi!* Quelques voix, mais rares, criaient aussi! *Vive le duc d'Arcos!* Ils demandaient l'exécution du privilége de Charles V, qui n'était autre chose qu'un décret de l'empereur, portant qu'on ne pourrait mettre, sans un ordre exprès de sa part, aucune contribution sur le royaume de Naples. On demandait aussi l'exécution de l'investiture de Clément VII, par laquelle il était défendu d'exiger

de nouveaux tributs de Naples sans une permission expresse du saint siége.

Le peuple, en fureur, se porte aux palais de vingt-quatre personnes en réputation de s'être enrichies au moyen des impositions qui l'avaient écrasé, et en livre aux flammes le mobilier. Ce fut une chose bien digne de remarque, qu'au milieu d'une telle effervescence et d'une si grande confusion, le peuple n'ait pas touché à une seule épingle dans tous ces meubles précieux qu'il détruisait; c'est pourtant la vérité. Il y a même plus : il trouva dans le palais d'un nommé Valentin, l'un des incendiés, deux barils remplis de sequins; il les respecta religieusement, et les déposa dans les magasins du roi.

Le peuple nomma Masaniello son capitaine général. Le duc d'Arcos, n'ayant pas de forces suffisantes pour en imposer à cette immense population, cherchait à gagner du temps; il eut l'air d'entamer des négociations avec le capitaine général; il l'invita même à venir au château, où il s'était retiré au moment du tumulte, afin de pouvoir traiter directement avec lui. On conseillait à Masaniello de ne pas se mettre entre les mains de son ennemi : on frémissait à l'idée de l'attentat que l'on aurait pu commettre sur ce chef chéri. Quant à lui, il n'écouta que les conseils d'une noble confiance, et se rendit au château; il y fut reçu avec les plus grands égards et même avec honneur. La foule assemblée sous les murs du château, ne le voyant pas paraître, commençait à craindre quelque catastrophe, et demandait à grands cris son général.

Il parut sur le balcon accompagné du vice-roi et de la vice-reine, et dit : *Me voilà, mon cher peuple ; me voilà!* Il est impossible de décrire les trépignements, les acclamations et les cris par lesquels il fut reçu. Le duc d'Arcos promettait de modérer les impositions, mais il alléguait qu'il fallait convoquer le parlement qui avait consenti à l'imposition dont on se plaignait. Il ajoutait qu'il fallait attendre les ordres du roi. Masaniello descendit du dangereux château, et fut porté en triomphe par le peuple.

En attendant, quelques mouvements s'étaient manifestés dans d'autres parties du royaume; on y demandait la réintégration des priviléges du royaume, en matière de contributions. Mais Masaniello lui-même renversa les espérances qu'il avait fait concevoir. Traité, comme nous l'avons dit, avec beaucoup d'honneur par le vice-roi et la vice-reine, la tête du pauvre pêcheur d'Amalfi ne put y tenir; sa vanité se réveilla, son orgueil s'enfla, et se croyant déjà maître absolu de Naples, il devint cruel et extravagant. *Je suis*, criait-il, *le monarque universel, et je ne commande pas !* En attendant, il ordonnait le meurtre et l'incendie, et, pour me servir de la phrase expressive de l'historien Giannone, *il tuait par des signes et incendiait par des regards ; partout où il se tournait, on coupait les têtes et on portait les torches incendiaires.* Une espèce de frénésie s'empara de lui; l'agitation d'esprit dans laquelle l'avait mis une situation si extraordinaire, et l'abus du vin auquel il se livrait sans mesure, le jetèrent dans une fureur telle, qu'il devint insupportable à tout le monde. Il fut tué le 16 juillet 1648

par des gens apostés dans le couvent des Carmes. Quelques personnes prétendent que l'accès de fureur qui le prit fut l'effet du poison que le vice-roi lui fit administrer ; mais, indépendamment de ce que les meilleurs historiens ne parlent pas de cet incident, nous ne connaissons pas de poison qui provoque les folies que Masaniello commit lorsqu'il s'imagina être devenu le souverain de Naples.

Comme les vagues de la mer ne s'apaisent pas aussitôt que le vent a cessé, les mouvements des peuples ne se calment pas aussitôt que leurs causes ont disparu. Après la mort de Masaniello, qui fut regretté et presque adoré par ce peuple qui l'avait abandonné, les insurgés nommèrent à sa place don François Toraldo d'Arragon. Ce Toraldo, ayant voulu louvoyer entre deux partis, fut massacré par le peuple en fureur : les esprits s'en aigrirent davantage ; la sédition acquit de nouvelles forces ; on voulut aller plus loin. Jusqu'alors on n'avait parlé que du renvoi de mauvais ministres, et de la suppression d'impôts odieux : on avait respecté la majesté du roi ; on passe maintenant du tumulte à la rebellion, des plaintes aux invectives. On abat les portraits et les armoiries du roi Philippe IV, et on crie partout république et liberté. Sur les places, dans les églises, les maisons, les boutiques, en un mot, dans tous les coins de Naples, on ne parle que de nouvelles formes à donner au gouvernement. La haine publique avait principalement pour objet les Espagnols, et on songeait aux moyens de se soustraire à leur domination. Pour arriver à ce but, il fallait un appui : on sonda le pape en lui offrant

la couronne de Naples; mais il se refusa à prendre part à une rebellion qui, vu l'inconstance du peuple napolitain et la puissance de l'Espagne, était d'une issue fort douteuse. La France présentait un point d'appui plus solide; mais on craignait de se donner à un roi pupille, tel qu'était alors le duc d'Orléans, frère de Louis XIV, et qu'on appelait le duc d'Anjou. Le vœu le plus général était d'ériger Naples en république fédérative avec un chef de réputation, et sous la protection de quelque puissance rivale de l'Espagne. On se proposait pour modèle les provinces unies de Hollande, qui venaient de se soustraire, il y avait peu d'années, à la suprématie espagnole. Le cardinal Filomarino, archevêque de Naples, voyant la multitude si acharnée contre les maîtres actuels du pays, devint l'instrument principal de cette négociation.

En attendant, Janvier Annèse, homme sorti des dernières classes du peuple, mais d'une finesse extraordinaire et d'une certaine expérience dans le métier des armes, avait remplacé Toraldo dans le commandement général des Napolitains. Il avait été, quoique sourdement, l'un des principaux instigateurs de l'insurrection, et il était maintenant l'un des chefs du parti républicain.

Toutefois, on ne pouvait espérer de réussir qu'à l'aide de quelques secours étrangers; la France seule pouvait les fournir, et il était de son intérêt de ne pas laisser tomber un mouvement qui promettait l'affaiblissement d'une puissance rivale. Le cardinal Mazarin dirigeait alors les conseils de la France. Sa première pensée fut de tirer parti, pour l'a-

vantage de l'état qu'il servait, des événemens extraordinaires qui se passaient dans le royaume de Naples. Mais il se persuada facilement qu'il n'était guère possible de mettre sur le trône des Deux-Siciles, le duc d'Anjou, encore enfant. Le résultat des expéditions précédentes dans cette extrémité de l'Italie, résultat dont la mémoire était encore récente, rendait impopulaire en France tout projet de guerre dans ce pays. La cour était persuadée que la nation française n'était pas faite pour commander à Naples. D'un autre côté, le projet d'ériger ce royaume en république, bien que sous la protection de la France, paraissait une conception vaine et chimérique. D'ailleurs, il y aurait eu de l'inconvenance pour le ministre d'un état monarchique à favoriser de semblables desseins. Il s'arrêta donc à l'idée de porter sur le trône des Deux-Siciles le prince Thomas de Savoie, sinon comme roi, du moins comme chef ou directeur de la nouvelle république. Le prince Thomas jouissait de l'estime générale, montrait des sentimens favorables à la France, et paraissait l'unique personnage en état de jouer en Italie le rôle que le prince d'Orange avait soutenu en Hollande. Né en Italie, issu d'une maison qui régnait sur une partie importante de cette contrée, élevé au milieu des armes et des négociations politiques de Charles-Emmanuel I, son père, l'un des princes les plus valeureux et les plus adroits de son siècle, ayant commandé en Flandre au moment de la plus grande ferveur de la révolution hollandaise, chef de parti enfin dans les guerres civiles du Piémont, le prince Thomas pa-

paissent réunir les qualités nécessaires pour remplir les vues du cardinal à Naples, soit comme roi, soit comme général d'une république.

Les projets de Mazarin et les espérances du prince Thomas rencontrèrent un obstacle imprévu qui les fit évanouir comme un songe. Henri II, duc de Guise, se trouvait alors à Rome, attiré par le désir de faire annuler par le pape son mariage avec la comtesse de Bossut, de l'illustre maison d'Alsace, qu'il avait épousée en Flandre : son dessein était de faire dissoudre son mariage pour épouser mademoiselle de Pons, sa maîtresse. Galant avec toutes les femmes, il ne se piquait pas de beaucoup de fidélité envers elles; brave comme un ancien paladin, il aimait les aventures extraordinaires et périlleuses. C'était au moment où, après le massacre de Toraldo, le peuple napolitain jetait les yeux de tous côtés pour trouver un chef. Il n'en fallut pas davantage : voilà le duc de Guise sur la route de Naples; il y arrive, y est accueilli avec des démonstrations de joie incroyables, est porté par la foule dans le temple, y jure fidélité au peuple, est reconnu comme général des troupes, comme chef, duc et défenseur de l'état; son nom est gravé sur les monnaies que l'on frappe au nom de la république. C'étaient bien là des actes dignes de l'esprit aventureux du duc et de la vivacité napolitaine. En attendant, l'ambition lui fit tourner la tête. Non content du titre de duc, il ambitionnait celui de roi, et déjà il bravait les Français, comme s'il eût voulu en agir de pair avec le roi de France; il vantait ses droits sur le royaume de Naples, comme descendant d'Yolande, fille de

René d'Anjou ; il s'en fallait peu qu'il n'élevât des prétentions sur la couronne de France. Tout cela n'était que ridicule, mais voici du sérieux. Il blessa le peuple par son avarice, les nobles par son orgueil, tout le monde par son incontinence. Il maltraita les religieux, et n'épargna pas même le cardinal Filomarino, homme infiniment respectable, et l'idole de la nation. Il ne lui restait qu'à s'attirer l'inimitié d'Annèse, chef toujours puissant du parti républicain : il n'y manqua pas, et se priva ainsi du plus solide soutien qu'il pût espérer. Il serait trop long de raconter toutes les extravagances de ce jeune fou ; il suffira de dire qu'en peu de temps l'amour et l'estime des Napolitains se changèrent en haine et en mépris ; ce dernier sentiment s'accrut lorsque le peuple vit qu'une flotte française arrivée en vue de Naples, au lieu de lui témoigner de la déférence, et mettre des secours à terre, s'éloigna après s'être moquée de ce prétendu roi. Cet incident fit voir aux Napolitains la vanité des promesses de Guise. Le drame avait commencé d'une manière un peu comique ; il va se terminer d'une manière un peu tragique. Par suite d'une intelligence secrète d'Annèse avec les Espagnols, Guise leur fut livré, ils le conduisirent à Madrid, où il resta enfermé pendant cinq ans.

L'équipée du duc produisit un résultat tout contraire à celui que la France s'était proposé. La jalousie et la haine qui l'avait éloigné d'Annèse, engagèrent ce dernier à entamer des négociations avec les Espagnols, dans le but d'amener une réconciliation. Le cardinal Filomarino s'y employa

aussi avec beaucoup de prudence, et le pays retourna sous l'obéissance de l'Espagne. Les choses étaient ainsi rétablies sur leur ancien pied, lorsque le prince Thomas parut sur les côtes de Naples, avec une escadre française, ayant quelques troupes à bord; il essaya quelques attaques, mais sans succès; le vice-roi était exactement informé d'avance de tous ses mouvements, par la trahison d'un certain Charles Rosa, qui communiquait les lettres que le prince écrivait à ses partisans dans le royaume, ainsi que les réponses qu'il en recevait. Il fut en conséquence obligé d'abandonner l'entreprise, et de retourner en Provence, d'où il était parti.

La puissance de la France sous Louis XIV, surtout après la paix des Pyrénées, était telle que les princes de l'Europe craignaient pour leur indépendance. Quant à l'Italie, le roi n'y avait pas donné des preuves d'une grande modération; la démarche humiliante à laquelle il avait obligé le doge de Gênes faisait pressentir une conduite et des projets encore plus sinistres envers les autres souverains de la péninsule. On sait que le doge fut forcé d'aller en personne faire des excuses au roi. L'intention de Louis était principalement de tenir Victor-Amédée II, duc de Savoie, dans un continuel assujettissement. Il en avait les moyens dans le pays même, puisque ses troupes occupaient Pignerol, et qu'il avait mis garnison dans Casal pour le duc de Mantoue. Tantôt il sommait Victor-Amédée de chasser les protestants du Piémont, comme il les avait chassés de France, tantôt il lui demandait des indemnités pour des sommes qu'il prétendait avoir payées

à l'empereur pour certaines discussions avec la chambre impériale.

Mais le duc de Savoie n'était pas de caractère à se soumettre à toutes les fantaisies de Louis. Un traité d'alliance contre la France avait été signé entre l'Angleterre et la Hollande ; mais les forces de cette coalition n'étaient pas de nature à pouvoir lutter seules avec toute la puissance du grand roi. On cherchait d'autres confédérés ; on s'adressa au duc de Savoie. Le roi, de son côté, désirait conserver l'amitié de ce prince. Pour arriver à ce but et appuyer les négociations par la force, il envoya le maréchal de Catinat avec une armée considérable en Piémont. Le maréchal demandait au duc, comme garantie de sa sincérité, la remise de la ville et de la citadelle de Turin, ainsi que du fort de Verrua. Le duc sut si bien temporiser, et préparer en même temps ses moyens de défense, qu'il se trouva en état de découvrir ses véritables intentions. Il déclara s'être réuni à la confédération. Il rompit alors ses négociations avec le maréchal, lui intima l'ordre d'évacuer le Piémont, et réclama une indemnité pour le séjour que les troupes françaises y avaient fait. La fortune ne se montra pas favorable aux armées ducales ; elles furent vaincues par Catinat à la journée de Staffarde.

Cependant, la guerre continuait toujours ; le roi de France, pressé de tous côtés, désirait terminer son différend avec le duc de Savoie ; il envoya pour cet objet le comte de Tessé à Turin, chargé d'offrir des conditions avantageuses à Victor-Amédée, entre autres la restitution de Pignerol. La paix entre les

deux monarques fut signée le 29 août 1696, sous le titre de *neutralité d'Italie*. En vertu de cet accord, qui fut suivi, au moins en ce qui regarde l'Italie, du traité de Riswick, entre la France et l'Espagne, les provinces italiennes purent jouir de quelques années de paix, et le Piémont réparer les maux dont il venait d'être la victime; mais la mort, que l'on entrevoyait prochaine, de Charles II, roi d'Espagne, tenait les esprits en suspens, et faisait craindre de nouvelles calamités: car ce monarque n'ayant point d'enfants, plusieurs prétendants à la succession allaient s'élever, et on ne pouvait vider cette querelle que les armes à la main. L'Italie était particulièrement intéressée dans ces débats, à cause de la Lombardie et du royaume de Naples, qui étaient alors des possessions espagnoles.

Quatre souverains prétendaient avoir des droits à la succession d'Espagne: Léopold, chef de la branche cadette de la maison d'Autriche, le dauphin de France, le prince Ferdinand-Joseph, électeur de Bavière, et le duc de Savoie, Victor-Amédée II. Le premier mettait en avant qu'à l'extinction de la branche aînée de sa maison, les états de celle-ci, selon le droit féodal plus généralement reconnu, devaient échoir à ses ascendants sans aucun égard aux descendants des femmes. Le dauphin faisait valoir les droits de sa mère, Marie-Thérèse d'Autriche, fille aînée de Philippe IV, sœur de Charles II, qui avait épousé, en 1653, le roi Louis XIV. Ferdinand-Joseph, prince électoral de Bavière, alléguait les droits de sa mère l'archiduchesse Marie-Antoinette, fille de l'empereur Léo-

pold, et de l'infante Marguerite d'Autriche, sœur puînée de la reine de France. Enfin Victor-Amédée se fondait sur ce qu'il descendait du roi Philippe II par l'infante Catherine, sa bisaïeule, épouse de Charles-Emmanuel Ier.

Au milieu de ce conflit, la volonté de Charles II devait avoir le plus grand poids et faire pencher la balance. Par un premier testament, il avait institué pour son héritier le prince de Bavière; mais ce prince mourut quelque temps après, non sans de graves soupçons que sa mort ait été l'effet du poison.

En attendant, la France ne restait pas inactive. Le marquis d'Harcourt, ambassadeur de Louis XIV à la cour de Madrid, se conciliait par ses manières affables et courtoises l'esprit de la nation espagnole, et la disposait à recevoir un roi français. On prétend aussi qu'il dépensa beaucoup d'argent, et qu'il fit éprouver les effets de sa générosité aux personnes les plus influentes. Ses efforts furent couronnés du succès. Charles II fit un nouveau testament par lequel il déclara son héritier Philippe, duc d'Anjou. Il fut exprimé dans le testament que si la France consentait à quelque démembrement de la monarchie espagnole, les droits du duc d'Anjou seraient dévolus au second fils de l'empereur. Cette clause annulait un traité de partage qui avait eu lieu quelque temps avant; il est vraisemblable qu'elle y fut insérée par les soins de l'ambassadeur de France, parceque par là Louis XIV avait une raison à alléguer contre les princes qui auraient voulu s'opposer à ce que les Bourbons devinssent les maîtres de la totalité de la monarchie espagnole.

Les négociations et le testament avaient besoin de l'appui de la force ; on ne manqua pas de la mettre en œuvre : le marquis d'Harcourt se trouvait déjà à la tête d'une armée formidable sur la frontière d'Espagne. Ces mesures eurent l'effet qu'on en attendait. Le duc d'Anjou fut proclamé roi d'Espagne, sous le nom de Philippe V ; partit de Versailles le 4 décembre 1700, fut reçu sans opposition par les Espagnols, comme leur roi, et reconnu en même temps par l'Angleterre, la Hollande, l'électeur de Bavière et le duc de Savoie. Toute cette affaire fut conduite avec une rare habileté par les ministres de France.

On était dans l'attente de savoir quel parti prendrait l'Autriche, partie la plus intéressée. Après avoir adressé ses réclamations à toutes les cours, elle courut aux armes. Le prince Eugène de Savoie eut le commandement des armées autrichiennes en Italie ; mais les talents de cet habile général rencontrèrent de forts obstacles. Le duc de Savoie Victor-Amédée s'était réuni aux Français ; Catinat était avec lui. Ces deux chefs militaires d'une expérience consommée arrêtèrent si bien la fortune d'Eugène que Philippe V passa sans inquiétude d'Espagne en Italie, et se rendit à Naples, où il fut reçu avec les mêmes transports de joie qu'à Madrid. Il repassa quelques mois après en Espagne, après avoir épousé la princesse de Savoie, fille de Victor-Amédée.

L'alliance du duc de Savoie rendait en Italie la partie prépondérante en faveur de la France. Mais Victor-Amédée, prince qui joignait à une certaine

mobilité de caractère une grande pénétration et un désir ardent d'agrandir ses états, ne voyait pas avec plaisir qu'elle s'accrût de toute la monarchie espagnole, sans qu'il fît lui-même quelque nouvelle acquisition. Il regrettait aussi de coopérer à l'agrandissement de la monarchie française, sans qu'il s'assurât en même temps une voie ouverte pour faire venir au besoin des secours d'Allemagne : il craignait de se trouver entièrement à la discrétion de la France. Son intention était qu'elle lui assurât la souveraineté et la possession du Milanais, en lui cédant, de son côté, quelque autre partie de ses états et vraisemblablement la Savoie. Il lui paraissait que, de cette manière, outre un avantage considérable pour lui-même, il garantissait, par son voisinage de l'Allemagne, la liberté et l'indépendance des puissances de l'Italie, grandement alarmées de l'accroissement hors de mesure de la maison de France.

Mais Louis XIV, qui avait en vue la monarchie universelle, n'était pas du même avis que le duc de Savoie; il ne voulait pas établir en Italie un ordre de choses qui pût mettre obstacle à son projet. Néanmoins, pour ne pas mécontenter le duc, dont l'amitié lui était encore nécessaire, il flattait adroitement ses espérances. Mais Victor-Amédée, soit qu'il comptât peu sur les promesses de Louis, soit qu'il crût l'amener, par une démonstration de rapprochement envers l'Autriche, à lui accorder sur-le-champ ce qu'il demandait, soit enfin qu'il jugeât qu'une alliance avec l'Autriche convenait mieux à ses intérêts que son amitié envers la France, il reçut à

Turin le comte d'Auesperg, ambassadeur de l'empereur.

On peut penser si Louis XIV était homme à supporter patiemment une pareille défection; il éclata en menaces terribles, et envoya sur-le-champ l'ordre au duc de Vendôme, son général en chef en Italie, d'arrêter tous les officiers et soldats savoyards qui se trouvaient à son armée. Victor-Amédée prit alors tout-à-fait son parti, et conclut une alliance avec l'Autriche.

Cette résolution hasardeuse faillit faire perdre au duc de Savoie tous ses états. Les ducs de la Feuillade et de Vendôme se jetèrent brusquement sur la Savoie et le Piémont, et réduisirent presque entièrement en leur pouvoir ces deux provinces. Victor-Amédée avait déjà perdu ses principales forteresses de Nice, Villefranche, Pignerol, Suze, Ivrée, Verceil et Chivas; la capitale elle-même était assiégée par le duc de la Feuillade, ayant à ses ordres une armée de près de quatre-vingt mille hommes, abondamment pourvue de tout le nécessaire, et principalement d'artillerie de siége. Les Français étaient campés au confluent de la Doire et du Pô, et battaient sur leur droite la citadelle, sur leur gauche les bastions de Porte-Palais. Victor-Amédée, à la tête d'un corps volant, se tenait dans les environs sur la droite du Pô, et faisait entrer de temps en temps des secours par la porte de Pô, qui resta toujours ouverte. Cependant l'issue finale approchait; l'Autriche n'abandonnait pas son allié réduit à la dernière extrémité pour avoir préféré son amitié à celle de la France; le prince Eugène arrivait avec envi-

ron quarante mille Allemands ; le duc de Savoie se réunit à lui pour en venir à une épreuve décisive avec l'ennemi, sous les murs mêmes de Turin. Les deux généraux montèrent sur la colline de Superga, d'où l'on découvre la ville, située de l'autre côté du Pô ; ils examinèrent attentivement la position de l'armée française, et réglèrent ensuite leur plan d'attaque.

Les Français de leur côté se préparaient à la défense; ils occupaient un camp retranché muni d'une nombreuse artillerie, et présentant un front redoutable. On prétend que les avis furent partagés entre les chefs, sur la question de savoir si on déboucherait pour attaquer l'ennemi en rase campagne, ou bien si on devait l'attendre dans les retranchements. On dit que le duc de la Feuillade et le duc d'Orléans, qui se trouvaient présents, tenaient pour le premier parti. Ils fondaient leur opinion sur l'impétuosité française plus faite pour l'attaque que pour la défense, et sur la considération que si les confédérés parvenaient à forcer le camp, le désordre se serait mis dans l'armée et aurait rendu la retraite difficile et meurtrière. D'un autre côté, le maréchal de Marsin soutenait que, vu la force des retranchements, il fallait s'y enfermer, et ne pas mettre en doute, par une imprudence, une victoire qui paraissait certaine. Ce dernier avis prévalut, parceque, à ce qu'on prétend, le maréchal avait dans ses instructions qu'en cas de partage d'opinion, la sienne devait prévaloir. On était au 7 septembre 1706. Le prince Eugène et le duc de Savoie, attaquèrent le camp français avec une vigueur extraordinaire. La bataille fut longue et sanglante; l'artil-

lerie française faisait des ravages affreux dans les rangs des confédérés; mais ils ne se décourageaient point: plusieurs fois repoussés, ils renouvelèrent plusieurs fois leurs attaques; Piémontais et Autrichiens rivalisaient de courage et, pour ainsi dire, de fureur, car dans la chaleur d'un combat si long et si acharné, c'était vraiment une espèce de fureur qui s'était emparée des assaillants. Qu'on s'imagine deux armées valeureuses, chacune de quatre-vingt mille hommes, s'attaquant corps à corps, le fracas de leur nombreuse artillerie, auquel se joignait celui de l'artillerie de la place assiégée, qui ne laissa pas échapper l'occasion de foudroyer les assiégeants, et on se fera une idée du terrible et en même temps majestueux spectacle que donnaient en ce moment les deux nations qui se disputaient l'empire de l'Italie. Le camp français fut enfin forcé; les confédérés s'y précipitèrent comme un torrent. Dès ce moment, la victoire ne fut plus douteuse; le désordre se mit parmi les Français; ils se retirèrent précipitamment et à la débandade par la vallée de Suze, vivement poursuivis jusques à Aveillane par l'armée victorieuse. Le maréchal de Marsin perdit la vie dans le combat; il fut enterré sur le lieu même, et on voit encore aujourd'hui la pierre tumulaire dans l'église des Capucins, bâtie sur le champ de bataille. Les confédérés entrèrent le même jour dans Turin, où les cris d'allégresse succédèrent tout-à-coup à un effroi sans exemple. Telle fut la fameuse bataille de Turin, qui changea les destinées de l'Italie.

Pour perpétuer le souvenir de cette victoire mé-

morable, le duc de Savoie fit ériger sur la colline de Superga, à l'endroit même d'où il avait découvert et examiné avec le prince Eugène le camp de l'ennemi, cette magnifique basilique qui fait l'admiration des étrangers, et où reposent les cendres de la maison royale de Savoie. On institua aussi en l'honneur de la Vierge une fête commémorative, qui se célèbre en Piémont le jour anniversaire de la bataille.

La perte de la bataille de Turin eut des suites importantes pour le royaume de Naples. Les Autrichiens y envoyèrent une armée sous les ordres du comte de Thaun, qui n'eut pas de peine à en chasser les troupes de Philippe V, et y faire reconnaître pour vice-roi, au nom de l'Autriche, le comte de Martinitz, qui eut, peu de temps après, pour successeur le même Thaun. De cette manière, le royaume de Naples fut alors perdu pour l'Espagne et pour la France, et Louis XIV fut obligé d'adopter des conseils plus modérés.

La guerre pour la succession d'Espagne, qui mit en feu toute l'Europe, touche à sa fin; la paix fut stipulée à Utrecht en 1713. Il y fut convenu que le roi Philippe renoncerait formellement et solennellement à la couronne de France, et que réciproquement les ducs de Berry et d'Orléans renonceraient à la succession d'Espagne, afin que les deux couronnes ne pussent jamais être réunies sur la même tête. Quant à l'Italie, il fut convenu particulièrement entre la France et la Savoie, que le duc Victor-Amédée resterait en possession des territoires que l'empereur lui avait cédés au commencement de la guerre, et au moment où il entra dans la grande alliance contre

la France; que la France lui céderait les forts d'Exiles et de Fénestrelles, avec les vallées d'Oulx et de Pragelas; que les limites entre la France et le Piémont seraient fixées au sommet du mont Genèvre, et qu'on rendrait au duc tout ce que ses ennemis lui avaient enlevé pendant la guerre: on lui reconnut le droit de succession à la couronne d'Espagne; on lui céda enfin le royaume et l'île de Sicile; et c'est par cette dernière clause que les ducs de Savoie acquirent le titre de rois. Il fut réglé dans la suite, avec l'empereur, que Victor-Amédée aurait la Sardaigne au lieu de la Sicile, et c'est pourquoi il s'intitula roi de Sardaigne, titre que ses successeurs ont continué de porter.

On voit par ces dispositions que la maison de Savoie obtint des conditions très favorables. Ce ne fut cependant pas tout ce que Victor-Amédée aurait voulu, et ce dont la France l'avait flatté. Il aurait désiré acquérir, au lieu des deux îles éloignées de la Sicile ou de la Sardaigne, la totalité ou du moins une grande partie du Milanais.

L'année suivante il fut signé à Rastadt un traité particulier entre la France et l'Autriche, en vertu duquel l'empereur Charles VI entra en possession du duché de Milan, de Mantoue, du royaume de Naples et des places de la Toscane possédées par le roi d'Espagne, de sorte que les Espagnols, qui avaient occupé pendant plus de deux cents ans les plus belles provinces de l'Italie, et avaient été plusieurs fois sur le point de la maîtriser tout entière, furent dépouillés en 1713 et 1714, de droit comme de fait, de toute espèce de domination sur ces mêmes contrées.

Les événements militaires et les transactions politiques qui ont eu lieu en Italie depuis la moitié du seizième siècle jusqu'au commencement du dix-huitième, et que nous avons mis sous les yeux du lecteur, ont exercé la plus grande influence sur l'esprit des peuples, l'état des lettres et des sciences et les institutions civiles et militaires. Le mouvement avait été donné à la vérité dans les deux siècles précédents, mais il n'a été consommé qu'après, et on peut dire que la civilisation moderne, dont l'aurore avait commencé à poindre du vivant du Dante et de Pétrarque, est arrivée à son apogée à la fin du règne de Louis XIV. Il y a autant de différence entre l'époque de la civilisation romaine et le moyen âge, qu'entre ce dernier et l'époque marquée par le règne de ce prince. L'Italie a eu la plus grande part à ces heureux changements, et on ne peut lui contester la priorité. Nous allons indiquer sommairement les principales améliorations introduites dans l'état social, et qui constituent le fond du droit civil et politique moderne. Nous avons déjà dit, et nous répétons ici, que la religion et ce qu'on appelle la philosophie moderne, n'ont aidé que secondairement et subsidiairement à cette révolution bienfaisante dans l'esprit et les manières des peuples : on doit en chercher la véritable cause dans ce sentiment exquis de délicatesse et d'humanité, que produit en général la culture des sciences et des lettres. La philosophie elle-même n'a été qu'un effet de ce sentiment.

On doit chercher une des causes principales des troubles, des malheurs et des crimes qui ont ensanglanté le moyen âge, dans la législation vacillante

et incertaine sur la succession des princes. Il n'y avait pas un ordre de succession légitime bien arrêté et sanctionné par l'opinion publique : les fils eux-mêmes n'étaient pas sûrs de succéder à leurs pères, et l'opinion ne se révoltait point si un oncle ou un neveu, ou un cousin leur enlevaient ce que le droit de la nature devait leur assurer ; mais peu à peu le sentiment de la justice et la nécessité de prévenir des malheurs, firent adopter des règles fixes, suivant l'ordre de la loi salique ou suivant le droit de représentation. Il résulta d'une pareille législation que les successions princières n'eurent plus rien d'effrayant, puisqu'elles se faisaient tout naturellement et sans troubles. Les peuples s'habituèrent même à les regarder comme des époques de bonheur, parcequ'ils aimaient à se flatter que le nouveau règne ferait disparaître les abus dont ils croyaient avoir à se plaindre sous le précédent. L'ordre fixe établi dans la succession des trônes est un des traits les plus caractéristiques qui distinguent l'époque actuelle de cet épouvantable moyen âge, et en même temps l'un des plus grands bienfaits de la civilisation moderne. L'Italie eut à s'en féliciter plus que toute autre nation, à cause de la multiplicité de ses maisons régnantes, et parceque les abus en question y avaient été plus fréquents et plus funestes.

La pudeur publique, fruit elle-même de ces sentiments délicats produits par la civilisation, mit fin à un autre scandale que la religion aurait dû frapper de tous les anathèmes de sa réprobation ; nous voulons parler de cette montre publique et solennelle

que des princes et même quelques papes faisaient de leurs bâtards : on les affichait, on les comblait de richesses, on les mettait à la tête des armées, on voulait leur procurer des souverainetés, quelquefois on les préférait aux enfants légitimes ; c'était un dévergondage infiniment nuisible aux bonnes mœurs : ce qu'il y avait de pis, c'est qu'on cherchait à lui donner un coloris séduisant, en l'appelant du nom de *galanterie* ; mais les hommes honnêtes n'y apercevaient qu'un vice honteux, et nous devons bénir la Providence de ce que les mœurs du siècle sont devenues telles qu'il n'oserait plus se montrer en public. Le plus bel éloge que l'on puisse faire des générations actuelles, c'est que la débauche des hommes placés sur les premiers degrés de la société soit obligée de s'enfermer dans les boudoirs.

Par la même raison qu'une espèce de droit public reconnu de tout le monde s'était introduit, relativement à la régularité des successions, dans les maisons régnantes, ce qui renfermait l'idée de la légitimité, les usurpations d'état devinrent d'abord moins fréquentes, et ensuite elles cessèrent tout-à-fait. On ne vit plus des Borgia, des Médicis et des Farnèse. Ces usurpations avaient été le fruit de l'ambition de quelques papes dans des siècles où tout était fluctuation, où aucun système régulier n'était établi en Italie, où les prétentions armées des maisons de France, d'Espagne et d'Autriche y occasionaient des bouleversements continuels. En effet, ce qui contribua en particulier à la tranquillité des États de l'église, ce fut que, depuis Paul IV, aucun pape, jusqu'au temps de Barberini, n'eut la pré-

tention d'élever ses neveux ou parents à la souveraineté. Les tentatives infructueuses d'Urbain VIII à cet égard prouvent que l'opinion publique s'était prononcée contre ces sortes d'empiètement, et que le système de succession établi était déjà assez fort pour que de pareilles aberrations ne fussent plus possibles.

Les pontifes romains, perdant d'un côté la volonté et le pouvoir d'exercer le népotisme, acquirent d'un autre, en vertu de la même opinion publique, une souveraineté mieux reconnue et plus entière sur tous les pays qui composent le domaine ecclésiastique. On ne vit plus les Baglioni, les Oddi, les Colonna, les Orsini, les Savelli, et d'autres familles puissantes, disputer aux pontifes le pouvoir souverain, et s'en arroger même une partie : tout rentra dans l'ordre; il n'exista plus de tyrans, il n'y eut que des sujets, et l'autorité souveraine put exercer sans opposition son influence bienfaisante.

Les guerres pourtant, les fréquentes révolutions, et la démoralisation qui en est toujours la suite, avaient produit une race d'hommes qui, sans aspirer à la souveraineté, inquiétaient beaucoup les gouvernements dans le centre et l'extrémité de l'Italie : c'étaient les bandits. Leur nombre et leur audace s'étaient accrus à un tel point que les vice-rois de Naples, les pontifes de Rome, et le grand-duc de Toscane, eurent beaucoup de peine à les soumettre. Les principaux chefs de ces compagnies criminelles étaient Marco de Sciarra qui osa prendre le titre de roi en Calabre, Alphonse Piccolomini et Corsietto del Sambuco, vassal des Colonna dans l'Abruzze,

tous les trois, mais surtout les deux premiers, appartenant à des familles placées au premier rang de la noblesse italienne. Pour défendre le pays des vols et des violences de ces hommes effrénés, les vice-rois et le grand-duc furent obligés d'envoyer contre eux des troupes soldées, ayant à leur tête des capitaines expérimentés. Quelquefois ces expéditions réussissaient, d'autres fois elles étaient non seulement infructueuses, mais nuisibles; car il arrivait que les soldats ou se tenaient tranquilles dans leurs garnisons, ou commettaient eux-mêmes, dans les campagnes, des désordres semblables à ceux des bandits. Dans le domaine de l'église, à cause de la nature du gouvernement, ce mal était encore plus difficile à déraciner. Grégoire XIII et Pie V, pontifes sans énergie dans le gouvernement de l'état, et presque exclusivement occupés à poursuivre tout ce qu'ils croyaient sentir l'hérésie, laissèrent croître cette pernicieuse engeance à un tel point, que ledit Corsietto osa braver, suivi seulement de vingt-cinq de ses compagnons, le gouvernement sous les portes mêmes de Rome. C'était au moment de l'élection de Sixte V : retranchés près l'église de Saint-Paul, ils avaient l'air de vouloir attendre ce que ferait le nouveau pontife. Mais cette fois-ci ils eurent à faire à un homme incapable de s'en laisser imposer par des voleurs. L'énergie de Sixte V fut telle que ces malfaiteurs furent exterminés, et tout rentra dans l'ordre et l'obéissance. Le seizième siècle n'était pas encore arrivé à sa fin que déjà l'Italie était délivrée des brigandages de ces assassins, qu'on pourrait appeler flibustiers ou pirates de terre. Ce

fut un grand bienfait du vigoureux gouvernement de Sixte V.

Deux siècles auparavant, ces compagnies de bandits, sous le commandement de ces capitaines gagistes qu'on appelait *condottieri*, auraient figuré au service de quelque prince, sauf à le trahir au besoin pour passer à celui d'un autre, si cela convenait ou à leur caprice ou à leur cupidité; ils seraient devenus des Vitellozzo, des Oliverotto de Fermo et autres semblables chefs sans patrie comme sans foi; mais à l'époque même dont nous nous entretenons, ils ne pouvaient plus figurer que comme des malfaiteurs poursuivis par la justice; et c'est ici que nous devons faire remarquer une grande amélioration sociale. Les guerres des Espagnols, Français et Allemands, en Italie, malgré les maux incalculables qu'elles y avaient occasionés, produisirent cependant un bien, et ce fut la réforme du système militaire. Les princes de la péninsule organisèrent, à l'exemple de l'Espagne, de la France et de l'Allemagne, des troupes d'ordonnance, et échappèrent à la nécessité de solder des mercenaires, souvent plus dangereux que l'ennemi lui-même. Ces troupes réglées servirent aussi à contenir les ennemis de l'intérieur, et à purger le pays de ces audacieux brigands qui bravaient l'autorité publique. Les Vénitiens furent les premiers à organiser et à entretenir quelques troupes réglées à leur solde; mais le véritable créateur de ces sortes de troupes, de la milice permanente en Italie, fut Emmanuel-Philibert, duc de Savoie. Le système créé par ce prince en Piémont fut si bien conçu,

que des princes étrangers s'en servirent dans leurs états comme d'un modèle. Il consistait dans des régiments d'ordonnance qu'on alimentait par des enrôlements volontaires, et dans des régiments provinciaux dont les hommes étaient fournis par les communes au choix des administrations communales. Chaque province avait son régiment qui en portait le nom. Ces soldats provinciaux restaient en temps de paix chez eux, se livraient à leurs travaux ordinaires, ne reeevaient qu'une très modique solde et point de vivres, et s'assemblaient une fois par an pour les grandes manœuvres d'automne. C'étaient pour ainsi dire des soldats citoyens. Ces régiments étaient si bons qu'en temps de guerre ils ont toujours rivalisé de courage et d'exactitude dans le service avec les régiments d'ordonnance. Il nous semble qu'il est difficile d'imaginer un système militaire mieux entendu, et il est fort douteux que les idées adoptées depuis soient aussi bonnes que la conception du grand Emmanuel-Philibert. Quant aux régiments de cavalerie, il établit aussi le mode d'enrôlement volontaire, s'affranchit par là de la nécessité de recourir aux nobles, obligés par les lois féodales à fournir un certain nombre de chevaux, et allégea en même temps la noblesse d'un fardeau assez considérable.

La découverte de l'artillerie avait nécessité un nouveau système de fortification; les Italiens furent les premiers à s'en occuper; leur priorité est démontrée, entre autres preuves, par plusieurs mots techniques appartenants à l'art de la fortification, mots qui sont évidemment d'origine italienne et que les

autres nations ont adoptés ; tels sont, par exemple, ceux de scarpe, contrescarpe, cunette, etc. Le fameux Paciotto d'Urbin fit bâtir, au commencement du seizième siècle, les deux citadelles d'Ancône et de Turin, qui subsistent encore, et attestent la grande habileté de cet officier du génie. L'ouvrage sur l'architecture militaire de François Marchi, Bolonais, ouvrage composé vers la moitié dudit siècle, et imprimé pour la première fois à Bresce, en 1599, fait encore à présent l'admiration des connaisseurs. L'art de défendre les places y est traité avec une grande supériorité de talent, et plusieurs ouvrages de fortification dont on a attribué l'invention à Vauban s'y trouvent évidemment, non seulement décrits, mais représentés par des figures tracées de la main de l'auteur. Nous ne voulons pas insinuer par là que Vauban ait été un plagiaire ; car il est possible qu'il n'ait pas eu connaissance de l'ouvrage de Marchi ; mais il est certain que les idées de ces deux grands ingénieurs se sont rencontrées, et qu'il est impossible que l'ingénieur italien ait puisé dans les écrits de l'ingénieur français, vu qu'il lui est antérieur dans l'ordre des temps.

Nous avons fait remarquer ailleurs les abus qui s'étaient glissés dans la discipline ecclésiastique, ainsi que la corruption de mœurs qui avait gagné une partie du clergé, principalement de celui de Rome. L'exemple de quelques papes, et le relâchement incroyable de la cour de Léon X avaient eu, sous ce rapport, les suites les plus funestes ; c'était un des prétextes des chefs du protestantisme. Les hommes sages, ceux-là même qui étaient le plus

fortement attachés aux doctrines catholiques, désiraient vivement la réforme des abus dont ils étaient les premiers à gémir, et qui n'étaient que trop évidents. Ce fut là le motif de la convocation du concile de Trente : on voulait ôter un prétexte aux dissidents, et faire en même temps une œuvre profitable à la religion et aux bonnes mœurs. La convocation avait rencontré de grands obstacles, car, en général, la cour de Rome n'aime pas les conciles, et tous ceux qui avaient un intérêt dans la continuation des abus dont on se plaignait s'y opposaient. Enfin, après de longues négociations entre les princes et le pape, le concile fut convoqué; mais les décrets qui en émanèrent sous les pontificats de Paul III et de Jules III, ne répondirent pas à l'attente des personnes zélées et bien intentionnées. Paul IV, plus empressé de persécuter les hérétiques que de s'occuper des affaires du concile, non seulement n'acheva point la grande œuvre de la réforme, mais le concile lui-même ne tint pas une seule séance pendant son pontificat. La Providence tenait en réserve un homme extraordinaire, pour conduire à sa fin ce qui n'avait été que faiblement commencé; cet homme fut le saint archevêque de Milan, Charles Borromée. Pie IV, son oncle, avait été élevé au pontificat. Le vertueux prélat de Milan, nommé cardinal à vingt-quatre ans, et remarquable dès sa première jeunesse par la sévérité de ses mœurs, parvint, par l'ascendant qu'il exerçait sur l'esprit de son oncle, à faire lever les obstacles que les courtisans et les curialistes de Rome opposaient aux opérations du concile. Pie IV y mit la plus grande ac-

tivité, en sorte que la majeure et plus notable partie des canons et décrets émanés de cette respectable assemblée, fut faite sous son pontificat.

Mais les facilités que Charles Borromée avait procurées aux pères du concile pour s'occuper du grand objet qui les avait assemblés, ne constituent qu'une petite partie des soins qu'il s'est donnés pour ramener, autant qu'il était possible, l'église à son ancienne discipline et à ses mœurs primitives. L'exemple est toujours plus efficace que le précepte, et il manquait aux lois du concile la sanction de l'expérience; Charles la lui donna. Personne en effet n'était plus fait que lui pour consommer cette sainte œuvre. Retiré dans son diocèse de Milan, il mit en pratique les délibérations conciliaires avec tant de vigueur, de zèle et de fermeté, que, selon Denina, que nous suivons particulièrement ici, sa vie, ses actions et son exemple furent la seule cause par laquelle la réforme des mœurs du clergé et le rétablissement de la discipline ne fut pas espéré en vain. Les successeurs de Pie IV secondèrent le mouvement donné par lui et son saint neveu : Pie V, dont nous sommes loin d'approuver toutes les opérations, Grégoire XII et Sixte V lui-même, qui pourtant ne prêchait guère de l'exemple, ne montrèrent pas moins de zèle pour assurer à l'église le bien qu'on attendait des décrets de Trente. Denina n'hésite pas à affirmer, et nous sommes entièrement de son avis, que le grand archevêque de Milan fit plus à lui seul pour la réforme des mœurs qu'on n'en avait fait pendant plusieurs siècles; il ajoute que Borromée fut à la république chrétienne

ce que les Curius, les Fabricius et les Catons furent anciennement à la fameuse Rome. Certes, nous ne dirons pas que les mœurs du clergé soient maintenant tout-à-fait irréprochables; mais qu'on les compare à celles qui avaient prévalu parmi les ecclésiastiques avant le concile de Trente, et on y trouvera une différence immense à l'avantage du temps présent. C'est un bienfait inappréciable du concile et de saint Charles, bienfait digne de cette heureuse civilisation qui avait suivi la renaissance des lettres. La religion ne pouvait pas rester en arrière; elle a suivi le mouvement, et on ne peut songer qu'avec effroi à ce qu'elle serait devenue si on avait laissé subsister dans sa discipline et dans la conduite de ses ministres les abus et les désordres qui s'y étaient glissés dans le moyen âge.

Léon X avait à la vérité favorisé de la manière la plus généreuse les lettres; mais ses bienfaits tombèrent plutôt sur les beaux-esprits, les poëtes et les musiciens que sur ceux qui s'occupaient d'études graves et sérieuses. Il en résulta que les études théologiques furent négligées dans un moment où l'église avait le plus grand besoin de savants défenseurs. Mais Pie IV, encouragé lui-même par le cardinal son neveu, tourna ses vues vers les progrès de la science canonique, et la fin du seizième siècle nous présente des hommes très versés dans l'histoire ecclésiastique, tels qu'Antoine Agostino, Baronius, Bellarmin, Onuphre Panvinius et d'autres illustres contemporains Ce n'est pas qu'on doive adopter sans discernement toutes leurs opinions, surtout en ce qui regarde la juridiction du

saint siége, il y en a d'une fausseté évidente; mais leurs savantes élucubrations n'en présentent pas moins une utilité réelle, en ce qu'elles tournèrent les esprits vers l'étude de l'antiquité chrétienne; ils rencontrèrent de vigoureux adversaires, et au milieu et par l'effet de ces vives discussions l'église sortit triomphante, en ce qui regarde ses droits imprescriptibles, comme aussi elle dut renoncer à ce qu'elle avait usurpé sur l'autorité temporelle dans des temps d'ignorance et de barbarie.

Ces discussions elles-mêmes, le progrès des lumières et de la civilisation, les décrets du concile de Trente, les différends du saint siége, d'abord avec la république de Venise, ensuite avec le roi de France Louis XIV, différends accompagnés d'un côté et de l'autre de tant de vivacité, amenèrent enfin le règlement définitif des rapports entre les deux puissances spirituelle et temporelle. On ne vit plus alors ces abus de l'autorité pontificale dont on avait eu tant à gémir dans les siècles précédents, et tout rentra dans l'ordre naturel, que de malheureuses passions avaient fait oublier, et qu'on a eu tant de peine à retrouver; les aberrations de l'orgueil, de l'ignorance et de l'intérêt durent céder la place aux préceptes du Christ.

En même temps que l'érudition et l'application aux études solides se propageaient, le goût dans les belles-lettres se dépravait. Peu à peu les traditions grecques et latines et les exemples des littérateurs italiens du seizième siècle qui les avaient suivies, perdirent de leur autorité : les esprits dégoûtés cherchèrent des voies nouvelles, et en s'écartant du beau,

qui est toujours un et a un type original, hors duquel tout est désordre et difformité, ils enfantèrent des monstres d'imagination dont le moindre mal qu'on puisse dire, c'est qu'ils étaient ridicules. L'affectation prit la place du naturel, la recherche du simple, l'enflure de l'élévation. Il n'y a rien là qui doive nous étonner; c'est la vicissitude ordinaire des époques où la délicatesse du goût a été portée à son plus haut période : elles passent ordinairement à une époque de mauvais goût. Le bon goût est comme la santé qui ne court jamais autant de risque de se détériorer que lorsqu'elle est arrivée au point le plus élevé de prospérité. On voit des exemples de ce que nous venons de dire, s'il nous est permis de faire une excursion en avant, dans ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux en fait de littérature. On commence à se dégoûter du beau; des jeunes gens d'une imperturbabilité incroyable ne professent plus aucune estime pour des ouvrages qui ont fait l'admiration des siècles, et ne parlant, d'un côté, que du naïf, de l'autre, que de l'énergie, veulent nous ramener à l'art lorsqu'il était sans culture et lorsqu'à force de raffinement il était sur son déclin. Il suit de là qu'on trouve dans leurs productions le niais joint à l'enflure et à la recherche; il en résulte l'ensemble le plus dégoûtant qui soit jamais sorti de l'imagination des hommes. Ils appellent cela du neuf; mais ce n'en est pas, ce n'est au contraire qu'une servile imitation de deux siècles dont l'un était encore barbare et l'autre déjà corrompu. On verra bientôt, si l'on n'y prend garde, les niaiseries de Fra Jacoppone de Todi, et les images ridicules de Marini et d'A-

table, mais aussi les tapisseries dont on ornait les appartements des grands seigneurs. On connaissait déjà à la vérité les ouvrages des Flamands en ce genre, mais on préférait ceux des Italiens, parce-qu'en effet ils l'emportaient par la beauté du dessin. Cette branche de commerce était très lucrative et attirait en Italie une grande quantité de numéraire.

Les opinions religieuses, tout en conservant leur pureté, commençaient à admettre la tolérance, et les haines d'une communion à une autre s'étaient beaucoup adoucies. Rome elle-même donnait l'exemple, et dans aucune ville on ne vivait avec plus de liberté que dans cette capitale du monde chrétien. Dans les pays mêmes où il existait des religions dissidentes, et où ceux qui les professaient ne jouissaient d'aucun droit, cette rigueur fit place à un système plus mitigé et plus juste. Quand Louis XIV révoqua l'édit de Nantes, en 1685, le duc de Savoie interdit, à son exemple, dans le comté de Lucerne ou vallée des Vaudois l'exercice de la religion réformée; je dis réformée pour me servir de l'expression usitée, bien qu'elle soit impropre; car les Vaudois qui habitaient alors et habitent encore les vallées de Lucerne ou de Pignerol en Piémont, ne sont ni protestants ni réformés, quoique leurs opinions religieuses soient à peu près les mêmes que celles des protestants proprement dits; car les Vaudois sont bien antérieurs à la réforme de Luther et de Calvin; il y a même des personnes qui prétendent que ces religionnaires remontent à la plus haute antiquité chrétienne, et sont les descendants de ces premiers chrétiens qui suivaient à la lettre les préceptes de l'Évangile.

Quoi qu'il en soit, le système d'exception adopté contre eux à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes, système qui avait produit des vexations sans nombre et fait répandre beaucoup de sang dans ces vallées aujourd'hui si tranquilles et si heureuses, trouva un terme sous le règne de Victor Amédée II; car, par le traité signé à La Haie le 20 octobre 1690, et à la recommandation de l'Angleterre et de la Hollande, ce prince rétablit les Vaudois dans la jouissance de leurs biens, et leur accorda, dans l'arrondissement qu'ils habitent, le libre exercice de leur culte, de même qu'à tout autres de ses sujets qui auraient voulu s'établir dans ces vallées.

On ne peut voir sans étonnement l'influence prépondérante qu'ont exercée dans les affaires générales de l'Europe deux nations situées loin de son centre, et nullement comparables, pour la population, à la France, l'Espagne et l'Allemagne. L'Angleterre et la Hollande dictèrent pour ainsi dire la loi à la paix d'Utrecht, et s'étaient signalées, dans la guerre qui l'avait précédée, par une vigueur qui fit l'admiration du monde. La gloire acquise dans la paix et dans la guerre, au commencement du dernier siècle, par ces deux puissances, fut la principale cause qui tourna vers elles les regards des hommes étonnés, et produisit cet engouement qui se manifesta quelques années plus tard pour leurs institutions politiques. On conçut une haute idée d'un système de gouvernement qui communiquait une si grande énergie à la nation, et on crut que la force était inséparable de la liberté. On étudia mieux le jeu de ces gouvernements représentatifs, et on désira leur application dans des pays

où ils n'étaient pas en usage. Toutes les idées politiques du siècle prirent cette tournure; et lorsque, vers sa fin, de nouvelles causes vinrent leur donner une nouvelle énergie, elles produisirent un mouvement irrésistible. La guerre de la succession d'Espagne et la teneur du traité d'Utrecht sont la source première de cette disposition des esprits qui a prévalu depuis une centaine d'années en Europe.

Quoique Louis XIV ait obtenu le grand but qu'il s'était proposé, c'est-à-dire la possession de l'Espagne dans sa famille, il dut cependant renoncer à son vaste projet de domination universelle sur le continent. L'Italie lui échappa tout entière; quant à son royaume, il se ressentit long-temps et des désastres qui avaient signalé les dernières années de la guerre et des dépenses exorbitantes que des projets gigantesques avaient nécessitées. La vigueur extraordinaire que la France avait montrée fut suivie, comme il arrive assez ordinairement, d'un degré proportionné d'affaissement.

La maison d'Autriche perdit à la vérité l'Espagne, et au commencement de la guerre la fortune n'avait pas favorisé ses armes; mais la victoire de Turin releva tout-à-coup ses espérances, et lui donna, par l'acquisition du Milanais et du royaume des Deux-Siciles, un pouvoir hors de proportion, si on le compare aux autres petites puissances de la péninsule.

Victor-Amédée II, duc de Savoie, fut le mieux partagé dans les dépouilles de la guerre. De tous les princes de sa maison, après Emmanuel-Philibert, il est celui qui leur procura le plus d'avantages. Il rectifia et fortifia ses frontières du côté de la France,

les recula du côté de l'Italie, acquit la Sardaigne, fit asseoir sa famille au rang des familles royales d'Europe, et lui assura la succession éventuelle au trône d'Espagne.

Quant à l'intérieur de son royaume, ses bienfaits ne doivent pas moins lui mériter la reconnaissance de la postérité. Il modéra la puissance des nobles et publia des lois civiles dont on admire la sagesse. Son règne fut remarquable surtout par une amélioration dans l'instruction publique qui doit être registrée avec honneur dans les monuments de l'histoire. Cette instruction était confiée aux jésuites. Victor-Amédée, souverain très éclairé, voulut s'affranchir de ce joug; il savait que les jésuites ne servaient les rois que pour les asservir, et il aima mieux remettre en son pouvoir l'instruction de la jeunesse, pour être le maître de lui imprimer la direction qu'il jugerait la plus convenable pour le bien de l'état, que de la laisser entre les mains d'une société ambitieuse, qui dépendait d'un prince étranger, prince lui-même qui n'avait pas toujours assez respecté les droits de la puissance temporelle. D'après ces idées, dont on ne peut contester la justesse, il ôta les écoles aux jésuites, et créa en même temps un corps enseignant, chargé exclusivement de l'instruction dans toute l'étendue du royaume. Il institua à la tête de ce corps un magistrat suprême qu'il appela le magistrat de la réforme des études, composé de cinq membres nommés *réformateurs*, et dont le président était toujours un des premiers dignitaires de l'état. Il y avait dans chaque province un réformateur particulier qui correspondait avec

le magistrat suprême, lui était subordonné, et exerçait à peu près les mêmes fonctions que les recteurs des académies dans l'université de France. Les préfets des études et les professeurs des colléges étaient à la nomination du magistrat de la réforme; quant aux professeurs des quatre facultés, y compris ceux de théologie, ils étaient nommés par le roi sur une liste présentée par le magistrat. Tout ce qui avait rapport à l'instruction publique au-dessus de l'instruction primaire, dépendait de cette autorité suprême, et rien ne s'y faisait que de son aveu et d'après ses ordres. Ses membres étaient nommés par le roi; et quoiqu'il y eût ordinairement parmi eux quelques ecclésiastiques, la très grande majorité était toujours composée de laïques. Quant aux instituteurs primaires, ils étaient nommés par les administrations municipales qui les payaient, et on n'eut pas en Piémont l'idée insoutenable de leur donner des instituteurs dont elles devaient supporter la charge et à la nomination desquels elles n'auraient pas concouru; ils étaient pourtant sous la surveillance du magistrat de la réforme: tel fut le sage, fort et vaste système d'instruction publique établi en Piémont par le roi Victor Amédée II, après qu'il eut enlevé les écoles aux jésuites. Ce système servit évidemment de base à l'université que Buonaparte créa en France; mais il voulut en faire une pépinière de soldats, tandis que le souverain du Piémont n'eut en vue que d'établir dans la sphère de son autorité un corps dont devaient sortir des hommes utiles à l'église et à l'état. L'expérience dira si les souverains qui ont

porté atteinte à un système si bien conçu et tout créé dans leur intérêt, pour y introduire un élément dont ils ne sont pas les maîtres, ont été conseillés par la prudence.

Les jésuites continuèrent à subsister, après la réforme des études, en Piémont, jusques à leur entière suppression qui eut lieu environ cinquante ans après; mais ils n'eurent plus aucune part à l'instruction de la jeunesse, et n'existèrent plus que comme une autre congrégation de moines quelconque.

Après la paix d'Utrecht, l'Italie jouit d'un long repos; il ne fut interrompu qu'environ vingt ans après par les dissensions de la Pologne et les tentatives de l'Autriche et de la Russie sur ce pays: mais, avant d'en venir à la guerre qui ravagea de nouveau la haute Italie, nous devons arrêter nos regards sur deux événements importants qui la précédèrent presque immédiatement. Le duc de Parme, oncle de la reine d'Espagne, et le dernier des Farnèse, était mort en 1731. L'Autriche voulut faire occuper le duché par ses troupes, sous le prétexte d'en assurer la succession à l'héritier qui allait naître, car le duc avait déclaré par son testament que sa femme était enceinte, ce qui était faux. L'Espagne soutint, contre les prétentions de l'Autriche, la cause de l'infant. Six mille Espagnols s'embarquèrent à Barcelone sur une flotte anglaise et débarquèrent à Livourne. L'infant, aidé de ce secours, occupa le duché, d'où les Autrichiens crurent devoir se retirer. Ainsi une branche de la maison de Bourbon rentra en Italie.

Nous devons ramener l'attention du lecteur sur

le roi de Sardaigne. Victor-Amédée était doué d'un caractère inquiet qui le rendait toujours impatient de la situation où il se trouvait. Après une vie extrêmement active, il prit une résolution qui étonna le monde, ce fut d'abdiquer : il abdiqua effectivement en l'année 1730, en faveur de son fils, qui prit le nom de Charles-Emmanuel III. Ce fut moins le désir du repos qui le décida à prendre cette détermination, que la situation embarrassante dans laquelle il s'était mis à l'égard de l'Autriche et de l'Espagne, par suite de son inconstance naturelle. Il paraît certain qu'il avait promis, moyennant une somme convenue, un corps de troupes auxiliaires à l'empereur Charles VI, pour l'aider à s'opposer à l'entrée des Espagnols en Italie ; on prétend même qu'il avait reçu cette somme, qu'on porte à trois cent mille écus ; on ajoute qu'on lui promit le gouvernement du Milanais à vie ; on assure, d'un autre côté, que quelque temps après, l'ambassadeur d'Espagne se rendit à Turin incognito, et offrit à Victor-Amédée, Pavie et Novare, avec quelques territoires adjacents, au-delà du Tésin, à condition qu'il se joindrait à Philippe V, pour chasser les impériaux de l'Italie. Victor-Amédée les accepta et promit de fournir une armée à l'infant don Carlos. L'empereur, informé de cette résolution inattendue du roi de Sardaigne, la regarda avec raison comme une violation de la foi donnée, et le menaça du poids de sa vengeance. L'Espagne elle-même et la France se montraient très courroucées contre le roi, parcequ'elles avaient été informées de sa convention récente avec l'empereur. Pour se tirer du mauvais pas où il se trouvait engagé, il imagina

d'abdiquer la souveraineté jusqu'à ce que le ressentiment des puissances se fût calmé. C'est ainsi que les mémoires du temps rapportent cet acte extraordinaire du souverain du Piémont, et il faut avouer que ces détails sont conformes aux traditions répandues dans le pays. D'autres prétendent que ces faits ne sont rien moins qu'avérés, et représentent simplement l'abdication comme un caprice du roi, fruit de cette mobilité de caractère qui ne l'avait jamais abandonné pendant tout le cours de sa vie.

Quoi qu'il en soit, Victor-Amédée se réserva par l'acte d'abdication une pension de deux cent mille écus ; il se proposait de vivre dans la retraite, près du lac de Genève, avec la comtesse de Saint-Sébastien, femme du commerce le plus intéressant, et qu'il avait épousée sans lui communiquer son projet d'abdication. La comtesse, qui n'eût pas été fâchée de porter le titre de reine, vit la résolution de son mari avec peine, et l'engagea à remonter sur le trône. Victor-Amédée lui-même s'ennuya du repos comme il s'était ennuyé de l'activité : il cherchait en conséquence à ressaisir le pouvoir souverain. Il faisait ses efforts pour gagner les troupes, se présenta même une nuit à la porte de secours de la citadelle de Turin, où, prenant la qualité de roi, il ordonna au commandant de l'y admettre ; ce qui eût été pour le Piémont le signal de la guerre civile, et probablement aussi de la guerre étrangère. Le commandant resta fidèle à Charles-Emmanuel, et repoussa la proposition du roi abdicataire. Il n'y avait pas de temps à perdre ; les plus grands malheurs allaient fondre sur le pays, si on ne prenait

pas sur-le-champ une grande et vigoureuse résolution. Victor-Amédée, après sa tentative infructueuse sur la citadelle, s'était retiré à Moncalièri. Le marquis d'Orméa était à la tête des conseils du roi régnant; il lui persuada que le salut de la monarchie exigeait impérieusement qu'on s'assurât de la personne de son père. Quelques historiens reprochent à ce ministre de l'ingratitude, parceque Victor-Amédée avait été son bienfaiteur, comme si la voix des sentiments privés dût l'emporter sur celle de la patrie. On doit au contraire savoir gré au marquis de son dévouement au souverain qui avait placé en lui sa confiance, et ranger cet acte au nombre de ceux qui honorent le plus l'histoire du patriotisme.

Charles-Emmanuel, prince d'un caractère fort calme, éloigné de toute pensée ambitieuse que la morale n'eût pas avouée, en un mot, l'un des rois les plus sages qui soient jamais montés sur le trône, se rendit au vœu de son ministre : l'arrestation de Victor Amédée fut ordonnée. Elle eut lieu la nuit, à la lueur des flambeaux, à Moncalièri. Il fut conduit immédiatement dans le château de Rivoli, au milieu de deux haies de troupes qui bordaient la route. Il espérait, il essaya même d'exciter quelque mouvement parmi elles; mais ces fidèles soldats restèrent inébranlables.

On a voulu jeter de l'odieux sur ces événements, en peignant avec de vives couleurs les prétendues violences qui ont accompagné l'arrestation de Victor-Amédée; ces violences se bornèrent à s'assurer de sa personne, il ne fut l'objet d'aucun mauvais

traitement. On ajoute que sa femme fut enfermée avec les plus viles prostituées, ce qui est faux. Elle fut effectivement enfermée dans ces premiers moments d'effervescence, parcequ'on craignait son ambition et l'ascendant qu'elle avait sur l'esprit de son mari; mais elle ne fut point confondue avec des prostituées. Victor-Amédée ne survécut pas long-temps à cette catastrophe, quoiqu'on eût pris soin d'adoucir sa captivité, et qu'on lui eût rendu sa femme. Il mourut dans le château de Rivoli, au mois de novembre 1732. Victor-Amédée, comme nous l'avons déjà dit, fut un grand roi; mais on ne peut pas présenter sous un jour sinistre la résolution prise par son fils de le priver de sa liberté; car cette résolution était commandée par le salut de l'état. Le respect filial de Charles-Emmanuel ne fut jamais douteux pour personne : ce prince n'était pas un bourgeois, mais il était le chef et le père d'une nation; son premier devoir était de la sauver. Il la sauva en effet par un acte qui dut coûter à son cœur; la postérité, loin d'avoir droit de le blâmer, lui doit de la reconnaissance.

Cependant la guerre va de nouveau embraser l'Europe. Auguste II, roi de Pologne, venait de mourir. Il s'agissait de lui donner un successeur. L'Autriche et la Russie réunies y portent Auguste, prince de Saxe; la France se déclare pour Stanislas, beau-père du roi. Les deux premières puissances envahissent la Pologne; la France y envoie quelques secours en hommes et en argent, mais si faibles, que la cause d'Auguste, ou plutôt celle de Charles VI et d'Anne de Russie triomphe.

La guerre, commencée dans le nord, étend ses ravages au midi. L'empereur envoie une armée dans le Milanais; Louis XV, de son côté, y en fait passer une autre, et en donne le commandement au maréchal de Villars. Le roi de Sardaigne, toujours dans l'espoir de joindre à ses états quelque province autrichienne, s'unit par un traité d'alliance à la France, et se mit en devoir d'agir avec son armée, concurremment avec celle du vieux maréchal. En même temps[1] une expédition se préparait dans les ports d'Espagne, dans le but d'enlever à l'Autriche le royaume de Naples.

De toutes les puissances de l'Italie, à part le roi de Sardaigne, la république de Venise était la seule qui pût mettre un poids dans la balance; mais elle adopta sagement un système de neutralité qui la mit à l'abri des orages politiques que cette nouvelle discorde pouvait attirer sur elle.

Les troupes françaises et sardes réunies soumirent en moins de trois mois tout le Milanais, et s'emparèrent de la forteresse de Pizzighettone et de la ville de Crémone; mais elles s'arrêtèrent après une conquête qui n'avait demandé que peu d'efforts. Villars ne voulait pas laisser respirer l'ennemi, et brûlait de le poursuivre jusque dans les gorges du Tirol. Le roi de Sardaigne, qui commandait en personne son armée, s'opposait au projet du maréchal, soit qu'il crût qu'il n'était pas prudent de trop se prolonger sur la droite, tandis que les Autrichiens tenaient encore en leur pouvoir le haut Milanais, soit qu'il jugeât qu'ayant accompli son dessein par l'occupation de la plus grande partie de ce pays, dont

il se croyait sûr de devenir le propriétaire, il n'était pas prudent de s'aventurer davantage. L'événement prouva que Charles-Emmanuel n'avait pas mal jugé des circonstances du moment; car les Autrichiens parvinrent à s'emparer d'un passage sur le Pô, et peu s'en fallut que le roi lui-même ne fût fait prisonnier par un parti de leurs coureurs. L'activité du maréchal le sauva : ce fut là le dernier exploit de ce grand guerrier. Il tomba malade, et, sentant approcher sa fin, il se fit transporter à Turin, où il mourut le 17 juin 1734, dans la même chambre où il était né quatre-vingt-quatre ans auparavant, lorsque son père était ambassadeur auprès de la cour du duc de Savoie. Le maréchal de Coigny lui succéda dans le commandement de l'armée française en Italie.

Tandis que les affaires de la guerre se passaient assez mollement en Lombardie, des événements décisifs signalaient l'arrivée des Espagnols dans le royaume de Naples. L'Espagne voulait profiter de la circonstance que l'Autriche était occupée en Allemagne et dans la haute Italie, pour faire entrer sous sa domination un pays qui lui avait appartenu long-temps. L'empereur y avait un nombre de troupes trop peu considérable pour espérer d'y faire une longue résistance sans l'appui des habitants. Mais, bien que son gouvernement n'eût rien de tyrannique, qu'il fût même accompagné de beaucoup de modération, l'esprit public s'était décidément prononcé contre lui. Le caractère allemand est si différent de celui des Napolitains, que, même sans aucune cause précise de mécontentement, ces derniers ne pouvaient supporter la présence des ma-

gistrats et des troupes de l'empereur. La Sicile ne montrait pas plus d'attachement que le royaume en-deçà du Phare. Le gouvernement espagnol n'avait pas négligé de cultiver ces dispositions, soit en entretenant des correspondances avec ses anciens partisans, soit en s'en procurant de nouveaux par des promesses et par des moyens encore plus efficaces que les promesses. L'or de l'Amérique coulait en abondance à Naples et à Palerme, d'où il était distribué dans les provinces. Cette profusion faisait remarquer davantage la parcimonie des Autrichiens, qui n'avaient ni la volonté, ni la possibilité, ni l'habitude de répandre autant d'argent : loin d'en envoyer dans le royaume, ils en exportaient. Il est naturel de penser qu'on préférât un régime qui s'annonçait par des libéralités à un système qui s'était signalé par une réserve allant au-delà de l'économie. D'ailleurs le peuple napolitain, assez inconstant de sa nature, et accoutumé, depuis long-temps, à passer de révolution en révolution et de maître en maître, désirait un changement, ne fût-ce que pour le plaisir de le voir : c'était pour lui une nouveauté, un spectacle qu'il avait vu souvent, et auquel il avait de la peine à renoncer.

Cette inclination, favorable à l'Espagne et contraire à l'Autriche, ne produisit aucun mouvement aussi long-temps que la paix régna en Europe; mais lorsque la guerre y éclata, et que ses chances offrirent un espoir de secours aux mécontents, lorsque surtout on apprit que l'Espagne se préparait à paraître avec des forces considérables sur les rivages de Naples et de Sicile, le feu qui couvait sous la

cendre se manifesta et finit par embraser tout le royaume. La reine d'Espagne, regardant la facile occupation du Milanais par le maréchal de Villars et le roi de Sardaigne comme un heureux présage pour l'invasion de Naples, y avait envoyé son fils don Carlos, accompagné d'un corps de troupes espagnoles sous la conduite d'un habile général, le duc de Montemar. La révolution était déjà faite à Naples quand l'infant y arriva au mois de mars 1734; il fut reçu avec des transports de joie. Le vice-roi impérial Visconti s'était hâté de se retirer; le feu de la révolte s'étendait de toutes parts; le duc de Montemar s'avança en diligence contre l'armée autrichienne, rassemblée dans la Pouille, et l'attaqua dans le camp de Bitonto. Les milices dont le comte de Visconti avait imprudemment grossi ses troupes lâchèrent pied dès le commencement de l'action. On vit alors les officiers autrichiens combattre presque sans soldats; leurs efforts furent glorieux, mais inutiles. Accablés par le nombre et presque tous couverts de blessures, ils posèrent les armes; la victoire fut complète; il n'y eut plus d'armée autrichienne. Le duc de Montemar, qui reçut pour prix d'un service si mémorable le nom de duc de Bitonto, parvint à fermer le chemin de Capoue et de Gaëte aux corps épars qui venaient en renforcer les garnisons : ces deux villes furent assiégées et prises; don Carlos demeura maître de tout le royaume.

Après une conquête si importante, le duc de Montemar s'occupa de celle de la Sicile. Les dispositions envers les Autrichiens qui y dominaient, et les Espagnols qu'on y attendait, étaient les mêmes qu'en

deçà du détroit. Des mouvements insurrectionnels avaient déjà éclaté dans différentes parties de l'île. A peine l'infant avait-il fait son entrée dans Naples, que des ambassadeurs siciliens vinrent à lui pour lui faire hommage de la Sicile. Les Allemands qui y tenaient garnison, entourés de peuples en révolte, et menacés par le duc de Montemar qui s'apprêtait à y faire une descente, n'espérant d'ailleurs aucun secours, s'étaient retirés de Palerme, abandonnant toutes les villes ouvertes, pour s'enfermer dans les places fortes de Messine, Trapani et Syracuse.

Sur ces entrefaites, Montemar aborde à Golanto : il est impossible de décrire la joie des Siciliens, nobles et peuple, lorsqu'ils virent paraître les enseignes espagnoles ; le duc fut reçu en triomphe à Palerme ; le roi d'Espagne y fut reconnu et proclamé roi des deux Siciles. Les Autrichiens évacuèrent alors les places qu'ils gardaient encore, et abandonnèrent entièrement une île dont ils étaient en possession depuis quinze ans. Leur règne n'y avait pas été paisible ; plusieurs conspirations y avaient été ourdies contre eux, qui, sévèrement punies, laissaient des germes pour de nouvelles conspirations ; leur nom était encore plus détesté en Sicile qu'à Naples.

Les Autrichiens, plus forts en Lombardie, y faisaient aussi une résistance plus digne de leur renommée. Le général Mercy était à leur tête, et se maintenait dans le duché de Parme, l'un des premiers prétextes de la guerre. Les alliés, commandés par les maréchaux de Coigny et de Broglie se décidèrent à les attaquer : c'était le 29 juin 1734. Les deux armées étaient en présence à une lieue de Parme.

Une maison isolée, placée entre elles, fut le premier point d'attaque. Le général autrichien de la Tour s'y porta avec impétuosité ; cinq compagnies de grenadiers français qui s'y étaient embusquées le repoussèrent. Bientôt l'action s'engagea sur tous les points : elle dura depuis dix heures du matin jusqu'à huit heures du soir. Les Autrichiens, qui avaient commencé à plier, étaient ramenés au combat par leurs généraux, qui s'élançaient à la tête des colonnes. La bataille fut extrêmement meurtrière. Les Autrichiens y perdirent dix mille hommes tués ou blessés ; leur général en chef de Mercy fut au nombre des premiers, de la Tour des seconds ; cependant leur armée ne fut point mise en déroute : le prince de Wirtemberg, qui en prit le commandement, sut la conserver réunie, et resta sur le champ de bataille jusqu'à la nuit, qui favorisa sa retraite. La perte des alliés, quoique moindre, fut pourtant considérable, car elle se monta à quatre mille hommes, dont mille officiers. Telle fut la bataille de Parme.

Coigny et Broglie avaient su vaincre, mais ils ne surent pas profiter de la victoire ; ils ne mirent ni vigueur ni habileté à poursuivre l'ennemi vaincu. Ils commettaient ici la même faute qu'ils reprochaient au roi de Sardaigne, auquel ils supposaient l'intention de ne désirer qu'un demi-succès des Français, pour ne pas se trouver entièrement à leur discrétion, ce qui serait arrivé dans le cas d'une victoire complète. Le fait est qu'ils employèrent deux mois à soumettre un pays tout ouvert, et formant à peine vingt lieues carrées de terrain.

La lenteur des généraux français rendit le cou-

rage à l'armée autrichienne. Un nouveau général, tactitien habile, le comte de Kœnigsegg, venait d'y rétablir la discipline; elle avait reçu aussi quelques renforts, et put dès le mois de septembre faire un sanglant affront aux vainqueurs de Parme. Le prince de Wirtemberg passe de nuit la Secchia, surprend le quartier-général du maréchal de Broglie, met les Français en déroute, leur fait quatre mille prisonniers, s'empare de leurs bagages; le maréchal se trouve heureux de pouvoir se sauver en chemise : on courut pêle-mêle et dans un désordre épouvantable vers le camp de Coigny.

Le corps d'armée qui venait d'essuyer cet affront, en butte à des plaisanteries cruelles, brûlait de s'en laver : l'occasion ne tarda pas à se présenter. Les Français s'étaient retranchés auprès de Guastalla; les Autrichiens vinrent les attaquer le 19 septembre, ce qui donna lieu à la bataille qui porta le nom de Guastalla. Des cris de joie s'élevèrent dans le camp français lorsqu'on aperçut les corps autrichiens qui s'approchaient. L'action commença par des charges de cavalerie : elle fut longue et sanglante. Les Piémontais, qui, commandés par leur roi en personne, occupaient le centre de la ligne, rivalisaient de courage et d'enthousiasme avec les Français : le roi lui-même montra dans cette journée une bravoure et des talents dignes de ses aïeux. Généraux et soldats, tous firent leur devoir de la manière la plus brillante. Cette bataille acharnée avait déjà duré huit heures, et la fortune ne se décidait encore pour aucun parti. La fatigue était extrême des deux côtés, le nombre des morts et des blessés effrayant; on

fut obligé quelquefois de suspendre le combat pour les emporter. La nuit approchait, les Autrichiens résistaient toujours avec une bravoure sans exemple, bien que leur cavalerie eût fait des pertes très considérables. Les alliés, impatients de saisir la victoire avant que la nuit vînt séparer les combattants, font un dernier effort, et cet effort est couronné du succès. Les impériaux sont obligés d'abandonner le champ de bataille; mais leur retraite se fait en bon ordre et de la manière la plus imposante. Ils perdirent, comme à Parme, dix mille hommes, tués ou blessés, et en outre cinq pièces de canon et trois étendards. Le prince de Wirtemberg y fut blessé à mort. La perte des alliés fut presque aussi forte. La noblesse française et piémontaise y déploya la plus brillante valeur; un nombre considérable d'officiers, appartenant aux premières familles, y reçurent des blessures graves ou la mort.

Ce sang, comme l'observe un historien français d'un grand mérite, ce sang fut inutilement versé: la victoire de Guastalla eut encore moins de résultats que celle de Parme. Coigny et Broglie retombèrent dans leur irrésolution ordinaire; le roi de Sardaigne était bien aise de ne pas s'exposer à de nouvelles chances, parceque la situation des choses était telle, qu'il croyait pouvoir, sans courir de nouveaux risques, cueillir le fruit qu'il avait convoité en prenant part à la guerre; d'ailleurs, Charles-Emmanuel III n'avait rien du caractère aventureux de son père; aussi prudent que brave, il savait affronter les périls, mais il ne les cherchait pas sans nécessité.

Le général autrichien, profitant de cette inaction, se posta auprès de Luzara, entre des digues, où il se fortifia si bien qu'il devint impossible de l'en déloger. Peu de temps après, par une marche hardie, il fit lever le siége de la Mirandole au marquis de Maillebois. Les affaires des alliés, malgré les victoires de Parme et de Guastalla, allaient en déclinant. Pour surcroît de malheur, l'indiscipline et les maladies, suite ordinaire de l'inaction, se déclarèrent dans l'armée française; et si les Autrichiens eussent attaqué avec vigueur, il est vraisemblable que les alliés n'auraient pas pu se maintenir dans le Milanais.

En attendant, la paix se négociait: les préliminaires furent signés au mois d'octobre 1735, et convertis en paix définitive à Vienne, au mois de novembre 1738. Voici les principales dispositions de ce traité: Stanislas abdiquait la couronne de Pologne, et conservait le titre de roi; on lui donnait les deux duchés de Lorraine et de Bar, qui seraient réunis à la France après sa mort; le duc de Lorraine était reconnu héritier du grand duc de Toscane; les royaumes de Naples et de Sicile étaient cédés à don Carlos, qui en était reconnu roi; l'empereur cédait au roi de Sardaigne Novare et Tortone; les duchés de Parme et de Plaisance étaient cédés à l'empereur.

Le droit de la guerre, ou plutôt de conquête, tel qu'on l'entend, autorisait bien les puissances de l'Europe à disposer du Milanais, des duchés de Parme et de Plaisance, et du royaume de Naples. Ces pays avaient été conquis par l'une ou par l'autre des

parties belligérantes, et les cessions qui eurent lieu au préjudice des anciens maîtres furent consenties par eux. Mais il est difficile de comprendre de quel droit ces puissances disposaient ainsi de la Lorraine et de la Toscane. On voit bien qu'il convenait à la France d'avoir la Lorraine, et que le cardinal de Fleury voulait attacher à son ministère la gloire de cette belle acquisition ; on voit aussi qu'une fois cette détermination prise, il fallait trouver une indemnité aux ducs de Lorraine ; on voit enfin qu'il convenait à l'empereur Charles VI de consentir à une, ou pour mieux dire, à deux spoliations, pour faire reconnaître la pragmatique-sanction qui fixait dans Marie-Thérèse, sa fille unique, et dans ses descendants, le vaste héritage de la maison d'Autriche : mais les convenances ne constituent pas le droit, hormis qu'on veuille avouer explicitement que la seule force doit régler le droit public de l'Europe. La stipulation du traité de Vienne qui regarde la Lorraine et la Toscane, surtout en ce qui est relatif à ce dernier pays, car le duc de Lorraine reçut au moins une indemnité, est une véritable monstruosité. Jean Gaston de Médicis, grand duc régnant de Toscane, n'avait fait la guerre à personne, personne non plus ne la lui avait faite, et on ne voit pas pourquoi des puissances, pour avoir eu le plaisir de s'entre-déchirer pendant cinq ou six ans, le privaient de la faculté de disposer de son état. Il n'avait pas d'enfants à la vérité ; il fallait pourvoir, après sa mort, à la succession de Toscane : mais il y avait d'autres Médicis dans le monde; dans tous les cas, sa volonté devait être comptée pour quelque chose, et la rai-

son comme les convenances exigeaient qu'il fût au moins consulté. Loin de là, on disposa de son héritage, d'abord à son insu, ensuite contre sa volonté expresse; car aussitôt qu'il fut instruit de ce qui se tramait, Jean Gaston adressa une protestation très énergique à tous les cabinets, par laquelle il déclarait que leur résolution était une violation manifeste des droits des peuples de Florence et de la Toscane; il y faisait entendre qu'à sa mort, c'est-à-dire à l'extinction de sa famille, ces peuples rentraient dans leurs droits, et étaient remis dans la même position qu'avant que les Médicis eussent été reconnus comme souverains de la Toscane. Il est certain que le peuple toscan devait être entendu, quand même ce n'eût été que par l'organe de ses magistrats. L'acte qui disposa de la Toscane en 1735, est un acte arbitraire de l'Europe.

Au reste, nous nous empressons de déclorer, et nous le faisons avec plaisir, que jamais souverains ne firent plus de bien à leurs sujets que les princes autrichiens aux Toscans. Leur avénement au trône de la Toscane marque une des époques les plus intéressantes, et en même temps les plus consolantes, de l'histoire des peuples. On y voit une tendance continuelle vers toutes sortes d'améliorations sociales, et on peut affirmer que la Toscane, sous les princes de la maison d'Autriche, a été un des pays les plus heureux de l'Europe. Nous reviendrons sur ce sujet lorsque nous aurons l'occasion de nous occuper des règnes bienfaisants de Léopold et de son fils Ferdinand.

Jean Gaston mourut deux ans après la signature

des préliminaires, âgé de soixante-six ans. L'illustre maison des Médicis s'éteignit en lui, après avoir régné deux cent trente-sept ans sur la Toscane. On dit le *siècle des Médicis*, comme on dit le *siècle d'Auguste*, le *siècle de Périclès*. Ainsi le souvenir de cette famille, quels que soient les moyens qu'elle employa pour arriver à la souveraineté, se rattache à ce qu'il y a de plus doux et de plus honorable dans l'espèce humaine.

Les articles préliminaires relatifs à la Toscane ne rencontrèrent aucun obstacle dans leur exécution.

Il n'y avait pas encore dix ans que le monde avait été ébranlé pour une succession, que déjà on courait aux armes pour le même motif. L'empereur Charles VI était mort à Vienne le 20 novembre 1740, laissant pour seul héritier de ses vastes états sa fille Marie-Thérèse, mariée à un prince de la maison de Lorraine. Ne tenant aucun compte des droits de la fille des derniers princes de la maison d'Autriche, et voulant appliquer à cette monarchie la loi salique, plusieurs souverains, le roi de Prusse, l'électeur de Bavière, celui de Saxe, la reine d'Espagne elle-même et le roi de Sardaigne, faisant valoir des droits de différente nature, prétendaient à la totalité ou à une partie de la succession de Charles. Frédéric II, roi de Prusse, fit la première levée de boucliers contre Marie-Thérèse, en envahissant la Silésie; la querelle devint bientôt générale: la Bavière, la France, l'Espagne, joignent leurs efforts à ceux de Frédéric pour accabler le dernier rejeton du sang de Rodolphe d'Hapsbourg; l'Angleterre et la Sardaigne lui restent fidèles, la première par

son ancienne rivalité envers la France, la seconde dans l'espoir de joindre à ses états une autre partie du Milanais. Le pape, la république de Venise, le grand duc de Toscane déclarent leur neutralité; la république de Gênes en fait de même, mais elle est bientôt entraînée à la guerre par la France. Les hostilités n'eurent pas beaucoup d'activité en Italie : la France n'y avait envoyé qu'un petit corps auxiliaire; le duc de Montemar n'avait à Naples qu'une armée de douze mille hommes, il s'était avancé jusques à Ferrare; mais Charles-Emmanuel, à la tête de ses propres troupes, et de quelques corps autrichiens, le battit et le poursuivit jusques aux confins du royaume de Naples.

Au moment où l'armée victorieuse du roi de Sardaigne poursuivait les Espagnols vers le fond de l'Italie, une armée espagnole sous les ordres de l'infant don Philippe, après avoir traversé le midi de la France, enlevait la Savoie à Charles-Emmanuel. Ce prince s'en inquiéta peu, sachant que les passages des Alpes étaient bien gardés, et que tant que la France ne prendrait pas une part active à la guerre, il avait peu à craindre des Espagnols. On était au mois de septembre 1743. Le cabinet français, auquel la reine d'Espagne avait adressé de vifs reproches sur son inaction, se détermina enfin à agir avec quelque vigueur du côté de l'Italie; il profita de l'hiver, forma une armée de vingt-cinq mille hommes, la mit sous le commandement du prince de Conti, et la réunit à celle de don Philippe, sur les frontières du comté de Nice. De son côté, le roi de Sardaigne était accouru en personne à la dé-

fense de ses états, et ce gardien redoutable des Alpes avait si bien pris ses mesures, et approvisionné avec tant d'activité les forteresses et les passages, que l'entreprise des alliés devenait très problématique.

Le printemps de l'année 1744 était destiné à l'invasion de l'Italie. Les Franco-Espagnols passent le Var le 1er avril : ils emploient trois mois à s'emparer du comté de Nice, parceque les châteaux de Nice, de Villefranche et de Montalban avaient fait une vigoureuse résistance. On était déjà au mois de juillet, et on se battait encore sur le revers des Alpes maritimes; il fallait franchir leurs sommets escarpés, et se rendre maîtres des forts qui en gardaient les passages. On se présente devant Château-Dauphin, on l'attaque; deux mille Piémontais s'y défendent avec la plus grande valeur; cependant l'impétuosité française l'emporte, la garnison cède et se rend prisonnière : mais le succès des Français est acheté par la perte de deux mille hommes; le duc d'Agenois y fut blessé. On se bat encore avec le même acharnement et le même résultat aux barricades; les Alpes sont franchies; on rencontre encore un obstacle dans le fort de Demont; il est investi et pris; les Français sont devant Coni et y mettent le siége. Cette ville est forte et bien approvisionnée. Charles-Emmanuel la soutient avec son armée, maîtresse de la campagne; il inquiète sans relâche l'armée assiégeante. Enhardi par ses succès, et désirant de ravitailler la place, le roi attaque, au poste de la Madone de l'Olmo, une redoute qui couvrait les Français et les Espagnols. Les trois nations se montrèrent

dignes de leur renommée: les alliés, assaillis avec vigueur par les Piémontais, se défendent avec un courage égal; les derniers sont enfin repoussés par l'infanterie espagnole, mais ils se retirent en bon ordre et sans que l'ennemi ose les poursuivre. Telle fut la bataille de la Madone de l'Olmo. Charles-Emmanuel y perdit cinq mille hommes; les Français et les Espagnols trois mille.

On aurait dit que ce revers allait décourager la garnison de la forteresse assiégée, et le roi, qui n'avait pu la secourir. Il n'en fut pas ainsi. La garnison se montra inébranlable, et Charles-Emmanuel, toujours attentif à épier les occasions et à en profiter, parvint à faire des surprises aux alliés et à jeter quinze cents hommes dans Coni. La saison s'avançait, les neiges couvraient déjà les sommets des Alpes, les passages allaient être interceptés, les pluies d'automne gênaient les travaux de l'armée franco-espagnole, les débordements de la Sture et du Gasso avaient emporté les ponts et interrompu les communications entre les différents corps, les maladies commençaient à faire des ravages; le roi de Sardaigne, plus actif que jamais, harcelait continuellement, avec des corps volants, les alliés, et les menaçait d'une destruction totale. Il n'y avait pas un moment à perdre. Ils levèrent le siége et se retirèrent à la hâte en-deçà des Alpes. Tel fut, pour les armées de France et d'Espagne, le triste résultat d'une campagne commencée sous de plus heureux auspices. La renommée de Charles-Emmanuel s'en accrut en proportion, et sa diversion en faveur de Marie-Thérèse n'en devint que plus efficace.

La campagne de 1745 allait s'ouvrir. On avait éprouvé trop de difficultés au passage des Alpes pour qu'on songeât à le tenter une seconde fois en pays ennemi. Les alliés formèrent le projet de se frayer un autre chemin pour descendre en Italie. Gênes, comme nous l'avons remarqué plus haut, avait déclaré sa neutralité; elle y persistait obstinément: mais cédant enfin à des promesses flatteuses et à de longues et vives instances, elle adopta l'imprudent parti de se joindre aux ennemis du roi de Sardaigne et de l'impératrice Marie-Thérèse. Par un traité signé à Aranjuez le 1er mai, il fut convenu que la république de Gênes ferait cause commune avec les trois couronnes de France, d'Espagne et de Naples, qui lui garantissaient toutes ses possessions; qu'elle joindrait un corps de dix mille hommes d'infanterie aux armées combinées; qu'elle prèterait trente-six canons de bronze à l'Espagne, et qu'elle ouvrirait à ces nouveaux alliés les passages par les rivières du Levant et du Ponent; qu'aussitôt qu'ils seraient établis en Lombardie, on lui céderait une partie du Tortonais et des territoires situés dans les vallées de l'Apennin, frontières du Milanais et du Montferrat.

Le maréchal de Maillebois avait remplacé le prince de Conti. L'armée de la coalition, profitant de la facilité que lui procurait l'adhésion de Gênes, descendit en Piémont par les passages de la rivière du Ponent; elle se trouva bientôt en présence de l'armée austro-piémontaise. Une manœuvre habile du comte de Maillebois, fils du maréchal, décida le succès de la campagne: il fit avec un corps considérable un mouvement, comme s'il avait voulu se porter brusque-

ment sur Milan. Les Autrichiens, inquiets pour la ville capitale de leurs possessions en Italie, se pressèrent d'abandonner le roi de Sardaigne pour prévenir le désastre qu'ils redoutaient. C'est cette même manœuvre que Buonaparte voulut imiter en 1796, lorsqu'à la veille de la bataille de Montenotte, il envoya un corps considérable à Voltri.

Par l'effet de cet abandon, le roi de Sardaigne fut surpris dans son camp de Bassignana, au confluent du Tanaro et du Pô ; il perd dans ce combat inégal une partie de son armée, mais il se retire sans désordre sous le canon de Valence, et de là jusqu'à Casal. Les confédérés inondent le Montferrat, l'Alexandrin, le Tortonais, Parme et Plaisance, et, ce qui est encore plus important et comble leurs vœux, ils entrent en triomphe dans Milan, d'où les anciens maîtres s'étaient retirés après avoir jeté une forte garnison dans le château. Ce fort, attaqué mollement, se défendit avec énergie, et ces mêmes armées qui venaient de conquérir cent lieues de pays échouèrent devant une petite place qui n'était pas même fortifiée selon l'usage moderne.

Les affaires des alliés s'étaient relevées avec le même bonheur vers la basse Italie. Le roi de Naples, don Carlos, aidé d'une armée espagnole sous le commandement du comte de Gages, après avoir chassé les Autrichiens de ses frontières, les avait poursuivis jusqu'à Bologne; le duc de Modène, à qui son alliance avec la France avait coûté la perte de son état, y était rentré victorieux, au grand contentement de ses peuples Telles étaient les flatteuses illusions que ces succès avaient fait naître, que

la coalition se croyait déjà maîtresse de toute l'Italie.

L'année 1746 vint dissiper tout-à-coup ces beaux rêves, et plonger l'Espagne, mais surtout la France, dans un état d'humiliation auquel elles étaient loin de s'attendre. Le repos de l'hiver avait été funeste; les généraux en chef ne s'entendaient pas; ils s'accablaient mutuellement de reproches: la discorde était entre don Philippe, le maréchal de Maillebois et le comte de Gages; elle passa dans les rangs de l'armée; la licence et l'indiscipline, tout en la frappant de faiblesse, indisposaient les habitants contre elle; tous les éléments se réunissaient pour la détruire.

Le roi de Sardaigne, que les revers n'avaient pas découragé, avait considérablement augmenté son armée, et se présentait sur le champ de bataille plus audacieux que jamais. Les talents, l'activité et la constance de ce souverain lui avaient mérité les suffrages du grand Frédéric; cet habile guerrier ne cachait pas son admiration pour Charles-Emmanuel, son contemporain, et combattant pour une cause contraire à la sienne.

Marie-Thérèse venait de conclure à Dresde la paix avec le roi de Prusse; elle avait par conséquent les moyens d'envoyer de puissants renforts en Italie; elle n'y manqua pas, et mit à leur tête le jeune prince de Lichtenstein, brûlant du désir de se signaler sur ces champs de bataille déjà si fameux dans les fastes de l'histoire. L'irrésolution des alliés, fruit de leur discorde, lui en ouvrit le chemin. Attaqués en détail, ils furent battus en détail; on les

accabla bientôt de toutes parts. Il fallut songer à se retirer vers le pays de Gênes, où la nature du terrain montagneux, et offrant peu de passages, donnait l'espoir de la résistance; le projet était bon et aurait pu réussir, si l'armée s'y fût portée sans attendre de nouveaux revers. Mais l'Espagne tenait beaucoup à Parme et Plaisance, et ne pouvait se décider à abandonner ce petit pays à la discrétion d'une famille rivale de celle qui la gouvernait. On s'arrêta; ce fut une résolution funeste : une bataille s'engagea, dit un historien, entre sept ou huit peuples de l'Europe pour décider à qui resterait la possession de cette petite souveraineté. On se battit le 16 juin 1746, sous les murs de Plaisance. La fortune se déclara entièrement pour le bouillant Lichtenstein; la déroute des Espagnols et des Français fut complète; ils essuyèrent la perte énorme de douze mille hommes, tués, blessés ou faits prisonniers, et d'une partie de leur artillerie et de leurs bagages. D'une armée qui comptait au commencement de la campagne plus de cinquante mille combattants, il ne restait plus qu'un corps de seize mille hommes qui se fit jour, avec la plus grande bravoure, à travers les bataillons ennemis qui l'entouraient de tous les côtés.

Il restait à ce valeureux débris une noble tâche à remplir, c'était de défendre Gênes; mais on aima mieux ajouter la honte à la défaite : la malheureuse république fut lâchement abandonnée à la vengeance de l'Autriche. On se retira derrière les Alpes; les Austro-sardes insultèrent aux frontières de la France; les pandours et les Croates ravageaient

le Dauphiné et la Provence. Le maréchal de Maillebois fuyait de ville en ville, incertain s'il pourrait défendre Marseille et Toulon.

L'Autrichien, respirant la vengeance, s'avance sur Gênes; le peuple veut se défendre, les nobles ne le secondent pas. Le marquis Botta, à la tête des troupes de Marie-Thérèse, dicte les conditions les plus dures : les portes, la citadelle et l'arsenal de Gênes lui sont livrés. Il impose une taxe de vingt-quatre millions et demi à cette ville commerçante; il en tire seize du dépôt sacré de la banque de Saint-Georges; lève le reste sur les particuliers, avec la plus grande violence, et enlève de vive force les diamants que sa souveraine avait donné en gage aux Génois pour une somme considérable qu'ils lui avaient prêtée au moment de sa plus grande détresse. Une soldatesque effrénée outrage à chaque instant les malheureux habitants; les prêtres et les moines veulent intercéder pour leurs compatriotes; ils sont repoussés avec mépris par le marquis, et livrés aux insultes de ses satellites. Le peuple indigné ne respire plus que la vengeance.

Un effort héroïque du peuple génois va étonner le monde, et renouveler les souvenirs de l'ancienne Rome. Nous ne saurions mieux faire que de copier ici la belle description que M. Lacretelle le jeune nous en a donnée dans son Histoire de France pendant le dix-huitième siècle. On était au 5 décembre 1746.

« Les Autrichiens, dit M. Lacretelle, qui, sans » avoir une seule pièce de siége, s'étaient em» parés d'une ville qui en était abondamment pour-

»vue, enlevaient des canons qu'ils destinaient à »leur expédition de Provence. Ils forçaient les Gé»nois à les aider dans le transport de ces canons; »ceux-ci frémissaient de rage en voyant ce nouvel »opprobre de leur patrie. Un capitaine autrichien »frappa l'un de ces ouvriers au moment où il fai»sait entendre quelque murmure; celui-ci répond »en lui enfonçant un coup de couteau. Tous ses »compagnons viennent à son aide. Les soldats au»trichiens, accablés d'une grêle de pierres, se sau»vent dans leurs casernes. Le cri *aux armes!* re»tentit de toutes parts; les moines sont à la tête du »peuple qui s'attroupe. L'arsenal est investi, on »égorge, on disperse les soldats qui le gardent. Dix »mille hommes se sont déjà couverts des armes qu'ils »ont conquises; femmes, enfants, vieillards, élè»vent partout des barricades. Tout s'est fait par le »peuple; le sénat, qui n'a pris aucune part à ce »mouvement, craint d'en porter seul la peine. Les »Autrichiens font succéder une extrême pusillani»mité à leurs violences; ils n'osent plus s'avancer »au milieu d'un peuple furieux. Cet état de guerre »dure plusieurs jours dans l'enceinte de Gênes.....
»Les nobles se rendent médiateurs entre leur patrie »et les étrangers qui l'oppriment. Le doge intercède »d'un côté pour les insurgés, et les échauffe de l'au»tre. Enfin, un homme qui porte le nom le plus »cher aux Génois, Doria, dirige les mouvements »de la multitude; il en fait une armée. Les Autri»chiens osent un jour sortir de la citadelle pour »se porter sur l'arsenal: on les affronte, on les »cerne; du haut des toits, des femmes font pleuvoir

» sur eux tout ce que leur fureur rencontre ; quatre
» mille Autrichiens périssent dans la mêlée. Mais un
» si beau mouvement est souillé par les excès des
» discordes civiles; on pille les hôtels des nobles, que
» leur inactivité fait soupçonner de trahison. Partout
» le tocsin répond au tocsin. Les Génois, avec leurs
» canons, assiégent une tour qui les domine. Le
» marquis Botta, blessé, fuit de poste en poste;
» il ne possède plus rien dans la ville; il se réfugie
» au phare, et sauve par une capitulation honteuse
» une armée à laquelle ces scènes de tumulte ont
» coûté plus d'hommes qu'une bataille rangée. Gênes
» est délivrée. Le courage d'une ville qui venait de
» rappeler les plus beaux jours des républiques an-
» ciennes fut admiré en France, comme y sont tou-
» jours admirées les actions généreuses. Le gouverne-
» ment eut honte d'avoir abandonné un allié si pré-
» cieux. Il envoya aux Génois, avec des secours de
» toute espèce, un corps de six mille hommes, sous
» le commandement du duc de Boufflers, noble et
» sage guerrier, qui se montrait digne de son
» père.

» Le duc de Boufflers arrive au moment où le parti
» vainqueur faisait expier la victoire à ceux qui
» l'avaient faiblement secondé. Il relève une aristo-
» cratie timide, il contient une multitude furieuse
» et qui est enivrée de ses succès; il parvient à
» faire un seul corps des deux factions qui se sont
» combattues. Ceux qui veulent prolonger l'anar-
» chie sont sacrifiés, quels qu'aient été leurs services.
» Le gouvernement aristocratique s'est maintenu,
» mais s'est modifié; vous diriez une de ces révolu-

» tions qui exerçaient l'énergie, et finissaient par » affermir la sagesse de Rome naissante.

» Les Autrichiens, chassés de Gênes, bloquaient » encore cette ville; ils en occupaient tout le terri- » toire. Savone, défendu par un vaillant sénateur » (Adorno), leur avait résisté trois mois. Comme la » ville de Gênes avait passé sous le joug des Autri- » chiens, le sénat écrivit à ce gouverneur de cesser » une résistance inutile. Voici en quels termes Adorno » répondit au sénat : *La place que je commande m'a » été confiée par une république libre ; je ne la ren- » drai pas à une république esclave.* Mais Savone » s'était enfin rendue. Le duc de Boufflers, à la tête » d'une armée que des moines et des femmes gros- » sissaient et enflammaient sans y porter le désordre, » parvint à faire lever le blocus aux Autrichiens. Il » les poursuivit dans un territoire stérile, où l'hiver » accroissait pour eux tous les genres de misère. » Déjà il avait reconquis plusieurs postes impor- » tants.... Les Autrichiens commençaient à être ar- » rêtés par de puissants obstacles dans leur invasion » de la Provence. Il ne fut pas donné au duc de Bouf- » flers de jouir de la gloire attachée à la délivrance » de Gênes. Il mourut dans cette ville, de la petite- » vérole, à l'âge de quarante-un ans. Le duc de Ri- » chelieu, qui le remplaça, vint recueillir sans peine » le fruit de la sagesse et du courage de son prédé- » cesseur. Gênes le proclama son libérateur, et par » les témoignages exagérés de sa reconnaissance, » elle trompa la France et l'Europe qui oublièrent le » duc de Boufflers. L'histoire le rappelle. »

Les désastres des Français avaient fait rappeler

le maréchal de Maillebois, et on l'avait remplacé par le maréchal de Belle-Isle, connu plutôt par de brillants projets d'opérations militaires que par des faits d'armes qui eussent déjà illustré son nom. Ses beaux discours et l'appui des femmes qui jouaient un si grand rôle à la cour de Louis XV, lui avaient fait donner la préférence. Peut-être aussi espérait-on, que, comme il avait été l'un des partisans les plus ardents de la guerre, il aurait redoublé de zèle et d'activité pour la terminer heureusement. Au reste, il était homme de cœur et ne manquait pas de talent. Il justifia, en arrivant en Provence, au commencement de 1747, les espérances que l'on avait conçues de lui. Il rendit le courage à une armée que les revers et encore plus l'anarchie avaient désolée. Il reçut quelques renforts et reprit l'offensive. Il força d'abord l'ennemi à lever le siége d'Antibes, et à évacuer entièrement le territoire de la Provence; ensuite il passa le Var lui-même, et chassa l'armée du roi de Sardaigne du comté de Nice : le fort de Montalban fut emporté. On allait voir maintenant si le nouveau général en chef était capable de remplir les promesses qu'il avait faites de pénétrer en Italie. Il prit mal son chemin ; son imprudence produisit un malheur que la France pleura long-temps. Son amour-propre, ou pour mieux dire sa vanité, car il en avait beaucoup, ne lui permit pas de prendre, pour traverser les Alpes, les routes que d'autres avaient suivies avant lui : les passages les plus fréquentés alors, et par conséquent les plus faciles, n'offraient pas assez d'attrait à l'esprit romanesque qui le dominait ; il ne voulut imi-

ter ni Charles VIII, ni le maréchal de Maillebois, ni le prince de Conti. Il imagina de passer le col de Fenestrelles et d'Exiles; il faisait déjà ses dispositions pour cette aventureuse entreprise. Le roi de Sardaigne eut connaissance du projet de son ennemi et prit ses mesures pour le faire échouer. Il munit de forts retranchements le col de l'Assiette, plus particulièrement menacé, et ouvrant le passage dans la vallée de la Doire au-dessous d'Exiles, il y plaça vingt-deux bataillons de bonnes troupes. Le comte de Briquérasque, militaire distingué, était à leur tête. Le chevalier de Belle-Isle, frère du maréchal, fut chargé de l'attaque. Impatient, ou pour mieux dire imprudent jusqu'à l'excès, il charge impétueusement, sans attendre les colonnes qui devaient le soutenir, le poste redoutable. Les Piémontais l'écrasent à coups de pierres, et par le feu roulant de leur mousqueterie et de leur artillerie. Encouragés par leur chef, les Français, qui n'avaient point de canons, retournent à l'assaut et se précipitent sur les palissades qu'ils s'efforcent d'arracher; ils sont encore repoussés avec une perte effroyable. Plusieurs fois ramenés à l'assaut, ils sont toujours reçus avec la même fermeté, et précipités en bas de cette citadelle naturelle, que l'art avait fortifiée et qu'une valeur indomptable défendait. On se battait depuis deux heures; fureur d'un côté, calme inébranlable de l'autre; les Français n'avaient fait aucun progrès, la mort faisait à chaque instant des ravages affreux dans leurs rangs, vu que les Piémontais pouvaient ajuster tous leurs coups. Tout espoir de succès était perdu. « Le chevalier de

» Belle-Isle, dit M. Lacretelle, navré de repentir et » transporté de fureur, prit la résolution de ne point » survivre à ses compagnons. Il revint presque seul » attaquer encore les terribles palissades; blessé aux » deux mains, il tâchait d'arracher les bois avec ses » dents, lorsqu'il reçut le coup mortel. Les Français » se retirèrent enfin de ce champ de carnage; ils y » avaient laissé près de quatre mille morts; ils ra- » menaient près de deux mille blessés. Des régi- » ments avaient perdu tous leurs officiers. La retraite » se fit sur Briançon. »

Telle fut la fameuse bataille du col de l'Assiette, qui doit être inscrite avec honneur dans les fastes de la nation piémontaise, et dont le souvenir sera toujours un sujet de douleur pour les Français : elle eut lieu le 19 juillet 1747, et mit fin à la guerre d'Italie; le roi de Sardaigne, sorti victorieux d'une lutte longue et pénible, attendait le prix de sa constance et de sa valeur.

Des négociations avaient été entamées à Aix-la-Chapelle. On convint d'abord, le 13 mai 1748, d'une suspension d'armes; ensuite la paix fut conclue le 18 octobre de la même année. Don Philippe, gendre de Louis XV, fut mis en possession des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, le duc de Modène rentra dans ses états, Gênes recouvra les territoires qui lui avaient été enlevés pendant la guerre, et la pragmatique de l'empereur Charles VI fut reconnue une seconde fois de la manière la plus solennelle. Quant au roi de Sardaigne, la reine de Hongrie lui céda le territoire appelé le *Vigévanasque*, le pays d'Anghiera, et les parties du duché de Pavie

situées entre le Pô et le Tésin et au-delà du Pô, en y comprenant Bobbio et son territoire. Ces cessions avaient déjà été faites dans le traité de Worms, du 13 septembre 1743; mais elles furent confirmées par le traité de paix générale d'Aix-la-Chapelle.

La moitié du dix-huitième siècle fut signalée par un événement de l'importance la plus grave. La société des jésuites fut supprimée par une bulle de Clément XIV, du 21 juillet 1773. Cette société était un des phénomènes les plus singuliers qui soient consignés dans les souvenirs de l'histoire. Sans armes et sans soldats, elle était devenue la régulatrice des affaires de l'Europe; maîtresse de l'éducation publique dans la plupart des états, elle imprimait à ses élèves un dévouement sans bornes pour ses intérêts. Recevant au tribunal de la pénitence presque tous les rois, les princes, les ministres, les personnages influents dans le gouvernement, hommes et femmes, rien ne lui était caché, comme rien n'était perdu pour elle dans le but d'asseoir et d'augmenter sa puissance. Les jésuites étaient autant de petits Machiavels, dont les vues étaient constamment dirigées vers une domination universelle, et dont les moyens, pour ne pas être atroces, n'en étaient que plus dangereux. Ce n'était ni par le fer ni par le poison qu'ils arrivaient à leurs fins, mais par des manières douces et insinuantes, et surtout par une morale relâchée qui permettait tout aux hommes du monde, et particulièrement aux hommes en place. Sous leur régime, il n'était plus possible d'avoir peur de l'enfer. Le moyen de leur résister! ils étaient si aimables, si accommodants, disant à chaque faute, *Oh! ce*

n'est rien. C'était une nouvelle manière de parvenir au pouvoir, et d'autant plus efficace qu'elle attirait tout le monde, et ne rebutait ni ne révoltait personne.

Ce pouvoir était d'autant plus formidable qu'il se rattachait à celui du saint-siége, et lui servait de soutien, en même temps qu'il en était soutenu. La juridiction ordinaire donnait aux papes une grande autorité dans les états de la chrétienté; l'appui secret et patent des jésuites leur assurait, en dehors de cette juridiction, une influence encore plus directe et plus forte. Ils étaient, pour ainsi dire, une milice papale répandue partout: on allait évidemment par leur moyen à une théocratie universelle.

Les jésuites furent accusés de meurtres de rois; mais il ne nous est pas bien démontré qu'ils aient jamais eu une part active dans des crimes de cette nature. Ce qui est certain, c'est que leurs moralistes, sans que leur société ait désapprouvé leur doctrine, établissaient une maxime qui pouvait donner lieu à ces sortes de crimes. D'après cette maxime, un individu n'avait plus qu'à supposer qu'un roi était un tyran pour qu'il se crût autorisé à lui ôter la vie; principe sans doute abominable, et qui sape la société jusque dans ses derniers fondements.

Quelle que soit l'opinion que l'on doive se former de la culpabilité des jésuites dans le fait, il est certain que des attentats de cette nature leur furent attribués. Le danger que courut le roi de Portugal, sous le ministère du marquis de Pombal, donna une nouvelle force à l'opinion; les souverains furent alarmés, ils commencèrent aussi à s'apercevoir des chaînes

que les jésuites leur avaient imposées, toutes dorées et couvertes de roses qu'elles étaient. Il y eut un soulèvement général de l'opinion contre eux, les souverains s'unirent pour demander leur suppression ; Clément fut obligé de la prononcer. Jamais acte n'assura mieux l'indépendance des souverains temporels que cette suppression : ce fut pour eux une véritable émancipation. On rendit alors toute justice à la haute sagesse du roi de Sardaigne, Victor-Amédée II, qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer, avait exclu, cinquante ans auparavant, les jésuites de toute fonction dans l'instruction de la jeunesse.

Après le traité d'Aix-la-Chapelle, l'Italie jouit du repos pendant quarante ans ; mais c'était un calme trompeur, semblable à celui qui prépare les tempêtes. Ce n'est pas que les éléments de l'orage couvassent dans son sein, ils lui vinrent du dehors ; mais jamais apparences plus flatteuses ne furent suivies de résultats plus funestes. Le siècle de Louis XIV avait jeté un vif éclat sur les lettres. Les grands auteurs qui l'illustrèrent étaient devenus, au moyen de l'imprimerie, qui avait pris un grand essor et multipliait partout leurs immortels ouvrages, les précepteurs du genre humain. Ce siècle perfectionna ce que celui de Léon X, auquel il avait succédé et dont il est, pour ainsi dire, le complément, n'avait pu achever. Il y avait dans le siècle de l'illustre pape quelque chose de frivole et de léger qui glissait volontiers sur le désordre des mœurs : le temps ressemblait à la cour ; il n'en fut pas ainsi dans le siècle du grand roi : des moralistes sévères mêlèrent

leurs voix à celle des littérateurs; les littérateurs eux-mêmes ne se contentèrent pas de s'adresser à l'esprit, ils se proposèrent encore de former les cœurs, et voulurent joindre l'éducation à l'instruction. Il y a chez eux quelque chose de plus solide que chez leurs devanciers d'Italie. On voit paraître, à côté des Racine, des Corneille et des Molière, les Pascal, les La Bruyère et les solitaires de Port-Royal. On peut même considérer les poëtes tragiques que nous avons nommés, comme des auteurs de morale qui, tout en amusant, élevaient l'âme, et la disposaient à recevoir les sentiments les plus nobles: leur muse était chaste et sévère.

Mais l'homme qui contribua le plus à l'heureuse révolution qui nous occupe, c'est-à-dire à donner à la littérature une physionomie morale, ce fut l'immortel Fénélon. Son *Télémaque* est peut-être le livre qui a fait le plus de bien aux hommes : parfait pour sa composition, attrayant pour son objet, aimable pour son style, il insinue partout les affections les plus tendres, et inspire la plus douce philanthropie. Ses leçons ne se bornent pas seulement à faire aimer les hommes, mais elles rappellent aussi aux chefs des nations que si la providence les a placés dans un rang si élevé, ce n'est pas pour leurs plaisirs, mais pour le bonheur de leurs sujets. Il leur met continuellement sous les yeux que, loin d'être dispensés des devoirs communs à toute l'humanité, ils y sont plus strictement obligés, et que même il leur en est imposé de plus graves et de plus terribles. Il leur crie sans cesse : « Sachez que plus il vous a été donné, et plus il vous sera de-

mandé, et que le jugement le plus rigoureux, au moment du jugement de tous, sera celui des rois. » Néanmoins l'illustre prélat, qui est en même temps le philosophe le plus aimable et le mieux intentionné qui ait jamais existé, en proclamant ces maximes, ne s'adresse pas aux passions ambitieuses et turbulentes, artisans funestes de discorde et de bouleversements; il parle au contraire aux cœurs des hommes de bien, et même à ces germes naturels de bonté qui ne sont jamais totalement étouffés dans le cœur des méchants. Fénélon n'ébranle pas les fondements de la société, seulement il veut leur donner pour base la vertu et cette bienveillance universelle, sans laquelle les lois n'obtiennent que des résultats imparfaits. Le *Télémaque* est vraiment une inspiration divine. Que cet admirable livre ait été traduit dans toutes les langues, et qu'il ait obtenu plus d'éditions que tout autre, ceci prouve que ceux-là calomnient l'humanité, qui n'espèrent plus aucun bien d'elle.

A l'éloquence si douce et si persuasive de l'archevêque de Cambrai, vint se joindre l'éloquence entraînante des orateurs sacrés. C'est ici que la France brille d'un éclat extraordinaire, et qu'elle peut se vanter d'une gloire sans pareille. Les Bossuet, les Bourdaloue, les Fléchier, les Massillon, n'ont point de rivaux chez aucune nation du monde, du moins ils n'en avaient point aux siècles de Louis XIV et de Louis XV. Ils prêchaient la morale aux rois aussi bien qu'aux peuples, et plus encore aux premiers qu'aux derniers : leurs chaires étaient, pour ainsi dire, des tribunes nationales qui faisaient en-

tendre aux chefs des nations des vérités qui ne pouvaient guère leur arriver que par leur organe. C'étaient de véritables ministres du Christ, pleins de respect pour les droits de l'autorité temporelle, mais pleins de courage aussi pour tonner contre les désordres des cours, et pour rappeler aux rois que la religion leur ordonne d'édifier les peuples par le bon exemple et de les rendre heureux par de bonnes lois. C'est principalement de leurs discours sacrés que le monde apprit que les peuples ne sont pas de vils troupeaux d'esclaves donnés à un maître, mais un noble et riche dépôt confié à des gardiens auxquels le devoir est imposé de l'améliorer. Leurs prédications étaient d'autant plus méritoires qu'elles s'adressaient à des princes absolus. C'était ainsi que ces saints apôtres parlaient au pouvoir, bien différents en cela de quelques prédicateurs modernes qui, épargnant les vices et les désordres des grands, ne trouvent de l'éloquence que pour déclamer contre le pauvre et le faible. La parole divine est instituée pour la défense de celui qui n'a d'autre défense qu'elle, et il est certain que les grands orateurs que nous avons nommés s'acquittèrent dignement de cette évangélique mission. Les fruits qu'ils recueillirent furent d'un prix incalculable : on apprit d'eux qu'il y avait autre chose au monde que la taille, la corvée, les maîtresses et la guerre, et que la société devait être, non une oppression pour qui que se soit, mais un échange continuel de bienfaits et de reconnaissance.

Les solitaires de Port-Royal, au milieu de leurs doctrines théologiques auxquelles il est difficile de

comprendre quelque chose, avaient donné l'exemple des vertus les plus austères; leur conduite était une protestation continuelle et vivante contre la corruption du siècle. La destruction de leur sainte demeure, ouvrage d'une société qui comportait tout aux grands, parcequ'elle voulait tout usurper, attira sur eux l'intérêt qui résulte toujours du malheur et de la persécution. Rien n'est plus fort dans ce monde que la vertu à l'épreuve. Les solitaires dispersés devinrent des régénérateurs de mœurs, et comme leur catastrophe avait tourné tous les regards sur eux, leur influence fut générale. Ils opposèrent une digue à cette frivolité de manières qui avait prévalu à la cour, et qui ne trouvait qu'un trop puissant auxiliaire dans la légèreté de la nation. On cessa de se moquer des choses les plus saintes, et de dédaigner les devoirs les plus sacrés. Les exemples de la cour de Louis XV et de la régence auraient tout perdu, non seulement en France, mais en Europe, sans les leçons théoriques et pratiques des grands hommes du siècle de Louis XIV, et des solitaires de Port-Royal.

La langue française était devenue à peu près universelle; les ouvrages immortels qui venaient de l'illustrer lui avaient procuré un empire encore plus absolu, et rien n'égalait l'avidité avec laquelle on les dévorait à l'étranger. Cet empressement était encore plus grand en Italie qu'ailleurs, parceque de toutes les nations, les Français étaient le peuple qui y avait demeuré plus long-temps, y était venu plus récemment, y avait formé plus de liaisons et répandu davantage sa langue. Leur littérature exer-

çait une influence d'autant plus considérable, que les deux langues française et italienne, filles l'une et l'autre de la latine, ont plus de rapport entre elles, et qu'on peut regarder les ouvrages écrits dans ces deux idiomes comme des productions communes à la France et à l'Italie. Il n'en est pas de même en Allemagne et en Angleterre, où les langues, étant d'une origine teutonique, ont un type et une physionomie très différents. Des considérations politiques aussi qui n'agissaient pas avec tant de force en Italie, s'opposaient dans ces deux pays à la prompte propagation des idées françaises.

Il résulta de ces circonstances que la littérature française devint presque une littérature italienne, et que tout le monde voulut se modeler, au-delà des Alpes, sur les exemples de France.

Les leçons dont nous parlons profitèrent d'autant mieux en Italie qu'elles ne furent pas contrariées par des exemples venant d'en haut: car en général les mœurs des cours et des grands dans cette contrée étaient loin de cette dépravation qui, à cette époque, scandalisait les peuples en France. Que ce fût réalité ou seulement réserve, toujours est-il certain que le vice ne s'affichait pas au-delà des Alpes aussi ouvertement dans les hautes classes de la société que de ce côté. Les peuples, ne voyant pas de disparate entre la conduite et le rang ou le pouvoir, ne désapprenaient pas à respecter ce qui est respectable. Les heureuses influences des écrivains français y agissaient donc en toute liberté; le terrain était disposé pour les recevoir; les vents

d'en haut n'y avaient point apporté de mauvaises semences.

Il ne doit donc pas paraître étonnant qu'un adoucissement général de mœurs, qu'un plus vif désir de voir les peuples heureux se soient manifestés en Italie, depuis l'époque qui a suivi immédiatement la paix d'Utrecht. On aperçoit bien évidemment cette disposition dans les ouvrages des écrivains italiens du dernier siècle. Toutes les améliorations qu'un état de société bien organisé peut admettre, étaient réclamées avec autant de mesure que d'éloquence. Beccaria et Filangeri brillent au premier rang parmi ces génies bienfaisants; l'un et l'autre demandaient des lois civiles plus justes et plus égales pour tous; l'un et l'autre désiraient voir l'abolition des restes de barbarie qui souillaient encore le code criminel des nations; l'un et l'autre avançaient de leurs vœux l'époque où le nom d'humanité serait entendu de ceux à qui Dieu avait donné le pouvoir de la soulager. Ce que les auteurs de morale et les orateurs sacrés de France avaient recommandé au nom de la religion, ils le recommandaient, eux, et au nom de cette même religion, et au nom de ces sentiments de justice et de bienveillance que le créateur a placés dans le cœur des hommes. C'étaient des oracles, et des oracles écoutés avec respect, suivis avec empressement.

En effet, rien de ce qui pouvait entrer dans les vœux d'un cœur généreux, ne manquait à l'Italie. Les sciences et les lettres, protégées par les souverains, y fleurissaient, les souverains eux-mêmes s'étudiaient à se rendre agréables aux peuples, soit par leur

conduite populaire, soit par l'abolition successive des lois d'exception, nuisibles au plus grand nombre. Heureuse époque, où l'on voyait un Joseph II visiter personnellement le pauvre dans sa chaumière ou dans sa mansarde; un Léopold accueillir chez lui, comme un père et sans aucun apparat de grandeur, l'homme de la naissance la plus illustre comme le plus humble paysan de la Toscane; un Victor-Amédée III, entouré de ses nombreux enfants, se promener sans garde dans la rue du Pô, au milieu d'un peuple aussi respectueux qu'attendri; un Ferdinand de Naples, se délassant des travaux de la royauté par des jeux d'exercice avec ses sujets! Pourquoi faut-il que d'horribles idées viennent se mêler à un si séduisant tableau! Pourquoi faut-il que la menace se soit assise là où il y avait l'image toute pure de la bonté!

Deux grandes erreurs, deux erreurs déplorables furent commises. Les écrivains du siècle de Louis XIV, et ceux qui ont suivi leurs traces en Italie, ne remuèrent point les fondements de la société, et ne présentèrent pas, comme modèle et condition indispensable d'une bonne organisation sociale, une forme de gouvernement étrangère au midi de l'Europe. L'Angleterre et la Hollande étaient libres et fortes. On crut que la liberté et la force ne pouvaient résulter que des formes politiques que ces deux nations avaient adoptées. On renchérit encore sur ces idées, lorsqu'après une lutte généreuse, le succès vint couronner les efforts des États-Unis d'Amérique. Un esprit de républicanisme, un désir de se modeler sur les

formes anglaises et américaines s'empara de tout le monde. On ne songea pas que ces formes étaient bonnes et mêmes excellentes en Angleterre et en Amérique, uniquement parcequ'elles étaient conformes aux opinions et aux habitudes de ces peuples : vouloir les transporter chez des peuples qui les connaissaient à peine, qui ne pouvaient les apprécier, chez lesquels d'autres idées et d'autres usages étaient enracinés même dans l'intérêt de la liberté, depuis long-temps, c'était de l'empirisme ; c'était imiter un médecin qui, soit pour conserver ou pour rétablir la santé, ferait usage du même remède indistinctement et sans aucun égard à la diversité des tempéraments et des habitudes. Soutenir que la liberté ne peut exister que dans une seule forme de gouvernement est évidemment une prétention absurde. On fit de l'empirisme, et cet empirisme enfanta des malheurs incalculables.

Une philosophie audacieuse se mit à régenter les peuples et les rois ; bien différente de cette philosophie douce et bienveillante de Fénélon et de Beccaria, elle se fit un empressement de proclamer certains principes qui, tout incontestables qu'ils sont en théorie, ne sauraient être réduits en pratique sans de grandes modifications. Les hommes ne sont pas des anges ; à côté de la raison se trouvent toujours les passions, dont le législateur doit, pour le bien de la société, modérer l'action. On serait trop heureux si, pour conduire les hommes au bonheur, il suffisait de leur montrer ce qui est raisonnable ; mais cette pauvre raison est bien faible quand elle se trouve en opposition avec les passions. Dites à

un ambitieux qui veut tout écraser dans sa course furibonde, et qui, pour arriver aux richesses et au pouvoir, est prêt à fouler aux pieds les magistrats, les lois et les libertés de sa patrie; dites-lui que tous les hommes sont égaux, que chaque fraction de la société doit avoir une part égale au pouvoir politique; que le gouvernement représentatif est le meilleur des gouvernements, et vous verrez comme il se moquera de vous. Pour contenir les scélérats capables d'attenter aux libertés de leur pays, il faut bien d'autres freins que des théories. Or ces freins, ces moyens de répression contre les ambitieux, si nombreux et si actifs dans cette malheureuse Europe, peuvent et doivent être différents selon la diversité du caractère et de l'opinion de chaque peuple.

On doit dire la même chose de ce pouvoir modérateur de l'autorité souveraine, pouvoir à qui, dans tout gouvernement qui n'est pas absolu, doit être confiée la défense des intérêts populaires et la surveillance sur l'exécution des lois. On a voulu, d'après l'exemple de l'Angleterre et de l'Amérique, confier le patronage dont il s'agit à des assemblées nombreuses. L'expérience seule pourra décider si ce mode est bon pour les peuples du midi chez lesquels l'imagination est si vive, les résolutions si peu réfléchies, l'activité si grande. Les essais que l'on a faits jusqu'à présent n'ont pas été heureux; ces assemblées ont toujours voulu renverser les gouvernements, ou les gouvernements ont dû avoir recours à des expédients pour les maîtriser. Il est bien difficile de contenir des corps nombreux, au

milieu desquels les ambitions se réveillent si facilement, dans le simple rôle de modérateurs. Cependant on aurait tort de désespérer : des princes sages, prudents et fermes pourront nous conduire à cet heureux résultat, et acclimater parmi les peuples méridionaux une plante qui n'a fleuri jusqu'à présent que pour quelques peuples du nord.

Mais quelles que soient les espérances que l'on puisse concevoir à cet égard, il est toujours certain que l'application brusque que l'on a voulu faire de ce mode politique à des nations qui n'y étaient pas habituées, a occasioné de grands malheurs. Voilà la première erreur; nous signalerons la seconde dans la résolution d'avoir excité les peuples à se faire justice d'eux-mêmes et à marcher à la liberté par la violence et la rébellion. C'est ce qui a multiplié les obstacles sur la route d'une liberté sage et modérée, donné naissance à une infinité d'oppositions, arrêté tout-à-coup les souverains dans leurs projets d'améliorations sociales, et éloigné, pour beaucoup de pays, un avenir qui se montrait déjà près d'eux. Louis XVI abolissait la torture, et accordait l'état civil aux protestants en France; Léopold donnait une espèce de représentation aux communes de la Toscane ; Victor-Amédée modérait les droits féodaux en Piémont; Ferdinand ordonnait à Naples que les sentences des tribunaux seraient motivées; le comte de Firmian, digne exécuteur des volontés de Joseph II, faisait bénir tous les jours à Milan les bienfaits d'un sceptre paternel. Le mouvement était donné, tous les vœux, tous les désirs, toutes les volontés, étaient tournés vers

un ordre de choses plus large, plus doux, plus favorable à l'égalité civile et au bonheur des peuples. Jamais temps ne fut plus gros de bienfaits pour l'espèce humaine que le dix-huitième siècle, avant le commencement de la révolution française. Si on avait laissé aller les choses à leur cours naturel, les espérances des amis de l'humanité eussent été réalisées : on aurait vu commencer une ère de bonheur à laquelle aucune époque de l'histoire ne saurait être comparée; mais on s'est impatienté, on a forcé les instruments, on a voulu prendre d'assaut ce qui se présentait déjà de soi-même. La violence enfanta des violences, tout fut bouleversé, des crimes épouvantèrent le monde, et flétrirent jusque dans sa source la liberté, au nom de laquelle ils se commettaient; les eaux pures du ruisseau des améliorations sociales, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, furent troublées jusqu'au fond; elles furent empoisonnées, et il faudra bien du temps avant qu'elles se dégagent du funeste limon qui est venu les corrompre.

Il suit nécessairement de ce que nous venons d'exposer, que trois causes principales firent évanouir les heureuses dispositions que les auteurs des siècles de Léon X et de Louis XIV avaient fait naître chez les souverains et chez les peuples; ce sont, en premier lieu, l'application d'une philosophie théorétique aux fondements mêmes de la société; en second lieu, l'introduction brusque d'une forme de gouvernement septentrional chez des peuples qui ne la connaissaient pas; enfin, les invitations à la révolte pour y parvenir : on a voulu aller plus loin et plus

vite que Fénélon et Filangieri, et on a rétrogradé vers des temps que ces grands génies ont déplorés.

Nous allons entrer dans un récit douloureux, où l'on verra ces trois causes agir ou séparément ou ensemble, et produire dans la triste Italie les malheurs les plus épouvantables; c'est la tempête qui va éclater. La révolution avait commencé en France, elle menaçait toute l'Europe. Le monde se remplit d'étonnement quand on vit la lutte entre le monarque et les parlements, ainsi que la convocation des états-généraux, qui prirent bientôt le nom d'assemblée nationale. La douleur et l'horreur succédèrent à l'étonnement, quand on apprit qu'un roi vertueux avait péri sous la hache des révolutionnaires; enfin ces sentiments firent place à l'effroi quand on sut que des sociétés de propagandistes s'étaient formées à Paris et sur toute la surface de la France pour exciter dans les autres pays les désordres qui désolaient cette contrée, modèle naguère de politesse et de bienfaisance.

A des nouvelles si extraordinaires, à des événements si étranges, à un péril si imminent, les princes songèrent aux moyens de détourner l'orage qui grondait sur leurs têtes. Le roi de Sardaigne plus menacé que tout autre, à cause de la proximité de ses états, fut aussi le premier à proposer des voies de salut. Il exhorta les souverains de l'Italie à une alliance défensive pour repousser toute influence et toute invasion étrangère. Le but de cette alliance était de tenir sur pied un certain nombre de troupes prêtes à marcher au besoin, de veiller d'un commun accord sur les démarches des étrangers et des natio-

naux, de se communiquer réciproquement toutes les nouvelles, tous les renseignements relatifs à ce qui aurait pu menacer la tranquillité de la péninsule. L'Autriche, maîtresse du Milanais, avait pris part à cette ligue, elle stimulait même très vivement les autres potentats italiens à imiter son exemple; le roi de Naples y était entré, mais moins ouvertement que l'Autriche, parceque, avant la déclaration de guerre de l'Angleterre, il craignait une attaque de la part des flottes françaises qui stationnaient dans le port de Toulon. Le pape, lorsqu'il vit la religion exposée aux derniers outrages en France, recourut aussi aux armes temporelles et se réunit aux souverains qui voulaient préserver l'Italie de la catastrophe qui la menaçait.

La république de Gênes ne voulut prendre aucune attitude hostile, ni contracter aucun engagement qui pût l'amener à une rupture avec la France. La proximité avec cette puissance, déjà si forte par elle-même, devenue encore plus forte par son enthousiasme, l'effrayait; son commerce actif avec la Provence, ses capitaux placés en abondance dans les fonds français, l'éloignaient aussi d'une délibération qui aurait pu compromettre ces deux grands intérêts.

La république de Venise, bien que vivement sollicitée par l'empereur, persista néanmoins dans un système entièrement pacifique; elle ne consentit point à entrer dans une coalition qui aurait pu la brouiller avec la France, son alliée naturelle, exposer à des chances fâcheuses son commerce maritime, grossir enfin en Italie et dans ses propres

états les armées impériales, dont elle redoutait et avec raison la présence.

Par tous ces motifs, la voix prophétique du roi de Sardaigne ne fut point écoutée, les mesures salutaires qu'il avait proposées ne reçurent qu'une exécution partielle, et la péninsule, défendue seulement par les troupes impériales et sardes, resta exposée à l'invasion étrangère. Le pape et le roi de Naples unirent leurs armes à celles de François et de Victor-Amédée, lorsqu'il n'était plus temps, et que le mal était devenu irréparable.

En attendant, l'Italie se remplissait d'exilés français, fuyant une patrie devenue la proie de quelques hommes étrangers à toute espèce de modération. L'étonnement et la terreur s'emparaient des esprits à la vue de tant de victimes; les unes intéressaient par leurs vertus, les autres par leur vaillance, toutes par leurs malheurs. Le respect se mêlait à ces sentiments, lorsqu'on contemplait les princes de la famille royale de France, cherchant en pays étrangers cet asile qu'ils avaient autrefois accordé eux-mêmes dans leurs états à de nobles proscrits. On vit arriver en Piémont le comte de Provence, le comte d'Artois avec ses deux fils, dont l'aîné n'était encore âgé que de seize ans; Victor-Amédée, leur beau-frère et oncle, les accueillit avec cette tendre hospitalité que les liens de parenté et la générosité de son caractère lui inspiraient.

Cependant la France s'était érigée en république, et ses armées s'étaient approchées des frontières du roi de Sardaigne : le danger devenait tous les jours plus pressant pour les hôtes illustres que le Piémont

avait reçus dans son sein, et qui étaient plus particulièrement l'objet des poursuites des républicains. Dans cette extrémité, le comte d'Artois se retira, avec ses enfants, en Allemagne; le comte de Provence chercha, sous le nom de comte de Lille, un asile dans les états de la république de Venise. Il fixa sa résidence à Vérone : sa conduite y fut noble et simple. Il montrait la plus grande réserve, pour ne pas compromettre aux yeux des tyrans de la France le gouvernement qui lui accordait l'hospitalité. Il persista dans ces ménagements lorsque, après la mort de Louis XVII, il prit la qualité de roi. Il poussa même si loin les égards pour le sénat de Venise, qu'il ne data point de Vérone le manifeste qu'il adressa aux Français au moment de son avénement. Le sénat, de son côté, était obligé d'user de beaucoup de circonspection pour ne pas irriter contre lui ces républicains de France si irritables : un acte d'imprudence, même insignifiant, aurait attiré leur vengeance sur Venise, mis en danger ses trafics et compromis sa neutralité. Le fond de la conduite des Vénitiens à l'égard de Louis XVIII, soit avant, soit après son avénement, consista à ne reconnaître sa dignité qu'en particulier, et à ne lui rendre en public aucun de ces honneurs par lesquels on distingue l'autorité souveraine. Certes, on ne pouvait montrer plus de prudence pour concilier à la fois les égards dus au malheur et les intérêts de l'état. Cette noble condescendance fut, dans la suite, vivement reprochée à Venise et on en fit un prétexte pour la détruire.

L'Europe indignée courut aux armes. Le roi de

Sardaigne, invité plusieurs fois par les républicains de s'unir à eux par un traité d'alliance ou du moins de leur accorder le passage pour envahir le Milanais, repoussa constamment leurs propositions. Il y avait du courage et de la noblesse dans cette délibération; car les républicains lui faisaient les offres les plus séduisantes, et lui promettaient la possession du Milanais dans le cas où il aurait réuni ses armes aux leurs.

Le roi n'ignorait pas que la guerre était inévitable; il ne cessait d'envoyer des soldats, des armes et des munitions en Savoie et dans le comté de Nice, provinces exposées les premières à la fureur de l'ennemi. Il espérait non seulement de les défendre, mais de porter ses armes victorieuses dans le cœur de la Provence et du Dauphiné, où il ne doutait pas de trouver un parti favorable à la cause royale. Ces espérances n'étaient pas tout-à-fait illusoires : les préparatifs que Victor-Amédée avait faits dans ces deux provinces de frontière et les intelligences qu'il s'était ménagées du côté de Lyon et de Marseille, les autorisaient assez. Mais ces moyens, pour être suffisants, avaient besoin d'une coopération efficace sur les frontières orientales de la France; c'était ce que le roi espérait, et c'est aussi ce qui a manqué. Les Prussiens vaincus en Champagne sont obligés à la retraite; les Français victorieux repoussent l'ennemi jusques au Rhin. Dès ce moment, l'appareil militaire et politique que l'on avait élevé avec autant d'art que de peine en Savoie et à Nice, loin de servir à l'attaque, ne pouvait plus suffire à la défense. La première scène

du plus épouvantable des drames va commencer.

Le gouvernement de France, pour amener le roi de Sardaigne à une détermination définitive, avait fait partir M. de Sémonville pour Turin. Cet envoyé extraordinaire d'un gouvernement insolite ne put pénétrer que jusques à Alexandrie : il fut renvoyé par ordre du roi à Gênes, d'où il était venu.

Aussitôt que ce refus fut connu à Paris, le conseil exécutif et l'assemblée législative déclarèrent la guerre à la Sardaigne, et envoyèrent sur-le-champ l'ordre d'attaquer la Savoie et le comté de Nice ; le général Montesquiou s'empara presque sans coup férir de la première de ces provinces ; le général Anselme en fit autant de Nice : les armées royales mal commandées se retirèrent en désordre. Les Français s'approchèrent du sommet des Alpes.

L'alarme devint générale en Italie ; cependant Victor-Amédée ne se découragea point pour un revers dont il fallait chercher la cause principale dans les désastres de la Champagne : c'étaient en effet les Prussiens qui avaient livré aux Français les possessions du roi de Sardaigne en-deçà des Alpes. Il fit de nouveaux préparatifs et garnit les passages de la manière la plus habile. Les Autrichiens descendaient à la hâte des montagnes du Tyrol pour soutenir leur allié et préserver le Milanais.

Avant d'entamer le récit des opérations militaires qui ouvrirent le chemin de l'Italie aux républicains de France, il est utile de porter nos regards sur les dispositions des Italiens relativement aux grands intérêts qui divisaient alors le monde. Les réformes utiles qu'on avait faites, aux premiers moments de

la révolution, en France, dans la partie administrative, mais principalement celles qui avaient pour but l'amélioration du système judiciaire, avaient séduit beaucoup d'esprits. Leur action était d'autant plus forte, qu'elles se trouvaient conformes aux idées du siècle. On rencontrait sur tous les points de la péninsule, mais plus particulièrement dans le royaume de Naples, des hommes respectables qui favorisaient de leurs vœux les innovations dont il s'agit. Ils se flattaient de l'espoir que les idées philanthropiques, qui avaient pour eux tant de charme, finiraient par recevoir leur exécution, même dans leur patrie. Sans cesse en proie à une illusion bénévole, ils ne s'attachaient qu'à un résultat qu'ils croyaient profitable aux hommes, et ne faisaient attention ni au mode par lequel il était acquis, ni aux crimes qui commençaient à l'accompagner : dans leur doux rêve, ils croyaient déjà voir arriver le règne des Filangieri et des Beccaria, s'applaudissaient de vivre dans un âge qui, selon eux, promettait la réalisation des promesses de la philosophie, et s'attendaient à voir le complément des siècles de Léon X et de Louis XIV. Comme la plupart se faisaient remarquer par leur savoir et la régularité de leur conduite, leur opinion ne laissait pas d'exercer une certaine influence, et de créer des obstacles aux gouvernements.

A ces hommes, auxquels on ne pouvait reprocher qu'une illusion, fruit d'un bon naturel et de l'inexpérience des affaires, venaient se joindre en plus grand nombre ces spéculateurs de révolution qu'on est sûr de rencontrer partout où des bouleverse-

ments politiques offrent l'occasion et les moyens d'acquérir du pouvoir et des richesses. Ceux-ci, comme plus nombreux, présentaient un danger plus réel et donnaient quelques inquiétudes. Cependant on peut affirmer que, malgré les instigations continuelles qui arrivaient du dehors, et l'esprit de nouveauté qui avait gagné une partie des populations italiennes, la masse de la nation persévérait dans les anciennes idées et ne se montrait nullement disposée à s'écarter de cette fidélité dont elle avait fait preuve, depuis si long-temps, envers ses souverains. Quant à l'armée, le soldat était totalement étranger aux principes qui menaçaient l'ordre établi. Quelques individus parmi les officiers avaient, à la vérité, adopté une partie des idées nouvelles, c'est-à-dire qu'ils croyaient que quelques réformes étaient devenues nécessaires dans la législation, et qu'il aurait fallu y introduire quelque moyen de modérer l'exercice de l'autorité suprême; mais la trahison les révoltait, et quelle que fût leur manière de penser, il est certain qu'ils auraient sacrifié volontiers leurs vies à la défense de leurs souverains. Il n'y avait, sous ce rapport, aucun danger. Les exemples du contraire furent si rares, que cette exception même confirme la règle générale. Ainsi le fond de la nation italienne, loin de donner de l'inquiétude, était fait pour rassurer.

Malheureusement, quelques individus isolés et n'ayant aucune suite dans le peuple, passant des vœux oisifs à des actions criminelles, ourdirent des conspirations en Piémont, dans l'état de l'église, et dans le royaume de Naples. Ces tentatives furent

découvertes et leurs auteurs punis : les informations prises à leur occasion prouvèrent jusques à l'évidence qu'elles n'avaient aucune ramification capable d'inspirer des craintes sérieuses. Mais, dans les circonstances alarmantes où l'on se trouvait, ces complots parurent plus graves et plus dangereux qu'ils n'étaient réellement.

La guerre des montagnes préluda à l'invasion de l'Italie. Les Austro-Sardes étaient maîtres des hauteurs ; les Français se trouvaient dans la nécessité de les attaquer de bas en haut : après plusieurs attaques infructueuses où beaucoup de sang fut répandu, les républicains s'aperçurent qu'il leur était impossible d'emporter de front ces postes redoutables. Ils formèrent en conséquence le projet de les tourner sur leur droite ; mais, pour effectuer ce mouvement, il fallait traverser le territoire de la république de Gênes. Ne respectant pas davantage la neutralité de cette république que les Anglais ne l'avaient respectée dans le port de Gênes, où ils s'étaient emparés violemment de la frégate *la Modeste*, les Français se présentèrent sous les murs de Vintimille, place de l'extrême frontière génoise vers le comté de Nice. Malgré les protestations du gouverneur ils entrent et chassent devant eux les Piémontais, qui ne s'attendaient pas à cette attaque. Ils pénètrent par la vallée d'Oneille et d'Ormea dans la plaine du Piémont, et y répandent une alarme générale. Les alliés accourent à la hâte, et balancent encore la fortune quelques instants ; mais enfin, après les batailles les plus sanglantes, les républicains réussissent à s'emparer des crêtes

des montagnes, et arrachent de vive force à l'ennemi l'avantage dont il jouissait.

Cependant, des renforts arrivés de l'intérieur de l'Autriche et de nouvelles levées faites en Piémont permettent aux alliés de reprendre l'offensive sur la rivière de Ponent; ils refoulent les républicains jusqu'à Borghetto. Le général autrichien Devins montra des talents distingués dans ces attaques, le général français Kellermann en déploya davantage dans la défense. Malgré ses efforts multipliés, le premier ne put parvenir à déloger les Français des fortes positions qu'ils avaient prises sur la ligne de Borghetto.

Dans ces moments d'incertitude, un événement d'une importance majeure vint faire pencher la balance en faveur des républicains, et leur donner un espoir plus certain de porter leurs armes victorieuses dans le cœur de l'Italie. Le roi d'Espagne avait conclu la paix avec la république. Elle pouvait en conséquence faire arriver sur le champ de bataille la plus grande partie des troupes qui s'étaient signalées par des succès éclatants dans la guerre des Pyrénées. Elle n'y manqua pas, et déjà les Français étaient en état de se mesurer avec avantage avec un ennemi qu'ils avaient arrêté avec des forces inférieures. Ce fut alors que le directoire résolut définitivement de tenter l'expédition d'Italie, dont le but principal était de forcer l'empereur d'Allemagne à la paix, et de faire vivre l'armée dans un pays riche et fertile. Le roi de Sardaigne venait de repousser les nouvelles propositions de paix que la France lui avait adressées par l'organe de l'ambassadeur d'Espagne. Le

général Schérer, principal auteur du plan de l'expédition projetée, avait remplacé Kellermann dans le commandement de l'armée; les troupes des Pyrénées étaient venues la grossir. Schérer fit ses dispositions d'attaque; la bataille de Loano a lieu le 23 novembre 1795. Les Français demeurent vainqueurs malgré la valeur qu'y déployèrent les alliés et les obstacles qu'ils avaient multipliés sur ces montagnes difficiles et offrant partout des postes favorables à la défense. Le général Masséna eut la part principale au gain de la bataille, ayant rompu, avec son impétuosité ordinaire, le centre de l'ennemi situé à Roccabarbena, Bardinetto, Monte-Calvo et Melogno. La déroute de l'ennemi fut complète, surtout sur la gauche et sur le centre; la droite, composée presque entièrement de Piémontais, attaquée plus mollement, se retira en meilleur ordre sous le canon de Coni. La rivière de Ponent jusques à Savone, ainsi que les passages qui dominent les vallées du Tanaro et de la Bormida tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Cette victoire enhardit les Français. Les alliés de leur côté ne négligèrent rien pour éloigner un désastre qui paraissait si imminent. Le roi de Sardaigne, dont l'armée était encore presque intacte, persista dans la généreuse résolution de ne pas plier sous le poids de l'adversité, l'empereur d'Allemagne fit preuve de la même constance. De nouveaux régiments allemands traversaient à la hâte les plaines du Piémont pour se porter sur les montagnes qui en défendent l'entrée. Devins, général plus habile qu'heureux, avait été rappelé et remplacé par Beaulieu, guer-

rier d'une grande expérience, et qui, dans un âge déjà très avancé, joignait à la sagesse des conseils la vivacité de l'exécution; il reçut le commandement en chef de l'armée des alliés sur toute la ligne.

De leur côté, les républicains ne se dissimulaient pas les difficultés de l'entreprise qu'ils allaient tenter. Leur armée ne surpassait pas en nombre celle des alliés, mais elle se trouvait dans l'élan de la victoire; la pénurie extrême de vivres qu'elle éprouvait sur les revers stériles des Apennins lui faisait désirer vivement d'entrer dans les plaines fertiles de l'Italie, que l'imagination du soldat se plaisait encore à embellir.

Pour accomplir de si vastes desseins, il fallait un général dont le génie égalât l'audace; Schérer, malgré sa victoire récente, ne paraissait pas à la hauteur d'une si belle destinée. Buonaparte, jeune encore, puisqu'il n'était âgé que de vingt-sept ans, était déjà connu à l'armée par un coup-d'œil d'une justesse extrême, une audace qu'aucun obstacle n'arrêtait, une promptitude d'exécution qui paraissait devancer la pensée; il avait fait preuve d'une grande habileté au siége de Toulon. Né en Corse, il connaissait la langue et les mœurs italiennes; c'était une nouvelle considération qui militait en sa faveur. Ce motif agissait avec d'autant plus de force que le directoire ne pouvait tolérer que la Corse restât aux mains des Anglais, qui s'en étaient emparés, et lui avaient donné une constitution analogue à celle d'Angleterre. Le général Paoli, nom cher à la Corse, et que Buonaparte lui-même avait admiré dans sa première jeunesse, puisqu'il avait fait une espèce

de poëme en son honneur, le général Paoli, indigné des excès que l'on commettait en France, et sentant se rallumer dans son sein son ancienne haine contre cette nation, avait secondé le mouvement des Anglais sur sa patrie. On espérait que Buonaparte, vainqueur de l'Italie, n'aurait pas de peine à faire rentrer sous l'empire accoutumé l'île où il avait vu le jour. On voulait opposer Buonaparte à Paoli, ne doutant point que l'ambition aurait facilement fait taire en lui l'amour dont il avait fait profession autrefois pour la liberté de son pays; Buonaparte, général en chef, ne pouvait plus être ce même officier d'artillerie dont le cœur palpitait au seul nom de l'ancien défenseur de l'indépendance de la Corse.

Le jeune Corse ne se manqua pas à lui-même dans un moment qui pouvait lui ouvrir cette carrière de gloire qui troublait son sommeil, et qu'il ambitionnait avec une ardeur si extraordinaire. Il gagna l'amitié de Barras, l'un des membres les plus influents du directoire, fit un mariage agréable à ce directeur, et, quoique dominé par un orgueil sans mesure, il obstruait sans cesse les avenues du pouvoir, fréquentait les antichambres, insistait avec une ténacité imperturbable pour qu'on lui confiât le commandement de l'armée d'Italie. Il réussit dans ses vœux. Une confiance extraordinaire l'environna sur-le-champ; ceux qui le connaissaient ne cessaient de répéter à ceux qui n'avaient aucune idée de lui, qu'on verrait bientôt de quoi ce jeune homme était capable. Cet enthousiasme se communiqua comme un éclair sur toute la ligne depuis le Var

jusqu'à l'Isère; son nom même, qui avait quelque chose d'extraordinaire pour des oreilles françaises, contribuait à augmenter cette espèce de prestige dont il était l'objet. Il n'était vraiment guère possible de résister à cet élan français.

En attendant, avant que le bruit du canon eût annoncé les désastres de l'Italie, le directoire manifestait ses intentions relativement aux puissances de la péninsule. Il ordonna à Buonaparte de séparer les Autrichiens des Piémontais, de forcer le roi de Sardaigne à la paix, soit par la force des armes, soit par des menaces d'insurrection; de rançonner Venise et Gênes, de s'emparer ou de gré ou de force de la forteresse de Gavi appartenante à cette dernière république; de piller l'église de Notre-Dame-de-Lorette, de dévaster les grands établissements d'utilité publique dans le Milanais, de poursuivre sans relâche les Autrichiens jusqu'aux gorges du Tyrol.

Au milieu de ces ordres, dont une partie pouvait être justifiée par le droit terrible de la guerre, ou par la sûreté de l'armée, et dont l'autre était vraiment inexcusable, le directoire n'avait pas oublié d'ajouter à une infortune déjà bien grande une infortune plus grande encore : il voulait tout à la fois faire preuve de républicanisme, éloigner une personne qu'il aurait peut-être vue avec inquiétude en présence d'une armée française, et trouver un prétexte de querelle avec Venise. Nous avons dit que Louis XVIII avait cherché et trouvé un asile dans les états de cette république. Le directoire demanda du ton le plus impérieux au sénat son éloignement. Le contenu de la lettre que Lacroix,

alors ministre des relations extérieures, écrivit à ce sujet, est un composé d'absurdité, d'insolence et de forfanterie. Le sénat délibère, et a la faiblesse de céder à une invitation si contraire aux lois de l'humanité. Il eût été excusable, s'il avait pu présumer qu'une pareille condescendance eût pu opérer le salut de l'état; mais le commandement du directoire était plus fantasque que politique; il était facile de prévoir qu'une résolution généreuse n'aurait pas plus compromis Venise aux yeux du gouvernement déréglé de France, que la faiblesse ne l'aurait rassurée. On signifia au comte de Lille l'ordre de sortir des états de Venise; il répondit avec beaucoup de dignité qu'il céderait à la force, mais demanda qu'on lui apportât le livre d'or pour y effacer de sa main le nom des Bourbons, et qu'on lui rendît l'armure de Henri IV, dont Henri lui-même avait fait présent à la république. Ces opérations demandaient quelque temps; Louis voulait partir sur-le-champ d'un pays où il croyait ne plus pouvoir rester sans compromettre l'honneur de son rang et la dignité de sa personne. Il partit en effet, mais il donna mission au comte Mardinof, ambassadeur de Russie, de rayer pour lui le nom des Bourbons, et de recevoir l'armure de Henri. En le chargeant de ces devoirs, il ajouta que, par un effet de l'attachement qu'il lui portait, il confiait à sa foi ce qu'il avait de plus cher et de plus précieux au monde, le portrait de son frère l'infortuné Louis XVI; enfin, il lui recommanda ses sujets fidèles qui se trouvaient sur le territoire vénitien, et particulièrement le comte d'Entraigues. Ce fut

après avoir signalé les derniers moments de sa présence à Vérone par des actes où la noblesse de son caractère le montra dans tout son jour, que le roi quitta l'Italie pour se retirer à Fribourg dans le Brisgau.

La lutte s'engagea entre les deux puissances ennemies sur les montagnes qui bordent la mer depuis Savone jusqu'à Voltri, près Gênes. Le général français avait détaché sur Voltri un corps nombreux; son intention était de donner de l'inquiétude à Beaulieu sur ce point, afin qu'il dégarnît le centre de l'armée alliée contre lequel il voulait diriger son attaque principale dans le but de séparer les Piémontais des Autrichiens. Il espérait que son adversaire, menacé par son extrême gauche, où s'ouvre la large route de la Bocchetta vers les plaines du Milanais, y aurait porté la plus grande partie de ses forces. Ce dessein était celui d'un tacticien habile; mais le vieux Beaulieu ne se laissa pas prendre au piége; il attaqua lui-même avec la plus grande vigueur le centre des Français, et sans la résistance héroïque du colonel Rampon dans la redoute de Monténotte, tout porte à croire qu'il l'aurait enfoncé, et séparé en deux l'armée républicaine. Buonaparte profita habilement du moment, fit arriver avec une célérité admirable sur le centre de nouvelles divisions qui s'en trouvaient éloignées, et réussit dans son projet de se placer entre l'armée piémontaise et l'armée autrichienne. La victoire couronna les efforts des Français; le nom de Monténotte attaché à cette bataille, qui eut lieu vers la moitié du mois d'avril 1796, retentira long-temps dans la postérité. C'est là

que Buonaparte commença cette carrière de gloire militaire à laquelle peu d'autres et peut-être aucune ne peuvent être comparées.

On se battit encore avec un acharnement incroyable et le même succès à Magliani. Dès lors la séparation des alliés fut tout-à-fait consommée. Buonaparte ne suivit point ici les instructions du directoire ; au lieu de poursuivre et d'anéantir les Autrichiens, il se tourna brusquement contre le roi de Sardaigne, jugeant qu'il ne pouvait s'avancer en sûreté sur le Milanais, aussi long-temps que Victor-Amédée, persistant dans un état d'hostilité, aurait menacé ses derrières. Il se mit en conséquence à la poursuite des Piémontais, qui, sous les ordres du général Colli, se retirèrent en bon ordre sous la protection de leurs deux places fortes de Cève et de Coni ; mais telle fut son activité et la retenue de l'ennemi, qui ne voulait pas compromettre ces derniers restes de la monarchie piémontaise, qu'il passa le Tanaro, et arriva à Cherasco. L'armée piémontaise alla se placer à Carignano pour couvrir Turin, ville capitale du royaume. Menaçant par sa force et ses victoires, Buonaparte s'aidait aussi des instigations à la révolte. Il avait amené avec lui quelques réfugiés piémontais, ils réussirent à exciter un mouvement insurrectionnel à Albe ; mais il ne se communiqua pas au loin, se bornant à cette seule ville.

Le ciel avait réservé le Piémont aux plus déplorables malheurs. Victor-Amédée ne montra pas dans une occurrence si grave la fermeté dont il avait fait preuve jusqu'alors, cette même fermeté dont son glorieux aïeul, Victor-Amédée II, lui avait laissé

un si héroïque exemple. Il fléchit; son cabinet forma tout-à-coup la résolution d'abandonner les intérêts de l'Autriche, et de s'attacher entièrement aux destinées de la France. Ce nouveau plan de politique pouvait être bon si on avait eu affaire à tout autre qu'à un gouvernement révolutionnaire; mais, dans la conjoncture dont il s'agit, c'était se confier à un pouvoir qui, sous le masque de l'amitié, méditait votre ruine.

Une trève fut d'abord stipulée à Cherasco, ensuite la paix signée à Paris le 15 mai 1796. Le roi cédait à la république le duché de Savoie et le comté de Nice, remettait à l'armée française, indépendamment de Cève et de Coni qu'elle avait déjà occupés en vertu de la trève, Exilles, l'Assiette, Suze, la Brunette, Château-Dauphin et Alexandrie, promettait de démolir à ses frais les forts de Suze et de la Brunette, et de regarder comme annulées les procédures pour opinions politiques. On exigea enfin cette clause barbare qui faisait le fond de tous les traités de cette époque, que le roi ne souffrirait dans ses états aucun émigré ni banni français.

Rassuré sur ses derrières par la paix avec le roi de Sardaigne, Buonaparte songea à poursuivre les Autrichiens. Il trompe Beaulieu en lui faisant croire qu'il veut traverser le Pô à Valence, passe ce fleuve à Plaisance, bat l'ennemi à Fombio et à Codogno, franchit, après une bataille des plus sanglantes, l'Adda à Lodi, et entre victorieux dans la capitale de la Lombardie autrichienne. Il accorde quelques moments de repos à ses troupes fatiguées, se remet à la poursuite de Beaulieu, l'atteint au passage du Min-

cio, le met en fuite, et le force à chercher un refuge dans les montagnes escarpées du Tyrol. Jamais on n'avait vu une guerre amener en si peu de temps de si grands résultats. Le nom de Buonaparte était dans toutes les bouches; on commençait à ne trouver aucune gloire qui pût être comparée à celle dont il venait de se couvrir. La plus basse adulation se mêlait à de bien justes éloges; il n'était déjà plus guère question de liberté, de patrie, de république, de France et d'Italie : Buonaparte était tout. Quant à lui, il s'applaudissait d'avoir bien jugé les hommes de son temps, et vit que s'il avait conçu des projets de domination, ses contemporains étaient bien disposés à les lui concéder.

Les Français furent reçus à Milan avec bienveillance; le général en chef y fit son entrée avec une pompe vraiment royale : on se précipitait sur ses pas; on lui prodiguait les noms de Scipion et d'Annibal; les patriotes les plus prononcés renchérissaient encore sur les comparaisons, et l'appelaient Jupiter. Grandes réjouissances de leur part, des illuminations, des bals, des festins en abondance, et, par un esprit servile d'imitation envers les Français, ils plantèrent des arbres de liberté, les saluèrent de leurs chants, firent autour des danses, et mille autres folies semblables. Ils n'oublièrent point les assemblées populaires; on y déclamait sur les affaires de l'état, et les harangueurs y obtenaient plus d'applaudissements à mesure que leurs discours devenaient plus véhéments et plus démagogiques. Le peuple émerveillé ne savait pas trop ce que tout cela voulait dire.

Il y avait dans cette conduite plus d'imitation ridicule que de mauvaises intentions. Il est même certain que la majorité de ceux qui y prenaient part agissaient de bonne foi, croyant pouvoir arriver par ces moyens à cette espèce d'utopie qui formait le principal but de leurs désirs. Mais ce qui se passait autour d'eux n'était nullement fait pour seconder leurs efforts. Les droits de la guerre s'exerçaient avec la plus grande rigueur ; les abus les plus détestables s'y mêlaient. Buonaparte et Salicetti, commissaire du gouvernement, avaient à peine mis le pied dans Milan, qu'ils s'emparèrent, malgré les représentations de plusiers généraux, des objets les plus précieux du Mont-de-Piété, les dirigèrent sur Gênes, et donnèrent avis au directoire qu'ils y resteraient à sa disposition. La même violation avait été pratiquée sur le Mont-de-Piété de Plaisance, et se répétait dans d'autres villes conquises. Nous nous abstiendrons de qualifier ces actes par leur véritable nom ; il suffira de remarquer que les objets déposés dans les monts-de-piété n'étaient point des propriétés de l'état, mais qu'ils appartenaient à des particuliers qui les avaient confiés à la foi publique. Cette énorme violation du droit des gens et de ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes produisit une indignation générale. Les contributions de guerre dont on frappait le pays se montaient à des sommes énormes, et, outre cela, il fallait fournir à la cupidité et aux caprices de ceux qui avaient la force en main. Les campagnes étaient désolées par des réquisitions forcées, dont quelques unes étaient autorisées par les chefs, d'autres arbi-

traires; il est aisé de s'imaginer combien d'abus et d'affronts devaient accompagner ces actes de rigueur. En même temps, on ne montrait pas un grand respect pour les opinions religieuses du peuple, et on insultait continuellement par des discours et des pamphlets sans nombre à la noblesse; on indisposait de cette manière et le fond de la société et ce qui était capable de le remuer. Des chefs hardis voulurent profiter du mécontentement général que ces causes réunies avaient fait naître; on répandit adroitement le bruit que de nombreuses armées impériales arrivaient et que le règne des Français allait finir: déjà on rappelait l'ancien adage que l'Italie est le tombeau de cette nation. Quelques voies de fait isolées commencèrent à répandre l'alarme, et menaçaient la tranquillité publique entre Milan et Pavie; le feu de la révolte éclata de la manière la plus effrayante. Des soldats français isolés, des détachements entiers furent égorgés dans les campagnes, surtout dans les environs du village de Binasco; les patriotes italiens vrais ou supposés subissaient le même sort. L'insurrection gagna la ville de Pavie, naguère si pacifique, et siége révéré d'une des premières universités du monde; on ne voyait que des hommes furieux courant aux armes, le tocsin retentissait partout, on entendait à chaque instant le cri, *mort aux Français!* à chaque instant aussi ce mouvement insurrectionnel s'étendait plus loin et commençait à menacer sérieusement les derrières de l'armée française.

Buonaparte, qui poursuivait en ce moment l'ar-

mée autrichienne, accourut sur-le-champ avec quelques troupes d'élite. Mais, avant d'en venir aux moyens de contrainte, il voulut essayer les voies de la conciliation ; il envoya à Pavie, dans le but de ramener au calme ce peuple égaré, l'archevêque de Milan ; le respectable prélat fit entendre des paroles de paix, et représenta vivement la véritable situation des choses, ainsi que les dangers auxquels on s'exposait. Il ne fut point écouté, on le traita de jacobin.

Buonaparte s'approche, livre aux flammes Binasco, immole ses habitants, enfonce à coups de canon les portes de Pavie, et abandonne cette malheureuse et imprudente ville à la fureur du soldat. Le pillage dura vingt-quatre heures. La vie des citoyens fut respectée, les monuments publics aussi, et en particulier le palais de l'université. Le reste se passa comme dans une ville à l'égard de laquelle le droit des gens est suspendu. Il est pourtant juste de remarquer qu'au milieu des actes de fureur qui accompagnèrent cet événement douloureux, des soldats français se signalèrent par des traits d'humanité dont on doit d'autant plus tenir compte, que les exemples qu'ils avaient sous les yeux devaient leur inspirer des sentiments tout contraires. On vit de ces généreux militaires se porter défenseurs, contre leurs camarades, de la pudeur du sexe et de la demeure du pauvre. Les professeurs de l'université furent l'objet d'égards particuliers ; aucun ne fut outragé ; leur savoir et leurs vertus leur servirent de sauvegarde. Pavie rentra dans l'ordre : son exemple contint les autres populations

dans le devoir, et il fallut de nouveaux outrages pour produire de nouvelles insurrections.

Les victoires des Français changèrent non seulement la face de la haute Italie, mais elles influèrent d'une manière plus ou moins directe sur son centre et son extrémité méridionale. Le duc de Parme dut sa conservation à une forte contribution et à la médiation de l'Espagne, que la France ne voulait pas mécontenter. Le duc de Modène, plus isolé et sans autre appui que la justice de sa cause, ne fut pas si heureux; à l'approche des républicains, ce prince s'était retiré à Venise, emportant avec lui une somme considérable, fruit de ses longues épargnes; une régence traita avec le vainqueur; le duc conserva son titre, moyennant une contribution excessive, mais ce ne fut que pour un moment. Les républicains réussirent par leurs manœuvres, tantôt sourdes tantôt ouvertes, à faire révolter Reggio et Modène.

Dans le même temps, les deux légations de Bologne et de Ferrare se ressentaient de la puissance révolutionnaire. Buonaparte occupa ces deux villes, déclarant que l'autorité du pape y avait cessé, et que le peuple pouvait se donner telle constitution qu'il voudrait. Le sénat de Bologne crut pouvoir ressaisir l'autorité dont il avait joui avant que l'église s'emparât de la ville; il n'était pas sans espoir d'arrêter la révolution aux formes de l'ancienne constitution; mais l'esprit démocratique était trop fort, les républicains de France eux-mêmes, principalement les commissaires du directoire Saliceti et Gareau, poussaient trop vers un système plus popu-

laire, pour qu'on pût arrêter le mouvement à un point raisonnable. La démocratie eut le dessus à Bologne, ville pourtant où dominait un esprit juste et moins perturbateur que dans beaucoup d'autres pays d'Italie. Ferrare imita l'exemple de Bologne.

On forma le projet de réunir les quatre peuples, savoir, les Bolonais, Ferrarais, Modenais et Reggiens, en un seul corps de république, qu'on appela du nom de Cispadane. Il y eut un congrès général; cette république fut constituée, le congrès décréta une constitution modelée entièrement sur celle de la France. Au milieu de beaucoup d'innovations utiles et même indispensables dans le code civil et criminel, cette constitution était on ne peut pas plus fautive dans sa partie politique; elle y statuait la démocratie absolue, gouvernement difficile à manier dans toutes les circonstances, mais totalement impossible au milieu des ambitions de l'Europe moderne. Ainsi, cette constitution portait en elle-même le germe de sa destruction. Les utopistes, toujours entichés de leurs gouvernements géométriques, c'est-à-dire fondés, à ce qu'ils croyaient, sur la raison pure, avaient eu la plus grande part à sa rédaction.

L'enthousiasme dans la Cispadane était au comble; Buonaparte, qui avait ses vues, et se moquait de tout son cœur du contrat social, proposait les Cispadans pour modèle aux autres Italiens.

Le principal but du général en chef, dans les mouvements de la Cispadane, était moins la Cispadane elle-même que les puissances de l'Italie et l'empereur d'Allemagne lui-même. Son intention était

de les effrayer par l'exemple d'une révolution active, afin de les faire consentir aux conditions que son gouvernement voulait leur imposer. C'était un moyen politique qu'il réunissait à la force de ses armes.

Rome était dans les alarmes; l'occupation de Bologne et de Ferrare y avait répandu l'effroi. On croyait déjà voir les républicains aux portes de cette capitale du monde chrétien. Au milieu de la consternation générale, le pape Pie VI conservait seul sa fermeté. On offrit de traiter, l'ambassadeur d'Espagne se porta pour médiateur; une trève fut stipulée le 23 juin 1796. En voici les conditions principales : Bologne et Ferrare continueraient à être occupées par les troupes françaises; la citadelle d'Ancône leur serait remise; le pape paierait vingt et un millions à la république, ouvrirait ses ports aux Français et les fermerait à leurs ennemis. Ces conditions étaient bien dures, mais en voici d'autres qui ne l'étaient pas moins, quoiqu'il n'y fût question ni d'argent, ni de forteresses, ni de munitions : le pape s'obligeait à donner à la république, au choix des commissaires qui seraient envoyés à Rome, cent tableaux, bustes, vases et statues, notamment les bustes de Junius Brutus et de Marcus Brutus; en outre, cinq cents manuscrits, toujours au choix des commissaires, seraient cédés à la république.

Des conditions pareilles avaient déjà été dictées aux ducs de Parme et de Modène; quant au Milanais, on n'avait pas besoin de stipulations expresses pour saisir les chefs-d'œuvre des beaux-arts, parce-

qu'on le considérait comme un pays conquis. Les commissaires parisiens arrivèrent en Italie, et enlevèrent ce qu'il y avait de plus précieux dans les bibliothèques et les musées. Ces spoliations, tout en flattant le peuple vainqueur, indignaient les vaincus : on doit y reconnaître une des causes principales de cette aversion que les Italiens conçurent alors contre les Français, et qu'ils firent éclater lorsque les circonstances leur permirent de donner carrière à leurs ressentiments.

Le roi de Naples voyant approcher les républicains de l'État de l'Église, avait fait des préparatifs immenses : son armée se montait à quatre-vingt mille hommes ; une partie était déjà en position sur les frontières : le roi s'était rendu en personne à son quartier-général de San-Germano. Cependant le nom et la fortune de Buonaparte inspiraient de vives inquiétudes ; on ne vivait pas non plus dans une parfaite sécurité relativement à l'intérieur du royaume. Le prince de Belmont fut envoyé auprès de Buonaparte, dans le but d'en venir à des négociations ; il conclut une trève qui fut convertie en traité définitif de paix à Paris. Le roi renonçait à toute ligue avec les ennemis de la France ; il s'engageait en même temps à observer une parfaite neutralité avec les puissances belligérantes, et à ne point recevoir dans ses ports leurs vaisseaux de guerre, s'ils se présentaient au nombre de plus de quatre.

Presqu'à la même époque, la neutralité de la Toscane était violée : les républicains y occupèrent Livourne, et y confisquèrent les propriétés des

puissances ennemies de la France. Ce fut là le respect qu'on porta à un prince qui avait reconnu le premier le gouvernement de la république.

De Livourne, Buonaparte envoya, d'abord des émissaires, ensuite des corps armés en Corse, pour soustraire cette île à l'influence de l'Angleterre. Il réussit sans difficulté dans son projet; l'ascendant de son nom, et les secours qu'il y avait fait passer, agirent avec tant de force, que les insurrections éclatèrent sur tous les points de l'île, et les Anglais furent obligés de se rembarquer; elle rentra entièrement sous l'obéissance de la France.

Cependant l'Autriche ne pouvait se résoudre à abandonner sans une nouvelle contestation à son ennemi ses riches provinces d'Italie. Elle assemble une nouvelle armée, la met sous les ordres du vieux maréchal Wurmser, guerrier jouissant d'une haute réputation en Allemagne, et lui ordonne de marcher à la conquête de ce que la fortune ou les mauvaises combinaisons de ses généraux lui avaient fait perdre. Wurmser descend en Italie par le Tyrol. Divisé en trois colonnes, il menace à la fois Vérone sur sa gauche, Mantoue sur son centre, et Bresce sur sa droite. La fortune se déclare d'abord pour lui; il perce la ligne de l'ennemi, et entre en triomphe dans Mantoue.

Son jeune rival, surpris par un orage que, dans sa confiance excessive, il n'avait peut-être pas assez prévu, n'avait pas encore eu le temps de rassembler ses divisions dispersées; mais il est bientôt en mesure de disputer le terrain : Wurmser lui-même voit que la campagne est loin d'être terminée

et qu'il lui faut de nouveaux combats ; il sort de Mantoue, réunit à son tour ses bataillons, et marche à l'ennemi ; mais il ne peut avoir qu'une partie de son armée avec lui : Quosnadowich, descendu par la droite du lac de Garda, ne peut arriver jusqu'au maréchal.

Après des succès variés, les deux armées se trouvèrent en présence dans la plaine de Castiglione. Une furieuse bataille s'engage près de ce village; la fortune reste fidèle à Buonaparte. Le maréchal se hâte de regagner les montagnes du Tyrol; son heureux rival le suit pas à pas : les états héréditaires de l'Autriche sont menacés. Wurmser forme le projet de détourner d'eux la tempête, en la reportant en Italie ; il se précipite par la vallée de la Brenta, perce toutes les lignes ennemies, et arrive avec une poignée de braves à Mantoue ; Buonaparte est obligé de le suivre. L'Allemagne est préservée aux dépens de l'Italie.

Les Français font le siége de Mantoue, l'une des places les plus fortes de l'Europe. L'Autriche ne désespère pas de relever sa fortune, aussi long-temps que ce boulevard de l'Italie reste en son pouvoir. Mais il peut lui échapper ; il commence à manquer de vivres : la disette peut opérer ce qu'on attendait en vain de la force. L'empereur François retire un corps de trente mille vétérans de son armée d'Allemagne, le réunit aux débris de celle d'Italie, et en confie le commandement au général d'artillerie Alvinzi. Les jeunes gens appartenants aux premières familles de Vienne, animés d'un zèle patriotique digne des plus grands éloges, prennent les armes, et vont

partager les travaux et les périls de cette armée, dans laquelle leur souverain a placé sa dernière espérance. On ne saurait assez louer la valeur que les soldats français déployèrent et les talents dont leurs généraux, et particulièrement Buonaparte, firent preuve dans cette lutte à jamais mémorable; mais on ne doit pas moins admirer la constance de l'Autriche, qui, tant de fois vaincue, retourna tant de fois sur le champ de bataille : c'était un véritable Anthée.

Le monde était de nouveau en suspens; la valeur était égale des deux côtés, le nombre des combattants aussi; le nom de Buonaparte brillait d'un éclat extraordinaire, mais on n'avait pas moins de confiance dans Alvinzi, général rempli d'audace et d'une grande habileté. Il partage son armée en deux corps : l'un, confié au général Davidowich, descend par le Tyrol; l'autre, sous les ordres du généralissime en personne, arrive par la Carniole. Buonaparte assemble son armée aux environs de Vérone, ayant ses avant-postes du côté de Vicence : il attend que les mouvements de l'ennemi se prononcent ouvertement pour régler les siens. Davidowich obtient des succès signalés dans le Tyrol; mais, par une résolution inexplicable et bien funeste à l'Autriche, il s'arrête dans la ville de Roveredo qu'il venait de conquérir. En même temps, Alvinzi s'avance avec le gros de son armée : le sort des armes, favorable d'abord aux républicains, leur devient ensuite contraire; ils sont repoussés dans une bataille générale à Caldiero, et obligés de se retirer dans Vérone. Si Davidowich, au lieu de

s'arrêter, eût continué son mouvement sur Vérone, l'armée française se serait trouvée dans une situation presque désespérée.

Cependant, malgré la lenteur de ce général autrichien, le plus grand danger menaçait les républicains. Buonaparte, après l'échec qu'il venait d'éprouver, n'était pas assez fort pour ressaisir l'offensive; Davidowich pouvait arriver; le général autrichien Laudon commençait à courir le pays du côté de Bresce, ce qui menaçait les derrières de l'armée française; Alvinzi se préparait à attaquer Vérone. Le péril était si grave que Buonaparte lui-même en montra du découragement. On croyait à l'armée que le général en chef aurait ordonné la retraite jusqu'à l'Adda : ce mouvement rétrograde pouvait avoir les suites les plus funestes, et occasionner peut-être la perte de toute l'Italie; mais un trait de génie sauva tout-à-coup l'armée, la gloire de la France et le général en chef lui-même. Alvinzi avait laissé à Villa-Nova sa plus grosse artillerie, les chariots, les bagages et les munitions de son armée. En passant l'Adige à Ronco, on se trouve plus près de Villa-Nova que de Vérone. Au moment même où l'on croyait que tout était perdu, Buonaparte descend la rive droite du fleuve, le passe à Ronco et marche en toute diligence sur Villa-Nova; il se trouve déjà plus près de cette ville qu'Alvinzi, et peut y arriver avant lui, si aucun obstacle imprévu ne l'arrête. Mais il faut traverser l'Alpon : un pont se présente à Arcole; les Français veulent le traverser; le village n'est gardé que par un corps volant d'Autrichiens, sous les ordres du colonel Bri-

gido. C'est ici que commence la fameuse bataille d'Arcole, qui a duré trois jours, c'est-à-dire les 15, 16 et 17 novembre 1796; on peut l'appeler à juste titre une bataille de géants. C'est au pont d'Arcole que les deux nations rivales se disputent la palme de la victoire avec un acharnement inexprimable. Brigido le défend avec le peu de monde qu'il a, comme un héros. Les Français l'attaquent avec une égale valeur; mais, obligés de marcher sur une chaussée étroite, seul passage entre des marais, ils ne peuvent pas déployer leurs nombreux bataillons et sont foudroyés sur le seul point par lequel il leur est permis d'approcher. Les attaques sont multipliées mais infructueuses, des monceaux de cadavres encombrent l'avenue du pont; les généraux Lannes, Verdier, Bon, Verne sont blessés; Augereau avec ses invincibles grenadiers, est repoussé, leur perte est très considérable. Un morne silence régnait dans les phalanges républicaines. Buonaparte arrive et crie : *Ne seriez-vous plus les soldats de Lodi? Qu'auriez-vous fait de votre courage?* Entouré de ses officiers, il descend de cheval, sa.. une enseigne, et s'avance vers le pont formidable; on le suit, on se précipite autour de lui, ses généreux grenadiers l'entourent et lui font un rempart de leurs corps : vains efforts, la terrible colonne est repoussée, un feu extrêmement meurtrier a moissonné ses rangs; Buonaparte lui-même est jeté dans un marais. Les Autrichiens débouchent du pont, poursuivent l'ennemi qui se retire, dépassent l'endroit où le général en chef gisait dans la fange; un bonheur extraordinaire est prêt à couronner leurs

efforts; mais le général Belliard, à la tête des grenadiers qui veulent délivrer leur capitaine chéri, fait volte-face, charge vigoureusement l'ennemi, le repousse jusque sur le pont, et empêche un événement dont les suites eussent été incalculables.

La nuit survient et met fin au combat. Alvinzi a reçu cette nouvelle extraordinaire, et accourt avec toute son armée à Arcole. Quel espoir reste-t-il aux Français de forcer le passage, maintenant qu'il est défendu par toute la masse autrichienne, tandis qu'un petit corps isolé avait suffi pour les repousser? Buonaparte aurait pu attaquer Arcole sur le flanc gauche du village, en passant l'Adige à Albaredo, et tournant ainsi l'embouchure de l'Alpon dans ce fleuve; mais il s'obstine à attaquer de front le pont redoutable d'Arcole. Le succès était plus que douteux; mais, quoi qu'il pût arriver, le général en chef de l'armée française avait déjà, par son admirable manœuvre, obtenu deux résultats importants, celui d'éloigner Alvinzi de Davidowich et d'empêcher leur jonction, et celui encore d'avoir préservé Vérone.

La journée du 16 novembre ne fut pas moins meurtrière que la précédente. Le pont est attaqué avec la même vigueur et défendu avec la même fermeté; les Autrichiens débouchent avec des masses considérables, et poursuivent les Français; mais ils sont obligés de marcher en colonne serrée sur la chaussée: Buonaparte les fait attaquer de front et sur les deux flancs par des bataillons accourus de tous côtés, et surtout par une artillerie bien dirigée; ils sont forcés à la retraite, et rentrent dans Arcole. La nuit survient.

Le jour approchait qui allait décider à laquelle des deux puissances rivales devait rester l'Italie. Buonaparte, qui, au milieu de ce carnage et de cette confusion horrible, avait conservé tout son sang-froid, s'avise mieux; il fait construire un pont sur l'Alpon vers son embouchure dans l'Adige, y fait passer Augereau avec un corps considérable qu'il charge d'attaquer Arcole sur la gauche; en même temps, la garnison de Legnago vient grossir, par son ordre, le corps d'Augereau. A la pointe du jour du 17 novembre, les Autrichiens se croyant sûrs de la victoire, débouchent de nouveau et poursuivent les Français sur la chaussée; mais Masséna arrive de Porcile, les attaque vigoureusement sur le flanc droit, en fait un grand nombre prisonniers, et en rejette une partie dans les marais; ils se retirent en désordre à Arcole.

Au même instant, Augereau arrive sur ce village, et engage une bataille épouvantable avec Alvinzi. Le sort flottait incertain; Buonaparte s'avisa, dit-on, d'un stratagème : ce fut d'ordonner à un détachement de cavalerie de tourner rapidement le flanc d'Alvinzi, et d'arriver sur ses derrières au son des trompettes, en faisant le plus de bruit qu'il se pourrait. Ce vacarme inopiné produisit son effet; l'armée autrichienne croit être tournée, plie visiblement, et finit bientôt par abandonner le champ de bataille, sinon en fuyant, au moins à pas précipités. Les Français entrent avec des transports de joie dans le village tant disputé d'Arcole. Alvinzi se retire dans le Vicentin.

Il n'était plus temps, et cependant Davidowich descend du Tyrol; après avoir obtenu quelques

avantages, il se trouve heureux de pouvoir se retirer précipitamment dans les montagnes, poursuivi pas à pas par l'armée victorieuse des Français.

Cependant la constance de l'Autriche n'est pas encore ébranlée; elle envoie de nouveaux renforts à son armée d'Italie : Alvinzi se transporte dans le Tyrol, en descend, et dispute une seconde fois la victoire à l'ennemi. Mais vaincu dans les champs de Rivoli, il y essuie une déroute complète : les lieux les plus escarpés du Tyrol peuvent à peine garantir les débris découragés de son armée de la fureur de son ennemi tant de fois victorieux.

Tandis que ces événements se passaient dans le Tyrol, le général autrichien Provera traversait, avec un corps de sept à huit mille hommes, la Brenta et l'Adige, et se dirigeait sur Mantoue; c'était du renfort et des munitions qu'il apportait à la ville assiégée; il arrivait déjà sous ses murs, mais Buonaparte, usant d'une célérité peut-être unique dans l'histoire, vole au camp de Mantoue, surprend Provera, le bat, et le fait prisonnier avec toute sa troupe. L'indomptable Wurmser est enfin obligé de céder Mantoue : ce dernier espoir de l'Autriche en Italie, est au pouvoir des Français; Buonaparte rend une justice éclatante au courage et aux vertus de l'illustre vieillard, qui a défendu si long-temps la place contre le feu, le fer et la famine.

Cette campagne coûta aux impériaux environ vingt mille hommes, soixante pièces de canon et vingt-quatre drapeaux; tous les volontaires Viennois furent pris ou tués; leurs enseignes, brodées de la main de l'impératrice, ornèrent le triomphe de

Buonaparte. Ces jeunes braves traversèrent, comme prisonniers de guerre, l'Italie supérieure; leur valeur et leur dévouement à la patrie furent l'objet de l'admiration générale.

Après que la puissante Autriche eut succombé, pouvait-on espérer que le pape pût résister? Pie VI n'avait pas voulu souscrire aux conditions humiliantes que le directoire prétendait lui imposer. Buonaparte tourne ses armes victorieuses contre lui; les troupes pontificales sont défaites au Senio. Rien ne peut sauver Rome, qu'une prompte paix: l'ambassadeur d'Espagne intervient. Elle fut signée à Tolentino le 19 février 1797. Le pontife renonçait à toute espèce de ligue secrète ou avouée contre la république, fermait ses ports aux confédérés et les ouvrait aux Français; cédait à la république Avignon, le comtat Venaissin et ses dépendances, ainsi que les légations de Bologne et de Ferrare, à la condition néanmoins qu'il ne s'y ferait pas d'innovation préjudiciable à l'église catholique; remettait Ancône au pouvoir des républicains jusqu'à la paix définitive; s'obligeait à leur fournir huit cents chevaux, autant de bêtes de trait, comme bœufs, buffles et autres animaux, et à livrer les manuscrits, tableaux et statues stipulés dans le traité précédent. Il consentait enfin à rouvrir aux Français l'école des beaux-arts, qui avait été dévastée au moment du meurtre de Basseville, secrétaire de la légation française, massacré par la populace de Rome en 1794.

Buonaparte s'était élevé au faîte de la gloire; il venait d'égaler en peu de mois les plus grands capitaines des temps anciens et modernes. Heureux

s'il eût montré dans sa conduite politique autant d'élévation de caractère qu'il avait montré de talent dans ses opérations militaires ! Malheureusement, nous allons le voir user des moyens les plus vils contre les gouvernements qui contrariaient ses vues ou celles du directoire. Ses procédés envers la république de Venise ne nous en fourniront que trop la preuve. Venise était particulièrement en butte aux républicains de cette époque. Ce n'était pas la nature de son gouvernement qui les inquiétait ; ils ne s'en mettaient guère en peine, quoiqu'ils se vantassent de le détester ; d'ailleurs, il ne leur appartenait pas de le réformer ; leur grand objet était de révolutionner l'état de Venise, pour le donner à l'Autriche en compensation des Pays-Bas que la France voulait garder pour elle à tout prix. Ils savaient que l'Autriche aurait consenti difficilement à accepter les dépouilles de Venise, aussi longtemps que l'ancien gouvernement, avec lequel elle était liée d'amitié, et qui ne lui avait donné aucun sujet d'offense, aurait subsisté. Il fallait donc lui substituer un gouvernement qu'elle n'aurait pas reconnu et qui n'aurait avec elle aucun lien. Ils tenaient beaucoup à avoir la paix avec l'empereur, parce que la reconnaissance faite par ce prince de leur république aurait eu un grand poids sur l'opinion publique de l'Europe. Pour amener les choses à cette fin, Buonaparte envoie de nombreux émissaires prêcher l'insurrection, sous prétexte de liberté, dans la terre-ferme vénitienne ; Bergame, Bresce et Crème se mettent en état de rébellion contre l'autorité du sénat. Les émissaires du géné-

ral en chef opérèrent ces révoltes, les Français y coopérèrent ostensiblement. La terre-ferme sur la droite du Mincio fut bientôt en feu. Mais le point essentiel était de révolutionner Vérone, ville considérable et clef de l'Adige ; les émissaires y travaillent l'esprit public, mille invectives contre l'aristocratie, mille éloges de la liberté, mille promesses de place et d'argent.

Le sénat, qui avait persisté dans son malheureux système de neutralité désarmée, était hors d'état de tenir tête à cet orage. Cependant, il arme quelques troupes pour comprimer les rebelles; les commandants français leur défendent les passages. Buonaparte fait un crime au sénat de ces armements qu'il avait lui-même rendus nécessaires par les révoltes qu'il avait provoquées contre l'autorité légitime.

Les manœuvres des révolutionnaires, et la rébellion qu'ils avaient excitée, en remplissant d'indignation les cœurs fidèles, leur avaient inspiré le plus violent désir de venger une patrie outragée. La dévastation des campagnes était arrivée au comble dans le Véronais ; des vexations succédaient continuellement à des vexations : l'indignation devenait rage chez des peuples opprimés ; la religion aussi leur paraissait insultée. On avait tourné en ridicule le pape et les cardinaux dans un ballet sur le grand théâtre de la Scala à Milan, on avait, d'abord pillé en partie, ensuite dépouillé tout-à-fait l'église de Notre-Dame de Lorette, pour laquelle les Italiens professaient une grande vénération ; on avait chassé les prêtres français émigrés qui étaient venus

chercher un asile dans le pays vénitien. Ces causes réunies produisirent une explosion terrible. Vérone se révolte tout-à-coup, la campagne seconde la ville; beaucoup de sang français y est versé: des femmes, des enfants, des vieillards, des malades y sont égorgés avec une cruauté digne des Cannibales. Ces horreurs font frémir la nature; on n'aura jamais assez de larmes pour les pleurer, ni d'expressions assez fortes pour les condamner autant qu'elles méritent; mais il ne faut pas qu'une trop juste indignation nous fasse prendre le change sur leurs véritables auteurs. Ces auteurs ne sont pas les Vénitiens, mais bien ceux qui ont envoyé des émissaires pour faire révolter Vérone contre son prince légitime, ceux qui dévastaient les campagnes, ceux qui outragèrent la religion dans la personne du pape et par la spoliation d'un sanctuaire vénéré, ceux qui insultaient au malheur, ceux enfin qui voulaient révolutionner Vérone pour la vendre à l'Autriche. Que des hommes sans conscience louent Buonaparte tant qu'ils voudront! il n'en demeure pas moins chargé du sang français versé à Vérone. Il est le véritable auteur des Pâques véronaises. Ce fut ainsi qu'on nomma, par similitude des Vêpres siciliennes, le terrible soulèvement de Vérone; il eut lieu précisément le lundi de Pâques, 17 avril 1797.

Les trames ourdies contre la république de Venise approchaient de leur dénouement. Buonaparte se trouvait, au moment de l'insurrection de Vérone, à Claghenfurt en Carinthie: il venait de repousser jusques aux frontières de l'Autriche intérieure l'archiduc Charles, que l'empereur son frère avait

crut devoir opposer au jeune guerrier de la France. De là, il fulmine contre Venise, lui reproche des faits dont lui-même était la première cause, et lui déclare la guerre.

Cependant, il craignait la résistance d'une ville que sa position insulaire et sa marine rendaient presque inexpugnable. Il fallait donc organiser une révolution dans le gouvernement même de Venise. Les traîtres ne manquèrent pas au dedans : ces ennemis de leur patrie semaient dans Venise toute espèce d'alarmes; les soldats étrangers y répandaient la terreur du dehors; les membres du gouvernement, à part un petit nombre de personnes, n'avaient conservé aucune énergie; le but de ces indignes manœuvres était d'intimider assez le grand conseil, dans lequel seul résidait l'autorité souveraine, pour qu'il se déterminât à abdiquer ses pouvoirs en faveur d'un gouvernement démocratique. On était bien sûr que ce dernier consentirait à tout ce qu'on voudrait, et principalement à l'introduction d'une garnison française dans Venise. Le complot eut l'effet qu'on en attendait : le grand conseil abdiqua le 12 mai 1797 : on y substitua une municipalité démocratique; une garnison française, commandée par le général Baraguey-d'Hilliers, fut admise et occupa sur-le-champ les postes les plus importants. Dès lors la république de Venise cessa d'exister. Ce fut ainsi qu'une république qui avait duré quatorze cents ans, illustré le monde et garanti l'Europe de la barbarie des Musulmans, fut détruite, d'abord par la perfidie de quelques chefs étrangers, ensuite par la trahison de quelques uns

de ses propres enfants égarés. On fit une expédition pour occuper les îles vénitiennes du Levant; au moment où les Français débarquaient à Corfou, l'évêque grec adressa en ces termes la parole au général Gentili qui les commandait : « Français, vous » trouvez en cette île un peuple étranger aux scien» ces et aux arts dont s'honorent les nations; ne le » méprisez pas cependant; il peut redevenir ce qu'il » fut autrefois. Apprenez par ce livre (ici, l'évêque » montrait l'Odyssée), apprenez le cas que vous de» vez faire de nous. »

On passait de révolutions en révolutions; on le faisait à dessein; je crois qu'on le faisait aussi par passe-temps. On commença par dire que, puisque l'aristocratie de Venise était tombée, il fallait que celle de Gênes eût le même sort. On mit la main à l'œuvre, les émissaires français et cisalpins, ainsi que les démocrates de l'intérieur, ne manquaient pas. Le ministre de France lui-même fomentait secrètement et ouvertement les novateurs. On se donna tant de mouvement, qu'une insurrection terrible épouvanta tout-à-coup la capitale de la Ligurie. Le sénat est intimidé et prêt à capituler avec les rebelles; mais il est sauvé par les charbonniers et les portefaix: ces gens du peuple, qui n'entendaient rien aux théories du jour, s'assemblent, s'arment, et courent sur les novateurs aux cris de *Vive Marie! vive le prince sérénissime!* Une mêlée terrible s'ensuit : rage des deux côtés; des mains fratricides répandent le sang à flots.

La victoire resta aux défenseurs de l'ancien gouvernement; mais les agents du général en chef ne vou-

laissait pas que leur ouvrage s'arrêtât au milieu de son cours. Ils obéissaient à leur caprice de faire des révolutions, et prétendaient affaiblir l'influence de l'Autriche en Italie, en y changeant les anciens gouvernements; comme si la cession de Venise à cette puissance, cession qui était l'ouvrage de la France, n'eût pas mis la péninsule entièrement à la discrétion du souverain allemand.

Pour arriver au but de révolutionner Gênes, Buonaparte menaçait fortement l'ancien gouvernement, parceque quelques Français, les uns complices, les autres victimes des novateurs, avaient péri dans le désordre précédent. On répondait qu'il n'y avait d'autre moyen d'apaiser le vainqueur que de changer la forme du gouvernement. On céda : des députés furent envoyés à Montebello, quartier-général de Buonaparte, pour entrer en négociation; l'ancien gouvernement fut détruit : on créa un gouvernement provisoire, et on donna une constitution. Il n'est presque pas besoin de dire que, suivant l'empirisme du temps, elle ne fut qu'une copie de celle de France, c'est-à-dire qu'elle institua un directoire, deux conseils, et les autorités inférieures comme en France. Il est pourtant de notre devoir de remarquer que ce qu'il y avait de défectueux dans les moyens et dans la forme se trouva corrigé par le caractère des personnes qui furent portées au pouvoir. La très grande majorité, pour ne pas dire la totalité, était composée d'hommes respectables et jouissant de l'estime de leurs compatriotes.

Les exaltés firent des folies conformes au temps. On brûla sur la place publique le livre d'or, et o

poussa l'impertinence jusqu'à abattre la statue d'André Doria; on le traita d'aristocrate, lui à qui Gênes était redevable de sa liberté.

La tolérance générale en matière de religion, que la constitution établissait, la crainte qu'on mît la main sur les biens ecclésiastiques, les insultes que des gens incorrigibles prodiguaient à la noblesse, produisirent un mécontentement général. Le Bisagno et la Pocevera, districts voisins de Gênes, se soulevèrent, et marchèrent sur la capitale; on eut toutes les peines du monde à se défendre de la fureur de cette multitude. On y parvint enfin; le sol de Gênes fut rougi par la guerre civile et par les supplices des révoltés. On vit succéder un calme que des ressentiments amers menaçaient à chaque instant d'interrompre.

Des préliminaires de paix avaient été signés, le 18 avril 1797, entre le général en chef de l'armée française et les députés de l'Autriche. Il y fut statué que l'empereur consentirait à la création d'une république en Lombardie: Buonaparte se mit en devoir de l'organiser, et l'appela du nom de Cisalpine. Il appela auprès de lui, pour prendre conseil d'eux, les hommes les plus recommandables, entre autres le père Grégoire Fantana, homme prodigieux par la profondeur et l'étendue de ses connaissances, et, sans aucun doute, le plus érudit parmi les plus savants. Le monde était dans l'attente de voir l'œuvre qu'enfanteraient un Buonaparte et un Fontana; mais quel fut l'étonnement lorsqu'on vit paraître une copie exacte de la constitution française! La force de l'empirisme était si grande, qu'elle influait d'une

manière irrésistible, même dans les esprits supérieurs.

Le traité de Campo-Formio venait d'être signé. Il fut arrêté entre les plénipotentiaires de la France et de l'Autriche, que la France conserverait les Pays-Bas; que les îles vénitiennes de l'Archipel, celles de la mer Ionienne, et toutes les possessions de Venise en Albanie, deviendraient propriétés de la république française, que cette république consentait à ce que l'empereur possédât, en toute souveraineté, Venise, l'Istrie, la Dalmatie, les îles vénitiennes de l'Adriatique, les bouches de Cattaro, les pays situés entre les états héréditaires et la première moitié du lac de Garda, la rive gauche de l'Adige jusqu'à Porto-Legnago, enfin tout le territoire sur la rive gauche du Pô; que la république cisalpine comprendrait la Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Crémasque, les ville et forteresses de Mantoue, Peschiera, et toute la partie des états vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne ci-dessus indiquée; qu'enfin le duc de Modène recevrait un dédommagement dans le Brisgau.

Après avoir organisé la Cisalpine et conclu le traité de Campo-Formio, Buonaparte quitta l'Italie pour aller assister aux conférences de Rastadt. Venise, après avoir été dépouillée de ses richesses et de ses plus beaux ornements, fut livrée, pieds et mains liés, par les républicains de France, aux troupes de l'empereur d'Autriche.

Un événement déplorable appelle la colère des républicains sur Rome. Joseph Buonaparte y était ambassadeur pour la France; l'extrémité où le traité de

Tolentino avait réduit les finances pontificales avait obligé le gouvernement à peser sur le peuple par des charges extraordinaires. La spoliation continuelle qu'on faisait de Rome, en vertu du même traité, indisposait singulièrement les esprits. Les idées nouvelles avaient aussi pénétré dans quelques têtes. Ces personnes croyaient que, pour avoir la liberté, il suffisait de renverser le gouvernement existant, et d'en créer un à l'instar de celui de France. Ces malheureux copistes ont été une grande peste pour l'Italie. Joseph ne les encourageait pas, à la vérité, mais il ne les décourageait pas non plus, et leur laissait espérer qu'en cas de révolution, ils seraient appuyés par la France. Les têtes s'exaltèrent; le 20 décembre 1797, environ trois cents démocrates, que n'avaient encore désabusés ni la vente de Venise ni l'esclavage de la Cisalpine, s'assemblent; le général français Duphot est avec eux et les excite à la révolte. Ils arborent tous la cocarde aux trois couleurs, et manifestent hautement l'intention de détruire le gouvernement. Les troupes pontificales arrivent et les dispersent; ils se réfugient dans le palais de Joseph; et de là, ils insultent par des cris et des gestes les soldats qui les avaient poursuivis, mais qui s'étaient arrêtés devant le palais de France. C'était le moment de négocier entre l'ambassadeur et les ministres du pape pour prévenir de plus grands désordres. On n'en fit rien; l'ambassadeur n'engage pas les rebelles à se retirer : ils continuent à insulter et à menacer. Sur ces entrefaites, arrive un régiment de dragons, envoyé par le gouvernement pour aider à comprimer la révolte. Ne pouvant

supporter tant d'outrages, cette nouvelle troupe se précipite impétueusement dans la cour du palais, menaçant de faire main-basse sur quiconque ne sortirait pas sans délai. Il en résulta une mêlée difficile à décrire. En ce moment, Duphot, jeune, emporté, plein de bravoure, n'écoute plus qu'une imprudente ardeur, tire son épée, se mêle aux démocrates et les exhorte à chasser les soldats. Il reçoit un coup mortel; les démocrates se sauvent par toutes les issues du palais.

On voit par ce récit que le principal tort, dans le malheur qui est arrivé, est du côté des révoltés, de Joseph, et surtout de Duphot; mais les chefs du régiment de dragons n'en sont pas moins coupables d'avoir violé un terrain que le droit des gens devait rendre sacré : il fallait le cerner, réduire les démocrates à l'impuissance de nuire, et négocier; mais on ne pouvait pas entrer dans un endroit qui était sous la sauvegarde du droit des gens.

Le directoire saisit l'occasion et déclara la guerre au pape. Le général Berthier fut chargé de l'expédition; il n'eut pas de peine à s'emparer de Rome.

Quelques jours se passèrent assez tranquillement; mais le 15 février 1798, des attroupements considérables parcourent la ville en criant: *Liberté!* Arrivée en face du Capitole, cette multitude plante un arbre de liberté surmonté d'un bonnet, déclare renoncer au gouvernement du pape, et se constitue en république.

Pie VI voyait du Vatican ce tumulte; on voulut exiger de lui une abdication; il répondit au général Cervoni qui, par ordre de Berthier, la lui avait

intimée, ces paroles : « Je tiens mon autorité tem-
»porelle de Dieu, et de la libre volonté des hommes.
»Je ne puis ni ne veux y renoncer; j'ai quatre-vingts
»ans; vous pouvez me faire beaucoup de mal,
»mais vous ne pouvez plus m'en faire long-temps;
»je suis préparé à toutes les disgrâces. Pontife su-
»prême, je veux, autant qu'il dépendra de moi,
»mourir dans l'exercice de tout mon pouvoir: em-
»ployez la force, puisque vous l'avez; mais apprenez
»que si vous êtes maîtres de mon corps, vous ne
»l'êtes point de mon âme. Libre, dans la région où
»elle est placée, elle ne craint rien des événements
»d'ici-bas : je touche au seuil d'une autre vie;
»là, je serai à l'abri de la violence et de l'im-
»piété. »

Le lecteur a déjà deviné ce qu'on fit du pape : on le fit partir; il fut d'abord conduit en Toscane, et ensuite, lorsque les événements devinrent menaçants pour les républicains, en France : il mourut à Valence en Dauphiné. Prince, s'il en fut jamais, qui sut réunir une grandeur d'âme rare à une bonté à toute épreuve. C'est un des événements les plus déplorables de l'époque, qu'un pontife de ce caractère ait été forcé de mourir dans l'exil, loin de cette Rome qu'il avait embellie avec tant de soin, et où il avait représenté le pontificat avec tant de dignité.

Le pape parti, on créa une république qu'on décora du nom de romaine. Des hommes graves furent envoyés de Paris pour lui donner une constitution; mais nous ne sommes pas encore au bout du ridicule : elle ne fut, sous des noms différents,

qu'une copie servile de la constitution française. Il y eut un directoire sous le nom de consulat, un conseil des anciens sous le nom de sénat, et un conseil des cinq-cents sous celui de tribunat.

Les déportements des chefs de l'armée n'étaient pas faits pour inspirer l'amour de la nouvelle république. Les musées, les palais publics, les églises, furent pillés d'une manière horrible. Le Vatican fut désolé ; on y enleva jusqu'aux clous.

Les officiers de l'armée, jaloux de l'honneur du nom français, firent une protestation solennelle contre ces abominables rapines ; ils déclarèrent même ne plus vouloir obéir à Masséna, qui venait de remplacer Berthier, et qu'ils accusaient au moins de connivence dans les indignes déprédations dont ils se plaignaient. Masséna fut obligé de quitter le commandement ; on lui donna pour successeur Dallemagne.

Tel était l'état de Rome ; un violent mécontentement agitait les esprits.

Le temps est arrivé où l'Italie va échapper aux Français aussi promptement qu'ils l'avaient acquise. Les Italiens sont sur le point d'éprouver si les soldats du nord ont plus de réserve que ceux qui lui étaient arrivés de l'ouest. L'expédition d'Égypte avait éloigné des champs de l'Europe la meilleure armée et le meilleur capitaine de la France ; le nom de Buonaparte et de ses valeureux compagnons d'Italie n'en imposait plus aux puissances. Elles renouèrent, par les soins principalement de l'Angleterre, une nouvelle coalition. L'Autriche, le roi de Naples, la Russie, l'Angleterre et le sultan de

Constantinople y prirent part. Le roi de Naples fut le premier, peut-être imprudemment, à déclarer ses intentions. Il marche avec une belle armée sur l'état romain : les Français, sous les ordres du général Championnet, sont en trop petit nombre pour pouvoir résister, ils se retirent; les Napolitains entrent dans Rome, et y détruisent la république éphémère que l'on y avait formée. La vénérable cité ne fut pas mieux traitée par eux que par les Français, quoique les uns et les autres se prétendissent également ses libérateurs. Les galeries du Vatican, embellies par le pinceau de Raphaël, et respectées par les Français, portèrent long-temps les vestiges de la barbarie des soldats napolitains. On n'épargna ni les tableaux, ni les statues, ni les manuscrits échappés à la rapacité des agents du directoire. Mais il était écrit dans les livres de la destinée que le séjour des Napolitains ne serait pas long à Rome, et que cette capitale du monde chrétien passerait rapidement d'une servitude à une autre.

Championnet, ayant reçu quelques renforts, et voyant que les Napolitains, bien que supérieurs en nombre, étaient très dispersés, se détermina à les attaquer. Il fut habilement secondé dans ses opérations par le général Macdonald. La victoire couronna ses efforts : les troupes du roi Ferdinand furent refoulées dans le royaume, et prirent position à Capoue. Les Français rentrèrent dans Rome, et y rétablirent la république; mais ce ne fut pas pour longtemps, comme nous le verrons bientôt.

Le général républicain, quoiqu'il n'eût pas du di-

rectoire l'ordre d'envahir le royaume, prit cependant la résolution de tenter l'entreprise; il marche sur deux colonnes, l'une vers les Apennins, l'autre vers le littoral; la ligne du Garigliano est forcée, Naples se trouve dans le plus grand danger. Le roi et toute la famille royale s'embarquent pour la Sicile.

Les Français avaient rencontré peu d'obstacles dans les troupes réglées du royaume, mais une multitude indisciplinée faillit occasioner leur perte. Les lazzaroni de Naples, à la nouvelle de l'approche des républicains, croyant être trahis par les agents que le roi avait laissés au moment de son départ, s'arment à l'envi, s'excitent mutuellement, et animés d'une fureur sans égale, se précipitent hors la ville pour attaquer un ennemi qu'ils détestaient. Le premier choc eut lieu entre Aversa et Capoue. Il est impossible de décrire exactement cette terrible mêlée. Les Français furent plusieurs fois sur le point d'être écrasés; en vain leur artillerie faisait des ravages affreux dans les rangs des Napolitains, ils revenaient à la charge avec plus d'acharnement que jamais. Cette bataille, extrêmement variée et meurtrière, dura trois jours. Enfin, une colonne française qui descendit des Apennins et prit les lazzaroni à revers, décida l'affaire en faveur des républicains. Les lazzaroni se retirèrent couverts de sang à Naples, en vomissant des imprécations horribles contre les agresseurs de leur patrie ; ils protestaient que le monde verrait ce qu'ils seraient capables de faire dans Naples. En effet, ils montrèrent dans la défense de la ville un courage indomptable; et, sans les

intelligences que Championnet s'était ménagées, le succès eût été plus que douteux; mais les forts se déclarèrent pour les Français, et il n'y eut plus alors aucun moyen de résistance.

Championnet créa un gouvernement provisoire, composé des personnes les plus respectables. Ses intentions étaient droites et pures; il voulait faire un usage modéré de la victoire et consoler, autant qu'il était en lui, les peuples épouvantés par de si terribles révolutions. Cette conduite ne plaisait pas à ces hommes qui ne voyaient dans la guerre que les moyens de faire fortune. Il fut accusé de modération envers les vaincus, de manque de respect envers un commissaire du directoire, dont les vues ne s'accordaient pas avec les siennes. Il fut rappelé et remplacé par Macdonald.

Le directoire, persuadé, par la levée de boucliers du roi de Naples, qu'une nouvelle coalition s'était formée contre la France, ayant reçu d'ailleurs d'autres indices certains de l'inimitié de l'Europe, crut ne pas pouvoir se fier au roi de Sardaigne, quoiqu'il fût lié avec lui par un traité d'alliance. La situation de ce prince était on ne peut pas plus difficile. Les principes qu'on ne cessait de proclamer dans les pays limitrophes, surtout à Milan et à Gênes, nuisaient infiniment à son gouvernement: des émigrés piémontais y avaient formé des rassemblements, s'étaient portés sur les frontières du Piémont et menaçaient continuellement de destruction le gouvernement royal. La France elle-même, quoique moins ouvertement, propageait ses principes et protégeait les rebelles. Charles-Emma-

nuel IV, prince doué de toutes les vertus, avait succédé à son père Victor-Amédée III, que les malheurs du royaume avaient précipité dans la tombe. Qu'on s'imagine une monarchie située entre trois républiques perturbatrices, et on se fera une idée des difficultés qui environnaient le règne de ce souverain. La France lui prodiguait bien des protestations d'amitié, mais dans le fond, le directoire et ses agents à Turin ne cessaient de ruiner son autorité souveraine et méditaient sa perte. Voulait-il continuer à garder d'anciens régiments suisses à sa solde? ces agents s'en plaignaient et réclamaient leur renvoi. Envoyait-il des troupes contre les insurgés des frontières? ils s'en plaignaient encore, et l'accusaient d'en vouloir aux amis de la France. Une correspondance vétilleuse, menaçante, inquiète et tracassière tourmentait continuellement les ministres du roi. Après avoir encouragé les insurrections du dehors, on chercha à démolir pièce à pièce la puissance de Charles-Emmanuel au dedans; on lui arracha par menace et par violence la citadelle de Turin. La bouche des canons républicains était tournée contre la demeure royale. C'était ainsi que la république française respectait un allié. Environné de tant de périls, menacé de ruine par ceux mêmes qui, par un traité solennel, s'étaient rendus garants de son salut, le gouvernement royal ne se manqua pas à lui-même; il repoussa, par ses troupes également valeureuses et fidèles, toutes les attaques des insurgés, maintint la tranquillité publique, protesta avec la plus grande énergie contre les violences qu'on lui faisait. C'était le courage de la vertu aux

prises avec l'adversité et la trahison. La monarchie piémontaise périt en 1798, mais elle périt avec toute la dignité qui lui convenait; elle mérita dans sa chute le respect des hommes généreux.

Le moment suprême était arrivé. Le général Joubert reçoit l'ordre de détrôner le roi et de s'emparer du Piémont. La déclaration de guerre n'avait pas encore paru, que déjà la guerre était terminée, et le roi n'existait plus. Ce fut une véritable surprise. Les prétextes de cette résolution hostile à l'égard du roi de Sardaigne étaient les prétendues cruautés du gouvernement royal, et ses intelligences supposées avec les ennemis de la république.

Joubert nomma un gouvernement provisoire, et y appela les personnes qui brillaient le plus dans le pays par leur savoir, leur naissance et leurs vertus. Mais il était impossible de faire le bien. Les plaies que le gouvernement précédent avait laissées, et qui avaient été nécessitées par une guerre longue et désastreuse, ainsi que les rigueurs de l'occupation militaire, creusaient continuellement un abîme sous les finances de l'état, et mécontentaient les peuples. Pour échapper à ces fléaux, on demanda la réunion du pays à la France; mais les nouveaux malheurs auxquels on se trouva bientôt en proie ne permirent pas aux Piémontais de recueillir les fruits d'une résolution à laquelle ils répugnaient par sentiment, mais qu'ils avaient adoptée par nécessité.

Le roi se retira avec toute sa famille, d'abord à Livourne, ensuite en Sardaigne. Arrivé en vue de Cagliari, et redevenu maître de lui-même, il protesta, dans les termes les plus énergiques, de son

amitié franche et sincère envers la France, et démentit formellement les intelligences qu'on lui avait supposées avec les ennemis de la république. Ces plaintes, ces protestations du roi, quand l'aveu de ces intelligences, en les supposant réelles, aurait pu servir à sa réintégration, sont une preuve, je ne dis pas seulement de sa loyauté, mais encore de l'élévation de son caractère.

1799. La ligue de l'Europe contre la France commence ses opérations. Kray et Mélas commandent les Autrichiens en Italie; Souwarow arrive à la tête de ses Russes; les Français sont sous les ordres de Schérer, qui venait de remplacer Joubert. Les Autrichiens remportent une première victoire à Vérone, une seconde à Magnano; les Autrichiens et les Russes réunis demeurent vainqueurs à Cassano contre Moreau, qui avait pris le commandement à la place de Schérer. Ils inondent la Lombardie et le Piémont, la république cisalpine est détruite; Moreau se retire en Ligurie au-delà de la crête des Apennins.

Les persécutions contre les personnes qui avaient montré des sentiments favorables aux Français commencent. On en emprisonne un grand nombre, d'autres sont livrées aux insultes d'une soldatesque effrénée; les Cosaques surtout, sous le prétexte de jacobinisme volent en plein jour, dans les rues mêmes de Milan et de Turin, les jacobins et les non jacobins. Il est pourtant juste de remarquer, qu'à part quelques victimes égorgées au moment de la première effervescence, on ne sévit contre la vie de personne. Quant aux concussions des administrations militaires, elles ne furent pas, à coup sûr,

moindres que celles des administrations françaises, si elles ne les surpassèrent pas; mais on faisait son butin à petit bruit : la rapacité était égale, l'hypocrisie plus grande. Les généraux en chef s'en plaignaient, et essayaient de réprimer les malversations; leurs soins n'étaient pas plus fructueux que ceux qu'avait employés Buonaparte pour mettre un frein au péculat qui avait désolé son armée. Jamais le Piémont n'avait été si malheureux, et n'avait présenté un aspect aussi triste qu'à l'époque où il fut occupé par les Austro-Russes.

Macdonald quitte Naples pour venir se joindre à Moreau dans la haute Italie; il perd les trois batailles de la Trebbia. La France forme une nouvelle armée sous les ordres du général Joubert; elle se tient dans une attitude menaçante sur le flanc des Apennins, prête à descendre dans les plaines de la Lombardie.

Souwarow, malgré l'opinion contraire des généraux autrichiens, l'attaque dans cette position presque inexpugnable. Le général français est tué dans la première mêlée; mais sa mort ne fait que redoubler le courage des Français. Moreau est à leur tête: trois fois attaqués avec la plus grande fureur, trois fois ils repoussent leurs adversaires avec une perte très considérable. L'affaire engagée imprudemment par le général russe paraissait perdue, et elle l'était en effet, sans un mouvement stratégique de Mélas. Ce vieux général autrichien tourne avec un corps d'élite, composé en totalité de soldats de sa nation, l'aile droite de l'armée française, et lui coupe la retraite par la grande route de la Bocchetta.

Dès lors, le désordre se mit dans les rangs de l'armée républicaine, qui ne parvint qu'avec peine à gagner le flanc maritime des Apennins. Telle fut la bataille de Novi, livrée le 15 août 1799, et l'une des plus meurtrières qui aient jamais été données.

Les victoires des alliés dans la haute Italie compromettaient fortement les républiques romaine et parthénopéenne ; car ce fut par ce dernier nom qu'on avait cru distinguer le gouvernement informe qu'on avait institué à Naples. La situation de ces deux états était presque désespérée. Déjà, lors même que l'armée de Macdonald occupait encore Naples, de violentes insurrections avaient éclaté sur plusieurs points contre le régime politique qu'on y avait établi ; ces mouvements prirent un nouveau degré de gravité, et s'étendirent davantage après le départ des Français pour la Lombardie. Les provinces de Bari et d'Otrante avaient les premières secoué le joug des républicains ; l'incendie gagnait continuellement du terrain. Du côté de la Méditerranée l'explosion fut encore plus terrible. Le cardinal Ruffo, nommé par le roi vicaire général du royaume, était débarqué avec quelques troupes en Calabre. Cette petite armée se grossit bientôt par les adhérents de la famille du cardinal, assez nombreux dans cette partie du royaume, et par tous ceux que l'amour du roi, ou le désir de la vengeance ou la soif du pillage dominaient. Ce torrent devint bientôt irrésistible ; raconter tous les excès que ces bandes indisciplinées et féroces commirent, serait la chose impossible. Des villes entières étaient mises en cendres, leurs habitants passés au fil de l'épée.

Les mêmes cruautés épouvantaient le monde du côté de la Pouille et des Abruzzes. Des Russes et des Turcs y débarquèrent, et leur jonction n'avait rien qui pût calmer la fureur des gens du pays. Naples était déjà menacé. Les républicains s'étaient mis en devoir de combattre leurs adversaires ; ils se livrèrent aux mêmes excès que leurs ennemis. C'était des deux côtés une guerre d'extermination ; on aurait dit une guerre de Cannibales. On voyait sur les enseignes, ici, l'image de la liberté, là, la croix, le croissant, les lis, l'aigle de Russie, saint Janvier, la vierge Marie. Jamais on n'avait vu un amas plus informe ni plus effrayant.

Enfin, après des événements divers d ns lesquels la lubricité le disputait à la barbarie, Ruffo attaqua Naples avec une vigueur extraordinaire; les républicains se défendirent comme des lions. Les soldats du cardinal y entrèrent de vive force. Des horreurs qui révoltent la nature souillèrent le triomphe des royalistes : on faisait souffrir aux républicains tous les genres de mort; on les mettait en croix, on les déchirait en lambeaux, on les brûlait vifs, on mangeait leurs chairs rôties.

Les châteaux restaient au pouvoir des républicains. Le cardinal leur offre une capitulation, en vertu de laquelle il leur garantissait la vie et la faculté de s'embarquer, sous la seule condition de remettre les forteresses aux troupes royales. Ces conditions sont acceptées. La capitulation est signée par les chefs des républicains et par le cardinal Ruffo au nom du roi des Deux-Siciles : elle est ratifiée par les trois commandants des forces an-

glaises, russes et ottomanes. Le cardinal met de la bonne foi dans l'exécution du traité; une partie des républicains est déjà embarquée, l'autre se dispose à la suivre.

Sur ces entrefaites, l'amiral d'Angleterre Nelson arrive, méconnaît cette capitulation qui avait reçu la sanction du lieutenant-général du royaume et de l'Europe, fait enchaîner les républicains et les menace d'une mort prochaine. Lady Hamilton, femme sortie des lieux les plus impurs de l'Angleterre, stimule encore la soif de sang dont l'amiral se montre altéré. Une commission extraordinaire est formée; le sang inonde le royaume. Certes, les victimes qu'on immolait avec tant d'acharnement étaient coupables envers l'autorité royale, mais la capitulation devait les sauver; leur supplice était d'autant plus odieux qu'il attestait la violation de la foi jurée. Mario Pagano, Dominique Cirillo, l'honneur et l'ornement de Naples, ainsi que beaucoup d'autres hommes éminents par leur savoir et leurs vertus prouvèrent par leur sort funeste que rien ne trouvait grâce auprès d'un homme venu du fond de la Grande-Bretagne pour commettre un parjure, et verser le sang napolitain. Dominique Cimarosa, ce chantre aimable de l'Ausonie, avait composé la musique pour un hymne républicain; il ne subit pas, à la vérité, le dernier supplice, mais il fut incarcéré, et, à la honte de ceux qui gouvernaient Naples à cette époque, il ne dut sa liberté qu'aux Russes, arrivés comme auxiliaires sur le sol désolé de la Campanie.

Après ces exécutions, le roi revint à Naples;

l'autorité royale fut rétablie dans tout le royaume; mais les esprits y étaient préoccupés d'une sombre douleur : on espérait que Ferdinand, à la bonté duquel tout le monde rendait justice, prenant une part plus active au gouvernement, aurait adouci, par ses bienfaits, le souvenir de tant de malheurs.

La république romaine, attaquée, en bas par les Napolitains et les Anglais, en haut par les Autrichiens, tout autour par des peuples insurgés, ne pouvait subsister plus long-temps. Le général Garnier qui en avait le commandement militaire, se retira, après avoir conclu une capitulation honorable. Les Napolitains entrèrent dans Rome, et, comme s'ils eussent tenu à cœur qu'on n'y oubliât point leurs anciens méfaits, ils la traitèrent encore plus horriblement qu'ils ne l'avaient fait la première fois.

Toutes les forteresses étaient rendues, l'Italie entière avait échappé aux Français; il ne restait en leur pouvoir que la place d'Ancône et la Ligurie. La première attaquée par des Autrichiens, des Russes, des Turcs et des peuples insurgés, fut enfin obligée de céder; Monnier, qui y commandait, obtint des conditions très honorables. La défense d'Ancône par ce général est un des plus beaux faits de guerre qui aient illustré la fin du dix-huitième siècle. La Ligurie était réservée à de plus pénibles vicissitudes. Après des combats sanglants et extrêmement variés dans les deux rivières, Masséna est enfin obligé à se renfermer dans Gênes. Il résiste à la force, à la famine, à une maladie pestilentielle. On

ne vit plus que de racines, de chiens et de souris; heureux encore ceux qui en trouvent! Masséna et son état-major ne se traitent pas mieux que le dernier des habitants. Deux jours encore, et il n'y aura plus de vivres d'aucune espèce. Le général français se rend, mais presque en vainqueur, et exige qu'on intitule l'acte, convention et non capitulation. Les Anglais occupent le port, les Autrichiens la ville, mais ce n'est que pour peu de jours: des événements qui vont retentir avec éclat dans le monde les en chasseront bientôt.

Buonaparte revient d'Égypte, détruit le gouvernement du directoire, s'empare du pouvoir sous le nom de premier consul. Ses premiers regards se tournent vers l'Italie, théâtre de sa gloire; il en médite la conquête; sa réconciliation avec Paul, empereur de Russie, lui en facilite les moyens. Il rassemble à Dijon une armée qu'il appelle de réserve, l'envoie vers les Alpes, se met lui-même à sa tête. Sa gloire est encore récente; en Égypte il en a acquis une nouvelle: comme chef suprême de France, il est maître de ses opérations; qu'on juge de l'attente du monde. Jamais plan ne fut plus vaste ni mieux concerté. Masséna tenait encore dans ce moment à Gênes; le consul embrasse dans sa conception toute cette étendue des Alpes qui, depuis le mont Genèvre jusqu'au Saint-Gothard, couronne la plaine de la Lombardie; des colonnes doivent y déboucher en même temps par le mont Genèvre et le mont Cenis, par le petit et le grand Saint-Bernard, par le Simplon et le Saint-Gothard; mais le passage principal doit s'effectuer par le Saint-

Bernard sur Ivrée, pour menacer à la fois Turin et Milan. C'est par là que le consul doit guider lui-même le gros de ses phalanges. Il arrive à Genève; il ne faudrait pas connaître les Français pour ne pas se faire une idée de l'enthousiasme que sa présence excite parmi eux. Le Saint-Bernard est franchi; l'art, la patience, le courage et en même temps la vivacité et la gaieté dont les soldats de cette nation brillante firent preuve dans le passage de cette montagne presque impraticable sont au-dessus de toute description. Le passage du Saint-Bernard, effectué par les Français au commencement du dix-neuvième siècle, est un des faits les plus étonnants dont l'histoire nous ait transmis le souvenir.

Les Français sont dans le cœur du Piémont; ils menaçent Turin, mais c'est pour se porter sur Milan : ils y arrivent en effet au milieu des acclamations des peuples.

L'armée autrichienne était encore intacte ; Mélas accourt, rassemble ses bataillons épars, et se place dans une position avantageuse près Alexandrie, entre la Bormida et le Tanaro, Buonaparte passe le Pô, et présente la bataille à son ennemi. C'est dans la plaine de Marengo que le sort du monde sera décidé. L'armée autrichienne, précédée d'une artillerie formidable, franchit la Bormida, et attaque avec ses épais bataillons l'armée française; elle rencontre une vigoureuse résistance, mais elle renverse enfin tous les obstacles, et repousse à trois milles au-delà du champ de bataille son audacieux ennemi. La bataille est perdue pour

les Français. Cependant le général Desaix, que le consul avait imprudemment détaché au loin sur sa gauche, et rappelé en toute hâte, au moment où il fut attaqué, arrive, et arrête l'ennemi victorieux. Blessé d'un coup mortel au commencement de la mêlée, il succombe; le général Boudet le remplace et résiste vaillamment au choc de l'ennemi. La bataille se soutenait des deux côtés avec la plus grande obstination. En ce moment, une colonne de quatre mille Hongrois s'avance avec un sang-froid admirable, et menace de percer la ligne des Français; on l'attaque par des corps d'infanterie, on la foudroie de front par une nombreuse artillerie, rien ne peut arrêter cette masse formidable; elle s'avance toujours et est sur le point de saisir la victoire. L'affaire paraissait désespérée: une résolution hardie la rétablit, le jeune général Kellermann, qui se trouvait près de la colonne à la tête d'un corps de cavalerie destiné à tout autre service qu'à celui de l'attaque, s'avise de la charger; il la charge en effet sur son flanc gauche, met le désordre dans ses rangs, la traverse en tout sens, et cette masse qui paraissait irrésistible se trouve tout-à-coup hors d'état de nuire. Les Français reprennent courage, toutes leurs divisions donnent, l'ennemi est repoussé et obligé de rentrer à la hâte dans les retranchements dont il était sorti le matin pour attaquer: la victoire des républicains est complète.

Il restait encore à Mélas, après le combat, assez de troupes pour résister long-temps; mais, soit terreur, soit adresse de Buonaparte, qui manifestait les sentiments les plus modérés, le général

autrichien aima mieux capituler. En vertu de cette capitulation l'Italie supérieure jusqu'à la Chiesa sur la gauche du Pô, jusqu'aux frontières de la Toscane sur la droite, resta au pouvoir des Français. Une seule victoire leur rendit ce que quatre grandes défaites leur avaient fait perdre. On entama quelques négociations de paix, mais elles n'amenèrent aucun résultat, parceque l'empereur ne voulait pas renoncer à Mantoue, et le consul tenait à en faire un boulevard contre la puissance autrichienne. L'Autriche comptait beaucoup sur son armée, dont elle avait confié le commandement au général Bellegarde, et sur l'insurrection de la Toscane qui menaçait l'armée française sur son flanc droit. On en vint de rechef aux hostilités. Brune, qui ommandait l'armée française, passe le Mincio, et repousse Bellegarde jusques à Trévise; en même temps Macdonald, à la tête d'une division descendue des Grisons par le Sploghen, était venu se joindre à l'armée victorieuse. De nouveaux malheurs avaient accablé l'Autriche en Allemagne. L'empereur consent à la paix; elle est signée à Lunéville, le 9 février 1801. Les articles principaux furent ceux du traité de Campo-Formio; seulement la Cisalpine obtint de porter ses frontières jusqu'à l'Adige.

Tout s'acheminait à la paix; le roi de Naples y consentit le 28 mars de la même année à Florence, s'obligeant à pardonner les délits politiques commis jusqu'à ce jour, et à restituer les biens confisqués aux condamnés.

Presque en même temps, un traité se signait à Madrid entre la France et l'Espagne, par lequel le

duché de Parme était cédé à la république, et la Toscane au fils du duc de Parme. Le grand-duc de Toscane devait être, en vertu d'un article du traité de Lunéville, dédommagé par des équivalents en Allemagne. Ainsi la France, par les victoires et l'ascendant de Buonaparte se trouva en paix avec toutes les puissances de l'Europe, excepté l'Anglèterre, et se vit replacée au faîte de la grandeur et de la gloire.

Rome sortait de l'esclavage des Napolitains; le cardinal Chiaramonti venait d'être nommé pape dans le conclave de Venise; il se rendit bientôt à Rome, où il s'efforça de réparer par des lois sages les malheurs sans nombre que l'État de l'Église avait éprouvés.

Le Piémont est réuni à la France; les Cisalpins sont appelés à Lyon, reçoivent une constitution, s'intitulent république italienne, et en proclament Buonaparte président pour dix ans, avec faculté d'être réélu. La constitution italienne fut au moins empreinte d'un caractère original : c'était la première fois que l'on sortait de cette malheureuse ornière d'imitation qui n'eût été que ridicule, si elle n'eût pas été funeste. Trois colléges, des propriétaires, des savants et des commerçants, constituaient les principaux organes de la république; cette division était fort bien entendue, puisque chacune de ces trois classes représentait des opinions, des habitudes et des intérêts divers; c'était une division naturelle.

Les colléges nommaient les membres de la cen-

sure, de la consulta du gouvernement, du corps législatif, des tribunaux de révision et de cassation et de la chambre des comptes. Ils traduisaient devant les tribunaux les magistrats coupables de péculat et d'atteintes portées à la constitution; enfin, ils prononçaient sur les différends entre le gouvernement et la censure, relativement aux accusations de cette espèce.

La censure citait en justice pour péculat et infraction à la constitution, et prononçait sur les accusations de même nature.

Le gouvernement de la république était confié à un président, à une consulta d'état, à des ministres responsables et à un conseil législatif; le président exerçait le pouvoir exécutif.

La consulta examinait les instructions des ambassadeurs et les traités diplomatiques; elle pouvait au besoin suspendre la liberté individuelle, et même la constitution; elle était chargée de pourvoir, par tous les moyens possibles, au salut de la république. C'était, comme on voit, un terrible pouvoir que cette consulta: elle pouvait, suivant les temps et les circonstances, ou sauver l'état ou le soumettre à la tyrannie. Cela sentait le conseil des dix de Venise.

Le conseil législatif délibérait sur les projets de loi présentés par le président.

Enfin un corps législatif statuait sur les lois présentées par le gouvernement, mais sans discussion et par la seule voie du scrutin. Ce corps s'étant permis quelques observations sur un projet de loi des

finances, il fut suspendu par le président, qui ne daigna pas même employer l'autorité de la consulta pour un acte si extraordinaire.

La république ligurienne, ce fut ainsi qu'on appela l'état de Gênes, reçut aussi des mains de Buonaparte une constitution.

Le sénat fut rétabli, mais plutôt comme représentation honorifique que comme ayant à part une action politique dans l'état; l'exécution des lois fut confiée à un doge assisté de quatre ministres et de quatre sénateurs.

Une consulta nationale représentait le corps législatif, des consultas particulières représentaient dans chaque juridiction les conseils de département; mais elles avaient, de plus, la faculté électorale, c'est-à-dire qu'elles nommaient les membres de la consulta nationale.

Telle était la partie active du gouvernement de la république ligurienne; mais la souveraineté d'où dérivait, comme d'une source commune, tout pouvoir suprême, politique, civil ou administratif, résidait, comme dans la république italienne, dans trois colléges, un des propriétaires, un des négocians, un des savans. Ces colléges devaient nommer tous les deux ans un syndicat de sept membres, avec faculté, pour ce syndicat, de censurer deux sénateurs, deux membres de la consulta nationale, deux de chaque consulta de juridiction, et deux de chaque tribunal; la censure emportait la destitution. Ce syndicat pouvait devenir une arme toute-puissante pour ou contre le gouvernement.

Cette constitution était l'œuvre de la sagesse de Buonaparte, car on ne peut disconvenir qu'elle renfermât plusieurs bonnes dispositions et fût convenable au pays; mais il ne tarda pas de s'ennuyer de son propre ouvrage, et bientôt un nouveau caprice de sa part vint le détruire.

Le but principal de Buonaparte, but auquel il visait depuis long-temps, était de se voir, non seulement maître, mais souverain de la France; il voulait changer un titre républicain et supposant une élection, en une qualité qui le mît au niveau des princes de l'Europe et fût transmissible par hérédité. L'appui de la religion lui paraissait le moyen le plus efficace pour arriver à l'accomplissement de ses désirs. Il négocia avec le pape, fit un concordat avec lui, et rétablit la religion catholique en France. Il s'assura, par cet acte de haute politique, de la coopération des ecclésiastiques et de la volonté du peuple.

Vainqueur de l'Europe, pacificateur de la France, restaurateur de la religion, il crut pouvoir oser, et il osa : il se fit empereur. Ce pouvait être de l'ambition, mais ce fut aussi de la vanité; car non seulement il fit revivre ce qu'il y avait d'utile dans l'ancienne monarchie, mais il s'attacha avec un soin particulier à en ressusciter les abus. Au reste, il jugea bien ses contemporains; car les plus fougueux républicains, comme les plus anciens royalistes, à peu d'exceptions près, se précipitèrent à ses pieds pour y chercher la servitude.

Un changement si essentiel dans la constitution de France en nécessitait plusieurs en Italie. Na-

poléon, tel était le nom impérial de Buonaparte, Napoléon se fait appeler roi d'Italie, et va ceindre la couronne de fer à Milan. La consulta devient un sénat; on ne parle plus du corps législatif.

Il n'y avait pas de couronne de fer pour Gênes; Napoléon ne sait que faire de la république ligurienne; pour s'en débarrasser il la détruit, et réunit son territoire à la France.

L'Autriche, comptant sur un mécontentement en France à cause d'un changement si brusque dans les idées, prend les armes, la Russie la seconde; elle est vaincue, en Allemagne, à Ulm; en Italie, à Caldiero. Ces désastres lui font perdre Venise et son antique territoire, qui vont agrandir le royaume d'Italie.

Napoléon déclare que le roi de Naples a cessé de régner, parcequ'il avait permis un débarquement de Russes et d'Anglais près de Naples; Ferdinand est obligé de se retirer une seconde fois en Sicile. Joseph Buonaparte, nommé roi de Naples, va y régner. Les Calabres deviennent un foyer d'insurrection que les Anglais et la cour de Palerme ont soin d'entretenir. Joseph fait des efforts pour l'étouffer, mais il ne peut y parvenir : le sang continue à couler dans cette extrémité de l'Italie, mais c'est plutôt un massacre barbare qu'une guerre régulière.

De nouveaux caprices de Napoléon bouleversent l'Italie. Il soustrait la Toscane à la domination de l'Espagne, et la réunit à la France. Une junte composée d'hommes sages, cherche à consoler la Toscane de son étrange destinée; elle y protége les

arts, le commerce, les manufactures, les sciences ; elle forme des projets utiles de desséchement des marais, d'ouvertures de nouvelles routes, de culture du cotonnier, d'importation de mérinos. Malheureusement un régime militaire inexorable gâte tout, et ces améliorations que l'on propose forment plutôt un désir qu'une espérance.

Le caractère inquiet et remuant de Napoléon ne laisse point de repos à la péninsule. Après avoir enlevé, par un trait de perfidie dont il y a peu d'exemples, l'Espagne aux Bourbons, il nomme Joseph roi de ce pays, et transporte la couronne de Naples sur la tête de son beau-frère Murat. Le nouveau roi se nomme Joachim Ier. Une guerre horrible ravage les Calabres. Les *carbonari* se joignent aux insurgés royalistes.

Pour étouffer un incendie qui dévorait depuis plusieurs années ce pays, Joachim y envoya le général Manhès : ce chef inexorable mais juste, agit avec tant de prudence et de vigueur, que les *carbonari* furent obligés de chercher un asile dans des montagnes éloignées, et les assassins furent exterminés. Après les exécutions terribles ordonnées par Manhès, on voyageait avec autant de sûreté dans les Calabres, qu'on les traversait autrefois avec effroi.

L'État ecclésiastique se trouvait enclavé dans les possessions de l'empereur des Français. Cela ne faisait pas le compte de Napoléon : il commence par enlever la Marche-d'Ancône au pape, la réunissant au royaume d'Italie. Pie VII proteste avec énergie contre cet acte qui était une véritable usurpation ;

il défend la prestation du serment de fidélité au nouveau gouvernement. Napoléon l'exige ; les fidèles, menacés d'un côté des peines spirituelles, de l'autre, des temporelles, ne savent à quel parti s'arrêter ; le pays est dans la plus affreuse désolation ; il fallait que tout le monde souffrît, pour que l'ambition d'un seul homme fût satisfaite.

Les Espagnols s'étaient soulevés par un mouvement général contre celui qui venait de faire violence à leurs souverains. Napoléon est obligé d'envoyer des armées pour les soumettre. L'Autriche saisit l'occasion et court aux armes. L'archiduc Charles appelle les Allemands à la liberté, l'archiduc Jean, les Italiens ; ce dernier gagne la bataille de Sacile et s'avance sur Vérone ; mais son frère est vaincu en Allemagne ; il est obligé d'y accourir pour défendre le cœur de la monarchie. Tout est perdu pour l'Autriche : elle succombe une seconde fois à Wagram, et accepte les dures conditions que Napoléon lui dicte. L'Illyrie devient la propriété de l'empereur des Français.

L'archiduc Jean, dans une proclamation adressée aux Italiens au commencement de la guerre, avait parlé du rétablissement du pape. A peine Napoléon est-il arrivé à Vienne, qu'il enlève au pape ses états, les réunit à son empire, déclare Rome ville impériale, assure au pontife deux millions de pension; il nomme en même temps une consulta extraordinaire, qui doit résider à Rome pour y préparer les voies au gouvernement constitutionnel ; il y appelle le général Miollis, Salicetti, de Gérando, Janet et Dalpozzo.

Le pape proteste dans les termes les plus forts contre cette nouvelle usurpation, repousse avec indignation les deux millions, s'abandonne à la Providence et à la piété des fidèles, *content*, dit-il, *de terminer dans la médiocrité la carrière douloureuse de ses pénibles jours*. Le jour même où il faisait entendre ses plaintes, il fulmine l'excommunication contre l'empereur Napoléon, et contre tous ceux qui avaient concouru avec lui à l'envahissement des États de l'Église, et particulièrement à l'occupation de la ville de Rome.

Napoléon, informé de ces actes ordonne que le pape soit arrêté et conduit en France. Cet ordre impitoyable trouve d'impitoyables exécuteurs. La nuit du 5 juillet 1809, des sbires, des archers, des galériens, auxquels des généraux et des soldats de Napoléon n'eurent pas honte de s'associer, escaladent les murs du palais pontifical, brisent les portes, traversent à la lueur des torches les galeries et arrivent à la demeure du pontife; ils le trouvent calme et résigné, arrachent de ses bras le cardinal Pacca, son ami et son ministre, le conduisent à travers une haie de baïonnettes, à la voiture qui l'attendait, et le font partir avec la plus grande célérité pour la France; il est reconduit ensuite à Savone où il est gardé comme prisonnier.

L'empereur exige des prélats romains le serment de fidélité; quelques uns le prêtent, la plupart le refusent. Les prisons de Rome se remplissent; les routes d'Italie se couvrent d'ecclésiastiques allant en exil : c'était une désolation générale. Tous avaient offert de prêter serment d'obéissance et de

ne jamais entrer dans aucune conspiration ou complot contre le gouvernement établi. On ne s'en contente point : on veut le mot de *fidélité*, parcequ'il emporte la reconnaissance du droit de souverain légitime.

La consulta s'efforce de consoler Rome désolée : elle donne des encouragements aux sciences, aux lettres, à l'agriculture, au commerce et aux arts; s'occupe particulièrement des mines d'alun de la Tolfa et des mines de fer de Monteleone en Ombrie; envoie deux élèves à l'école des mines en France, deux à l'école vétérinaire, et deux à l'école des arts et métiers. Elle accorde des prix aux branches d'industrie les plus utiles, à ceux qui auraient le mieux filé la soie ou tissé la laine, préparé les dentelles, foulé les feutres, apprêté les peaux, distillé l'eau-de-vie, travaillé la faïence, le verre, le cristal et le papier, recueilli le meilleur coton sur leurs domaines, planté le plus d'oliviers, semé le plus de graines utiles. Ces arts étaient encore dans l'enfance à Rome; les lois et l'activité françaises auraient fini par les faire prospérer : c'eût été un avantage immense, et qui aurait fait disparaître l'esprit d'apathie né des abus du gouvernement ecclésiastique; mais il était à regretter que cette heureuse perspective eût pour principe une violence abominable.

Les musées, cruellement dépouillés autrefois, étaient maintenant l'objet d'une religieuse sollicitude. L'académie de Saint-Luc reçut une dotation considérable, celle des Arcades des encouragements et une meilleure organisation, l'observatoire des instruments. Les couvents utiles, tels que ceux de

Monte-Corona et de Grotta-Ferrata furent conservés.

La propagande attira spécialement l'attention. On voulait la retirer de ses ruines, mais c'était pour une considération politique : on aimait cette institution, parcequ'on la regardait comme un instrument propre à remuer le monde.

Cependant le pape était prisonnier à Savone; le gouvernement du puissant Napoléon s'élance de tout son poids sur l'illustre captif. On l'isole; on lui défend de recevoir et d'écrire; on le menace; on arrache de son sein ses plus fidèles serviteurs. On ne parvient ni à ébranler sa constance, ni à troubler la sérénité de son âme; il répond à ses geôliers qu'ils n'ont pas le pape, qu'ils n'ont qu'un moine, et que le pape habite une région où ils ne peuvent atteindre. Pie VII prisonnier est plus fort que Napoléon maître de l'Europe.

En attendant, des prélats français arrivent à Savone: ils lui parlent de la religion; ils lui disent qu'elle périt en France, s'il continue à lui refuser son ministère pontifical. Le but de ces sollicitations était d'obtenir que le pape instituât les évêques nommés par l'empereur, ou consentît à ce qu'ils fussent institués par les métropolitains dans le cas où ils n'auraient pas reçu dans un délai déterminé, l'institution du saint-siége. On exigeait encore qu'il renonçât à sa souveraineté temporelle sur l'état romain, et acceptât les deux millions de pension et Avignon pour sa résidence. L'intérêt de la religion et l'amour paternel dont il faisait profession envers la France, le décidèrent à consentir à la première

demande; le délai en question fut fixé à six mois. Quand à la seconde proposition, il refusa constamment, et toujours dans les termes de la plus vive indignation. On était en 1812; l'orage fatal se formait sur la tête de Napoléon. Un pape récalcitrant, éloigné et en Italie, donnait des inquiétudes : on le fit partir de Savone en toute hâte, et on l'amena à Fontainebleau.

Avant d'en venir à la grande catastrophe qui changea la face de l'Europe, nous devons arrêter un moment nos regards sur la Sicile. La reine Caroline avait une grande part au gouvernement; elle indisposait les peuples par l'âpreté de son caractère, ses dépenses excessives et ses prévenances envers les émigrés napolitains, que les Siciliens poursuivaient de leur haine et de leur mépris. Elle mécontenta particulièrement les barons : c'était une grande faute politique, attendu qu'ils étaient très puissants en Sicile. Il en résulta que le parlement, dans lequel le bras baronal dominait, ne voulut point accorder de subsides tels qu'ils pussent suffire aux besoins de l'état. On délibéra de se passer du parlement. On établit, sans son concours, une taxe d'un pour cent sur le montant de tout contrat. On mit aussi en vente des immeubles appartenants à des congrégations religieuses, à des étrangers et à l'ordre de Malte : on mit ces propriétés en loterie.

Ces deux décrets trompèrent les espérances de la cour. Les Siciliens, pour ne pas reconnaître un acte qu'ils regardaient comme une violation de la constitution du royaume, ne passaient plus

les contrats devant notaires ; ils les faisaient sous seing privé. Quant à la lotérie, personne, excepté les courtisans, ne prit de billets. Pour augmenter les embarras des ministres, les principaux barons du royaume adressèrent au roi une remontrance, par laquelle ils le suppliaient de rapporter les deux derniers décrets, comme attentatoires aux droits constitutionnels du parlement dans le vote de l'impôt : pour toute réponse, ils furent emprisonnés. Le mécontentement devint général.

Sur ces entrefaites, lord Bentink était arrivé en Sicile, comme ambassadeur d'Angleterre. La haine publique se tournait contre les Anglais, qui exerçaient un haut patronage dans l'île. Cela pouvait ouvrir les voies à l'entreprenant Joachim et à Napoléon. Il fallut songer au remède. Bentink déclara à la reine qu'il était indispensable de congédier les ministres, de rapporter les deux décrets, de rappeler les barons, et d'adopter une nouvelle constitution ; elle s'y refusa. L'ambassadeur, nommé en même temps capitaine général des troupes anglaises en Sicile, fait entourer Palerme par douze mille soldats, et menace de faire arrêter le roi et la reine, et de remettre le gouvernement au prince héréditaire. La reine veut encore résister, mais le gouvernement cède, le roi se démet, sous prétexte de maladie, de l'autorité royale, et en investit le prince héréditaire son fils, avec le titre de vicaire général du royaume. La reine est éloignée et bientôt obligée de quitter la Sicile ; elle meurt quelques mois après à Vienne. On congédie les anciens ministres, on les remplace par les barons disgraciés ; on abolit les

odieux décrets. Le nouveau gouvernement montre beaucoup de modération; les cœurs s'ouvrent à l'espérance. On croyait qu'une nouvelle constitution achèverait l'ouvrage du bonheur et des libertés de la nation.

Le prince vicaire général convoque en effet le parlement, et cette assemblée décrète une constitution, qui n'est autre chose, à très peu de différence près, que la constitution anglaise elle-même. Le vicaire général y donne, au nom du roi, son consentement. Une délibération généreuse des barons, vient ajouter à l'allégresse générale. Ils proposèrent, d'un commun accord, au parlement l'abolition du ystème féodal, et l'affranchissement de toutes les terres, érigées désormais en alleux. Cette loi fut adoptée. On ne saurait assez louer le patriotisme et le désintéressement des barons siciliens dans cette circonstance. Leurs revenus consistaient en grande partie dans les droits féodaux, et ils en réclamèrent et en obtinrent la suppression! C'est là un de ces actes qui honorent le plus les vertus patriotiques d'un peuple.

La suite des événements ne justifia point ces heureux présages. La plupart des nominations à la chambre des communes furent peu recommandables : on songea plutôt à y porter des créatures de Bentink que de véritables amis du pays. Le vice de l'époque exerçait sa funeste influence. Ces députés faisaient consister le patriotisme dans des cris continuels contre la noblesse et les ministres; contre cette noblesse qui venait délivrer la Sicile du fléau du régime féodal, contre ces ministres que le vœu

général avait portés au timon des affaires. Il en résulta que le peuple conçut pour la nouvelle constitution autant d'indifférence qu'il en avait éprouvé de joie, et que le roi Ferdinand put, après les événements de 1814, l'abolir sans donner lieu à aucun mécontentement ni à aucun trouble.

Le moment que le ciel avait prédestiné pour terme de la carrière de Napoléon était arrivé. Cet homme à qui la prospérité avait fait perdre la raison provoque à la guerre l'empereur Alexandre; il s'enfonce dans les profondeurs de l'empire russe; son armée y périt de froid, de faim et de fatigue : ce fut la plus grande blessure que la France ait jamais reçue. Il reparaît sur le champ d'Allemagne, et succombe à Leipsick. La France en deuil, la France pleurant ses enfants immolés dans le nord, peut seule lui offrir un asile; l'Europe conjurée l'inonde de ses innombrables phalanges.

Ces événements, qui tiennent du merveilleux, doivent changer la face de l'Italie. Les Autrichiens y descendent du nord et de l'est; les Anglais l'attaquent sur la Méditerranée; Joachim lui-même tourne ses armes contre Napoléon. Le royaume d'Italie est menacé sur tous les points. Eugène, vice-roi, est obligé de se retirer d'abord à Vérone, ensuite à Mantoue. Les Anglais, commandés par Bentink, débarquent à Livourne, remettent la Toscane sous l'autorité de son ancien souverain, s'avancent sur Gênes, s'en emparent, y réveillent par leurs proclamations et leurs actes l'espoir de l'indépendance, et appellent les Italiens à la liberté.

En attendant, des événements de la plus grande

importance se passent à Milan. Le vice-roi veut, au moyen de ses affidés, engager le sénat à le demander pour roi aux puissances coalisées. Cette assemblée, sans faire une demande formelle, atteste les vertus du prince, et insiste pour l'indépendance du royaume. Le peuple indigné se soulève, court au palais du sénat, en enfonce les portes, jette les meubles par les fenêtres, disperse les archives. On entend partout les cris, *Vive l'indépendance! point d'Eugène! point de Français!* Le ministre des finances Prina, si cher à Napoléon, est massacré, le sénat est dissous. Les colléges sont assemblés, nomment une régence et des députés avec mission de se présenter à Paris à l'empereur François, pour lui demander l'indépendance sous un prince de sa famille. La députation ne reçoit point une réponse favorable.

Le prince vice-roi, ayant appris le résultat de ses sollicitations à Milan, se laisse dominer par le dépit, remet Mantoue au général Bellegarde, et se retire en Bavière. Les Autrichiens entrent dans Milan le 28 avril 1814. Ainsi finit le royaume d'Italie.

Les anciens souverains sont réintégrés en Italie, à part Venise, qui reste possession autrichienne, Gênes, qui est donnée au roi de Sardaigne, Parme, qui passe de la domination des Bourbons à celle des Autrichiens, et Naples, où Joachim continue de régner, mais aussi où l'attend une épouvantable catastrophe.

Les Français, quoique obligés d'abandonner la péninsule italique, où ils avaient dominé pendant dix-huit ans, y laissent de profonds souvenirs. De dom-

breuses routes sont ouvertes au commerce ; celles principalement de la Corniche, du Mont-Cenis et du Simplon, ouvrages admirables et dignes des anciens Romains, attestent ce que peut l'activité jointe au génie ; l'agriculture fait d'immenses progrès ; les siences encouragées prennent un nouvel essor ; de magnifiques palais sont nouvellement bâtis, d'anciens temples terminés, des ponts, chefs-d'œuvre de l'art, jetés sur les rivières les plus difficiles : un accroissement de vie se manifeste dans toutes les parties du corps social. Mais ce qui est particulièrement digne de remarque, ce sont les nombreuses améliorations que l'organisation judiciaire avait reçues en ce qui regarde la justice criminelle ; améliorations qui avaient réalisé en grande partie les vœux philantrhopiques de Filangieri, Beccaria et Mario-Pagano. Il en résulta que la sûreté fut rendue aux outes : c'était à elle seule un immense bienfait.

Voilà ce que les Italiens devaient ou doivent encore aux Français ; voici ce qu'ils devaient ou doivent encore à Napoléon. Les lettres de cachet, non seulement comme abus, mais comme principe, l'habitude d'une adulation dégoûtante, une littérature servile, l'esclavage de la presse, l'abaissement de tous les caractères, l'affaiblissement du lien patriotique, et la disparition du prestige du nom italien. L'Italie devenue France, et ses soldats combattant au fond de la Russie et de l'Espagne pour des intérêts qui ne les regardaient pas, ne disaient plus rien aux Italiens. Napoléon leur laissa encore, comme à bien d'autres peuples, ce funeste principe, que la gloire consiste dans l'asservissement des na-

tions étrangères, et que tous les moyens sont bons pourvu qu'on arrive aux richesses et au pouvoir. Il est l'auteur de la démoralisation moderne, de cette démoralisation qui rend peut-être les peuples de l'Europe incapables de liberté. Une affreuse ambition règne au fond des cœurs : c'est le legs de Buonaparte.

FIN.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LES TROIS VOLUMES.

(Les chiffres romains indiquent le tome, les chiffres arabes la page).

FIN.

